

DERNIÈRE ÉDITION

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12205 6 F DIMANCHE 22-LUNDI 23 AVRIL 1984

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 - Tél. : 245-72-23

## LES SOUCIS DE LA GAUCHE

### Les socialistes ont entrouvert la boîte de Pandore

Sidérurgistes lorrains et provinciaux en révolte, dirigeants communistes bien décidés à continuer de critiquer la politique industrielle défendue par le premier ministre. Tel est le paysage français d'une pré-élection présidentielle. Le pouvoir exécutif, pour sa part, s'interroge déjà sur la prochaine étape de la « clarification » interne à la majorité. Le débat ayant mis en route un processus difficile à contrôler.

Le président de la République et le premier ministre n'auront pas attendu longtemps pour

Matignon où rue de Solferino, à une seule constatation : le premier ministre a pleinement atteint l'objectif tactique qu'il s'était fixé. Les chefs de file du PS ont multiplié les déclarations, vendredi, pour tenter d'accréditer l'idée que l'épreuve de force a tourné à l'avantage du gouvernement. Ils insistent d'autant plus vivement sur les responsabilités des communistes qu'ils intègrent ouvertement dans leur démarche l'éventualité de la rupture de l'union de la gauche. Chacun d'eux paraît persuadé que la campagne et les résultats du scrutin

### Les nuages s'accumulent sur l'industrie française

Alors que le nombre de défaillances d'entreprises a fortement augmenté en mars, des groupes symboliques du secteur privé vacillent.

Le nombre de défaillances d'entreprises a nettement augmenté en mars. Après correction des variations saisonnières, 2 246 entreprises ont été mises en règlement judiciaire ou en liquidation de biens contre 1 915 en février, 1 966 en janvier et 1 314 en mars 1983.

Si cette tendance à l'accroissement rapide a été particulièrement sensible dans le secteur des services rendus aux particuliers (notamment la réparation automobile), l'industrie est aussi fortement touchée : il y a deux fois plus d'entreprises industrielles concernées qu'il y a un an, et les tailles - donc leurs effectifs - sont croissantes. C'est d'ailleurs dans l'industrie que le taux de défaillances (1) est désormais le plus élevé avec 2,1 %.

On ne peut s'étonner dans ces conditions que le chômage augmente. Quant aux autres secteurs, ils ne sont pas épargnés : les entreprises de l'industrie chimique, par exemple, ont vu leur chiffre d'affaires baisser de 10 % en mars par rapport à février.

Trois exemples sont venus illustrer cette semaine la forte dégradation de la compétitivité des entreprises françaises, conséquence conjuguée de choix industriels incertains (l'héritage) et du fort accroissement des charges imposées pendant l'état de

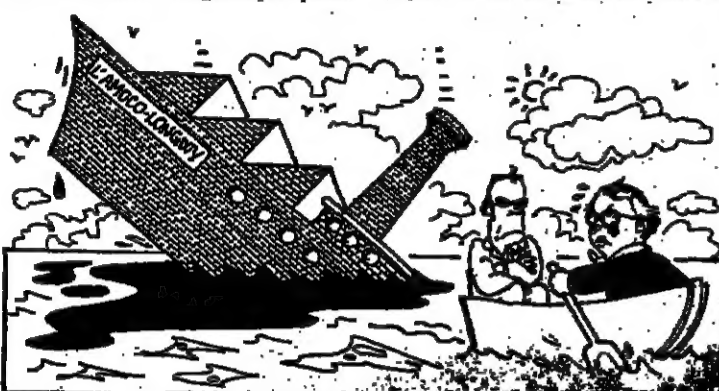
grâce, et qui a eu son plein effet en 1982-1983.

Michelin est depuis près d'un siècle le symbole de l'anticonformisme et du dynamisme technique et commercial qui a mené cette société, orgueilleusement privée, au second rang mondial de son secteur. Or les 4 920 suppressions d'emplois - dont 3 520 à Clermont-Ferrand - annoncées jeudi viennent après une première vague début 1983 et pourraient précéder, si l'on en croit Force ouvrière, de nouvelles suppressions en 1985.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 19.)

(1) Rapport du nombre d'entreprises défaillantes au nombre total d'entreprises de secteur.



constater que les dirigeants communistes ne paraissent guère disposés à conformer leurs actes et leurs discours au vote de « confiance » concédé par leurs députés au gouvernement dans la nuit du 19 au 20 avril.

Moins de vingt-quatre heures après ce vote ambigu, à Longwy, l'économiste du PCF, M. Philippe Herzog, dont M. Pierre Mauroy avait refusé le contre-plan sidérurgique, répliquait au premier ministre - qui avait affirmé son refus de « glisser dans la facilité » - que le plan acier du gouvernement constituait, justement, la « facilité » puisque « il reprend les chemins utilisés par le passé ». On ne pouvait être plus polémique.

Au même moment, le député communiste des Bouches-du-Rhône, M. Guy Hermier, qui avait été le porte-parole de son groupe, à l'instinct des explications de vote, devant l'Assemblée nationale, participait à la manifestation organisée à Marseille par les sidérurgistes de Fos-sur-Mer, lesquels réclamaient la démission de M. François Mitterrand. Tandis qu'au cours de ce même rassemblement, M. Henri Krasucki jugeait, lui aussi, « profondément choquant de voir ceux qui décident réellement des orientations du gouvernement, que la confiance populaire a portée au pouvoir pour entreprendre des changements réels, retourner aux ornières d'hier et tenir le langage d'autrefois », avec d'autres aménités du même tonneau, en des termes tels (lire page 19) qu'il ne faisait aucun doute qu'il s'exprimait autant, sinon plus, en tant que membre du bureau politique du PCF qu'en sa qualité de secrétaire général de la CGT.

Ces premières réactions annoncent-elles une aggravation de la controverse, qui annihilerait totalement la signification du vote de « confiance », ou s'agit-il simplement de manifestations de mauvaise humeur avant une accalmie dans les rapports entre les deux principaux partis de la majorité ? La réponse à cette question, dont dépend le rythme de l'opération de « clarification », ne devrait pas tarder. Dans l'éditorial de l'Humanité du samedi 21 avril, le ton était plutôt à la consternation.

Les dirigeants socialistes, eux, préfèrent s'en tenir pour l'instant, que ce soit à l'Élysée, à l'Hôtel

européen ou à 27 jûrs constitueront une échelle déterminante.

A l'Élysée et à l'Hôtel Matignon, on précise déjà que, si les communistes maintiennent une attitude peu cohérente, il appartiendrait au pouvoir exécutif de poursuivre l'épreuve de force, puisque c'est lui qui l'a engagée.

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 13.)

### AU JOUR LE JOUR

Le soleil estival de Pâques n'y change rien : la France suit ses vieux démons. La dureté des temps, le désarroi, la nécessité d'une mobilisation contre l'adversité, rien n'y fait. Les Français sont et restent divisés, querelleurs, chaque moitié du pays passant son temps à critiquer l'autre.

### Coupure

Jusqu'au temps libre qui les déchire... Il faut voir comme ils se toisent sur les autoroutes par où se vivent les villes.

C'est la France coupée en deux, entre ceux de la file de droite et ceux de la file de gauche.

BRUNO FRAPPAT.

## Raidissement en Yougoslavie

M. Milovan Djilas et un groupe d'intellectuels contestataires ont été interpellés par la police

Les organes de sécurité de Belgrade ont procédé, le 20 avril, à l'arrestation de vingt-huit personnes connues pour leur sympathie pour la « nouvelle gauche », mouvement dissident qui, depuis un certain temps, déploie non sans succès une activité parmi les intellectuels, nous indique notre correspondant Paul Yankovitch. Parmi ces personnes, dont plusieurs ont déjà été condamnées pour « activités hostiles », figure M. Milovan Djilas, l'un des principaux collaborateurs de Tito, qui, en 1954, fut limogé et exclu du parti pour « déviationisme » idéologique et qui fut incarcéré à plusieurs reprises depuis pour publication à l'étranger de divers ouvrages jugés « anti-yougoslaves ».

Selon l'agence officielle Tanjoug, les vingt-huit personnes ont été gardées à vue et des documents compromettants auraient été découverts chez elles. Leur

intention était, également selon l'agence, de déployer des « activités hostiles » qui n'ont pas été précisées. Elles ont toutes été appréhendées dans l'appartement de l'un de leurs partisans où se tenait une réunion.

M. Stefon Djilas a précisé que son mari avait été ramené vendredi par la police à l'appartement familial vers 23 heures. Quatre membres de la sécurité d'Etat et un policier en uniforme ont ensuite fouillé l'appartement pendant quatre heures. Ils ont emporté quelques livres, des publications de l'émigration yougoslave et des manuscrits appartenant à son mari et à son fils Aleksa, réfugié politique en Grande-Bretagne.

M. Djilas a ajouté : « Les policiers ont effectué la fouille de manière très correcte. Ils n'étaient pas désagréables. Milovan est resté assis dans la pièce en

leur expliquant ce que contenaient les divers livres. »

M. Djilas a déclaré : « Je ne comprends pas pourquoi il a été arrêté. Il ne représente aucun groupe dissident, bien qu'il y en ait autour de nous. C'est un simple particulier (...). Il n'a rien critiqué. Il n'a écrit aucun article. Il n'y a pas eu de campagne contre lui dans la presse. C'est très étrange. »

Il est difficile de savoir quelle suite sera donnée par les autorités à cette affaire. Il est à noter, toutefois, que le régime raidit, dans toutes les Républiques, son attitude à l'égard des dissidents de toutes sortes, qui pourraient profiter des difficultés que suscite la crise économique. En tout cas, c'est la première fois, après plusieurs années d'une relative tolérance, que le régime procède à l'arrestation d'un groupe aussi important de ses adversaires.

(Lire nos informations page 22.)

Avec ce numéro  
**LE MONDE AUJOURD'HUI**  
Le Corbusier  
toujours dans la polémique

### CHINE

Pékin  
en mal de gratte-ciel  
(Page 10)

### LIBAN

La guerre des transistors  
(Page 10)

### SOCIÉTÉ

Paris  
capitale des assistés  
(Page 15)

### RELIGION

Catholiques en Algérie  
(Page 11)

## Le « style Kadhafi »

De Londres au Maghreb, l'art de négocier avec un trublion

Le style de la maison de peuple libyenne par la police britannique se poursuivait samedi à Londres. L'explosion d'une bombe, qui a fait vingt-deux blessés la veille au soir à l'aéroport d'Heathrow, a ajouté à la tension entre les deux pays, bien que les autorités britanniques se refusent à toute spéculation sur l'origine de cet attentat.

Dans les années qui suivirent son accession au pouvoir en 1969, le colonel Moammar Kadhafi dévota tout ou presque à son idéalisme politique, en voulant réaliser à tout prix avec eux des « unions » ou des « fusions ». Depuis une décennie, d'après sans doute par ses échecs sur la voie unitaire, il leur fait peur par son cynisme et sa versatilité. Que ce soit pour se venger des refus essuyés ou pour assouvir des ambitions territoriales et idéologiques, il n'hésite plus désormais à retourner ses alliances pour faire avorter les initiatives qui lui échappent, déstabiliser les régimes qui lui résis-

tent, entraver les regroupements régionaux qui ne se situent pas directement dans sa mouvance, nous confie récemment un responsable tunisien.

A quelques nuances près, c'est le langage que tiennent aussi Mauritaniens, Maliens, Nigériens, Algériens, Égyptiens et Soudanais, et celui que tiennent publiquement, hier encore, Marocains et Saoudiens. Il y a un an, la rencontre entre le roi Hassan II et le président Chadli Benjedid, le 26 février, amorçait un rapprochement entre l'Algérie et le Maroc et suscitait de grands espoirs. Elle ouvrait, en effet, la voie à un règlement politique du conflit du Sahara occidental susceptible de favoriser à terme l'édification d'un « Grand Maghreb » fédéré ou confédéré qui constituerait une zone de stabilité en Méditerranée occidentale. Mais le décor a de nouveau viré du rose au gris.

Attentif aux humeurs du remuant Libyen, le souverain avait noté avec une satisfaction

intéressée la détérioration des rapports entre Alger et Tripoli, mais naguère dans le Front du refus et le soutien au Front Polisario. Le « guide de la révolution » libyenne reproche au successeur de Boumediène de l'avoir privé de la présidence de l'OUA au XIX<sup>e</sup> sommet d'Addis-Abeba, en juin dernier, en favorisant l'élection de l'Éthiopien, le colonel Mengistu, et d'en avoir profité pour exercer son ascendant politique sur le Front Polisario alors que la Libye lui fournissait 80 % de l'aide dont il a besoin, en particulier les armes sophistiquées, d'avoir « déserté » le Front du refus, de soutenir M. Yasser Arafat dont il a fait son « ennemi personnel », de « tourner le dos à la révolution » en entretenant de bons rapports avec une France qui s'oppose à ses prétentions sur le Tchad.

Il accuse aussi le président Chadli de refuser de restituer à la Libye une portion de territoire qu'elle revendique.

PAUL BALTA.

(Lire la suite page 4.)

## Dr Jacques Leibowitch



### Un virus étrange venu d'ailleurs

Le SIDA

« Le mystère SIDA détaillé sous tous les angles, avec exhaustivité et précision. » Eric Conan / Libération

« Pour savoir tout, tout, tout sur le SIDA. Pour contempler les panoramas immenses et sans cesse changeants de la biologie et de la médecine. » Pr Jean-Paul Escande / Les Nouvelles









# Étranger

## LA TERREUR A REPRIS AU GUATEMALA

### Le gouvernement est débordé par les extrémistes

De notre envoyé spécial

Guatemala. — Celina Matute avait dix-sept ans. Rebeca Sayago vingt et un ans et Concepcion Molina vingt-deux ans. Les deux dernières avaient chacune deux enfants de moins de deux ans. Toutes les trois ont été assassinées près de Chiquimula, dans l'est du Guatemala, et jetées dans une fosse commune. Un drame banal dans la longue chronique de la terreur. Plus de cinquante personnes sont tuées ou disparaissent sans laisser de trace chaque semaine, depuis le début de la campagne, en février, pour l'élection d'une Assemblée constituante qui doit avoir lieu le 1<sup>er</sup> juillet.

Dans la capitale, la semaine dernière, M. Julio Estvez, professeur de sciences économiques à l'université de San-Carlos, rentrait chez lui. Devant sa porte, trois véhicules bourrés de civils armés l'attendaient. Il était jeté dans une des voitures, sous les yeux de son fils. Celui-ci téléphona immédiatement au recteur de l'université, M. Eduardo Meyer, qui prévenait les ministres de l'intérieur et des affaires étrangères. Par acquit de conscience et sans grand espoir. M. Estvez, qui n'avait aucune activité politique connue, fait maintenant partie des « disparus ».

Les informations sur une « vague d'enlèvements dans l'ouest du pays » figurent en quelques lignes dans la presse de la capitale. En une semaine, une dizaine de meurtres, dont celui du fils du colonel Gonzalez Sigut. Cette affaire a fait un peu plus de bruit, et deux officiers ont été arrêtés. Ils avaient des « différents personnels » avec le fils Sigut. Les cadavres qu'on retrouve à l'aube, dans les ravins de la capitale,

sont souvent mutilés : la signature des Escadrons de la mort.

« La terreur est systématique. Elle s'exerce pour que les gens votent à droite en juillet », affirme M. Vinicio Cerezo, leader du Parti démocrate-chrétien, une petite formation. Les Guatémaltèques devraient être blasés. En un peu plus d'un quart de siècle de violence politique, on a connu près de quatre-vingt-cinq mille assassinats. A la nuit tombée, l'animation se concentre dans les 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> Avances — en fait des rues étroites et commerçantes — et les étrangers évitent la zone 1, celle qui entoure le palais présidentiel, où tout peut arriver.

#### Une répression à l'Argentine

La guérilla n'est pas inactive. Un commando a harcelé la semaine dernière à l'ambassade de la capitale. Les départements de l'Ouest et du Nord-Ouest, Huehuetenango, San-Marco, Quetzaltenango et, en fait, tout le Quiché, peuplé d'Indiens, restent des « zones de guerre ». En un mois, les maquisards ont monté trois embuscades meurtrières, dont la dernière, revendiquée par l'ORPA (Organisation révolutionnaire du peuple en armes), a fait officiellement cinquante morts dans les rangs de l'armée. Mais la violence « institutionnelle » n'est pas une réplique directe aux actions de la guérilla.

« C'est une répression à l'Argentine, dit un diplomate, on ne poursuit pas seulement les personnes, mais aussi leurs familles. Il y a des listes, et les meurtres agissent avec méthode. » Certains meurtres sont camouflés : ceux de hauts fonctionnaires guatémaltèques, membres

d'une équipe de l'Agence américaine pour le développement (AID), ont été maquillés en « accidents de la route ». Syndicalistes, professeurs, ingénieurs sont de nouveau en tén de liste. Tout ce qui est susceptible de faire peser la balance du côté d'un centre modéré est dans le collimateur.

Plusieurs ambassades, en particulier celles du Venezuela et de l'Equateur, abritent à leurs corps défendant des Guatémaltèques affilés par cette nouvelle vague de violence et les menaces de mort. Les diplomates étrangers sont « exposés ». Leurs départs sont supervisés par des affaires étrangères, M. Andrade, sans effet. Le ministre était, en août 1983, au lendemain du référendum ayant porté le général Mejia à la présidence, le « corbeau » du nouveau gouvernement. Sa caution aussi, puisque M. Andrade, très conservateur mais soucieux de « redresser l'image » du pays, s'est efforcé d'inclure le Guatemala dans le groupe de Contadora et a promis le respect des droits de l'homme. Mais il semble que le régime soit débordé par ses ultras, civils et militaires.

« Trop, c'est trop. C'est ce qu'a dit l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Chapin, le 28 février, sans même prendre congé du président Mejia, qui s'en est un peu étonné. Le corps diplomatique, à peu près unanime, reproche naturellement cette remise de la violence et d'inquiétude des demandes croissantes d'asile. Une démarque collective des ambassadeurs — avec l'approbation tacite du représentant d'Israël, du chargé d'affaires des Etats-Unis et du nonce apostolique — est envisagée afin d'attirer, solennellement, l'attention des autorités guatémaltèques sur la gravité de la situation.

Paradoxalement, le gouvernement a mis en place une commission de la paix, à l'initiative du recteur, M. Eduardo Meyer, un homme tranquille et courageux. Son prédécesseur a été assassiné en décembre 1981. Le recteur est un poète en

vers, dans tous les sens du terme. Des ministres font partie de la commission, qui se déclare disposée à « écouter toutes les requêtes ». C'est la première fois qu'un tel organisme voit le jour au Guatemala. Mais cette initiative ne semble pas avoir contribué à rassurer la population, qui regrette presque le général Rios Montt. Le « fou de Dieu » avait poursuivi et intensifié la répression militaire dans le Quiché, lancé une campagne de « fuir ou être harcelé » et instauré des tribunaux militaires secrets.

Cette-ci avait en la délicatesse de condamner à mort et de fusiller cinq « subversifs » (ultérieurement présentés non sans arguments comme des délinquants de droit commun) à la veille de la visite du pape Jean-Paul II. Mais le général Rios Montt, qui prêchait le dimanche à l'église du verbe de la capitale, avait eu moins réussi à faire diminuer les violences de la droite. Moins de règlements de comptes entre bandes policières rivales, moins d'enlèvements et de meurtres.

A l'approche des élections de juillet, les factions civiles et militaires s'affrontent de nouveau ouvertement. Le général Mejia a promis que les élections seraient « libres et propres » et que les résultats — sous-entendu à la différence de ce qui s'est passé dans ce « pauvre Salvador » — seraient connus immédiatement.

Une quarantaine de comités pour la formation de partis politiques sont déjà en lice, mais l'extrême droite de M. Mario Sandoval, leader du Mouvement de libération nationale, apparaît déjà bien placée. M. Carlos Nicole, directeur du journal *El Gráfico* et dirigeant de la nouvelle Union du centre national (UCN) a été menacé de mort. Par un groupe de guérilla, affirmant les militaires. Le document présenté à la presse ne portait cependant aucune signature. Dans ce tourbillon, personne au Guatemala ne prend le risque d'affirmer que rien ne se passera d'ici au 1<sup>er</sup> juillet.

MARCEL NIEDERGAU

## A travers le monde

### Angola

LES OTAGES DE L'UNITA. — L'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola), mouvement d'opposition armée au régime de Luanda, a confirmé, jeudi 19 avril, dans un document diffusé à Lisbonne, qu'elle va organiser, avec des responsables du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) de Genève, le rapatriement des ressortissants étrangers qui elle détient (le Monde du 3 avril). Le mouvement de M. Jonas Savimbi doit engager, dans ce but, en territoire angolais, des conversations avec des représentants du CICR entre le 20 et le 22 avril. Parmi les otages de l'UNITA figurent vingt Tchétchènes, seize Britanniques et une cinquantaine de Portugais. — (AFP.)

### Bhoutan

NÉGOCIATIONS FRONTALIÈRES AVEC LA CHINE. — La première série de négociations frontalières avec la Chine s'est achevée vendredi 20 avril à Pékin où elle s'est déroulée dans une atmosphère « extrêmement cordiale et amicale », a annoncé l'agence Chine nouvelle. La prochaine session aura lieu à Thimphu, capitale du Bhoutan, entre l'hiver 1984 et le printemps 1985. — (AFP.)

### Etats-Unis

ATTENTAT CONTRE LE CLUB DES OFFICIERS DE MARINE. — Deux groupes différents ont revendiqué vendredi 20 avril l'attentat à la bombe commis dans la nuit de jeudi à vendredi contre le club des officiers de la marine à Washington. L'attentat, qui a causé des dégâts importants mais n'a pas fait de victimes, a été revendiqué par un correspondant se réclamant du « Mouvement de résistance de la guérilla » et qui a déclaré avoir agi « par solidarité » avec le

Front de libération Farabundo Martí qui lutte contre le régime salvadorien soutenu par les Etats-Unis. Il l'avait été auparavant par un groupe nationaliste portoricain, les « Forces armées de libération nationale ». — (AFP.)

### Guinée

LE « PROCES POSTHUME » DE SEKOU TOURE. — Le premier ministre guinéen, le colonel Diara Traore, a implicitement accusé Sekou Touré de malversations, dans un discours diffusé vendredi 20 avril par Radio-Conakry. Le colonel Traore a révélé que les nouvelles autorités avaient découvert récemment dans le livre-journal de la Banque centrale de Guinée un chèque d'un montant de 4 millions de dollars que Sekou Touré avait ordonné de verser au compte de son épouse. Il a en outre indiqué que les recettes provenant de la vente des ressources minières de la Guinée étaient détournées par les anciens dirigeants et que le comité militaire de redressement national (CMRN), nouvel organisme dirigeant en Guinée depuis le coup d'Etat, en fournirait bientôt les preuves. Chacun des anciens dirigeants, a-t-il ajouté, possédait « des milliards de dollars » dans des comptes bancaires à l'étranger du pays, notamment au Canada, aux Etats-Unis, en Suisse, en France et au Maroc. C'est cette situation, a-t-il affirmé, qui a poussé l'armée à prendre le pouvoir. — (AFP.)

### Iran

DES DÉTENUÉS POLITIQUES SUPPLIÉS. — Selon le bureau des Moudjahidin du peuple à Paris, quatre détenus politiques ont été traités dans la prison de Roussard, dans le nord de l'Iran, où cinq autres opposants ont été exécutés. Le mouvement antikomuniste précise que les quatre suppliciés purgèrent une

peine d'emprisonnement lorsqu'ils ont été séparés des autres prisonniers et enfermés dans une petite cellule. C'est là qu'ils ont été brûlés vifs. Il s'agit, selon ces mêmes informations, de trois partisans des Moudjahidin du peuple, Alijani, Mobaraki et Jafari, et d'un autre détenu politique du nom de Sedigh.

### Namibie

ATTENTATS. — Deux attentats à la bombe ont sévèrement endommagé, jeudi 19 avril, des bureaux administratifs à Oshana et à Ondangwa (nord de la Namibie), moins de quatre jours après l'attentat qui a coûté la vie à deux diplomates américains. Selon le commandant en chef des forces armées sud-africaines en territoire namibien, le général George Meiring, les maquisards de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) sont responsables de ces deux nouveaux attentats. — (AFP.)

### Nigeria

ARRESTATIONS DE JOURNALISTES. — La police secrète a arrêté deux journalistes du *Guardian*, quotidien indépendant de Lagos, en liaison avec une série d'articles sur la réorganisation des services diplomatiques du pays, a rapporté, jeudi 19 avril, le *Guardian*. L'adjoint au chef des informations du journal, M. Ndaka Irabor, a été appréhendé mardi soir dans les locaux du *Guardian* et n'a pas reparu depuis. M. Tunde Thompson, chef du service étranger et auteur de la série d'articles, est en détention depuis une semaine et plusieurs autres journalistes ont été interrogés depuis. Au début de la semaine, les autorités militaires de Lagos ont publié un décret qui prévoit des peines allant jusqu'à deux ans de prison pour des journalistes et la fermeture de journaux, de radios

### Etats-Unis

#### ANCIENS DIRIGEANTS DE LA SOCIÉTÉ BECHTEL MM. Shultz et Weinberger pourraient être mêlés à une affaire de corruption

De notre correspondant

Washington. — La plus importante entreprise de construction des Etats-Unis, la société Bechtel, aurait, entre 1978 et 1980, acheté des dirigeants de Corée du Sud pour décrocher d'importants contrats dans ce pays. Loin d'être encore prouvée, mais nullement invraisemblable tant ce genre de pratiques est courant, l'affaire pourrait être banale.

Elle ne l'est pourtant pas, car la loi interdite aux Etats-Unis la corruption, par des sociétés privées, de fonctionnaires ou élus étrangers. La FBI et le département de la justice ont donc ouvert une enquête. A l'époque des faits, le secrétaire d'Etat, M. Shultz, et le secrétaire à la défense, M. Weinberger, occupaient de hautes fonctions de direction chez Bechtel.

Tant la FBI que le département de la justice ont refusé de confirmer ou de démentir qu'ils s'étaient emparés du dossier, mais *Mother Jones* et *Multinational Monitor*, les deux journaux qui ont révélé l'affaire, vendredi 20 avril, affirment que leurs journalistes et les agents de la FBI se sont fréquemment croisés au cours de leurs enquêtes respectives. Les deux journaux, deux mensuels de gauche qui ne devaient initialement publier leur article commun que le mois prochain, ont décidé d'en diffuser des extraits après avoir appris que le *New York Times* était sur le même piste.

La chaîne de télévision CBS a immédiatement fait état de ces informations qui font également la une du *Washington Post*, ce samedi matin.

M. Weinberger s'est, pour l'instant, refusé à tout commentaire. M. Shultz a, par contre, dans un bref communiqué, qu'il était à son ancienne société qu'il revenait de réagir à ces accusations. « Bechtel n'a été interrogé à ce

sujet par aucun enquêteur officiel », a déclaré un porte-parole de la compagnie, avant d'ajouter que ces accusations avaient déjà été examinées par les autorités coréennes.

#### Pas de preuves

L'ancien employé de la compagnie qui a alerté la FBI et les deux mensuels, M. Daniel Charbonneau, dit, pour sa part, ne pas avoir de preuve que MM. Shultz et Weinberger étaient personnellement au courant des agissements qu'il dénonce, mais laisse entendre que le secrétaire à la défense ne pouvait pas ne pas l'être. Selon M. Charbonneau, les pots-de-vin — divers cadeaux dont des clubs de golf et des sommes d'un montant total de 72.000 dollars au minimum — auraient été distribués par l'entremise d'un Américain d'origine coréenne, M. Yoon Cho. Bechtel aurait fait appel à ses services en 1977 en raison de ses relations dans les milieux très haut placés de Séoul. C'est peu après que la société aurait commencé à remporter ses premiers contrats sud-coréens pour la construction de centrales nucléaires.

Diffusé par *Mother Jones* et *Multinational Monitor*, l'accord passé entre Bechtel et M. Yoon Cho spécifie qu'il agit en qualité de consultant extérieur « à ses propres risques », et qu'il est au courant de la législation américaine interdisant la corruption en vue de gagner des marchés étrangers.

Rien n'aurait pu l'instaurer une quelconque culpabilité de M. Shultz ou de M. Weinberger. A la fois de l'élection présidentielle, il est, en revanche, très probable que la presse américaine ne lâchera pas ce dossier tant que leur innocence n'aura pas été indiscutablement prouvée.

BERNARD GUETTA.

ou de stations de télévision, pour la divulgation de fausses informations. — (Reuter.)

### Pologne

UN RESPONSABLE OUEST-ALLEMAND RECU PAR LE GÉNÉRAL JARUZELSKI. — M. Wolfgang Mischnick, vice-président du Parti libéral ouest-allemand (FDP), a été reçu à Varsovie par le premier secrétaire du PC polonais. Au cours de cet entretien, « franc et ouvert », le général Jaruzelski a « apprécié » la volonté de Bonn de normaliser ses relations avec Varsovie sur la base du traité de 1970, indique-t-on de source ouest-allemande. A l'issue de son séjour, M. Mischnick a évoqué, sans donner de date, une possible visite à Varsovie de M. Hans Dietrich Genscher, ministre des affaires étrangères, qui serait ainsi le premier responsable de la diplomatie d'un pays occidental à se rendre en Pologne depuis le coup de force de décembre 1981. — (AFP.)

### Swaziland

LA RÉPRESSION CONTRE L'ANC. — La police swazie a annoncé, vendredi 20 avril, avoir abattu deux hommes soupçonnés d'appartenir au Congrès national africain (ANC) au cours d'une fusillade, la veille au soir dans la banlieue de Mbabane. Les deux hommes ont été tués alors qu'ils tentaient de résister à une perquisition. Cinq autres suspects, dont deux blessés légers, se sont par la suite rendus aux autorités. Un policier a également été blessé. Selon le gouvernement de Mbabane, des militants de l'ANC sont arrivés illégalement au Swaziland en provenance du Mozambique, après la signature, le 16 mars, d'un traité de non-agression entre Pretoria et Maputo (le Monde du 21 avril). — (Reuter.)

#### ISOLATION THERMIQUE - IMPERMÉABILISATION ENDUITS DE PAREMENT PLASTIQUES PRODUITS SPÉCIAUX POUR LE BATIMENT

#### SOCIÉTÉ ITALIENNE LEADER DANS CE SECTEUR

RECHERCHE DISTRIBUTEUR-REPRÉSENTANT GÉNÉRAL POUR LE TERRITOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Nous voudrions contacter une société active dans ce domaine qui dispose de :

- Une organisation de vente appropriée sur tout le territoire national.
  - Une bonne introduction chez distributeurs locaux, détaillants, entreprises de construction, entreprises d'application, études de projet.
  - Un entrepôt central apte à satisfaire en temps utile les exigences de la clientèle.
  - Une profonde connaissance et expérience des matériaux offerts.
- A cette société, nous pouvons assurer :
- Une gamme complète de produits appropriés pour satisfaire les exigences les plus différentes du marché.
  - Un niveau de qualité des produits parmi les plus élevés du secteur.
  - Un service à la clientèle extrêmement rapide et flexible.
  - Une grande compétitivité sur le marché.

Nous prions les sociétés intéressées de bien vouloir communiquer tous les éléments d'application en écrivant à :

VIERO S.P.A. Via Provinciale - 21030 CASSANO VALCUVIA (VA), ITALY



## Étranger

# Deux exemples du « style Kadhafi »

## Au Maghreb : déstabiliser les voisins rebelles à l'« union »

(Suite de la première page.)

Ce différend frontalier qui empoisonne les relations bilatérales aurait donné lieu à une « violente discussion » entre les deux hommes en 1982. Le colonel Kadhafi aurait alors « ordonné » l'assassinat du chef de l'Etat algérien, vient de révéler M. Aziz Omar Chemib, ancien ambassadeur de Libye à Amman, dans la revue d'opposition *Le Salut*. Le diplomate avait démissionné en juillet 1983 en expliquant que Tripoli lui avait commandé « d'exécuter » le roi Hussein.

Habile manœuvrier, Hassan II avait donc monté une mise en scène, l'été dernier, pour se rapprocher du chef de la Jamahiriya avec lequel il était brouillé depuis 1969. Faisant croire qu'il s'apprêtait à envoyer des troupes au Tchad, il avait dépêché un émissaire au colonel Kadhafi. Rabat renoua avec le colonel Kadhafi si Tripoli cessa d'aider les Sahraouis, avait-il proposé (*Le Monde* du 28 février). Mais, depuis la conclusion de ce marché qui lui a donné un répit, le monarque en est venu à se demander si ce n'est pas la Libye qui en a tiré le meilleur parti.

Inolable au Proche-Orient, le colonel Kadhafi risquait de l'être aussi au Maghreb après la signature du traité de fraternité et de concorde algéro-tunisienne (19 mars 1983) auquel la Mauritanie a adhéré (13 décembre). Aussi s'était-il réconcilié avec l'Arabie Saoudite en se rendant à Ryad (du 8 au 12 juin 1983) avant d'aller à Rabat (30 juin-4 juillet). Ce double rapprochement lui aurait permis, selon *Afrique-Asie*, en échange de quelques opposants marocains livrés au souverain chérifien, de « récupérer », en novembre 1983, son adversaire le plus résolu : le commandant Omar El Mcheichi, numéro trois de la révolution libyenne, qui vivait en exil au Caire depuis 1975. Alors qu'il croyait se rendre de Rabat à Ryad dans un avion royal, l'opposant libyen se serait retrouvé à Syrte. En tout cas, il a disparu depuis, comme l'imam Moussa Sadr qui a vraisemblablement été éliminé par les services libyens. Des responsables tunisiens confirment, de leur côté, que le colonel Kadhafi avait proposé à un ancien ministre de troquer l'opposant yousséfiste, M. Brahim Tobbal - installé à Alger et ami de M. Arafat - contre El Mcheichi, alors qu'il se trouvait en Tunisie. Mais, méfiant, M. Tobbal ne s'était pas laissé attirer dans le guet-apens de Tripoli.

### « Opportuniste » et « aventuriste »

La Libye fournirait, certes, du pétrole au Maroc à des conditions avantageuses, mais la coopération projetée par la commission mixte qui s'est réunie récemment serait moins intéressante que ne l'accompagneraient les hommes d'affaires marocains déguisés par un premier voyage exploratoire à Tripoli. De plus, alors que le colonel Kadhafi clame avec une humiliante arrogance qu'il ne s'est rapproché du Maroc que « pour sauver de la misère un peuple frère », Rabat se demande avec inquiétude si les quatorze mille travailleurs marocains accueillis par la Libye ne reviendront pas transformés en opposants ou en commandos, comme nombre d'émigrés tunisiens.

Les Marocains découvrent aussi que la Libye a profité de sa nouvelle alliance pour contrecarrer la politique algérienne, sans renoncer pour autant à aider le Front Polisario. A l'inverse, plusieurs Etats d'Afrique noire jugent sévèrement ce rapprochement avec le « diable » et prennent des distances à l'égard des

thèses marocaines sur la « récupération des provinces sahariennes ». M. Hissène Habré serait même tenté, dit-on, de reconnaître la République arabe sahraouie démocratique. Signe qu'un malin existe : la visite que Hassan II envisageait d'effectuer à Tripoli avant la fin février a été ajournée à deux reprises et elle ne semble plus à l'ordre du jour.

Comment ignorer, en effet, les menaces que la Libye fait planer sur ses voisins, dont certains sont des amis ou des alliés du Maroc ? Disposant de revenus appréciables et n'ayant que peu de bouches à nourrir, le colonel Kadhafi jouit d'une grande marge de manœuvre. Aussi se voit-il reprocher de soutenir des terroristes, de former des commandos susceptibles de déstabiliser les régimes faibles et de recourir à la subversion pour gêner les plus forts. En privé, les Algériens, ses alliés d'hier, l'accusent carrément d'être « opportuniste », « aventuriste » et « expansionniste ».

Officiellement, les rapports entre Tripoli et Tunis sont « bons ». Dans la pratique, il en va tout autrement. La pression exercée sur la Tunisie par la Libye est constante et se situe à tous les niveaux. L'exécution récente à Tunis de deux condamnés pour espionnage et haute trahison illustre le climat de méfiance qui règne entre les deux capitales (*Le Monde* du 15 mars). On a, en effet, appris qu'un des deux condamnés était un Tunisien des services de renseignements et l'autre un Libyen. Or Tripoli n'a pas élevé de protestations.

### Menaces sur Nouakchott

Selon une première version officielle, le Tunisien aurait livré à son correspondant la documentation du ministère de l'Intérieur sur les mouvements d'opposition en Tunisie. Mais une autre version, n'excluant pas la première, nous a été donnée par une excellente source. A l'automne dernier, les autorités tunisiennes auraient réussi à infiltrer des « taupes » dans les camps d'entraînement libyens. Peu après, l'un de ces « clandestins » trouvait la mort dans un accident de la route. Puis, quelques jours plus tard, un autre aurait été tué dans une rixe. Ils auraient été « donnés » par le fonctionnaire tunisien à l'agent libyen. L'exécution des deux hommes, indiquée-t-on dans les milieux politiques, est un « avertissement » donné discrètement à Tripoli. Car les Libyens recrutent ou infiltraient des agents dans tous les secteurs, de l'information à l'armée.

La Mauritanie - tout comme le Niger ou le Mali, hier - n'est pas non plus à l'abri de la subversion, celle-ci pouvant prendre la forme de militants qui luttent « légitimement » en faveur du « nationalisme arabe » c'est-à-dire « kadhafiste ». Nouakchott vient d'annoncer l'arrestation d'une dizaine de personnes - dont le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs de Mauritanie, M. El Khory Hameithy - accusés d'être à l'origine de l'agitation sociale qui s'est développée au cours des dernières semaines. Dans le cadre d'une enquête sur les activités d'« éléments libyens », ces personnes auraient été trouvées en possession de documents prouvant leurs liens avec la Libye dans le cadre d'un plan de déstabilisation de la Mauritanie.

Réal et public ou diffus et occulte - et bien qu'il serve parfois d'alibi à des régimes en difficulté - l'activisme libyen se voit reprocher par ses voisins de faire régner un climat malsain dans le nord de l'Afrique. Il oblige des



DAULLE

Etats à consacrer des sommes importantes à leur défense et à leur protection plutôt qu'à leur développement. Accusés d'être des « valets de l'impérialisme », le principal tort de ces Etats est de refuser la « tutelle » libyenne proposée sous la forme d'une « union » ou d'une « alliance ». Pour leur part, les Algériens qui ne voient pas sans déplaisir se rapprocher d'eux certains de ces Etats, estiment que la situation actuelle, a bloqué le processus d'une solution négociée du conflit saharien et fait passer de nouvelles menaces sur l'OUA.

A Paris, on n'est pas loin de le penser aussi. La position de neutralité adoptée par la France dans cette affaire devient peu confortable en raison du conflit tchadien et des nouvelles alliances. Des responsables dans différents partis - de la majorité et de l'opposition - qui, dans le passé, avaient manifesté de la sympathie pour le nationalisme du colonel Kadhafi, repoussent aujourd'hui, selon l'expression de l'un d'eux, « une politique qui se fonde de plus en plus sur l'action terroriste, la subversion et le fait accompli ».

PAUL BALTA.

La sanglante fusillade qui s'est déroulée cette semaine autour du « bureau populaire » libyen à Londres a provoqué une crise majeure entre la Grande-Bretagne et Tripoli. Une fois de plus, le colonel Kadhafi s'est fait d'accusateur et clame que l'« armée anglaise » a ouvert le feu. Le Foreign Office n'aura pas trop de tout le fléau qu'on lui prête pour négocier avec cet étrange partenaire. En Europe, au Proche-Orient et au Maghreb on commence à avoir l'habitude de ce dirigeant qui, depuis quinze ans, pratique des méthodes très spéciales. En voici deux exemples...

### Correspondance

Rome. - Nombreux sont les exilés libyens qui, depuis quelques années, ont fui l'Italie pour l'Egypte, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis. Si, au lendemain de la prise du pouvoir par le colonel Kadhafi ou après les mesures de nationalisation de la fin des années 70, ils cherchaient un grand nombre d'asile auprès de l'ancienne puissance coloniale (qui occupe la Libye de 1911 à 1942), aujourd'hui, Rome est considérée par eux comme un lieu particulièrement dangereux. Les services secrets italiens portent la responsabilité de nombreuses commissions avec le régime de Tripoli. En Italie, aucun des milliers de réfugiés libyens n'a réellement payé pour les crimes commis. « Obéissant ainsi, en janvier 1983, à l'hebdomadaire *Giornale* Mayo le dirigeant du « Front national pour le salut de la Libye », M. Youssef Magarhi. Ancien président de la Cour des comptes et ambassadeur aux Indes, il avait lui-même échappé de justesse à la mort. Il était, en effet, la cible du commando qui, le 24 janvier 1981, ouvrit le feu à l'aéroport de Rome aux cris de « Kadhafi, Kadhafi », blessant gravement deux personnes. C'était le dernier en date d'une série d'attentats en Italie qui, entre mars et juin 1980, coûtèrent la vie à quatre riches commerçants - un cinquième fut très gravement blessé - coupables d'avoir fui la Libye avec tous leurs biens. Ces attentats, d'« avertissement », délibérément spectaculaires effectués par des agents des comités révolutionnaires visent à inciter les émigrés à « rentrer au pays » sous le slogan « où il y a le peuple libyen ».

Depuis ces meurtres en série, l'Italie a presque complètement été égarée par ces règlements de comptes, la dernière victime libyenne d'un attentat commis à Rome a été, au contraire, l'« ambassadeur » de Tripoli, M. Mustapha El Tagazy, tombé le 21 janvier dernier sous les balles d'un commando anti-Kadhafi. Pourtant, la peur demeure, d'autant que certains exilés espionnent véritablement les rapports avec les autorités de Tripoli - assez semblables à ceux passés il y a dix ans entre les services secrets du général Micieli et les organisations palestiniennes - l'apparente tran-

quillité dont jouit maintenant le territoire italien. En 1971 d'ailleurs, le service du général Micieli (qui devait être dissous quatre ans plus tard), déjoua une tentative de coup d'Etat contre le colonel Kadhafi. Et, à en croire l'ancien député socialiste Falco Accame, acharné pourfendeur du « lobby libyen » en Italie et dans son propre parti, de tels contacts existent, plus ou moins discrètement, continuent.

Quelques-uns des auteurs des attentats libyens à Rome ont été jugés. La plupart n'ont même jamais été arrêtés. L'extrême prudence, sinon l'ambiguïté des autorités italiennes face au terrorisme libyen, est apparue pleinement lors de l'arrestation à Paris, en octobre 1983, d'Abdullah Mohamed Saïd Rashid, trente-trois ans, considéré comme un des responsables des « tribunaux révolutionnaires » qui « jugèrent » et exécutèrent les opposants en Europe. Il faisait l'objet d'un mandat d'arrêt du parquet de Milan pour sa complicité dans l'assassinat, le 11 juin 1980, en pleine gare de la capitale lombarde de M. Arzudin Lahaderi, riche homme d'affaires libyen exilé. La demande officielle d'extradition se perdit dans les rouages bureaucratiques des ministères concernés, comme si les autorités italiennes ne tenaient vraiment pas à s'embarrasser d'une affaire aussi délicate qu'embarrassante dans des rapports déjà assez tourmentés avec Tripoli.

### Près de vingt mille travailleurs italiens

Ni le souvenir de l'expulsion des Italiens de Libye en 1970 sans dédommagement, ni les soupçons d'une éventuelle responsabilité libyenne dans le terrorisme en Italie, ni les violents réquisitoires du colonel Kadhafi contre tel ou tel aspect de politique étrangère de la péninsule (dernièrement contre l'installation des missiles de croisière à Comiso, en Sicile), ni même les menaces récurrentes de demande de nouveaux « dommages de guerre et de colonialisme » n'ont, en fait, empêché véritablement les rapports avec les autorités de Tripoli - assez semblables à ceux passés il y a dix ans entre les services secrets du général Micieli et les organisations palestiniennes - l'apparente tran-

quillité dont jouit maintenant le territoire italien. En 1971 d'ailleurs, le service du général Micieli (qui devait être dissous quatre ans plus tard), déjoua une tentative de coup d'Etat contre le colonel Kadhafi. Et, à en croire l'ancien député socialiste Falco Accame, acharné pourfendeur du « lobby libyen » en Italie et dans son propre parti, de tels contacts existent, plus ou moins discrètement, continuent.

Quelques-uns des auteurs des attentats libyens à Rome ont été jugés. La plupart n'ont même jamais été arrêtés. L'extrême prudence, sinon l'ambiguïté des autorités italiennes face au terrorisme libyen, est apparue pleinement lors de l'arrestation à Paris, en octobre 1983, d'Abdullah Mohamed Saïd Rashid, trente-trois ans, considéré comme un des responsables des « tribunaux révolutionnaires » qui « jugèrent » et exécutèrent les opposants en Europe. Il faisait l'objet d'un mandat d'arrêt du parquet de Milan pour sa complicité dans l'assassinat, le 11 juin 1980, en pleine gare de la capitale lombarde de M. Arzudin Lahaderi, riche homme d'affaires libyen exilé. La demande officielle d'extradition se perdit dans les rouages bureaucratiques des ministères concernés, comme si les autorités italiennes ne tenaient vraiment pas à s'embarrasser d'une affaire aussi délicate qu'embarrassante dans des rapports déjà assez tourmentés avec Tripoli.

Près de vingt mille travailleurs italiens travaillent en Libye. Pendant des années, Tripoli avait été, aussi, un débouché important pour l'industrie d'armement italienne alors en plein expansion. Ainsi, en 1983, l'Italie exportait en Libye pour 3 192 milliards de livres de marchandises.

Les problèmes qui surgissent de temps à autre avec les autorités libyennes qui refusent d'honorer leurs engagements et leurs dettes (1 200 milliards de livres en souffrance en 1983) n'ont pas réellement freiné le développement des affaires entre les deux pays car, à chaque fois, la question a finalement été réglée par un compromis. De surcroît, le régime de Tripoli ne désigne pas non plus investir sur le territoire même de l'ancienne puissance coloniale. Ainsi, depuis 1976, la FIAT - symbole même de la grande entreprise privée en Italie - a 13 % de son capital aux mains d'associés libyens. Si, à cause même de l'ampleur de ses échanges économiques en Italie existe un lobby libyen, présent dans de nombreux partis, comme la gauche du PSI, certains secteurs de la démocratie chrétienne ou des confédérations syndicales, celui-ci est contrebalancé par l'attachement traditionnel de toute une partie de la classe politique italienne. C'est pourquoi, malgré diverses tentatives et pressions en ce sens, même le colonel Kadhafi n'a été reçu officiellement dans la Péninsule depuis son arrivée au pouvoir.

Au-delà de ces grands projets et contrats, les autorités libyennes nient aussi sur une pénétration capitaliste, notamment en Sicile et en Sardaigne. En 1975, les Libyens tentèrent d'acheter de vastes étendues de terrain dans les îles de Pantelleria et de Lampedusa, au sud des côtes siciliennes, point avancé du dispositif de sécurité de l'OTAN en Méditerranée. Cette affaire avait ému l'opinion publique et les autorités bloquèrent l'opération en s'appuyant sur une loi remontant à 1935, qui interdisait l'acquisition de terrains à des étrangers dans des zones frontalières.

### Un avocat sicilien

La perote libyenne dans l'économie et les médias siciliens n'en a pas moins continué. Un homme la symbolise : Michele Papa, 130 kg, de son état avocat. Dès 1974, il créa à Catane une association pour l'amitié sicilo-libyenne. Six ans plus tard, il ouvrit dans un petit appartement la première mosquée en Italie. Il organise régulièrement des fêtes d'amitié italo-libyennes avec de gigantesques portraits de Kadhafi et du président Sandro Pertini, suscitant ainsi des protestations de la présidence de la République. Il a aussi permis le comble indirect par les Libyens de deux édifices locaux en Sicile. Dans son journal, *Stelle Ossi*, il fait l'apologie des réalisations de la révolution libyenne et chante les louanges de son leader.

Il pourrait ne s'agir que d'un folklore plus dérisoire que dangereux si, autour de cet avocat à la personnalité contestée, n'étaient pas réunis tout un groupe de politiciens socialistes ou démocrates-chrétiens, anciens des mouvements séparatistes siciliens, parois en « odeur de Mafia » ou liés à des centres de pouvoir occulte comme la défunte et très spéciale loge maçonnique P. 2. Michele Papa, à en croire la presse italienne, aurait même été un des intermédiaires qui mirent en contact Billy Carter, frère de l'ancien président américain, avec des représentants du gouvernement libyen.

Il est vrai qu'en Sicile restent toujours très vives, dans une partie de l'opinion, y compris à gauche, les nostalgies ou le rêve d'« une vocation méditerranéenne de l'île » et de la nécessité d'un développement croissant de ses échanges avec le monde arabe. Mais, même parmi ces derniers, il en est beaucoup qui s'efforcent et s'indignent de la couverture donnée par les Libyens à des personnages « totalement déconstruits ».

MARC SEMO.

## Le « Livre vert »

La Libye dispose d'une institution unique en son genre, le Centre mondial de recherches et d'études sur le Livre vert, de Mouammar Kadhafi. Régulièrement, cet organisme, installé à Tripoli et pourvu d'un budget confortable, patronne ou participe à l'étranger à des colloques internationaux sur la « pensée » du colonel Kadhafi. Le dernier en date, portant sur « l'écologie et le Livre vert », a eu lieu les 19 et 20 avril à l'université de Paris-VIII (Saint-Denis) avec, notamment, la participation du Centre d'études des systèmes socialistes, que dirige à Nice le juriste Robert Chevry.

Mao eut son *Petit Livre rouge* (187 pages). Kadhafi a son *Livre vert* tout court. Son intitulé ne précise pas que cet ouvrage est, lui aussi, relativement modeste quant au volume : 113 pages imprimées en gros caractères pour l'édition française publiée à Paris par Cujas de 1978 à 1980. Il faut dire que le Livre vert, dont la couleur rappelle celle de l'islam (la verdure étant et est synonyme de paradis dans l'Arabie désolée), a paru en trois livraisons.

Le premier fascicule propose « la solution du problème de la démocratie par le pouvoir au peuple », et conclut en fait une charge sans appel contre ce que Churchill définissait comme le pire de tous les systèmes politiques : l'occupation de tous les autres : la démocratie parlementaire. Selon le Livre vert, la représentation (parlementaire) est une impos-

ture et les « Parlements sont la faillite de la démocratie ». Quant au pluralisme, il fait avorter la démocratie. Le parti unique ne veut pas mieux, d'après le Guide. Mais la Libye n'est-elle point soumise à un seul mouvement politique, fut-il révolutionnaire ? Non point ! La Libye est une jamahiriya, c'est-à-dire un « Etat des masses », « arabe », « populaire » et « socialiste ». Il n'y a ni « classes » ni « castes » au sein du peuple. En somme, toute la nation libyenne formerait un seul et unique gouvernement de 2,5 millions de personnes. Il ne faut surtout pas penser que le « congrès général du peuple » n'est que l'émulation des « congrès populaires de base » ou des « comités populaires ». En effet, « la démocratie signifie pouvoir populaire et non expression populaire ».

### Pas de location de voitures

Le Livre II - le plus mince : 23 pages - apporte « la solution du problème économique » par un « socialisme » aussi expéditif que péremptoire. On souscrit toutefois sans hésiter à cette évidence : « Le logement est une responsabilité pour l'homme ». Ceux qui refusent les servitudes de la propriété immobilière seront pourvus, mais d'accord avec cette autre disposition du Livre vert : « Un homme n'est pas libre quand

il habite une maison louée ». Le colonel Kadhafi n'aime manifestement pas le système locatif puisqu'il va jusqu'à préciser que « dans la société socialiste nul ne peut posséder des véhicules de location ». Quant aux « domestiques » (...), esclaves des temps modernes, ils seront remplacés par des « fonctionnaires assureurs des tâches de ménage ». Moyen facile, en effet, de surveiller les citoyens...

Le troisième et dernier fascicule, celui auquel l'éditorial de Tripoli accorde le plus d'importance, porte « les fondements sociaux de la Troisième Théorie universaliste libyenne », à partir de l'exemple libyen, à remplacer un jour capitalisme et communisme. La famille et la nation, ainsi que le sport (mais pas la boxe) figurent parmi les bases de la nouvelle organisation. Quant aux femmes, elles seront heureuses d'apprendre qu'elles « ont des droits humains », mais pourront cependant se formaliser d'être également « décorées » avant tout femmes. L'homme, est-il vrai, est « brutal ». Aussi est-il « injuste et tyrannique d'imposer à la femme les conditions de travail de l'homme ».

Pour finir, le Livre vert se résume à une prédication : « Les Nations régneront sur le monde ». Sans doute est-ce pour cela que son auteur s'intéresse tant au Tchad...

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

فكرنا من الأصل



# Hongkong, passerelle entre deux mondes

Colonie britannique depuis près d'un siècle et demi, Hongkong retournera dans le giron de la mère patrie d'ici à la fin du siècle. Proclamé par Pékin, le principe du recouvrement de la souveraineté chinoise sur le territoire n'est pas sérieusement contesté par Londres, même si les modalités précises de la future transmission des pouvoirs restent encore à définir. Mais la date en est déjà connue : si rien de grave ne se produit d'ici là, le transfert d'autorité aura lieu le 1<sup>er</sup> juillet 1997.

C'est en effet le 30 juin 1898 que fut signée à Pékin la convention par laquelle la Grande-Bretagne arrachait à l'empire mandchou, qui devait être balayé quelques années plus tard, la cession pour quatre-vingt-dix-neuf ans d'une frange de terre sur le continent chinois, à laquelle fut donné le nom de « Nouveaux-Territoires ». Auparavant, par le

Nankin en 1842 et la première convention de Pékin en 1860, le Royaume-Uni avait acquis, à la faveur des guerres de l'opium, le contrôle « à perpétuité » de l'île de Hongkong et de la presqu'île de Kowloon. Mais le maintien d'une présence anglaise dans ces deux minuscules points de fixation n'est guère imaginable après la rétrocession du territoire. Treize ans, le délai peut paraître long. En réalité, la date de 1997 occupe déjà dans la colonie pleinement les esprits. Ceux des inves-



liberté. Comme vient de le montrer la visite à Pékin, ces derniers jours, de Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office, la question de Hongkong est désormais prioritaire dans les

relations entre la Chine et la Grande-Bretagne. Les deux gouvernements souhaitent maintenir, d'ici à 1997, et au-delà, « la prospérité et la stabilité » du territoire. Mais les moyens que chacun juge les meilleurs pour atteindre cet objectif ne sont pas nécessairement identiques.

Ilot de développement dans un continent promis à un essor rapide au cours des prochaines décennies, Hongkong possède les atouts nécessaires à une transition en douceur : dynamisme, savoir-faire industriel et commercial, créativité. Encore faudra-t-il, pour que cette richesse humaine et matérielle ne soit pas gaspillée, que le réalisme politique l'emporte sur la passion des idéologies et les calculs d'intérêts à courte vue.

M.L.

## Faire face à l'échéance de 1997

« **NOUS** sommes un peuple moderne. Nous ne pouvons pas trouver du plaisir à l'idée d'un mariage arrangé. » En lançant cette boutade, le mois dernier, l'honorable Alex Wu, alias Wu Shu-chih de son nom chinois, commandeur de l'ordre de l'Empire britannique et membre du Conseil législatif de Hongkong, a plaisamment résumé la situation dans laquelle se trouvent aujourd'hui plus de cinq millions de ses concitoyens. Tout le monde veut leur bonheur, Londres comme Pékin, mais nul ne songe à leur demander comment eux-mêmes, s'ils en avaient le choix, l'envisageraient.

Etrange destin que celui de cette colonie. L'administration britannique, toujours aussi circonspecte, n'y vit guère au début, vers 1840, qu'un détestable repaire de brigands et d'escrocs. Le jugement porté, alors, par lord Palmerston, secrétaire aux affaires étrangères de la reine Victoria, manque pour le moins d'enthousiasme. Dans un rapport, le diplomate décrivait Hongkong, non sans condescendance, comme « un rocher aride sur lequel ne s'élève pratiquement aucune maison ».

### « Une profonde hypocrisie » ?

Sceptiques, les Anglais, qui venaient d'être chassés de Canton, doutaient que cette place désertique parviendrait à se substituer à celle qu'ils venaient de quitter. Rien ne trahit mieux le dédain dans lequel fut tenu l'endroit au milieu du dix-neuvième siècle que le qualificatif d'« anomalie grotesque » qui, jusqu'à nos jours, reste collé à son image.

Il se trouvait, pourtant, dans l'administration coloniale britannique, des fonctionnaires plus avisés. Prenant le contre-pied de l'opinion courante, le premier gouverneur de Hongkong, Henry Pottinger, séduit par la beauté de la baie, prédit que cette île deviendrait « un vaste emporium de commerce et de bien-être ».

Contre vents et marées, la prophétie de Sir Henry s'est réalisée. Le « rocher aride », dont s'empara, le 26 janvier 1841, le chef d'escadre Sir J.J. Gordon Bremer, est devenu, un siècle et demi plus tard, la troisième place financière du monde, l'un des plus grands ports internationaux et, en dépit de sa taille réduite, une entité commerciale au dynamisme redoutable. Le revenu domestique par habitant y est l'un des tout premiers d'Asie, le taux de scolarisation l'un des plus élevés du continent (98 % des enfants de cinq à neuf ans), le chômage l'un des plus faibles (4 % de la population active).

Mais cet endroit, admirablement situé à l'entrée de l'estuaire de la rivière des Perles, cache, sous cette magnificence, le stigmate de sa tare originelle. Tout se passe comme si ses habitants savaient qu'ils devront payer un jour l'odieux commerce de l'opium imposé au dix-neuvième siècle à l'Empire déclinant des Qing (Mandchous) et sur lequel se bâtit, durement, la prospérité première de la cité. Alors, en attendant le jour où tombera la sentence, autant profiter de ce refuge providentiel, transition entre la matrice chinoise, repoussée, mais secrètement désirée et un Occident fascinant, imité, copié jusqu'au ridicule, mais souvent intimement détesté.

Ilot de bien-être, Hongkong, en réalité, ne se sent pas très bien dans sa peau. Comme si cette activité fébrile, cette course aveide au dollar n'avaient pour moteur que l'aiguil-

lon de l'angoisse. Hongkong, place « louée » à la Chine, ne sait pas de quoi demain et, encore moins, après-demain seront faits. Jusqu'à il y a quelques années, l'échéance de 1997, date à laquelle prendra fin le bail « cédant » à l'Angleterre, les Nouveaux-Territoires, apparaissait comme un horizon lointain, dont la ligne se confondait avec celle, quelque peu mythique, de l'an 2000.

Le voyage de M<sup>re</sup> Thatcher à Pékin, puis dans la « colonie », en septembre 1982, a fait s'évanouir, comme bulles d'air, ces rêves inconscients. Désormais, chacun sait : 1997, c'est tout proche, et, nécessairement, quelque chose, à ce moment-là, sinon avant, changera. En provoquant une prise de conscience dans la communauté de Hongkong, la « Dame de fer » aura peut-être facilité les transitions.

Dans l'immédiat, toutefois, l'effet du voyage de M<sup>re</sup> Thatcher ne fut guère favorable. Irritée par son destination à proclamer la validité des trois traités « internationaux » qui forment l'assise juridique de la présence anglaise à Hongkong, les Chinois déclenchèrent, contre le « colonialisme britannique », une vigoureuse campagne de presse. Le climat des relations en fut altéré et les contacts informels menés par les diplomates des deux pays périclitaient pendant plusieurs mois.

Il fallut attendre le 1<sup>er</sup> juillet 1983 pour que Londres et Pékin annoncent, dans un communiqué commun, leur intention de commencer la deuxième phase des négociations le 12 juillet suivant et réaffirmer leur volonté, exprimée lors de la visite de M<sup>re</sup> Thatcher, d'ouvrir pour maintenir « la prospérité et la stabilité » du territoire.

Depuis lors, douze séries de conversations ont eu lieu. Plusieurs autres seront vraisemblablement nécessaires avant qu'un résultat quelconque puisse être annoncé dans le courant de l'été. Quoi qu'il en soit, Pékin a déjà fait savoir qu'il rendrait public son projet de solution en septembre prochain. Dans ces conditions, n'y a-t-il pas quelque fondement à affirmer, comme le fait un observateur critique, que les pourparlers sont « un exercice d'une profonde hypocrisie » ?

### Qui y perdrait le plus ?

Selon une telle vue, la Chine et la Grande-Bretagne seraient semblant de négocier un statut particulier pour Hongkong, garantissant pour une longue durée le maintien de son système social, économique et juridique. En réalité, la Chine, de plus en plus sûre d'elle-même et mue par un nationalisme qui n'a cessé de monter — légitimement — depuis le début du siècle, serait avant tout soucieuse de recouvrer la souveraineté sur cette terre qui lui a été arrachée par la force au siècle dernier. Quant aux Anglais, loin de vouloir défendre la population de Hongkong, comme ils le prétendent fallacieusement, leur préoccupation première serait de sauvegarder leurs intérêts économiques dans le territoire et, surtout, de préserver leurs relations amicales futures avec la Chine.

Il y a sans doute, dans cette vision machiavélique, une part de vérité. Les choses, malgré tout, ne sont pas si simples. Dans cette négociation, quels sont les atouts et les faiblesses de chacun ? Comme bien souvent, les apparences sont trompeuses. Voyons d'abord la situation de la Grande-Bretagne.

Sur le papier, Londres semble pouvoir s'appuyer sur une position juridique forte : les trois traités,

datant du dix-neuvième siècle, ont été signés par des gouvernements légitimes et seul le bail de 1898, concernant les Nouveaux-Territoires, vient à expiration en 1997.

MANUEL LUCBERT.

(Lire la suite page 6.)

## Pékin, partenaire économique privilégié

CRÉÉ comme un acroste au marché chinois, le port de Hongkong a longtemps servi essentiellement à cet effet. Avec l'instauration de la République populaire en 1949, puis avec le développement économique spectaculaire de la frange asiatique du bassin du Paci-

fique, l'économie de la colonie s'est fortement diversifiée, le commerce d'entrepôt reculant devant l'industrialisation. Toutefois, la Chine n'a jamais cessé de jouer un rôle considérable dans l'économie de Hongkong, y compris pendant la révolution

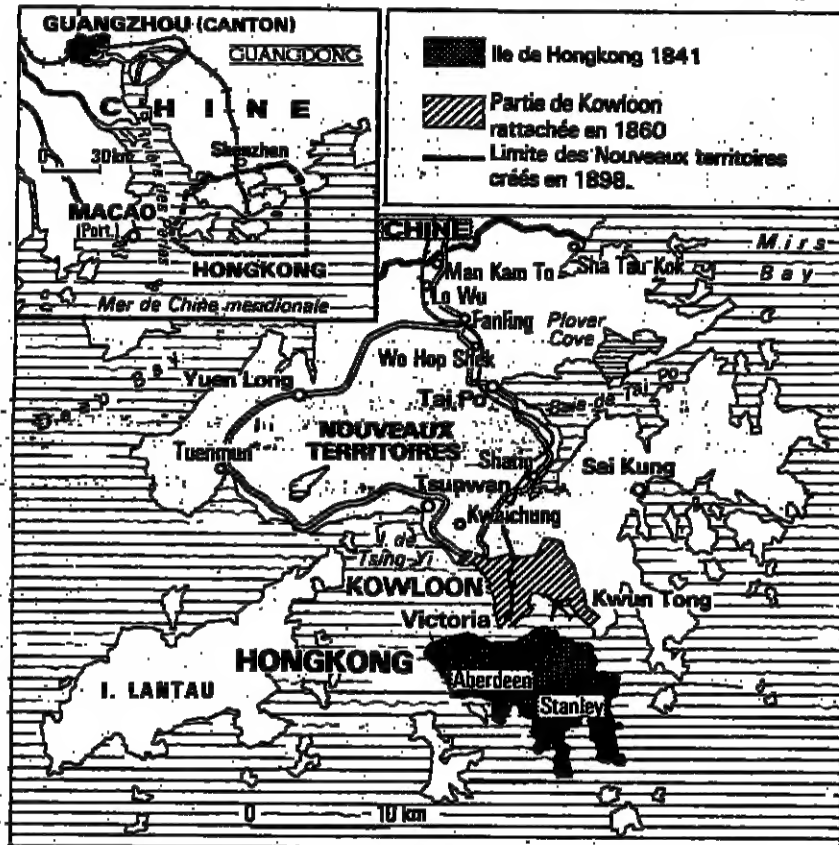
culturelle. Aujourd'hui, alors que la politique des « quatre modernisations » bat son plein en Chine, le développement des échanges de Pékin, avec le monde extérieur ne pouvait pas ne pas bénéficier à Hongkong.

La colonie est à la fois marché pour les produits chinois, mais aussi, depuis ces dernières années, fournisseur important de la Chine. Une grosse proportion du commerce chinois transite par Hongkong, où sont installées de nombreuses sociétés chinoises, commerciales, bancaires, industrielles. Pékin tire en outre profit de Hongkong par le revenu de ses investissements, par les envois de fonds vers le continent de Chinois de Hongkong ou de la diaspora, et enfin par un important mouvement touristique.

De longue date, la Chine a été le principal fournisseur de Hongkong, qui en tire sa nourriture, son énergie et même son eau. Devenue plus prospère, la colonie a en outre développé ses importations d'autres produits de consommation ou de qualité, qui ont perfole concurrencé la production locale (textile). Ainsi les importations sont-elles passées de 782 millions de dollars (Hongkong) en 1950 à 7,7 milliards en 1976 et à 42 milliards en 1983, soit une augmentation de 550 % depuis la mort de Mao Zedong. Ce qui fait de la Chine le premier fournisseur de Hongkong, avec 24,4 % du total (18,7 % en 1978).

Par contre, les exportations de produits de Hongkong vers la Chine ont été très longtemps négligeables.

PATRICE DE BEER.  
(Lire la suite page 6.)



1 065 km<sup>2</sup>  
5,3 millions d'habitants

- SUPERFICIE : 1 065 kilomètres carrés (dont 940 kilomètres carrés pour les Nouveaux-Territoires).
- POPULATION : 5,3 millions de personnes, dont 98 % de Chinois (R 1982) : 21 900 Britanniques (1).
- DENSITÉ MOYENNE : 28 500 habitants au kilomètre carré sur l'île de Hongkong et à Kowloon (1981). Maximum : 165 400 habitants au kilomètre carré dans le district de Sham Shui Po (New Kowloon).
- POPULATION ACTIVE : 2,5 millions de personnes (au-dessus de quinze ans).
- TAUX DE CHÔMAGE : 4,1 % de la population active.
- INDICE DES PRIX : + 10 % par an.
- PRODUIT INTÉRIEUR BRUT : + 5,9 % (à prix constants sur la base de 1980). PIB par habitant : 5 000 dollars américains (à prix constants).
- EXPORTATIONS : 160,6 milliards de dollars de Hongkong (+ 26,2 %) (2).
- IMPORTATIONS : 175,4 milliards de dollars de Hongkong (+ 22,8 %).
- TOURISME : 2 775 000 entrées (+ 6,4 %).
- INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS : 7,5 milliards de dollars de Hongkong à la fin de 1982 (dont 6 % de capitaux anglais et 47 % de capitaux américains).

(1) Sans mention contraire, les chiffres indiqués sont ceux de l'année 1983.  
(2) Depuis le 17 octobre 1983, il existe une parité fixe entre le dollar américain et celui de Hongkong, qui est de : 1 dollar US = 7,80 dollars HK.



**QUAND VOUS PENSEZ ASIE, PENSEZ BNP. LA BANQUE NATIONALE DE PARIS A FÊTE EN 1983 LE 25<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE SON IMPLANTATION A HONG-KONG**

AUJOURD'HUI LE GROUPE BNP OFFRE LES SERVICES DE :

- 20 Sièges à HONG-KONG, KOWLOON et NOUVEAUX TERRITOIRES.
- 1 Filiale Spécialisée : BNP FINANCE (HONG-KONG) Ltd.
- 1 "Merchant Bank" : BNP DAWA (HONG-KONG) Ltd.

ET SON RESEAU S'ÉTENDANT A :

- La RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE
- Bureaux de Représentation à PÉKIN, SHANGHAI, CANTON et SHENZHEN.
- MACAO
- BNP Succursale.
- SORIDEMA, Société Financière Associée.



**BANQUE NATIONALE DE PARIS**  
Siège Social : 16, bd des Capucins, 75009 Paris  
Tél. : 244.45.46 - Téléc. 280605



# Hongkong

## Pékin, partenaire économique privilégié

## Faire face à l'échéance

(Suite de la page 5.)

Ce n'est que depuis les « quatre modernisations » qu'elle ont pris leur essor, et à quel rythme : elles ont augmenté 76 fois en cinq ans — de 1978 à 1983 — passant de 81 à 6 223 millions de dollars. Devenue quatrième client de Hongkong, derrière les États-Unis, l'Inde, la Grande-Bretagne et la RFA, la Chine est en passe de se hisser au deuxième rang. Ses achats sont passés de 0,2 % à 5,98 %.

Si l'on ajoute à ce commerce classique celui de transit et d'entrepôt, les relations entre la colonie et le continent apparaissent encore plus étroites. Désireux de développer au maximum ses échanges, la Chine, dont le système portuaire est déficient, a besoin des installations très modernes et efficaces de la colonie. Elle est devenue la deuxième marché des réexportations de Hongkong. En 1982, celles-ci représentaient 7,9 milliards de dollars (Hongkong) contre 3,8 pour les exportations. Ce commerce « invisible » se fait à visage découvert depuis la normalisation des relations sino-américaines. Avant, quand les États-Unis avaient établi un embargo sur le commerce avec la Chine, Hongkong avait servi d'intermédiaire consentant pour « déjouer » les marchandises chinoises.

Pas étonnant que le commerce entre la Chine et Hongkong soit donc traditionnellement défavorable à cette dernière. Hongkong a souvent permis à la Chine d'équilibrer sa balance commerciale avec le reste du monde : au cours des trente-quatre dernières années, celle-ci a été à douze reprises déficitaire ; sans Hongkong, elle l'aurait été vingt-quatre fois. Ce déficit ne gêne toutefois guère la colonie, qui se rattrape sur d'autres marchés et qui ne pourrait pas se fournir à aussi bon prix ailleurs en produits de première nécessité. Mais il témoigne cependant d'une certaine dépendance.

On aurait tort de limiter au commerce les relations économiques entre la Chine et Hongkong. Sans parler des considérations diplomatiques et en se contentant strictement à l'économie, on peut noter que le commerce ne représente que 64 % des gains en devises que la Chine tire

de Hongkong (chiffres de 1980) : des gains qui représentent 35 % du total du revenu de la Chine en devises. Ces revenus non commerciaux croissent aussi vite que les autres. Le revenu qui est sans doute appelé au plus grand avenir est celui tiré des investissements chinois dans la colonie. Certes, les banques chinoises y jouent un rôle très important — elles y possèdent le plus grand nombre de succursales, y ont installé un système informatique qui draine les dépôts des épargnants, et leur puissance n'est dépassée que par celle de la Hongkong and Shanghai Bank — mais les investissements pleuvent à long terme d'un poids plus important, tant par le revenu qu'ils rapportent que par la prise de contrôle d'une partie du secteur économique local.

Ce poids est difficile à déterminer, en raison de l'utilisation fréquente de prête-noms locaux. Mais, longtemps restreints à quelques manufactures et au commerce de gros et de détail — les fameux « Emporiums » qui dominaient partiellement des produits chinois — ils se sont élargis dans d'autres secteurs. Y compris dans l'immobilier : en particulier récemment avec la nécessité pour Pékin de soutenir un marché inquiet de l'avenir. Mais aussi dans l'industrie. En 1976, il n'existait que deux usines chinoises à Hongkong, une demi-douzaine l'an dernier. En 1983 a été fondée la première société mixte dans le textile. Mais les Chinois n'ont pas caché leur volonté de développer leurs investissements. L'arrivée à Hongkong il y a juste un an du premier « capitaliste rouge », M. Wang Guangying, beau-frère de l'ancien président Liu Shaoqi, pour y créer un empire économique au service de Pékin, témoigne du sérieux de cette volonté.

On peut donc dire que, sans les revenus tirés de Hongkong, la politique des « quatre modernisations » chinoise à M. Deng Xiaoping aurait été plus difficile à mener : depuis 1977, ils ont dépassé les 25 milliards de dollars américains. Mais l'importance de cet aspect comptable, ni même à cet aspect transitaire. La Chine a aussi profité des retombées de l'expansion

économique de la colonie : formation d'experts, transferts de technologie, investissements d'habitants de Hongkong en Chine dans de nombreux secteurs (industriel, hôtelier...) sous la forme de sociétés mixtes.

Les fameuses « zones économiques spéciales », comme celle de Shenzhen qui jouxte le territoire, ont été créées pour tirer le maximum de bénéfices de ces retombées, en suivant l'exemple du développement de Hongkong (ou des nouveaux pays industrialisés d'Asie par le biais de zones franches), mais aussi pour y attirer des entreprises étrangères par les conditions offertes : très bas salaires, garanties aux investisseurs étrangers... En se développant, Hongkong s'intéresse moins qu'auparavant aux industries de main-d'œuvre à faible rentabilité qu'il peut devenir plus avantageux de transférer à Shenzhen, au Fujian ou ailleurs. Shenzhen a connu ces dernières années un développement fulgurant. Là où les richesses longjaient

la frontière, ont poussé entrepôts, usines et immeubles. Si cette politique se poursuit encore des années, la colonie pourrait devenir le pôle de développement de toute la région de Canton.

L'intérêt économique pour Pékin serait considérable. L'intérêt politique aussi : la Chine aurait non seulement fait la preuve de sa détermination à se développer de manière moderne et à l'occidentale, mais elle pourrait intégrer la colonie dans son processus de développement, de qui pourrait rendre moins pénible le cap de 1987. Mais il ne faudrait toutefois pas oublier que, quelle que soit l'importance de Hongkong pour la Chine, les considérations politiques l'emportent souvent à Pékin, que les régimes des deux côtés de la frontière demeurent aux antipodes et que le revenu que la Chine tire de Hongkong ne représente, après tout, que 1 % de son PNB.

PATRICE DE BEER.

(Suite de la page 5.)

En principe, donc, l'Angleterre pourrait demeurer, après cette date, sur l'île de Hongkong et sur la presqu'île de Kowloon, qui lui ont été cédées « à perpétuité », respectivement, par les traités de 1842 et de 1860.

Valable en théorie, une telle option n'est pas soutenable pratiquement. Il a fallu tout l'entêtement de M. Thatcher pour oser l'exprimer publiquement lors de sa visite à Pékin en 1982. Inégalement, la rétrocession à la Chine, en 1997, des Nouveaux-Territoires (90 % de la superficie de l'ensemble) ne laissera plus dans la main des Anglais qu'un ridicule confetti. L'intérêt serait mince. En outre, pour la Chine, qui n'a jamais reconnu les traités du dix-neuvième siècle, qu'elle juge « injustes », une telle hypothèse est tout simplement enchevêtrée. S'opposer à la revendication chinoise de récupération de l'ensemble du territoire signifierait, pour Londres, s'engager dans

une épreuve de force peu souhaitable, parce que perdue d'avance.

Aussi bien, la « Dame de fer » a-t-elle dit, « volens nolens », assouplir sa position. Même si, contrairement à ce qui a été dit, elle n'a pas renoncé explicitement à la part de souveraineté à laquelle elle estime avoir droit, elle n'en a fait plus état publiquement, et les négociateurs britanniques, aujourd'hui, n'élevaient plus d'objections à ce que la Chine proclame, quant à elle, son exigence de souveraineté totale sur le territoire. Seule cette concession a rendu possible le véritable démarrage des conversations en juillet 1983.

L'abandon de Hongkong représentera-t-il pour Londres une catastrophe économique et financière ? Moins qu'on ne le croit généralement. Et c'est ce qui donne une certaine force, dans la négociation, à la position britannique. Relativement peu importants, les capitaux anglais ne représentent que 6 %

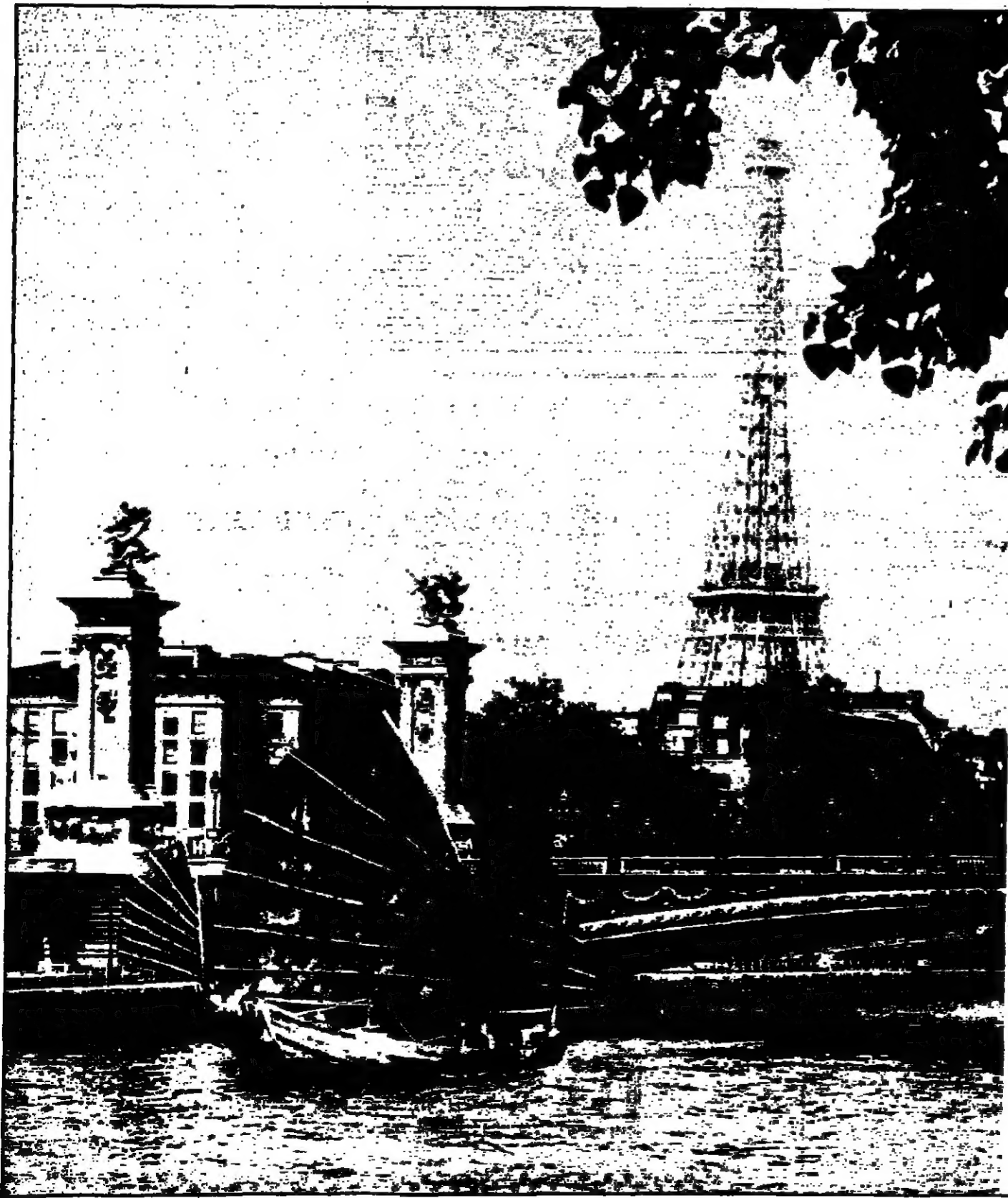
## UAP POUR PARLER AVEC ASSURANCE A HONG-KONG

L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS  
(Succursale)  
Room 1203 B, Admiralty Centre  
Tower 1  
18 Harcourt Road  
HONG-KONG CENTRAL  
HONG-KONG (H.K.)  
P.O. Box 1728 HONGKONG  
Adresse télégraphique : UAPARDEK  
Tél. : 76715 UAPK HX

M. Edward WONG  
Branch Manager  
M. Pierre Marc BOURGOIN  
Per East Manager

UN NOUVEAU REGARD SUR L'ASSURANCE UAP

Siège Social : 9, Place Vendôme - 75001 PARIS



## Faites des affaires avec Hong Kong sans quitter la France.

Hong Kong est internationalement reconnu comme l'un des principaux centres de fabrication et d'exportation du monde.

Par contre, peu d'hommes d'affaires savent que Hong Kong est aussi un très grand marché d'importation.

Ce territoire de faible superficie a importé l'année dernière pour plus de FF 180 milliards de biens et de services. La part de la France s'est élevée à FF 2,3 milliards, ce qui représente une hausse de 18 % par rapport à l'année précédente.

Hong Kong exporte aussi vers l'hexagone : la France importe en effet quelques-uns des meilleurs produits de Hong Kong.

Au Hong Kong Trade Development Council nous nous efforçons d'accroître les relations commerciales entre Hong Kong et la France. Nous pouvons fournir aux entreprises françaises des informations, des faits et des contacts avec quelque 22.000 sociétés du monde des affaires de Hong Kong. Toutes ces opportunités vous sont offertes ici-même, en France, à notre bureau de Paris.

N'hésitez pas à nous contacter. Nous vous ferons découvrir Hong Kong sans quitter la France.

Nos services sont gratuits — les possibilités illimitées.

**HKDC Hong Kong Trade Development Council**  
Organisme de promotion du commerce extérieur de Hong Kong  
18, rue d'Aguesseau, 75008 Paris, France.  
Téléphone : (1) 742.41.50 - Téléc. : HKTCDC 641 088 F

Autres bureaux à : Hong Kong • Taïwan • Amsterdam • Francfort • Hambourg • Londres • Manchester • Milan • Stockholm • Vienne • Zurich • Chicago • Dallas • Los Angeles • New York • Miami • Toronto • Panama • Sydney • Tokyo • Osaka  
Agences à : Athènes • Barcelone • Dubaï • Abidjan.

Les dix points de Pékin

Les dix points de Pékin... (Text continues with details about the 10 points of Beijing, discussing economic and political aspects of Sino-British relations and the future of Hong Kong.)

Le Monde  
CHAQUE SEMAINE  
UNE SÉLECTION  
HEBDOMADAIRE  
destinée à ses lecteurs  
résidents à l'étranger  
spécimens sur demande

مكتبة الأصل



## Hongkong

de 1997

## Un marché trop mal connu des Français

(450 millions de dollars de Hongkong à la fin de 1982) des investissements étrangers. A travers le gouvernement local, l'Etat britannique est toutefois plus engagé dans la colonie.

Une débâcle financière dans le territoire, provoquée par un transfert de pouvoirs difficile en 1997, aurait cependant plus de conséquences fâcheuses, sur les plans économique et politique, pour Pékin que pour Londres. La Chine ne se priverait pas seulement d'une source de revenus appréciable (35 % de ses gains en devises) et d'une place idéale pour les commerces de toutes sortes. C'est toute sa crédibilité de puissance raisonnable qui serait affectée dans la région.

Ayant pris, peu à peu, conscience de cette réalité, les dirigeants chinois, tout en maintenant leur revendication de recouvrement de la souveraineté sur le territoire, ont accepté d'y mettre une sourdine et de ne pas faire de sa reconnaissance par Londres une condition préalable dans les conversations. Comme l'a dit M. Deng Xiaoping : « Il est possible que les négociations commencent par la question : que faire après 1997 ? Une fois cela réglé, il ne sera plus nécessaire de discuter la première question (celle de la souveraineté) ».

Si les Anglais ont cru que cette flexibilité tactique entraînerait des concessions chinoises sur la question de l'administration, ils ont bien vite dû déchanter. Un projet de gouvernement de Londres, dont l'objet était de suggérer la signature d'un nouveau traité garantissant la poursuite de l'administration britannique, en échange de la souveraineté de la Grande-Bretagne de la souveraineté chinoise, a valu à M. Thatcher une nouvelle volée de bois vert de la part de Pékin et de ses porte-voix à Hongkong. « Souveraineté et pouvoir administratif sont inséparables », a clairement indiqué le Chine, oubliant qu'une formule différente est appliquée depuis des années à Macao. De façon polémique, le *Ta Kung Pao*, organe pro-communiste de la colonie, a jugé que le maintien d'une administration britannique serait « un affront à l'intelligence et à la capacité de la communauté locale ».

### Les « dix points » de Pékin

Cette rigueur ne signifie pas pour autant que la Chine n'est pas prête à des arrangements sur d'autres questions. Depuis un an et demi, Pékin ne cesse de faire des propositions qu'il veut toutes plus séduisantes les unes que les autres. Pour la commodité, celles-ci sont connues sous la forme d'un plan en dix points, révélé dans ses grandes lignes, dès juillet 1983, à une délégation d'étudiants de Hongkong.

Avec les précisions qui lui ont été apportées par la suite, ce projet se présente comme suit : Hongkong jouira d'un haut degré d'autonomie. Sauf pour les questions de défense et de diplomatie, prises en charge par Pékin (mais, paraît-il, sans présence de l'armée de libération), l'administration sera assurée par la population du territoire sans l'aide de fonctionnaires de Pékin. Le système de droit local, inspiré du droit britannique, sera maintenu, la cour d'appel étant établie sur place. Le gouverneur sera nommé par Pékin après consultation d'organisations représentatives locales. Rien ne sera changé au style de vie des gens ni au système social et économique, et cela pendant cinquante ans. La convertibilité du dollar de Hongkong sera garantie. Les libertés de presse, de réunion, de mouvement, de religion, seront respectées. Le gouvernement local aura le droit d'émettre des documents de voyage. L'ordre public sera assuré par la police du territoire. Enfin, *last but not least*, les résidents de différentes convictions politiques (on pense, en premier lieu, aux membres du Kuomintang, le parti nationaliste de Taiwan) seront autorisés à rester et à travailler à l'administration en commun du territoire.

Toutes ces propositions s'inspirent de deux principes de base, dont Pékin a fait le fondement de sa stratégie actuelle envers Hongkong. Le premier est celui du « *gongren zhi-gang* » ou « l'administration de Hongkong par le peuple de Hong-

kong » dans le cadre d'une « *région administrative spéciale* » disposant d'une « *constitution* » particulière. Le second est celui défini dans la formule « *un pays, deux systèmes* », que les communistes chinois souhaitent étendre à Taiwan. L'immensité de la Chine autorise, selon eux, l'expérience analysée en ces termes par M. Ji Pengfei, directeur du bureau des affaires de Hongkong auprès du gouvernement central : « *Maintenir le capitalisme dans un endroit de dimension réduite profitera au socialisme dans l'ensemble du pays* ».

L'histoire de la République populaire, ces trente-cinq dernières années, donne à ceux qui s'adressent ce discours certaines raisons de se méfier. Or la question de la confiance est primordiale, elle décidera de la réussite ou de l'échec de l'opération. Le schéma ainsi tracé apparaît, par ailleurs, trop théorique pour convaincre. On conçoit qu'il puisse s'appliquer, si telle est la volonté du nouveau souverain, dans le cas d'une transition sans heurts. Mais qu'en sera-t-il dans une autre hypothèse ?

### Consultera-t-on les habitants ?

Le discours des dirigeants chinois, d'autre part, est trop fluctuant pour être accepté pour argent comptant. Un exemple entre dix : le 15 août 1983, M. Hu Yaobang, secrétaire général du PCC, déclarait que la Chine récupérerait Hongkong le 1<sup>er</sup> juillet 1997. Après un moment d'émotion, le soulagement domine. En fin de compte, cette précision était préférable aux ambiguïtés entretenues jusque-là. Dans le passé, les dirigeants chinois avaient, en effet, coutume de dire que le recouvrement de souveraineté s'effectuerait « *quand les conditions seront mûres* » ou bien « *au plus tard en 1997* ». Mais, le 7 décembre 1983, nouveau changement : dans un communiqué, le ministre des affaires étrangères déclarait que la Chine se réservait le droit de modifier la date de retour du territoire à la mère patrie « *s'il se produit des troubles ou en cas de rupture de l'ordre social* ».

Certaines maladroites ou certaines lapsus révélateurs ne sont pas plus rassurants. Un jour, un dirigeant de Pékin, promettant à Hongkong les libertés les plus diverses, ajoute, mine-de-rien : « *Notre peuple aussi jouit de libertés suffisantes* ». Le lendemain, l'un de ses collègues évoquant la possibilité d'élections futures, répartit aussitôt la population de la colonie en trois catégories : les pro-Pékin, les pro-Londres et les neutres ! Et d'attribuer d'autorité à chacun de ces trois groupes un tiers des sièges. Comme si les choses étaient aussi simples ! Administration de Hongkong par la population de Hongkong, dit encore Pékin. Mais qu'en est-il d'un habitant de Hongkong ? Réponse : quel qu'un qui y réside depuis plus de sept ans. Autrement dit, le gouvernement chinois a jusqu'à 1990 pour y envoyer des hommes de confiance.

Ce qui échoque le plus les habitants de Hongkong dans toute cette affaire, c'est le décalage existant entre les promesses pour l'avenir et l'attitude qu'observe présentement la Chine à l'égard de la population du territoire. Pékin s'est opposé catégoriquement à ce que Hongkong, en tant que tel, soit partie aux négociations sur l'après-1997. Et c'est avec un francement de sourcil agacé que M. Xu Jiatun, le numéro un chinois dans la colonie, a accueilli la demande du conseil législatif d'être informé du contenu du futur accord avant son acceptation finale par la Chine et la Grande-Bretagne. Le secret dans lequel se déroulent les pourparlers enlève de plus en plus l'élite intellectuelle et économique locale, qui aimerait savoir à quelle sauce elle va être mangée.

N'est-ce pas la vie de plusieurs millions de personnes qui est en jeu ? La Chine saura-t-elle prendre la mesure de ce problème humain ? Mineur, en apparence, à l'échelle des crises qui secouent la planète, l'enjeu de la question de Hongkong dépasse, de loin, son objet. Le choc est immense entre l'hyper-libéralisme de ce territoire minuscule, paradis du non-interventionnisme, et l'étatisme d'un des régimes les plus rigoureux du monde.

La coexistence à l'intérieur des mêmes frontières de deux systèmes aussi différents serait beaucoup plus qu'un succès diplomatique pour Pékin. Ce serait une révolution, le début, qui fait, d'une nouvelle ère dans l'histoire des sociétés communistes, en même temps qu'un grand pas vers la réunification de l'Empire du milieu. Alors que, philosophiquement, tout conduit à penser le contraire, le pragmatisme chinois saura-t-il produire un miracle ?

MANUEL LUCBERT.

ES échanges commerciaux entre Hongkong et la France sont souvent caricaturés : Cognac et parfums contre montres électroniques et jouets... De fait, si la population, essentiellement chinoise, adopte une attitude plutôt favorable aux produits français, les déclarations de certains fonctionnaires coloniaux et le style de quelques éditeurs locaux procèdent parfois de comportements antérieurs à l'entente cordiale !

Quelques chiffres sont alors utiles pour ramener le débat à ses justes proportions : le commerce Hongkong-France, dans les deux sens, représente, en valeur, seulement : 1,28 % des échanges extérieurs de la colonie britannique, soit un peu plus de 4 milliards de francs en 1983.

0,32 % de l'ensemble du commerce extérieur français, avec un taux de couverture de 93 % en faveur de Hongkong.

Nous sommes le troisième pays fournisseur de Hongkong et son onzième client.

La réserve des entreprises françaises, devant un marché très prisé par nos concurrents étrangers, s'explique notamment par la persistance de certains mythes :

— Un voyage de prospection à Hongkong est souvent perçu comme une expédition ruineuse aux antipodes. Pourtant les tarifs aériens pratiqués et la concurrence des chaînes hôtelières conjugués pour faire de Hongkong « une destination d'affaires » dont le coût est à peine supérieur à celui d'un déplacement vers la Scandinavie !

— Champion du libre-échange, Hongkong ne constitue en aucune façon un marché captif pour la Grande-Bretagne, dont les ventes, dans ce territoire de la

Couronne, ne sont que trois fois supérieures aux nôtres. Si l'on laisse de côté la Chine, premier fournisseur, dont les ventes à Hongkong sont essentiellement constituées de produits alimentaires frais, de pétrole et d'articles textiles, nous retrouvons ici nos principaux concurrents internationaux (Etats-Unis, Japon, Allemagne de l'Ouest), sur un marché dont les circuits de commercialisation sont rapidement et aisément accessibles au visiteur d'affaires. L'entreprise à vocation exportatrice bénéficiera en outre de l'assistance diligente des principaux établissements bancaires français, dont certains, telles la Banque Indosuez et la Banque Nationale de Paris, sont installés depuis plusieurs décennies, avec un réseau d'agences couvrant Hongkong territorialement et par principaux secteurs d'activité.

Paradoxalement, l'entrepreneur français ne sera pas ici confronté à la concurrence des articles manufacturés sur place. Les productions locales, essentiellement vêtements, électronique de bas de gamme et jouets, ne sont pratiquement destinées qu'à l'exportation, et le visiteur ne l'initie est parfois surpris de découvrir que si la chemise achetée dans un grand magasin français sera fréquemment

made in Hongkong, la mode distribuée localement est le plus souvent sous griffe française même si l'origine est parfois italienne... Certes la relative exigüité du marché local de consommation explique parfois le peu d'empressement de nos candidats à l'exportation. Mais Hongkong reçoit chaque mois plusieurs dizaines de milliers de touristes japonais et américains achetant avec enthousiasme les produits

de luxe français. Il faut aussi rappeler la vocation première et primordiale de Hongkong, avant les aberrations spéculatives de ces toutes dernières années, l'activité d'entrepôt et de redistribution dans le troisième port du monde.

Ce rôle majeur se confirme au fur et à mesure de l'ouverture de la Chine aux produits et technologies de l'Occident. Il ne faut certes pas faire preuve d'un optimisme excessif car cette évolution, si elle est réelle et profonde, voutée par les dirigeants actuels et approuvée par l'immense majorité des cadres, est cependant d'une lenteur dont il faut bien s'accommoder. En outre, les négociateurs chinois sont redoutables. Cependant, la présence de plus en plus évidente et multiforme des provinces, municipalités et corporations de Chine populaire sur la place de Hongkong augmente d'autant les opportunités de rencontres sur les courants d'affaires et les projets. Dans quelques cas récents, des produits de base chinois, tel le coton, ont été négociés par des intermédiaires de Hongkong à des prix inférieurs aux offres hors usine en Chine !

Si nous n'étions pas convaincus, le nombre et l'importance des représentations commerciales japonaises, américaines et allemandes sur notre place devraient égarer nos doutes.

La crise immobilière inévitable coup d'arrêt à une fureur spéculative peut-être plus que conséquence d'une incertitude politique, a eu au moins un effet bénéfique : la réduction de prix de 50 % en un peu plus d'un an du coût moyen des loyers dans le district de Central, sur l'île de Hongkong. Pour un loyer de bureau oscillant selon les emplacements entre 700 et 2.000 francs le mètre carré par an, le groupe qui choisit désormais Hongkong pour son implantation dans la zone Asie-Pacifique sera stratégiquement placé et bénéficiera tant de l'excellence du réseau

de communications, que de la très grande diversité des services disponibles dans la colonie.

Le territoire est sans doute encore une des toutes premières places financières du monde, par l'importance des transactions mais aussi par la qualité et la diversité des intervenants : spécialistes anglo-saxons du droit des affaires et de la fiscalité, négociateurs, courtiers et conseils en tous genres. De plus, en dépit de certaines hausses effectives depuis le début de l'année budgétaire 1984 — fixée ici au 1<sup>er</sup> avril — tant pour l'impôt sur les sociétés (18,5 % sans progressivité) que pour la taxation du revenu des personnes physiques (17 %), la fiscalité est encore fort attractive lorsqu'on la rapproche de celle en vigueur dans les principaux pays occidentaux.

S'il convenait encore d'évoquer quelques-uns des avantages de cette place, nous pourrions mentionner une liberté absolue des mouvements de fonds — que n'entrave aucun contrôle des changes — et enfin et surtout l'ardeur au travail et la qualification d'un personnel local dont la productivité peut être attestée par les concurrents infortunés !

Terminons sur un souhait : plutôt que d'adopter des attitudes protectionnistes, que certains seraient trop heureux de mettre en exergue pour tenter de discréditer nos produits, l'administration française devrait faire preuve de plus de souplesse vis-à-vis des produits de Hongkong (le secteur manufacturier de l'horlogerie est d'ailleurs localement en difficulté sans nos contingents) et encourager de manière tangible nos entrepreneurs à venir plus nombreux explorer ce marché et ses potentialités régionales.

JEAN-CLAUDE GRUFFAT,  
Directeur général,  
Banque Indosuez, Hongkong.

# Depuis le 4 Avril, Cathay Pacific assure la liaison entre Francfort et Hong Kong

Vous pouvez maintenant voler de Francfort à Hong Kong dans le merveilleux confort que vous offre Cathay Pacific.

Les départs ont lieu à 13 h 45 tous les mercredis, vendredis et dimanches avec une escale à Abu Dhabi.

Grâce à un service sans pareil, des sièges spacieux et une cuisine délicate, vous arriverez en pleine forme, prêts à vous mettre au travail.

Que pouvez-vous attendre de plus d'une compagnie qui a été sacrée deux années durant "meilleure compagnie aérienne vers l'Extrême Orient" ?

Une fois que vous aurez mené à bien vos affaires, nous vous raccompagnerons dans un confort comparable. Nos vols quittent Hong Kong à 22 h 30 tous les mardis, jeudis et samedis. Notre nouvelle ligne sera exploitée en collaboration avec Lufthansa, vous offrant à vous, Marco Polo d'aujourd'hui, 8 vols hebdomadaires au départ de Francfort à destination du Centre des Affaires de l'Asie.

Si vous avez besoin de plus de détails contactez Cathay Pacific Airways Ltd, 38 rue de Ponthieu, 75008 Paris. Tel: 359-7726.

D'après Executive Travel Magazine Survey

FOR THE MODERN MARCO POLO.  
**CATHAY PACIFIC**  
The Swire Group



ABU DHABI AUCLAND BAHRAIN BANGKOK BOMBAY BRISBANE DUBAI FUKUOKA HONGKONG JAKARTA KOTA KINABALU KUALA LUMPUR LONDON MANILA MELBOURNE OSAKA PENANG PERTH PORT MORESBY SEOUL SHANGHAI SINGAPORE SYDNEY TAIPEI TOKYO VANCOUVER

**Le Monde**  
RÉALISE CHAQUE SEMAINE  
**UNE SÉLECTION**  
**HEBDOMADAIRE**  
spécialement destinée à ses lecteurs  
résidents à l'étranger  
Exemplaires spécimens sur demande



# Hongkong

## Quelques coups de canif au libéralisme intégral

L'IMAGE a fait le tour du monde : Hongkong, paradis du libéralisme intégral, lieu béni des dieux du capitalisme le plus traditionnel, où les travailleurs travaillent, les investisseurs investissent et les profits profitent. Tout cela sous le regard débonnaire et un tantinet paternaliste d'un gouvernement avant tout soucieux de ne pas se mêler de ce qui ne le regarde pas. Résumé en un slogan, cela donne ce cri du cœur de M. Lawrence Mills, directeur exécutif de la firme de textile Laws Fashion et chanteur, s'il en est, de l'anti-protectionnisme : « Hongkong, c'est 5,5 millions d'entrepreneurs pour 5,5 millions d'habitants ».

Mais la réalité joue parfois des tours à la théorie et même les convictions les plus solidement ancrées doivent s'adapter. Dans un discours prononcé à la mi-septembre 1983, M. John Brearidge, secrétaire aux finances du gouvernement de Hongkong, déclarait avec la plus grande assurance : « Il n'est pas possible pour le gouvernement de fixer un taux de change du dollar de Hongkong à un niveau particulier. Cela doit dépendre des forces sur le marché ». Exactement un mois après cette profession de foi, le dollar américain au taux fixe de 1 dollar américain pour 7,80 dollars de Hongkong.

Entre ces deux moments, le territoire avait, il est vrai, connu l'une de ses crises financières les plus graves : en quelques jours, la devise locale, atteinte par la défiance des spéculateurs, n'avait pas été loin de franchir le seuil symbolique des 10 dollars hongkong pour 1 dollar américain, s'arrêtant le samedi 24 septembre à 9,55 dollars. En un an, la dépré-

ciation par rapport à la monnaie américaine était de 55 %. Quant à l'indice Hang Seng des valeurs boursières, il avait atteint, le 4 octobre, le plancher absolu de 690 points, alors qu'il caracolait encore au mois de juillet au-dessus de 1 100 points.

A la crise économique mondiale, dont les effets se sont fait sentir dans le territoire à partir de 1981, ont succédé, depuis lors et surtout en 1983, des facteurs de troubles endogènes qui ont mis à mal les principes de gestion du gouvernement et quelques piliers de la prospérité de l'île. Ce fut d'abord, en 1982, la chute du marché de l'immobilier, source jusque-là de profits spéculatifs fantastiques. Puis, lié à l'incertitude politique concernant l'avenir de la colonie, une crise de confiance plus générale est apparue, qui a accru la nervosité boursière et dont la manifestation la plus évidente est la baisse enregistrée dans la formation brute de capital fixe, en d'autres termes les investissements. La décision, au début de ce mois, de la grande société de commerce Jardine-Matheson de déplacer son siège légal aux Bermudes montre que le problème demeure.

### Le poids du marché américain

Or, aussi étonnant que cela paraisse, l'économie de Hongkong a connu, sur cet arrière-plan morose, une activité plutôt dynamique en 1983. Les prévisions pour cette année s'annoncent à peu près aussi bonnes. Qu'on en juge plutôt à partir de quelques données de base.

Selon toute vraisemblance, la croissance du produit intérieur brut devrait être, en 1984, de l'ordre de 6 % par rapport à l'an dernier, soit sensiblement équivalente voire légèrement supérieure à celle de 1983

(+ 5,9 %) et nettement plus forte qu'en 1982 (+ 1 %). Les exportations, qui ont connu en 1983 une augmentation, en termes réels, de 15 %, devraient continuer à progresser assez rapidement (+ 12 %). Malgré une certaine baisse, la consommation privée devrait se maintenir à un bon rythme (+ 7 % au lieu de 9 % en 1983). Quant au chômage, les autorités espèrent le tenir dans sa proportion actuelle, c'est-à-dire à un niveau assez bas (4 % de la population active). L'inflation, en revanche, encore trop élevée (+ 10 %) devrait avoir du mal à diminuer, les prix subissant, surtout au cours du premier semestre, les effets des mouvements monétaires de la fin de l'année dernière.

Comme en 1983, ces perspectives de croissance, à première vue fort satisfaisantes, se fondent sur une progression prévisible du commerce international, due à la poursuite d'une activité économique soutenue aux Etats-Unis et à une légère reprise dans certains pays européens.

En raison de l'extrême du marché local, l'économie du territoire est étonnamment tournée vers l'extérieur, en particulier vers les Etats-Unis, le plus grand marché : 90 % de la production de Hongkong est exportée, le marché américain absorbant plus de 40 % des ventes totales de l'île. On aura une idée de la dépendance de Hongkong envers ses exportations si l'on sait que, en 1983, la valeur des échanges extérieurs du territoire a représenté 162 % de son PIB.

Ce facteur, selon les circonstances, peut se révéler une force. Mais il peut devenir aussi une faiblesse, surtout s'il n'est pas suffisamment relayé, à l'avenir, par une relance de la demande locale. Une force, car rompue avec une agilité surprenante aux variations des mar-

chés, l'industrie locale (électronique, textiles, montres, jouets...) sait s'adapter au jour au lendemain et profiter au maximum et plus vite que d'autres des situations nouvelles. Une faiblesse, car, en cas de nouvelle récession aux Etats-Unis, les entrepreneurs locaux pourraient se trouver dans une situation difficile.

Ces conditions expliquent l'inquiétude que causent dans la colonie les pressions protectionnistes de différents lobbies industriels aux Etats-Unis, notamment celui du textile. Pour la première fois, Hongkong vient d'introduire une plainte devant le GATT contre l'administration américaine pour non-respect de l'accord multi-fibres. A cela s'ajoute le fait que les produits locaux ne pourront plus bénéficier de la forte dépréciation de la devise qui s'était produite l'an dernier par rapport au dollar américain, étant donné le lien fixe désormais établi entre les deux monnaies. En conséquence, les exportations vers les Etats-Unis ne devraient augmenter, cette année, que de 11 % contre 26 % l'an dernier.

Dans un tel environnement, le commerce avec la Chine est promis à un développement croissant. Déjà, le continent est devenu, en 1983, le premier fournisseur du territoire, dépassant le Japon, et les exportations dans le sens Hongkong-Chine, après une augmentation de 30 % l'an dernier, devraient encore progresser de 35 % cette année. Vue de Hongkong, la perspective d'un commerce de plus en plus important avec la Chine ne signifie pas seulement que la Chine va vendre davantage à l'extérieur, mais qu'elle va aussi acheter plus. Comme le remarque un banquier français, installé dans la colonie : « On ne peut plus faire des affaires à Hongkong sans qu'une façon ou d'une autre, liées à la Chine... ».

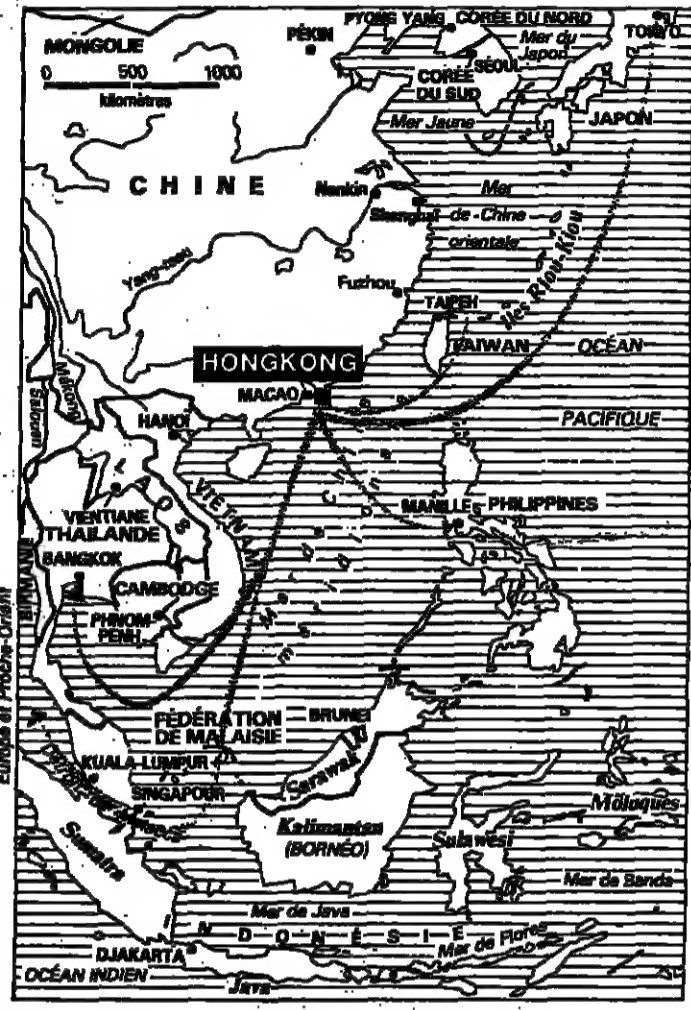
font sans doute voir dans cette évolution le signe d'un redéploiement en profondeur à long terme.

### Les problèmes de l'immobilier

Plongé dans un profond marasme depuis près de deux ans, le marché de l'immobilier devrait rester médiocre. Une certaine reprise n'est sensible que pour le résidentiel bas de gamme et les petits locaux industriels. Cette situation a ses avantages : selon une étude récente, Hongkong, aujourd'hui, n'est plus du tout la ville chère d'autan. Le prix des locaux commerciaux y serait devenu le moins élevé d'Asie. Un comble vraiment !

points, passant de 16,5 % à 18,5 % et, pour la première fois depuis dix-huit ans, le barème de l'impôt sur le revenu a été, lui aussi, relevé de deux points, de 15 % à 17 %. Sans être dramatiques, ces hausses n'en sont pas moins un signe des temps. Jardine-Matheson n'a-t-il pas utilisé, entre autres, cette augmentation de l'impôt sur les sociétés pour justifier son départ de la colonie ?

Si l'exemple devait être suivi, Hongkong, malgré la valeur de sa main-d'œuvre et son potentiel de créativité, pourrait entrer durablement dans une zone de grisaille. Déjà, l'an dernier, les investissements dans le secteur industriel et des biens d'équipement ont diminué,



## La « Cité emmurée » repliée sur ses secrets

Si on n'y prend pas garde, le pied passe soudain à travers une vieille planche et s'enfonce dans une rigole où coule une eau nauséabonde, venue d'on ne sait où. Le mur suintant d'humidité n'évite pas la chute. Inutile aussi de lever la tête pour chercher un coin de ciel. Le regard bute sur un environnement inextricable de fils électriques et de câbles téléphoniques courant dangereusement à hauteur d'homme. Pour celui qui, étranger à ces lieux, décide de s'aventurer dans Walled City, dans son labyrinthe de ruelles à peine assez larges, parfois, pour permettre le passage d'un homme, mieux vaut s'attendre à tout. Même à voir défilier des rats sous ses pas ou à découvrir, dans un renfoncement, un autel dont la faible lumière rouge honore, nuit et jour, Bouddha et les quelques plaquettes que des familles ont placées là, sous sa protection, pour commémorer des ancêtres disparus.

Walled City, la Cité emmurée, n'a plus de murs. Mais, depuis plus de huit décennies, elle reste, dans la presqu'île de Kowloon, une enclave implicitement infranchissable. Plusieurs dizaines de milliers de personnes — nul ne connaît leur nombre exact — s'entassent dans ce rectangle d'environ 500 mètres carrés que domine, à la limite des

Nouveaux-Territoires, le majestueux Lion Rock, le Rocher du Lion, et que la proximité de Kaitak, l'aéroport de Hongkong, fait vibrer toutes les minutes du bruit assourdissant de ses avions dont le ventre énorme rase le toit des maisons.

### Un statut ambigu

Longue histoire que celle de Walled City. Son statut compte parmi les « anomalies » inscrites dans le bail signé, le 1<sup>er</sup> juillet 1898, entre la Grande-Bretagne et les représentants de la dynastie des Qing. Quarante-neuf ans, les Nouveaux-Territoires sous la juridiction des Britanniques. L'île de Hongkong leur avait été cédée « à perpétuité » lors de la signature des traités de Nankin en août 1842 et Kowloon en 1860. De longues et complexes tractations ne permirent pas de définir clairement la situation de l'enclave de Walled City. Résultat : dans l'esprit des Chinois, il fut acquis que le bail concernait les Nouveaux-Territoires et excluait Walled City de la juridiction de la colonie. Une garnison chinoise resta symboliquement sur place, mais elle fut chassée, un peu moins d'un an plus tard, sur l'ordre de Londres, qui ju-

geait inadmissible une présence chinoise au milieu d'un territoire sur lequel les Britanniques avaient acquis l'autorité.

Depuis lors, l'ambiguïté demeure. Et si les autorités de Hongkong sont parvenues à établir une certaine surveillance sanitaire sur la population vivant à l'intérieur de la cité, si elles ont créé un système de lutte contre les incendies, elles n'ont pas osé, au début, de peur de déplaire à Peking, y installer leur police. Depuis une vingtaine d'années, toutefois, des policiers en uniformes patrouillent régulièrement dans les venelles de cet îlot insulaire. Mais les autorités locales n'ont jamais vraiment essayé de développer ou d'assainir cette zone, qui reste aujourd'hui encore une vilaine plaie au milieu d'un Kowloon modernisé. Un lieu de prédilection pour archangeurs de dents philippins opérant sans licence et pour fumeurs d'opium.

La situation de Walled City connaît un brusque changement au moment de la seconde guerre mondiale, lorsque les Japonais débarquent à Hongkong. Ils chassent alors les occupants de ce paradis de la drogue, de la prostitution, du trafic et du crime, et abattent ses murailles. Walled City, naguère grouillante de monde, devient une ville fantôme. Mais à peine les Japonais vaincus

eurent-ils tourné les talons que la cité, désormais désamurée, retrouva vite nombreux ceux que jamais ses aqueducs en tous genres, leurs installations téléphoniques pirates et leurs branchements électriques artisanaux. Et tandis que le reste de la colonie se modernisait, le « rectangle » maudit se remettait à végéter, replié, comme par le passé, sur ses secrets.

Il ne viendrait à l'idée d'aucun habitant de Hongkong de s'aventurer, même aujourd'hui, dans les dédales de Walled City. Non par crainte d'un mauvais coup, mais tout simplement par peur de se perdre. A moins d'être un clandestin en quête d'une cachette sûre, quel intérêt aurait-il à s'enfoncer dans cet univers oppressant où les circuits sans fin des perrons de maçonnerie se mêlent au bruit des ateliers familiaux creusés, dont les machines, faites de bois et de broc, fabriquent toutes sortes de produits, des toiles de sac aux cuvettes en passant par les fleurs en plastique ?

Au débouché d'une ruelle ressemblerait le jour. Le cauchemar est terminé. La vie continue. Walled City, la pestiférée, replongée dans la pénombre, dans l'oubli, à l'écart des grattes-ciel flamboyantes de la baie de Hongkong. — A. R.

Mais cette dépression et la faible activité dans le secteur de la construction en raison de l'offre excessive existante — et cela malgré quelques réalisations spectaculaires en cours, d'une rentabilité, au demeurant, problématique — n'ont pas seulement sanctionné les spéculateurs. La plupart des établissements bancaires, plus ou moins fortement engagés dans ce secteur, en ont vu les conséquences sur leurs profits, qui se sont révélés, en 1983, médiocres, nuls ou en baisse. Le gouvernement lui-même a dû se mettre à la recherche de sources nouvelles de revenus. Au cours de l'année fiscale 1981-82, les opérations foncières avaient rapporté à l'administration une somme de 9 milliards de dollars hongkong. En 1983-84, cette manne n'a plus été que de 2,3 milliards.

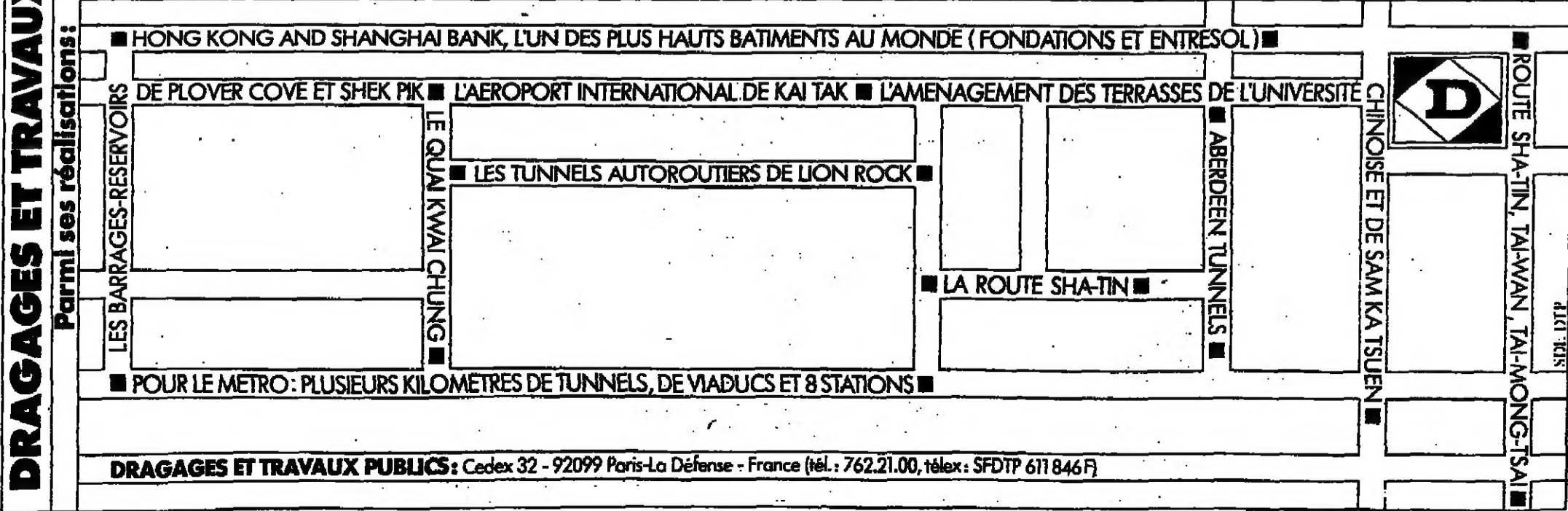
Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que le gouvernement soit assailli, depuis trois ans, à présenter des budgets en déficit et qu'il ait décidé, ce printemps, de lancer un emprunt de 1 milliard de dollars de Hongkong. En même temps, la taxe sur les sociétés, l'une des plus basses du monde, a été augmentée de deux

en termes réels, de 1 % par rapport à 1982. Globalement, la formation brute de capital fixe a été en recul de cinq points. Paradoxe sur cette terre de non-interventionnisme, l'activité dans le secteur de la construction est tirée par les programmes publics. Mais cette année, les restrictions budgétaires devraient entraîner aussi un ralentissement de ces investissements.

« Cela peut encore marcher comme ça pendant un an, mais si cette situation perdure, nous allons au-devant de sérieux ennuis », déclarait, en décembre dernier, M. Brearidge. Point de vue pessimiste que ne partage pas tout le monde à Hongkong. Les carnets de commandes, dans le textile notamment, ne sont-ils pas pleins au moins jusqu'au début de l'année prochaine ? « Hongkong est, aujourd'hui, le meilleur endroit pour démarrer une affaire », affirme M. Vincent Lo, le jeune et dynamique président de la société immobilière Shui On. Il serait dommage qu'une telle marque de confiance dans l'avenir ne soit pas honorée.

## PUBLICS, N° 1 FRANÇAIS A HONG KONG - DRAGAGES ET TRAVAUX PUBLICS

filiale du Groupe SCREG, est implanté à Hong Kong depuis 1955.



DRAGAGES ET TRAVAUX PUBLICS: Cedex 32 - 92099 Paris-La Défense - France (tel.: 762.21.00, télex: SFDTP 611 846 F)

مكتبة من الأمل



## Hongkong

# Une union difficile entre les cultures d'Occident et d'Orient

**H**ONGKONG occupe une place unique dans l'espace culturel chinois. Tout y est : la liberté, l'argent et le potentiel humain qui lui permettent de réaliser une symbiose exceptionnelle, celle de deux cultures profondément différentes, l'occidentale et la chinoise. Pourtant, cette union, malgré près d'un siècle et demi de fiançailles, a du mal à se concrétiser. Nous avons déjà parcouru un long chemin. Il en reste encore un très long à faire. Donnez-nous trente ans et nous y parviendrons.

La quarantaine. M. Tim Tak Loong parle d'une voix mesurée, dans un anglais - sa deuxième langue maternelle après le cantonais - que ne dénierait pas le plus puriste des Britanniques. Aujourd'hui directeur de la Chinese University Press (département d'éditions de l'université chinoise de Hongkong), il a été longtemps éditeur à la *South China Morning Post*, le grand quotidien de langue anglaise de la colonie. C'est lui qui, en 1978, sous le titre : « On recherche un jeune homme en colère », avait dénoncé, sans ambages, la « désert culturelle de Hongkong ». L'appel à ses compatriotes, il l'écrivait notamment : « Dans vingt-cinq ans, quand un étudiant s'intéressera à l'histoire, voudra savoir comment vivait la population dans cette cité vibrante d'activité, comment elle réagissait aux changements vertigineux qui se sont produits dans les années 60 et 70, il ne trouvera aucun document, aucun livre, aucun film, aucune musique, aucune peinture pour en témoigner. » Les choses ont bien évolué depuis lors, il le reconnaît lui-même.

Il faut, pour mieux comprendre, remonter le cours de l'histoire, revenir au milieu du dix-neuvième siècle, à l'époque où l'île, presque déserte, est devenue possession britannique. Ce ne sont pas les citoyens distingués et aristocrates de l'Angleterre victorienne qui sont venus s'y installer, écrit Sir John Warner, conservateur du City Museum and Art Gallery, dans une plaquette consacrée au Hongkong d'il y a cent ans (1), car « la vie dans ce petit coin de commerce n'avait rien de brillant, de l'attrait et du défi qu'offrait l'Inde ». Ces émigrants étaient des « marchands et des administrateurs issus de la classe moyenne ». Conventions, assez ordinaires, ces gens ne possédaient aucun don créatif particulier pour la littérature, l'art ou les travaux scientifiques. Ce fut, si on comprend bien, la rencontre de deux déserts culturels.

Maïs, comme le fait remarquer avec humour Sir John, où qu'ils aillent, les Britanniques ont deux réflexes caractéristiques : ouvrir des clubs voués, pour la plupart, au sport et « importer avec eux leur amour de la scène » qui se matérialise par l'installation presque immédiate d'un théâtre. De fait, dès leur arrivée, en 1842, les sujets de Sa Majesté la reine Victoria ouvrirent le Hongkong Club, sanctuaire de ce qu'il était convenu d'appeler la « bonne société ». Deux ans plus

tard, ils créèrent le « Groupe d'amateurs de théâtre » dont le répertoire est resté durant plusieurs décennies d'une pauvreté affligeante. Puis ce fut au tour du Royal Jockey Club d'ouvrir ses portes (1846), suivi par le Polo Club (1849) et le Cricket Club (1851), pour ne citer que les plus célèbres.

Les autres loisirs et plaisirs de la colonie se partageaient entre les dévotions religieuses, les dîners et les cocktails. Côté chinois, en dehors de quelques familles riches qui se « commettaient » avec les Britanniques, il s'agissait dans sa quasi-totalité d'une population laborieuse dont l'objectif principal était d'arriver à se nourrir et à se loger. Au reste, la culture millénaire chinoise lui avait-elle jamais été destinée ? Hongkong était avant tout un port de commerce où, comme dans tous les autres ports de ce genre, la culture était le cadet des soucis de ceux qui y vivaient.

### L'influence de l'opéra cantonais

Même l'arrivée, à la fin des années 40, de centaines de milliers de Chinois fuyant le régime communiste, ne fit guère bouger les choses. Plusieurs facteurs peuvent l'expliquer. D'abord le niveau de vie qui était plutôt bas. Seule une poignée de gens appartenant à l'intelligentsia avaient le loisir de s'intéresser à la musique classique, à l'opéra occidental ou au théâtre. Hongkong n'était pas encore une place riche comme aujourd'hui et les manifestations culturelles ne représentaient pas non plus grand-chose sur le plan commercial. Quant à ceux qui auraient voulu en organiser, ils ne pouvaient les financer de leurs propres deniers.

Le niveau d'éducation de la majorité de la population n'était pas non plus très élevé. La demande culturelle n'existait donc pratiquement pas. Jusqu'en 1963, date à laquelle a été ouverte l'Université chinoise de Hongkong, il n'existait, en effet, qu'une seule université, de langue anglaise. Elle avait vu le jour, dès 1911, prenant la suite - en élargissant ses pôles d'intérêt - de l'Ecole supérieure de médecine créée en 1887. « Quand j'étais à l'Université anglaise de Hongkong, au début des années 60, il y avait une quinzaine de troupes d'opéra cantonais qui se produisaient essentiellement pendant les grandes fêtes chinoises. On pourrait dire, dans ces conditions, que la mémoire traditionnelle ou un peu plus proche de la tradition culturelle chinoise s'est reposée essentiellement sur ces opéras. »

L'émigration massive des Chinois venant de la République populaire n'a-t-elle pas au moins contribué à développer une mémoire de la culture chinoise ? « La question reste posée, estime M. Tim. Dans les années 50, il y avait une quinzaine de troupes d'opéra cantonais qui se produisaient essentiellement pendant les grandes fêtes chinoises. On pourrait dire, dans ces conditions, que la mémoire traditionnelle ou un peu plus proche de la tradition culturelle chinoise s'est reposée essentiellement sur ces opéras. »

La vie culturelle a continué ainsi jusqu'à la fin des années 60. Mais tout a brusquement changé avec la croissance économique et surtout l'arrivée, en 1971, de Sir Murray MacLehose auquel tout ce qui touchait à l'art tenait à cœur. En onze ans de mandat, la vie culturelle de Hongkong a trouvé sous son impulsion, une place qu'elle n'avait jamais eue jusqu'à lui. Le moment était propice. « En silhouette, explique M. Tim, nous avons assisté à une sorte de renaissance comme celle qui s'est produite à Florence : l'argent, les gens, l'audience et l'état d'esprit étaient là. » Grâce aux sommes investies par le gouvernement, l'Urban Council et à l'appui de fonds privés, de nombreux organismes, centres culturels et salles de spectacles ont vu le jour.

La musique et les sports, parce que la barrière de la langue n'y constituait pas un obstacle majeur, furent les premiers à bénéficier de ce développement. En 1976, un Service des loisirs et des sports fut créé. En 1977, ce fut le tour du Music Office d'ouvrir ses portes. Sa mission : mettre en place des centres de musique dans tous les districts afin d'encourager la formation de jeunes musiciens attirés par la musique chinoise ou classique occidentale. La même année furent fondés l'Orchestre philharmonique, l'Orchestre chinois et le Théâtre du répertoire de Hongkong. Puis naquirent le Conservatoire de musique, l'Académie de ballet, la Compagnie de danse contemporaine et le Chung Ying Theatre, dont la troupe est constituée, dans sa quasi-totalité, d'acteurs locaux. Dans le même

temps, se sont ouvertes des salles de spectacles pouvant accueillir une assistance de plusieurs milliers de personnes et d'autres seront inaugurées d'ici à 1986.

### Le Festival des arts

La prochaine réalisation gouvernementale importante se matérialisera par l'ouverture, en septembre 1985, de la Hongkong Academy For Performing Arts (2). Quatre disciplines y seront enseignées : le théâtre, la danse, la musique et les arts techniques (mise en scène, décor, son, vidéo, gestion, production...). « En créant cette Académie, dit M. Basil Deane, son directeur, nous voulons donner à Hongkong la possibilité d'accéder au niveau international le plus élevé pour ce qui concerne les arts de la scène. Les élèves suivront des cours à plein temps ; ce ne seront pas des débutants, mais des étudiants ayant déjà suivi, préalablement, des cours dans l'une ou l'autre des disciplines de la scène. Les semi-professionnels et les amateurs pourront également profiter des disponibilités offertes par cette Académie. »

« Deux éléments font de cette future institution quelque chose d'unique, affirme M. Deane : Toutes ses activités seront concentrées en un même lieu. Mais surtout, on y traitera aussi bien de l'art occidental que de l'art chinois. » Le coût (300 millions de dollars de Hongkong) de la construction de l'Académie a été pris en charge par le Royal Jockey Club, qui gère le PMU local. Le site, en front de mer, a été donné par le gouvernement qui versera, en outre, 70 millions de dollars pour les équipements et allouera environ 30 millions par an, pour les frais de fonctionnement. A deux pas de la future Académie, se trouve l'Arts Center (3) qui, depuis 1977, et grâce à des fonds privés, organise chaque année plus de mille manifestations sans compter les expositions (en 1982-1983, cent expositions en tous genres, ainsi que près de deux mille manifestations totalisant plus de sept mille heures de spectacles s'y sont déroulées).

Hongkong a aussi ses festivals annuels dont les trois plus célèbres sont le Festival of Asian Arts - le plus important de la région - le Hongkong International Film Festival qui, durant un mois, propose, jour et nuit, des réalisations du monde entier ainsi que des productions locales qui attirent, aujourd'hui, bon nombre de célébrités des milieux du cinéma. Enfin, l'Arts Festival qui, en douze ans d'existence, n'a cessé de voir grandir sa notoriété. Il mêle judicieusement, dans son programme, l'art occidental et d'Extrême-Orient. Ses organisateurs l'ont volontairement placé à une époque de creux touristique (fin janvier à fin février). Pourquoi ? « Parce que nous but, dit M. Keith Statham, son directeur, est d'abord d'ouvrir une fenêtre pour les habitants de Hongkong. Le choix de notre programme est, du reste, rendu d'autant plus difficile que nous espérons de créer un équilibre entre des spectacles populaires et d'avant-garde. Ces derniers permettent de donner un choc à un public encore peu initié. Mais il faut bien doser. »

Apparemment, M. Statham y parvient : cette année, son Festival a connu une participation de 99 % à ses spectacles. Quatre-vingt mille personnes y ont assisté. « Si nous avions eu plus de places, il y en aurait eu cent mille », affirme-t-il.

### « Une ville sans mémoire »

Le Hongkong de 1984 offre encore bien d'autres activités culturelles. Tout y semble possible. Et pourtant, cette culture, comme un enfant qui aurait soudain grandi trop vite, souffre encore de ne pas avoir son âme propre, celle qui lui viendrait de ses propres habitants. « Tout, ou presque, vient de l'Occident, dit M. Tim Tak Loong. C'est une bonne chose. Mais il faut beaucoup de temps pour que les cultures des puissances coloniales et celles des peuples colonisés puissent faire valoir une culture issue de cette cohabitation. »

Tout est-il, alors, encore vierge ? Il y a actuellement, de l'avis général, beaucoup de jeunes Chinois qui sont allés étudier en Grande-Bretagne ou

aux Etats-Unis et qui reviennent chez eux. Ils ont côtoyé une autre forme de culture et nombreux sont ceux qui, ayant aujourd'hui des moyens financiers à leur disposition, sont décidés à en faire profiter Hongkong. Ils rencontreront, certes, des problèmes car, ici comme ailleurs, il est difficile d'échapper aux circuits officiels. Mais ils essaieront en tous cas de le faire.

M. Danny N.T. Yung en est un exemple. Auteur et metteur en scène, il fait du théâtre à Hongkong et du cinéma à San Francisco. Il a eu maille à partir avec la censure britannique, tantôt à propos de tout ce qui touche à la Chine, avec une riposte traitant de la Langue Marche. « Il existe des règles fondamentales pour pouvoir monter un spectacle et le présenter ici, explique-t-il. En l'occurrence, la censure est de ne rien montrer ou dire qui puisse offenser un organisme officiel ou être insultant envers un autre pays. Dans ma pièce, je citais Mao, j'en montrais un portrait. Cela dérangeait. Alors j'ai renoncé. »

Il s'agit pour lui d'une censure invivable qui « nuit à la créativité et engendre la peur ». Cette mauvaise expérience ne l'arrêtera pas pour autant. Il pense tourner un film sur la « mémoire ». « Hongkong est une ville sans mémoire », dit-il.

Tel est bien, en effet, le problème central de cette cité de déracinés. La tradition, pour s'enrichir et s'y développer, a manqué de temps et d'espace, deux facteurs essentiels à la formation de toute culture originale. Et la greffe de l'esprit occidental sur ce corps chinois, en dehors d'une couche d'intellectuels anglicisés, n'a pas vraiment pris. Il reste à peine plus de treize ans à Hongkong pour tenir la gague...

ANITA RIND.

- (1) *Hongkong 100 years ago*, édité par l'Urban Council.
- (2) The Hongkong Academy for Performing Arts, Unit A, 21 F, 151 Gloucester Road - Central, Hongkong. Tél. : 5 - 8937173. Pour toute information, contacter M. David Lee.
- (3) Arts Center : 2, Harbour Road - Wanchai, Hongkong. Tél. : 5-380626.

### BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

- G.R. ENDACOTT, *A History of Hong Kong*, Oxford University Press, 1983, Hongkong, Londres, New-York.
- Hongkong, Macao, Canton, Ed. Autrement, hors série n° 3, 1983, Paris.
- A.J. YOUNGSON, *China and Hongkong*, The Economic Press, 1983, Hongkong.
- David BONAVIA, *Hongkong 1997*, South China Morning Post, 1983, Hongkong.
- James CLAVELL, *Tai-Pan*, Hachette et Stock, 1986, Glasgow, et dans le Livre de poche.
- *Hongkong 1983, A Review of 1982*, Government Information Services, Hongkong.
- *Hongkong, Insight*, Guides, 1981, Arts Productions (sous la direction de Hans Johannes Hoefel) ; traduit en français aux Editions Errance.
- *Hongkong Annual Digest of Statistics*, Edition 1983, Census and Statistics Department, Hongkong.
- *Asia 1984 Yearbook*, Far Eastern Economic Review, 1984, Hongkong.

# CREDIT LYONNAIS: PARTOUT DANS LE MONDE

AGENCE A HONG-KONG:

Gloucester Tower, 32nd Floor  
11 Pedder Street - G.P.O. Box 9757  
Tél. : 526.20.51 - Télex 76390 CREDH

FILIALE: CREDIT LYONNAIS HONG-KONG (FINANCE) LTD  
(même adresse)



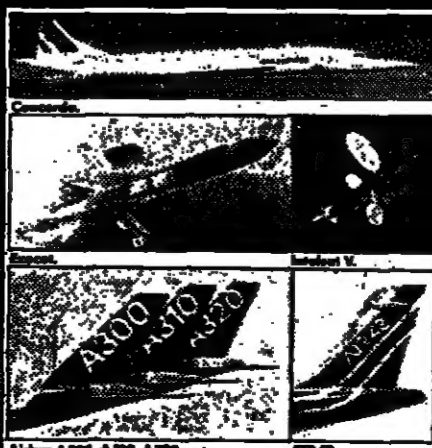
Affaires Internationales  
16, rue du 4 Septembre,  
75002 PARIS 06  
Tél. : 526.70.00  
Télex : 612400 CRED



EUROPARTENAIRES: BANCO DI ROMA-BANCO HISPANO AMERICANO-COMMERZBANK-CREDIT LYONNAIS.

Technique maîtrisée. Expérience prouvée.  
DU CŒUR DE L'HOMME AU CŒUR DE L'ESPACE.

# aérospatiale c'est PLUS



Avions.  
Hélicoptères.  
Engins tactiques.  
Systèmes balistiques  
et spatiaux.

aérospatiale  
37, boulevard de Montrouge  
92121 Paris Cedex 19 - France



# Pékin en mal de gratte-ciel

# La guerre des transistors

هكذا من الأصل



## Catholiques en Algérie

### « Des hôtes à la table de l'Autre »

De notre correspondant

Alger — Le dimanche, même celui de Pâques, est un jour comme un autre en Algérie, où le vendredi l'a remplacé. Exceptionnellement, le personnel catholique de l'administration a toutefois congé pour cette fête majeure dont *el Moudjahid* fait état en publiant chaque année le message de paix de l'archevêque d'Alger ou du coadjuteur.

A la cathédrale du Sacré-Cœur, c'est le jour d'affluence pour la messe de dix heures : diplomates venus souvent d'Afrique noire, coopérants polonais, Français sous contrats divers, rares « pieds noirs ». Rien de commun cependant avec la sortie colorée, l'animation des groupes en marche vers les pâtisseries, qu'on observe avec une nostalgie de la province française à la cathédrale Saint-Vincent-de-Paul, vis-à-vis éloquent de l'ambassade de France, en plein centre de Tunis. Ici, le cadre n'est guère évocateur. Achevée au début des années 60, mais souffrant déjà d'un vice de construction qui devait exiger de coûteux travaux, la cathédrale du Sacré-Cœur, coupole de béton flanquée d'une station-service en haut de l'ancienne rue Michelet, a été voulue d'un style dépouillé, contrastant avec le triomphalisme de l'église voisine Saint-Charles — du néo-byzantin colonial fin de XIX<sup>e</sup> — devenue mosquée.

Se montrer discret. Telle est la ligne de conduite de la communauté chrétienne en Algérie sous l'œil soupçonneux des intégristes musulmans auxquels il ne faut donner aucun argument contre un gouvernement sans doute bien disposé mais peu enclin à prendre des risques par « excès de libéralisme » à l'égard d'une minorité religieuse étrangère.

#### « Reconnu de facto »

La liberté de culte inscrite dans la Constitution de 1963 a disparu dans celle de 1976, sans que des restrictions directes aient été jusqu'à présent apportées à son exercice, du moins en ce qui concerne les catholiques. Contre les suggestions présentées pendant l'été 1962 par la Fédération de France du FLN, l'Union générale des travailleurs algériens et le PC algérien, qui souhaitaient un État non confessionnel, l'islam est « religion d'Etat ». La situation est bien différente de ce qui avait été imaginé en mars 1962, au moment des accords d'Evian, quand on comptait sur la présence d'un demi-million de citoyens d'origine française à double nationalité, qui aurait vraisemblablement nécessité un statut de cohabitation religieuse.

Il reste que, après une sérieuse alerte en 1976 — meurtre

d'un évêque, nationalisation des écoles privées, occupation momentanée de basiliques par la gendarmerie, — la situation actuelle paraît donner satisfaction aux évêques ou archevêques des quatre diocèses d'Algérie (Alger, Oran, Constantine et Hippone, Laghouat) et à leur clergé. Dans un ouvrage de sociologie religieuse consacré essentiellement à l'islam mais comportant un fort instructif chapitre sur la communauté catholique (*Laïcité islamique en Algérie*, Editions du Centre national de la recherche scientifique, 1983), un jésuite vivant en Algérie, le Père Henri Sanson, écrit : « L'Eglise d'Algérie n'a pas de statut officiel. Son existence comme institution ne fait l'objet d'aucun document écrit, soit de droit concordataire — ou conventionnel, comme en

France, certains prêtres ont pu craindre de devenir simplement le clergé d'une « Eglise d'ambassade ». Il n'en a rien été, du fait de l'arrivée de coopérants de toutes nationalités. « La communauté catholique est culturellement hétérogène, écrit le Père Sanson. Elle compte quelque 40 000 Français et presque autant de Proche-Orientaux, Africains, Américains et Européens non français. » Cette situation n'est pas pour déplaire à ceux qui ne tiennent pas à être identifiés à une survivance de la présence française.

Il s'en faut de beaucoup que tous les baptisés pris en compte dans ces chiffres soient des pratiquants réguliers. Mais parmi les joies sacerdotales des prêtres en Algérie, il y a les messes

plus en avoir l'usage [...]. Des biens d'Eglise, la communauté catholique a la jouissance plus que la propriété. »

200 prêtres et 550 religieuses

Il y a actuellement en Algérie deux cents prêtres diocésains ou religieux, parmi lesquels une quarantaine de Pères blancs et une vingtaine de jésuites. Une trentaine ont pris la nationalité algérienne, notamment les évêques. La plupart ont un métier, le plus souvent dans l'enseignement, et sont donc rémunérés par leur employeur. Ceux qui sont pris entièrement par leur tâche religieuse et qui ont la nationalité algérienne touchent une « indemnité » fixe du ministère des affaires religieuses.

Les religieuses sont au nombre de cinq cent cinquante. Il existe à côté de Notre-Dame d'Afrique, à Bologhine, un monastère de claires contemplatives et cloîtrées, en terre d'islam. Les Sœurs blanches, les Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul et bien d'autres forment le plus souvent de petites communautés de quatre ou cinq personnes dispersées dans tout le pays pour un travail d'infirmerie ou d'enseignement ; elles partagent le modeste appartement de fonction fourni par leur employeur. Les voisins algériens se doutent rapidement de la qualité véritable de ces « coopérants » frugaux et chastes. Les discrets témoignages de reconnaissance ne manquent pas, par exemple, aux Petites Sœurs des pauvres qui s'occupent des vieillards.

Il reste néanmoins à l'état diffus une certaine méfiance dans les cercles intellectuels à l'égard d'une Eglise liée à la colonisation. L'Entreprise nationale du livre (ENAL), qui a le quasi-monopole de l'édition et de la diffusion, vient de publier un album de bande dessinée, très lu par les jeunes, de Moudjahid, dessinateur à *el Moudjahid*. Intitulé *Châtié interdite*, il raconte la

recherche par la Légion étrangère d'une civilisation fascinante — l'Atlantide de Pierre Benoit à la sauce FLN — qu'aurait découverte, juste avant de mourir et sans pouvoir livrer son secret, Charles de Foucauld, « un jésuite » (sic) qui abusait du « grand esprit de tolérance des musulmans » pour la « recherche de renseignements ».

Malgré ce procès farfelu, alors que nous suivions une personnalité officielle algérienne à Tammanasset, les autorités locales ont spontanément mis un véhicule à notre disposition pour visiter sur le plateau de l'Assékrem, l'ermitage d'un homme sur lequel beaucoup d'Algériens portent un jugement plus nuancé.

Considérant que « l'Eglise, en Algérie, la liberté que l'on a quand on est chez soi à titre d'hôte », la hiérarchie, sait que tout prosélytisme lui est interdit. Les quelques trois cents protestants établis officiellement le savent aussi, mais, pour l'avoir oublié, le prédicateur-recruteur du mouvement des évangélistes, un Américain, a été expulsé en 1982. Plusieurs centaines de convertis algériens à l'évangélisme s'entraînent dans l'adversité et, malgré la surveillance de la police, continuent de faire des adeptes.

#### Témoigner

Infiniment plus discrets, les coptes ont aussi des difficultés. Les Algériens ne comprennent pas que des Asiatiques choisissent la religion des Occidentaux ; objet de tentatives répétées de conversion sur son lieu de travail, une religieuse vietnamienne vient d'en faire l'expérience. Ils admettent encore plus difficilement que les coopérants égyptiens puissent être pas des fidèles d'Allah. L'église Sainte-Marcienne, à Alger, où se célébrait la liturgie catholique le dimanche et le culte copte orthodoxe le vendredi, a été fermée en 1981. Revenu au Caire, le prêtre copte est autorisé à re-

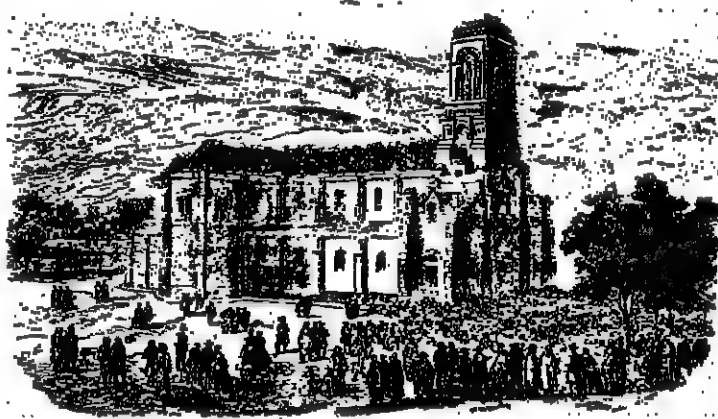
venir officier pour certaines fêtes. Il est alors l'hôte du clergé catholique.

Il y a un an, *el Moudjahid* annonçait « une conférence à Alger de Raja Garaudy ayant pour thème l'affaire d'Israël, avec la collaboration du ministre des affaires religieuses ». Certains catholiques s'agacent parfois du triomphalisme des convertis européens à l'islam, qui permet si peu la réciprocité. « Il est clair cependant que nous jouons la jeu en Algérie, nous dit un prêtre. En France même, nous défendons la dignité des immigrés, mais jamais il n'y a eu de campagne de conversion. »

Dès lors qu'il n'y a pas de projet missionnaire et qu'il ne s'agit pas d'occuper des bâtiments disputés à l'Algérie, deux cents prêtres pour quelques milliers de pratiquants, n'est-ce pas beaucoup au moment de la crise des vocations en Europe ? Notre question n'étonne pas Mgr Henri Teissier, archevêque-coadjuteur d'Alger, puisque certains la posent à Rome. « Nous témoignons, dit-il. Nous ne sommes pas là avec une bannière, mais on nous connaît au travers de relations personnelles. Le temps est peut-être venu de proposer aux chrétiens une conception plus large de la mission de l'Eglise. Si nous n'allions que dans les endroits où l'on baptise, ce serait dramatique. Nous ne sommes pas une multinationale qui place ses billes là où ça rapporte. »

Mgr Teissier publiera en septembre aux éditions du Centaure une *Méditation sur l'existence chrétienne en Algérie*. Mgr Duval vient de rompre un long silence. Placé depuis plusieurs années dans une situation à mille autres semblable dans le temps et l'espace, l'Eglise du Maghreb éprouve le besoin de faire le point, ne serait-ce que pour assurer la relève.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.



Consécration de la nouvelle basilique de Saint-Charles (« L'Illustration », 1964).

Tunis, — soit de droit interne. Elle n'est pas reconnue de jure. Mais cela ne l'empêche pas d'être reconnue de facto. » Parmi les libertés dont jouit le clergé catholique en Algérie, le Père Sanson cite celle de circuler à travers le territoire (les diplomates doivent demander une autorisation), celle de se réunir, celle de publier les écrits émanant, sous leur responsabilité, des évêques, celle de faire des sermons ou des lettres pastorales non soumis à l'approbation préalable des autorités.

#### Une communauté internationale

Parler de l'« alliance du glaive et du goupillon » dans le cas de la pénétration française en Algérie est assez simpliste. Tout de suite après la conquête, l'Eglise avait envoyé quelques prêtres syro-libanais parlant arabe ; les autorités militaires, peu désireuses de créer des motifs de résistance supplémentaires, mirent rapidement un terme à ce prosélytisme. Plus tard, les Pères blancs du cardinal Lavergne eurent une activité qui était d'éducation spirituelle en milieu musulman plutôt que missionnaire au sens propre. « A partir de 1920, les instructions étaient explicitement de renoncer au prosélytisme », nous dit un religieux au fait de ces questions.

Au début du siècle, un certain nombre de familles algériennes adoptèrent la religion catholique, notamment en Kabylie et dans le Sud. Leurs membres ont généralement quitté le pays après l'indépendance. Si quelques dizaines d'Algériens catholiques demeurent ici, c'est dans le secret des consciences.

dites dans des communautés isolées, sur les grands chantiers créés pour l'exécution des contrats de travaux publics.

La messe est aussi célébrée dans des chapelles, peu visibles, en des lieux clos. Les anciennes églises, si typiques sur la place de chaque agglomération, avec parfois leur nid de cigognes, sont fermées ou transformées en mosquées. Une seule église reste ouverte dans le Constantinois. Depuis la reprise de la cathédrale par l'administration algérienne qui en a fait un centre culturel, le diocèse d'Oran en compte deux ; la basilique de Santa-Cruz est habituellement fermée, mais des messes y sont dites à l'occasion de pèlerinages d'anciens « pieds noirs » revenus visiter le pays. Restent, à Alger, la cathédrale, les églises d'Hydra et d'El-Biar ainsi que la basilique Notre-Dame d'Afrique tenue par quelques Pères blancs avec tous ses ex-voto d'humbles familles ou de célébrités, tel le cosmonaute Boran.

L'important patrimoine de l'Eglise catholique a été considérablement réduit lors de l'« intégration à l'éducation nationale » de ses écoles. Elle n'a demandé qu'une partie de l'indemnisation à laquelle elle pouvait théoriquement prétendre sur la base de l'estimation, raisonnable, de l'administration algérienne. Cet argent sera essentiellement utilisé à l'entretien de ce qui reste. Deux associations possèdent et gèrent les biens, l'une des diocèses, l'autre des congrégations. Le Père Sanson note à ce sujet : « Les biens d'une association appartenant au but de l'association et ce but étant en l'occurrence religieux, le ministère des affaires religieuses en réclame systématiquement la rétrocession à son profit, dès que la communauté catholique ne sem-

### « Mohamed Duval, l'Algérien »

« Mohamed Duval, l'Algérien », titre cette semaine *Algérie Actualité*, rendant compte des déclarations faites en France par l'archevêque d'Alger à l'occasion de la publication d'un livre dans lequel il s'explique (1). Ainsi l'hebdomadaire de l'intelligentsia, reprenant, pour l'en féliciter, le sobriquet supposé infamant que les ultras avaient donné au chef de la communauté catholique, rend-il hommage à un homme dont les positions courageuses ont grandement contribué à la cohabitation ultérieure.

La haute silhouette à peine voûtée malgré les quatre-vingt-un ans se repère tout de suite dans les réceptions officielles algériennes. L'archevêque est sans conteste la personnalité française la plus connue et la plus respectée. Toujours alerte, le prêtre réagit à l'écoute du pays dans la modeste archevêché du centre de la ville.

Alors qu'elle était correspondante de la Croix en Algérie, Marie-Christine Ray a posé les questions essentielles et les plus directes au cardinal. Les réponses ne disent peut-être pas tout mais éclairent grandement

un destin exceptionnel et des pages d'histoire encore brillantes. Moments intenses quand l'interviewé parle de son ami Mgr Jacques, évêque auxiliaire, assassiné en 1976, près de l'archevêché — crime qui n'a jamais été élucidé. Ou lors de cet avertissement : « Quand je vois des musulmans entrer pour prier dans une ancienne église, cela me rappelle le départ des chrétiens, ce dont je ne peux me réjouir ; mais, étant donné que les chrétiens ne sont plus là, je remercie Dieu que des hommes continuent à l'honorer, même si c'est selon des rites différents. »

Les rencontres avec de Gaulle, la correspondance avec Camus, la lecture de Saint-Augustin, l'émotion artistique devant la belle liturgie sont évoquées en même temps que les contacts et les réflexions au terme desquelles il eut assez tôt conscience du caractère insubmersible de l'indépendance.

L'ironie de l'histoire, ou sa sagesse, a voulu que l'adversaire résolu de la torture, l'analyste perspicace dont le cheminement de pensée a eu sans doute des



VIOLETTE LE QUÈRE

analogies avec celui de de Gaulle, fut tout le contraire d'un « curé de gauche », un évêque qui ne craint pas d'évoquer le curé d'Am ou Sainte-Bernadette de Lourdes. Il y a de l'érudition dans de « révolutionnaire ».

J. G.

(1) Le cardinal Duval évêque en Algérie, entretien avec Marie-Christine Ray. Le Centaure, 250 p., 88 francs.

avec un coach de Tennis

**TENNIS ACTION**  
734-36-36

**STAGES LONGUE DURÉE**  
10 par semaine - à partir de 5 mois  
Adoles - Enfants - Tous niveaux

**9 CENTRES A PARIS**  
Paris 16<sup>e</sup>, la Défense, Neuilly, Nanterre, Boulogne, Courcouronnes, Evry, Chelles, Fontenay-sous-Bois, Meudon



# Étranger

## A LA VEILLE DE LA VISITE DU PRÉSIDENT REAGAN EN CHINE

Pékin et Washington semblent prêts à conclure un accord pour l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire

De notre correspondant

Pékin. — La Chine et les Etats-Unis paraissent proches d'aboutir à un accord de coopération pour l'usage pacifique de l'énergie nucléaire. Jeudi 19 avril, un porte-parole de la commission d'Etat pour la science et la technologie, M. Wu Xing, a estimé « qu'on ne pouvait pas exclure » la possibilité d'un tel accord lors de la visite du président Reagan en Chine. Ce dernier est attendu à Pékin le 26 avril.

Cette déclaration fait suite à une nouvelle série de conversations entre Chinois et Américains au début de la semaine, à Pékin, à l'initiative du gouvernement de la République populaire. Jeudi, la délégation américaine, conduite par M. Richard Kennedy, ambassadeur itinérant, spécialement chargé des questions de non-prolifération nucléaire, a été reçue par M. Li Peng, vice-premier ministre. Celui-ci vient d'être nommé, ces jours-ci, à la tête d'un groupe placé sous l'autorité du gouvernement et dont la tâche sera d'unifier les efforts des différents départements intéressés à la construction de centrales nucléaires. Le programme nucléaire chinois prévoit, d'ici à 1990, le démarrage de la construction de quatre centrales et une capacité installée de dix mille mégawatts en l'an 2000.

M. Li Peng a exprimé à la délégation américaine, selon Chine nouvelle, son « plaisir » de constater que les conversations entre les deux pays avaient « considérablement avancé sur la question du principe de l'égalité et du bénéfice mutuel ». Du côté américain, on confirme que des « progrès considérables » ont été effectivement accomplis au cours des derniers entretiens, sans autre précision. Les deux parties indiquent que les discussions vont continuer. M. Kennedy a quitté Pékin jeudi, mais le reste de la délégation devait rester encore un ou deux jours dans la capitale chinoise.

Les conversations ont buté jusqu'à présent principalement sur deux questions. Les Etats-Unis souhaitent, en premier lieu, obtenir un engagement ferme de la Chine selon lequel la technologie américaine qu'il serait importée par Pékin ne serait pas ensuite réexportée vers des pays tiers. Une autre question, plus délicate, concerne le droit de contrôle que l'administration américaine, conformément à sa politique en matière de non-prolifération, entend exercer sur le retraitement du combustible usagé des futures centrales.

La Chine, qui n'est pas partie prenante du traité de non-prolifération nucléaire, a estimé jusqu'ici qu'un tel contrôle serait une atteinte à sa souveraineté. Cependant, en devenant membre, le 1<sup>er</sup> janvier dernier, de l'Agence internationale de l'énergie atomique, la République populaire a indiqué qu'elle en respecterait les obligations, tout en exprimant des réserves sur la question des « restrictions et des contrôles ».

L'existence d'un accord de coopération nucléaire entre Pékin et Washington est une condition préalable indispensable avant toute opération commerciale en ce domaine entre les deux pays. Plusieurs grandes compagnies américaines (General Electric, Westinghouse) attendent que la fin de ces négociations pour accorder leurs efforts sur le marché chinois. D'autre part, un accord sino-américain ouvrirait la porte, à bref délai, à des accords similaires avec d'autres pays, à commencer par le Japon. Vendredi matin, Pékin nouvelle a annoncé que M. Li Peng signerait un tel accord

avec la République fédérale d'Allemagne lors du voyage qu'il fera dans ce pays le mois prochain.

La France possède avec la Chine un accord pour la recherche fondamentale dans le domaine nucléaire depuis 1974. D'autres documents ont été signés depuis lors dans le domaine de la recherche appliquée, le dernier, entre le ministère chinois de l'industrie nucléaire et le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), datant de novembre 1982. Lors de la visite de M. Mitterrand en Chine, en mai 1983, un mémorandum avait été signé entre les deux gouvernements pour la livraison par la France de quatre réacteurs nucléaires de neuf cents mégawatts chacun, dont deux sont destinés à la centrale de Daya-Bay, située à soixante kilomètres au nord-est de Hongkong.

MANUEL LUCBERT.

## LES NATIONALISTES KHMERS RÉSISTENT A L'OFFENSIVE VIETNAMIENNE

L'agence Chine nouvelle a annoncé, vendredi 20 avril, que « plusieurs centaines » de soldats vietnamiens avaient été tués ou blessés par des bombardements de l'artillerie chinoise à la frontière entre les deux pays depuis le 2 avril, à la suite de « provocations armées » vietnamiennes. Il s'agit là du bilan le plus lourd depuis la guerre que se sont livrée les deux pays en 1979. Cette estimation n'a toutefois pas été confirmée par Hanoi, qui accuse, pour sa part, Pékin d'être responsable des troubles.

D'autre part, à la frontière khmère-thaïlandaise, les combats se poursuivent dans la base d'Ampil — quartier général des maquisards nationalistes du FNLPK (Front national de libération du peuple khmer) de M. Son Sam — que les troupes vietnamiennes, après avoir vaincu une semaine d'affrontements, ne sont pas encore parvenues à occuper. Les civils du secteur ont fui en Thaïlande. M. Son Sam est rentré d'une visite en Europe pour soutenir ses partisans. A Bangkok, on estime que de nouveaux renforts vietnamiens se dirigent vers la frontière khmère-thaïlandaise. — (AFP, Reuters, UPI).

La Chine, qui n'est pas partie prenante du traité de non-prolifération nucléaire, a estimé jusqu'ici qu'un tel contrôle serait une atteinte à sa souveraineté. Cependant, en devenant membre, le 1<sup>er</sup> janvier dernier, de l'Agence internationale de l'énergie atomique, la République populaire a indiqué qu'elle en respecterait les obligations, tout en exprimant des réserves sur la question des « restrictions et des contrôles ».

L'existence d'un accord de coopération nucléaire entre Pékin et Washington est une condition préalable indispensable avant toute opération commerciale en ce domaine entre les deux pays. Plusieurs grandes compagnies américaines (General Electric, Westinghouse) attendent que la fin de ces négociations pour accorder leurs efforts sur le marché chinois. D'autre part, un accord sino-américain ouvrirait la porte, à bref délai, à des accords similaires avec d'autres pays, à commencer par le Japon. Vendredi matin, Pékin nouvelle a annoncé que M. Li Peng signerait un tel accord

avec la République fédérale d'Allemagne lors du voyage qu'il fera dans ce pays le mois prochain.

La France possède avec la Chine un accord pour la recherche fondamentale dans le domaine nucléaire depuis 1974. D'autres documents ont été signés depuis lors dans le domaine de la recherche appliquée, le dernier, entre le ministère chinois de l'industrie nucléaire et le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), datant de novembre 1982. Lors de la visite de M. Mitterrand en Chine, en mai 1983, un mémorandum avait été signé entre les deux gouvernements pour la livraison par la France de quatre réacteurs nucléaires de neuf cents mégawatts chacun, dont deux sont destinés à la centrale de Daya-Bay, située à soixante kilomètres au nord-est de Hongkong.

La prestation de M. Dolguikh a été en tous points conforme aux lois du genre. L'orateur, en présence de M. Tchernenko, de la région de Krasnoïarsk en Sibirie, qu'est revenu l'honneur de prononcer, le vendredi 20 avril à Krasnoïarsk, le discours célébrant le cent quarantième anniversaire de la naissance de Lénine. M. Dolguikh, secrétaire du comité central et membre suppléant du bureau politique, était, avec M. Roussakov, le seul membre de la direction du parti à ne pas encore avoir eu ce privilège.

La prestation de M. Dolguikh a été en tous points conforme aux lois du genre. L'orateur, en présence de M. Tchernenko, de la région de Krasnoïarsk en Sibirie, qu'est revenu l'honneur de prononcer, le vendredi 20 avril à Krasnoïarsk, le discours célébrant le cent quarantième anniversaire de la naissance de Lénine. M. Dolguikh, secrétaire du comité central et membre suppléant du bureau politique, était, avec M. Roussakov, le seul membre de la direction du parti à ne pas encore avoir eu ce privilège.

## LA COOPÉRATION TRANSATLANTIQUE

Les Etats-Unis remettent en cause leur participation à un projet de frégate pour les marines de l'OTAN

La coopération Etats-Unis-Europe pour la production d'armements classiques, dont l'OTAN veut faire un axe de sa politique de défense, est mal partie après le récent refus de Washington de signer un projet, dit de pré-faisabilité, d'un nouveau navire de guerre entre huit pays de l'alliance atlantique.

Symbole de la coopération transatlantique, le projet de produire une frégate pour les marines de l'OTAN avait été lancé en 1981 : il s'agit d'une frégate de lutte anti-sous-marin, de 3 000 à 4 000 tonnes, pour l'étude de laquelle a été constitué un consortium à participation industrielle de huit Etats (Canada, Espagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas et Allemagne fédérale). Ce projet avait été précédemment étudié par le Comité des directeurs nationaux d'armement et le dossier en était à un stade avancé au point que les avis des industriels des huit pays concernés avaient été sollicités.

La France y participe dans la mesure où c'est pour elle un moyen de se tenir au courant des définitions de matériels en service chez ses alliés (systèmes de communications et armements embarqués) et, d'ailleurs, elle devait produire pour ses propres besoins un matériel équivalent.

Un débat du mois d'avril, les services de l'OTAN, croyant à un accord entre les huit partenaires, qui recevrait, chacun, 12,5 % de la responsabilité du projet, ont diffusé un communiqué annonçant la signature de l'accord sur la pré-faisabilité industrielle de ce projet. Mais, le 17 avril, les services de l'OTAN ont fait marche arrière en révélant que l'accord n'avait pas été officiellement signé, les Etats-Unis s'étant abstenus.

Selon des sources militaires, la secrétaire adjointe au ministre de la défense, M. Richard Delauer, a

adressé un mémorandum à ses partenaires européens pour exiger qu'ils consacrent une plus grande participation en faveur des industriels américains. Le texte de ce mémorandum est secret, mais on croit savoir que les Etats-Unis, alléguant leur compétence technologique en matière d'armement, ont remis en question le principe d'une égalité des répartitions des charges d'études et de travail industrielles entre les alliés.

Ces demandes américaines ont en pour effet, de suspendre la réalisation du projet et elles provoquent, actuellement, une irritation non dissimulée dans les milieux européens de l'alliance atlantique à Bruxelles.

En particulier, les Etats-Unis sont accusés, en privé, de déloyauté et de duplicité pouvant affecter le climat des relations transatlantiques. Certains Européens estiment même que, en cas d'un retrait américain, le projet de frégate de l'OTAN devrait continuer entre Européens.

## DEUX CHASSEURS MIG ONT TIRÉ SUR UN HELICOPTERE AMERICAIN A LA FRONTIERE ENTRE LA RFA ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE

Un hélicoptère américain a essuyé, vendredi 20 avril, des tirs de deux chasseurs MIG de nationalité inconnue, alors qu'il était en mission d'observation le long de la frontière entre la République fédérale d'Allemagne et la Tchécoslovaquie, a annoncé le Pentagone.

L'hélicoptère n'a pas été touché par les missiles et les tirs de canon des deux avions et il a pu retourner à sa base, en Allemagne de l'Ouest. Selon le Pentagone, on ignore encore si l'appareil se trouvait dans l'espace aérien tchécoslovaque ou si, au contraire, ce sont les MIG qui ont pénétré dans l'espace aérien ouest-allemand. Une enquête a été ouverte par l'état-major des forces américaines en Europe, de Stuttgart.

Les deux derniers incidents de cette nature connus remontent à 1964. En janvier de cette année-là, trois avions américains avaient été tués lorsque des chasseurs tchécoslovaques avaient abattu un appareil d'entraînement qui s'était égaré en Allemagne de l'Est. Le 10 mars de la même année, le même scénario s'était reproduit, mais les trois hommes d'équipage du bi-réacteur américain égaré en RDA et abattu s'en étaient sortis indemnes. — (AFP).

## Réunis à Budapest

## LES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU PACTE DE VARSOVIE ONT LANCÉ UN APPEL SPÉCIAL À L'OTAN

Moscou (AFP). — Dans un communiqué publié vendredi 20 avril à Budapest et diffusé par l'agence Tass, les pays du pacte de Varsovie ont adressé un « appel spécial » à ceux de l'OTAN pour qu'ils renoncent à l'installation de nouveaux équipements et qu'ils retirent les engins déjà mis en place en application de la « double décision » de 1979 destinée à compenser le surarmement nucléaire soviétique. Le communiqué de Budapest affirme que les pays du pacte sont « prêts à commencer à n'importe quel moment une discussion préliminaire » avec l'OTAN, dont ils attendent « une réaction positive et, si possible, rapide à ces appels ».

Ces propositions concernent notamment un traité OTAN-pacte de Varsovie sur le non-recours à la force, l'engagement de non-utilisation en premier de l'arme nucléaire, les armes chimiques, la militarisation de l'espace, les budgets militaires, l'interdiction des essais nucléaires et les conséquences de Stockholm (CDE) et de Vienne (MBFR). Une réponse positive des pays de l'OTAN constituerait une manifestation concrète de leur intérêt à parvenir à des relations constructives », ajoute ce texte.

La situation actuelle, estiment, en effet, les ministres des Affaires étrangères du pacte de Varsovie, n'est pas « irréversible », et le désarmement est réalisable grâce à des « entretiens constructifs et productifs ». Le but de tels entretiens devrait être de conclure « des accords fondés sur les principes de l'égalité de la sécurité » des parties contractantes.

## LE STATUT DE JÉRUSALEM

Israël ne voit « rien de nouveau » dans la suggestion de « garantie internationale » avancée par Jean-Paul II

De notre correspondant

Jérusalem. — Israël ne voit « rien de nouveau » dans la proposition de Jean-Paul II de protéger Jérusalem par un « statut internationallement garanti ». Le pape avait fait cette suggestion dans une lettre apostolique rendue publique par le Vatican, jeudi 19 avril.

Réagissant soigneusement à l'appel du souverain pontif, le porte-parole du ministère israélien des affaires étrangères a publié, vendredi, la mise au point suivante : « Notre position sur Jérusalem est bien connue. Cette ville a toujours été la capitale du peuple juif, et elle restera celle d'Israël pour l'éternité. Pour la première fois dans l'histoire, la liberté de culte et la liberté d'accès aux Lieux saints à Jérusalem sont garanties à tous les croyants ».

À ce moment où quelque cinquante mille pèlerins participent aux cérémonies de la semaine sainte, le maire travailliste de la ville, M. Teddy Kollek, a déclaré de son côté : « Il est temps que le monde chrétien reconnaisse l'action entreprise par Israël afin de préserver les droits de toutes les religions à Jérusalem. Ni le pouvoir israélien ni le pouvoir jordanien n'avaient eu une pareille attitude ».

Le Saint-Siège, rappelés-le, n'entretient pas de relations diplo-

matiques normales avec Israël, car il estime, notamment, que les garanties d'accès aux Lieux saints sont insuffisantes. En 1980, le Vatican avait critiqué l'adoption par l'Etat hébreu d'une Loi fondamentale dont le premier article stipule que « Jérusalem tout entière et unifiée est la capitale d'Israël ».

J.-P. L.

Le Comité al-Qods et le statut de Jérusalem. — Le roi Hassan II du Maroc a révélé, jeudi soir 19 avril, qu'il avait reçu de nouvelles assurances du président Reagan sur le statut de Jérusalem et sur son opposition aux efforts déployés par des membres du Congrès en vue de transférer l'ambassade des Etats-Unis de Tel-Aviv dans la Ville sainte. Le souverain marocain, qui inaugurerait une réunion extraordinaire du Comité al-Qods (Jérusalem), qu'il préside, a déclaré que l'Organisation de la conférence islamique devrait prendre des mesures énergiques à l'encontre du Salvador et du Costa-Rica qui ont transféré récemment leurs ambassades à Jérusalem, alors que l'annexion de la partie est (arabe) de la ville en 1967 par l'Etat hébreu n'a pas été reconnue par la communauté internationale. Vendredi, l'OCI, a recommandé à ses membres de rompre leurs relations avec ces deux pays. — (AP, Reuters).

## Liban

## Le nom de M. Karamé est avancé pour diriger le gouvernement d'union nationale

Beyrouth (AP, Reuters, AFP). — Le calme exceptionnel qui règne au Liban, ce samedi matin 21 avril, devrait favoriser la constitution du gouvernement d'union nationale, motif chrétien, motif musulman, sur le principe d'après lequel les présidents Aminé Gemayel et Hafez el-Assad se sont mis d'accord (le Monde du 21 avril). Le nouveau cabinet serait formé de vingt-cinq membres et le poste de premier ministre pourrait être confié à M. Rachid Karamé, musulman sunnite proche des Syriens.

Ce gouvernement remplacerait celui de neuf membres dirigés par M. Charaf Wazzan, qui avait remis sa démission en février lorsque les miliciens druzes et chiites avaient pris le contrôle de Beyrouth-Ouest, en évincant l'armée régulière. Le cabinet comprendrait comme vice-premiers ministres ou comme ministres d'Etat deux des principaux opposants au président Gemayel, MM. Nabih Berri, chef du mouvement chiite Amal, et Walid Joumblatt, chef du Parti socialiste progressiste (PSP-Druze) ainsi que MM. Pierre Gemayel, fondateur du parti phalangiste (Kataeb) et Camille Chamoun, président du Front libanais (coalition des partis chrétiens conservateurs). MM. Karamé, Berri et Joumblatt étaient attendus ce samedi à Damas pour des entretiens avec les dirigeants syriens. M. Joumblatt sera reçu mercredi à l'Élysée par le président Mitterrand, qui s'était entretenu fin mars avec MM. Gemayel et Berri.

Lors de leurs entretiens à Damas, les présidents Gemayel et Assad sont convenus d'un train de réformes destinées à équilibrer les pouvoirs entre chrétiens et musulmans. Ainsi, le Parlement (99 sièges actuellement) serait élargi à cent trente membres — autant de chrétiens que de musulmans —, alors que jusqu'ici les chrétiens disposent d'une majorité de six contre cinq. Un rééquilibrage analogue devrait intervenir dans le haut commandement de l'armée.

Nous avons reçu la lettre suivante du Dr Mohammed S. Al Mahshat, ambassadeur d'Irak à Paris :

Sous le titre : « L'Irak dans la piège de la guerre », votre journal a publié dans ses éditions du 4 au 6 avril 1984 une série de trois articles, de votre collaborateur Jean Gueyras, qui appellent quelques remarques de ma part.

Ce que votre collaborateur appelle « la culture de la personnalité » n'a jamais été organisé par le gouvernement ni, surtout, par le président de la République, M. Saddam Hussein. Le président n'a nullement recherché ces honneurs qui sont le fait spontané du peuple irakien. Celui-ci aime sincèrement un dirigeant issu d'un milieu modeste et dont il se sent proche. Il voudrait donc mieux parler d'une réelle popularité du président Saddam Hussein.

Il est grave de prétendre qu'il y aurait eu en Irak « une succession de purges et de règlements de compte ». En revanche, tout le monde sait qu'en 1979 un Etat voisin de l'Irak avait préparé un complot à l'occasion de la transmission du pouvoir entre le maréchal Bakhr et le président Hussein. Cette tenta-

tion n'aurait été déjouée, ceux qui avaient organisé ce complot ont effectivement été jugés et condamnés. La presse irakienne a d'ailleurs commenté cet événement.

Votre collaborateur évoque longuement le rôle du Parti par rapport à ce qu'il appelle « la montée irrésistible du président Saddam Hussein ». Dans ce contexte, il interprète le remplacement de M. Barzan Al-Tikriti par le général Hicham Sabah Al-Fakhry à la tête des services des renseignements comme une preuve de l'indépendance de l'armée. En fait, ce changement doit être interprété comme un signe de bon fonctionnement des institutions de l'Etat et du Parti qui les contrôle. C'est une simple mesure d'organisation qui montre à tous que les structures compétentes ont la priorité sur l'individu fût-il le frère du président.

De même, il ne me paraît pas possible de prétendre que l'Irak aurait utilisé de son aviation pour des raisons « de politique intérieure ». D'abord parce qu'on n'a pas sur l'ordre, si cela était nécessaire, avec des Mirage ou des Mig, ensuite parce que l'aviation irakienne joue pleinement son rôle dans la guerre (...).

Le plan acier peut déclarer M. Herz

De notre correspondant

Moscou. — Le débat sur la sidération de l'industrie soviétique, pour le ministre du Bureau politique du PCUS, Lénine, le 20 avril, a souligné l'urgence de la situation. Les responsables de la production ont été convoqués à Moscou pour discuter de la situation.

M. Herzog, le gouverneur de l'Etat de New York, ne peut avoir une idée de la situation de l'industrie soviétique, car il n'a pas de données sur le plan de l'industrie soviétique. Les données de l'industrie soviétique sont très différentes de celles de l'industrie américaine. Les données de l'industrie soviétique sont très différentes de celles de l'industrie américaine.



# France

## LA « TENTATIVE » DE CLARIFICATION ENTRE LE POUVOIR ET LE PARTI COMMUNISTE

### Les socialistes ont entrouvert la boîte de Pandore

(Suite de la première page.)

La prochaine étape de la « clarification » consisterait à mettre fin à l'ambiguïté de la participation au gouvernement de représentants d'un parti qui persévérerait ostensiblement dans son rejet de la politique gouvernementale. Mais personne n'ose dire comment cette deuxième étape serait menée à bien.

Il serait difficile pour M. Mitterrand, admet-on dans son entourage, de réaliser une opération analogue à celle conduite en mai 1947 par Paul Ramadier, auquel les dirigeants communistes avaient eux-mêmes tenu la parole en demandant à leurs quatre ministres (Maurice Thorez, François Billoux, Ambroise Croizat et Charles Tillon) de s'opposer ouvertement à la politique salariale défendue par le président socialiste du conseil, et de le faire non seulement au conseil des ministres mais aussi au Palais-Bourbon, en refusant la confiance au gouvernement. En effet, M. Mauroy a trop insisté, depuis trois ans, sur la qualité du travail de M. Charles Fiterman, Marcel Rigout, Jack Lalitte et Amicet Le Pors, et sur leur sens de la solidarité gouvernementale, pour que cet argument ne se retourne pas contre les socialistes, si

l'éviction des trois ministres et du secrétaire d'Etat communistes était jugée nécessaire par l'Elysée.

Or, il est peu probable que la direction du PCF fasse aux socialistes le cadeau politique qui consisterait à demander aux membres communistes du gouvernement de se démettre de leurs fonctions.

Une telle attitude équivaudrait, pour le PCF, à revendiquer l'initiative de la rupture. La réponse des communistes aux socialistes, si l'on s'en tient aux propos tenus ces derniers jours par MM. Georges Marchais, André Lajoinie et Guy Herminier, vise, au contraire, à opposer aux mises en demeure l'affirmation, sans cesse répétée, de la volonté de préserver l'union de la gauche, « au gouvernement et dans la majorité ».

Rien ne permet de penser que cette stratégie soit « a priori » vouée à l'échec. Quoi qu'en disent les socialistes, les communistes ont pour eux l'avantage de pouvoir justifier leur comportement par le décalage qui apparaît — notamment, ces jours-ci, en matière de lutte contre le chômage — entre les engagements pris naguère par les socialistes et les effets de la politique de rigueur conduite par ceux-ci.

Lorsqu'il se réfère aux accords de juin 1981 — « vécus », en décembre 1983, ils invoquent, en quelque sorte, une clause de conscience dont la légitimité n'apparaît pas dépourvue de valeur, en tout cas, aux idéologues marxistes et progressistes.

Autant paradoxal que cela puisse paraître, qui peut assurer que les communistes, après avoir été associés à un dilemme douloureux par leurs alliés, ne vont pas retirer quelque bénéfice électoral de leur abstention forcée aux yeux de ceux des électeurs de la majorité pour lesquels, l'union demeure la condition absolue de la réussite de la gauche ?

Qui peut faire que les communistes ont fait un mauvais calcul stratégique en acceptant de payer de plusieurs renoncements formels — à propos de la sidérurgie et de la politique salariale — le prix de leur maintien au gouvernement, afin d'apparaître comme les champions de l'union des deux rives ?

La situation nouvelle ainsi créée par le pouvoir exécutif rappelle assurément, par ses perspectives incertaines, ce mois de mai 1977 qui vit les dirigeants de la gauche engager le processus d'actualisation du programme commun qui allait leur être fatal aux élections législatives de 1978. A l'époque, l'initiative était venue des communistes. Elle vint, cette fois, des socialistes. Mais aujourd'hui, comme il y a sept ans, il n'est pas impossible que la gauche ait confié son destin à cette même boîte de Pandore dont on ne sait jamais très bien, une fois qu'on l'a ouverte, ce qu'il va en sortir (1).

ALAIN ROLLAT.

(1) Dans la mythologie grecque, Pandore était la première femme créée par Héphestos. Zeus lui fit don d'une boîte à l'encre, à Epiméthée, le premier homme qui l'ouvrit. Ce dernier ouvrit la boîte fatale, d'où s'échappèrent les maux et les douleurs, et ne resta au fond que l'Espérance. (Larousse).

## LE CONTENTIEUX ÉLECTORAL

### POINT DE VUE

### « Bis repetita placent »

par Daniel CHABANOL (\*)

LORSQU'EN juin dernier certains jugements rendus en matière électorale par les tribunaux administratifs provoquèrent l'émotion, on se voyait assaillir, les représentants du parti concerné par ces jugements déclarant qu'ils faisaient confiance au Conseil d'Etat. Réaction sage et mode normal de contestation des décisions rendues par le juge de premier degré, et qui contrastent heureusement avec des déclarations d'ailleurs nous avions dénoncées (La rue contre la justice — Le Monde du 22 juin 1983).

Sur cette question, le Syndicat de la juridiction administrative avait adressé des explications à l'organe de presse qui participe à ces débats, mais il faut croire que, à défaut d'avoir été publiées, ces explications ne furent guère lues par des responsables puisque de nouveau, conduit en des termes identiques, un procès fut au juge administratif : la scrutin d'arrondissement du PCF pour l'Indre, le Conseil d'Etat, cette fois-ci, est visé et, tout comme le furent alors les tribunaux administratifs, est accusé tout à la fois de fauter le scrutin universel et de participer à un complot politique.

Le Syndicat de la juridiction administrative, qui compte dans ses rangs des membres du Conseil d'Etat, ne peut que rendre son regret que la sage réaction précitée ait été si rapidement oubliée et réaffirmée avec force que contestent ainsi une décision de justice, imputer à ses auteurs des arrière-pensées politiques, est agir contre les institutions de notre démocratie républicaine.

L'affaire devient d'autant plus grave que se trouve cette fois mis en cause le juge suprême. Un jugement de premier degré frappé d'appel reste, malgré l'autorité de la chose jugée, un acte fragile, soumis à la contestation juridique (ce qui de toute façon ne justifie pas qu'on l'attaque de n'importe quelle manière). La décision du Conseil d'Etat statuant en dernier ressort est l'expression de la vérité à laquelle,

qu'elle leur soit ou non plaisante, doivent se plier tous les membres de la collectivité. On sait bien, sûr qu'il n'est de vérité que contingente, relative et bien souvent subjective, même en matière juridique. Mais la règle du jeu démocratique veut que tout ce qui décide en dernier ressort une juridiction soit tenu par les membres de la collectivité pour vérité, car il faut bien que cessent les litiges. Et des précautions ont été prises pour que, compte tenu de l'importance ainsi donnée à la décision de justice, elle soit rendue hors des pressions du moment et des importations éventuelles de tel ou tel magistrat : la collégialité des formations de jugement, le secret du délibéré, la publicité des audiences en sont quelques exemples.

Il faut donc s'incliner, quoi qu'on en pense, et ne point discuter, encore moins soulever et surtout pas menacer.

Quelle pauvre accusation d'ailleurs que celle qui consiste à imputer au juge un comportement déterminé par des critères politiques et encore plus politiques ! C'est tout d'abord faire bon marché de la conscience professionnelle de chacun des intéressés, qui n'a pas passé des années de son existence au service de la justice sans se faire une certaine idée de son métier, et ne saurait risquer sa réputation et son honneur en adoptant devant ses collègues (les collègues sont collègues) un comportement dicté par d'autres considérations que le droit ou le contenu du dossier. Et pour quel avantage ? Pour le responsable d'un parti, pour le militant, le résultat d'une décision municipale est chose importante. Mais à qui fera-t-on croire que des membres du Conseil d'Etat, comme précédemment des membres des tribunaux administratifs, oublieraient leur honneur, risqueraient ? Vice-président du tribunal administratif de Lyon, président du Syndicat de la juridiction administrative.

raient de faire perdre à l'institution à laquelle ils appartiennent le crédit incontesté que lui vaut son histoire et de se déconsidérer tant aux yeux de leurs collègues de la communauté des juristes que de la communauté des citoyens. L'anxiété ne saurait valoir une excuse.

Il faut raison garder. Le bon juge n'est pas celui qui donne raison au pouvoir en place ou à tel parti, pas plus que celui qui lui donne tort. L'activité juridictionnelle est et doit rester en dehors du débat politique et, surtout, politique. Ceux qui s'évertuent à l'introduire dans ce débat doivent prendre garde de ne pas ouvrir, ce faisant, la porte de Pandore : à mettre ainsi en cause la justice, ils insinuent dans le corps social des fermentations de doute qui, en d'autres circonstances, peuvent devenir redoutables.

Le juge administratif, aujourd'hui mis sur la sellette, est fondamentalement le défenseur des libertés individuelles face à l'administration et souvent au pouvoir exécutif. Entamer sa crédibilité en donnant à croire qu'il manque à son devoir de juge, c'est risquer de mettre en péril ces libertés.

### M. BADINTER PRET A RECEVOIR L'ASSOCIATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ETAT

L'Association des membres du Conseil d'Etat a réagi, vendredi 20 avril, aux critiques formulées le 18 avril par M. Georges Marchais après l'annulation des résultats des élections municipales de Thionville (Moselle) et de Houilles (Yvelines). Elle a diffusé un communiqué indiquant notamment : « Tout récemment, le dirigeant d'une formation politique nationale a cru pouvoir mettre en cause directement certains membres du Conseil d'Etat et jeter le discrédit sur cette institution, son indépendance et son impartialité. »

« Dans ces conditions, l'Association des membres et anciens membres du Conseil d'Etat a décidé de demander au garde des sceaux les mesures qu'il comptait prendre pour faire respecter l'autorité de la justice et pour protéger ceux qui la rendent, au nom du peuple français, des attaques dont ils sont l'objet. »

« L'association, pour sa part, se réserve d'engager toutes autres actions, y compris en justice, dans l'intérêt même des institutions de la République. »

Le ministre de la justice a indiqué, vendredi 20 avril, que M. Badinter, garde des sceaux, est prêt à recevoir le bureau de l'Association des membres du Conseil d'Etat.

### LA DÉCISION SUR DAMMARRIE-LES-LYS EST RECTIFIÉE

Le Conseil d'Etat a rectifié, vendredi 20 avril, sa décision relative à l'élection municipale de Dammarrille-Lys (Seine-et-Marne). Cette décision, remportée par l'opposition, avait été annulée dans sa totalité par le tribunal administratif. Ce dernier avait en effet estimé que la présence à la tête de la liste d'opposition d'un candidat, M. Jean-Claude Mignon (RPR), qui n'était pas éligible dans la commune, avait constitué une manœuvre de nature à altérer la sincérité de l'ensemble du scrutin.

Statuant en appel le 30 mars dernier, le Conseil d'Etat avait confirmé l'illégalité de M. Mignon mais, écartant la solution du tribunal administratif, il avait validé l'élection des deux autres conseillers municipaux. En citant les noms des élus, le Conseil d'Etat avait toutefois commis une erreur matérielle : il avait validé l'élection de quatre candidats socialistes qui n'avaient pas été élus et omis de valider celle de quatre candidats communistes qui, eux, avaient été proclamés élus à l'issue du deuxième tour (le Monde du 5 avril). Cette erreur vient d'être réparée à la demande de ces quatre derniers candidats : la nouvelle décision rendue par le Conseil d'Etat leur permet donc de retrouver leur place au conseil municipal.

## L'« essentiel » et l'« accessoire »

On peut, comme M. Pierre Bauby, membre du secrétariat politique du Parti communiste marxiste-léniniste, juger « grave » la confiance accordée à un gouvernement dont la politique « conduit à une augmentation rapide du chômage, à une nouvelle baisse du pouvoir d'achat, à des remises en cause de la protection sociale, à de nouvelles concessions au patronat et à la droite, sur le terrain économique comme sur l'école ».

On peut, comme M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS, estimer que le débat « était nécessaire », mais que le « spectacle » de l'Assemblée nationale n'était pas « très bon ».

On peut, comme M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, distinguer entre « discours » et « acte », y voir une « contradiction », se déclarer insatisfait des discours des députés communistes, notamment de celui de M. Guy Herminier, mais ne « s'intéresser du point de vue de la démocratie et des institutions » qu'à l'« acte ». Autrement dit, l'« essentiel » pour M. Jospin, est l'« énorme majorité » obtenue par le gouvernement « de la façon la plus claire », et il ajoutait sur TF 1 : « Je ne peux pas juger des arrière-pensées en termes institutionnels. »

Ni « gratuit », ni « accessoire », c'est au contraire « un acte très important dans la vie politique dans nos institutions, dans notre système démocratique », que le vote du PC, a estimé M. Jean Poperen, interrogé par Europe 1. Le numéro deux du PS a ajouté : « Si les choses devaient continuer comme il n'y avait pas eu le débat, ce serait infiniment plus grave qu'aujourd'hui. Selon lui, la gauche se trouve « à nouveau

dans une phase difficile de l'union ».

Cette « union », M. Debarge y croit « sincèrement ». A l'évidence « le PC continuera à contester la politique gouvernementale », a-t-il assuré au micro de RMC, en précisant qu'il espère qu'« il n'y aura pas rupture (...) sans pour autant se livrer, pour qu'elle ne se produise pas, à une politique incohérente qui traiterait à l'encontre des intérêts de la fois de notre pays et des travailleurs ».

« Quand nous disons qu'il faut donner [les travailleurs] ce qu'ils ont simplement par principe, c'est aussi par souci d'efficacité », observe M. Claude Lecomte, qui, signant l'édition de l'Humanité, note : « Comment n'y aurait-il pas chez des hommes qui luttent depuis tant d'années pour sauver leur industrie et leur région plus d'idées que dans quelques idées ? »

C'est aussi M. Roland Leroy, qui sur France-Inter, relevait : « Le gouvernement discute avec les représentants de la gauche privée ? C'est normal, il discute avec Gattuso ? C'est normal, il doit discuter aussi avec les ouvriers et avec le parti qui a contribué, avec cinq millions de voix, à la victoire de la gauche. » Reste l'autre discussion, celle interne au PS. Pour M. Jospin, chaque « peut comprendre » dans le parti que « le temps du débat viendra après la campagne pour les élections européennes ». Les « quelques points de vue divergents » sur la politique de rigueur ne sont pas, de « très loin », majoritaires, relève M. Poperen, pour qui, si débat il doit y avoir, « le comité directeur délibérera dans les meilleurs délais ».

A. CH.

## Le plan acier peut et doit être amélioré déclare M. Herzog

De notre correspondant

Metz. — Le débat sur la sidérurgie est devenu une « question de démocratie industrielle », pour le Parti communiste. M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du PC, l'a souligné vendredi 20 avril après-midi à Longwy, où il a rencontré quatre-vingts responsables des fédérations du PC de Lorraine.

Pour M. Herzog, le gouvernement de M. Mauroy ne peut avoir « une attitude de dictat » sur un dossier pour lequel la Lorraine doit avoir son mot à dire. « Nous continuons à penser, a-t-il déclaré, que le plan acier peut et doit être amélioré. Une explication claire sur les différents problèmes de débouchés, emplois, finances doit être poursuivie. Nos positions ne sont pas à prendre ou à laisser globalement. Mais il y a une cohérence que les sous-tend, dont on peut s'inspirer pour améliorer le plan gouvernemental. »

S'appuyant sur les propos tenus par le premier ministre, la veille, à l'Assemblée nationale, « Pierre

Mauroy reconnaît qu'il ne demande à personne d'être inconditionnel, il se déclare favorable au débat et à la concertation », a-t-il noté. M. Herzog objecte aux arguments gouvernementaux : « Les besoins d'acier sont considérables et en plein renouvellement. Pour cela, il faut s'orienter, à l'instar de la sidérurgie allemande, vers une intégration des industries de construction mécanique et des équipements. Qui empêche les groupes sidérurgiques de créer, en aval de leurs laminoirs, des ateliers de boulonniers et de visserie, des ateliers de forges et d'estampage ? », c'est-il interrogé en proposant la négociation de « contrats de filières ». M. Herzog a, d'autre part, qualifié de « grossière erreur » le fait de penser qu'il suffit de fermer des installations pour réduire les déficits des sociétés : « Il faudra bien continuer à rembourser les frais financiers et les amortissements des installations remises en cause qui constituent l'essentiel de ces pertes », a-t-il dit.

J.-L. T.

## L'ANCIEN PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN VISITE DANS L'OUEST

### Un éclairateur nommé Giscard d'Estaing...

Que peut et que doit faire un ancien président de la République en activité ? M. Giscard d'Estaing a longtemps hésité sur la conduite à tenir. Aujourd'hui, il semble s'être choisi une mission : celle d'éclairer. « Je veux, répond-il volontiers, éclairer le choix futur de cette majorité de Français qui veut s'en sortir ». A cette fin, il a publié un ouvrage, Deux Français sur trois, qu'il a entrepris de présenter dans toute la France.

C'est ainsi qu'il s'est rendu mardi 17 et mercredi 18 avril dans l'Ouest, où avaient été prévues plusieurs étapes : La Roche-sur-Yon, Les Herbiers, Nantes et Messac, petite commune de deux mille trois cents habitants située à une trentaine de kilomètres de Rennes. Au programme : des rencontres informelles avec les militants et les sympathisants, de longues séances de discussions — des centaines de livres vendus à chaque fois — des entretiens avec les élus de l'opposition et les socio-professionnels et, le soir, des conférences ou des dîners-débats. A Nantes, les étaient mille deux cents dans les salons Mauduit ; à Messac, ils furent quatre mille à partager une choucroute génoise sous le chapiteau dressé à la sortie de la commune. Le contact est chaleureux, et M. Giscard d'Estaing, transformé en auteur à succès, paraît, comme il le dit lui-même, « profondément heureux de participer à ces rencontres ».

La publication de son ouvrage lui a, de fait, permis de reprendre pied sur le scène politique de manière plus sereine que par le passé. Il est là, dit-il, pour développer son projet, écrit à la lumière de son expérience de président de la République. « N'ayez pas peur, déclare-t-il, de parler mon livre, de le copier, de le pasticher, il n'est pas fait pour son auteur mais pour ses usagers. » Ceux-ci sont encore peu nom-

breux, même si les acheteurs sont légion. Peu importe.

M. Giscard d'Estaing, inlassablement, développe tel ou tel chapitre, tout en évitant soigneusement de répondre aux questions qui ont trait à l'actualité. Il dit notamment sa certitude d'assister, aux derniers jours du socialisme, à cette religion dont le livre sacré n'est plus utilisable. Pour lui, il est clair que « le socialisme est une idée du passé, condamnée par le présent et rejetée pour l'avenir ». Et puisque le socialisme ne peut plus être une idée d'avenir, « il faut en proposer une autre ; il n'y en a pas trente-six ».

Cette idée d'avenir, c'est, pour M. Giscard d'Estaing, le libéralisme social dont il veut préparer l'événement. « Encore six cent quatre-vingt-dix jours », écrit-il dans l'ouvrage, « nous aurons les élections législatives de 1985, compte M. Giscard d'Estaing. « Je partage avec vous le sentiment, mais il faudra savoir en sortir autrement que par la porte de la revanche », ajoute-t-il, en insistant sur la nécessité de commencer à préparer « les conditions du redressement de la France », en recherchant des thèmes susceptibles de rassembler deux Français sur trois.

### Réflexion sur l'avenir

« La seule question qui se pose, aux candidats en 1985, sera, explique-t-il : êtes-vous capables d'identifier les problèmes concrets qui se posent et quelle est votre capacité à les résoudre ? » Le débat ne sera pas idéologique, affirme M. Giscard d'Estaing, qui propose trois séries de réponses : « Il faut identifier les capacités créatrices des Français et des Français, moderniser la vie politique de notre pays, la compétition de demain se fera uniquement sur le savoir. »

« La question, remarque encore M. Giscard d'Estaing,

n'est pas de savoir si nous avons changé mais d'expliquer ce que nous sommes capables de faire. » Voilà qui, comme le veut l'ancien président de la République, met un terme à toute interrogation sur le passé, dépense le présent pour ne laisser libre cours qu'à la réflexion sur l'avenir. Un avenir qui devrait être confié à des « hommes d'expérience ». Il ne faut pas, explique M. Giscard d'Estaing, après une allusion au phénomène Mitterrand, que « la France cherche un président Carter ». « On ne peut pas faire son apprentissage sur le dos d'un peuple, affirme-t-il. Si la France choisit l'expérience, elle rencontrera à nouveau le malheur. » Et d'ajouter un peu plus tard : « En France, la seule manière d'obtenir la bienveillance, c'est d'être mort ! »

Le discours de M. Giscard d'Estaing, pour qui la son livre, est aujourd'hui sans surprise. Les interventions de ses différents auditeurs ne le sont pas moins, qui consistent le plus souvent à paraphraser tel ou tel passage de l'ouvrage de l'ancien président de la République. Il faudra sans doute attendre encore plusieurs semaines avant que ne naisse vraiment un débat entre M. Giscard d'Estaing et ses lecteurs.

Pour l'heure, il s'agit encore d'une reprise de contact, sympathique sans doute, entre des Français opposés à l'actuel gouvernement et un homme qui apprend à vivre « dépourvu des hautes pensées de son ancienne fonction » : un homme qui refuse d'avoir recours « à ces deux mots qui encombrant la vie publique : le non et le passé. Je suis contre le négativisme et le pessimisme ». Un homme qui cherche à occuper sur la scène politique une place originale en marge de l'actualité, dans l'attente du meilleur moment pour prendre un nouveau départ.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.



# Société

## LE PROCÈS PESQUET SANS PESQUET

### La mission impossible du président Versini

Pour un président d'assises, conduire un procès réputé contradictoire, refuser d'y comparaître n'est pas une sinécure. Depuis mardi 17 avril, M. Xavier Versini en fait l'expérience avec l'affaire Pesquet déferée à la cour d'assises de Paris après la cassation de l'arrêt rendu à Pontaise le 25 juin 1982 (le Monde du 19 avril).

C'est que Bernard Pesquet, s'il laisse entendre aujourd'hui qu'il pourrait paraître finalement à l'audience au moment des plaidoiries de ses défenseurs, M. Henri Juramy, Jean-Noël Guillard et Jérôme de Ligner, continue de répondre chaque jour, à l'huissier qui lui est déposé sur le coup de 13 heures pour le sommer de comparaître, qu'il « ne peut pas venir ».

C'est donc sans lui qu'il a fallu présenter l'énorme dossier qui le fait apparaître comme un homme accusé d'avoir successivement tué sa femme en novembre 1974, un agent immobilier, Henri Franqui, selon lui avant de cette femme, en mai 1976, et, enfin, le 29 juillet de cette même année, à Neuilly, les époux Bergaud et leur domestique, Tchéba difficile. Si l'accusé était là, ce serait lui, parce qu'il nie l'assassinat de Neuilly et présente comme des accidents les deux meurtres antérieurs, qui ferait valoir ces arguments et, dans la mesure où ils prêtent à discussion, devrait tenter de les démentir et s'employer à détruire l'impression qu'ils peuvent laisser d'incohérence et de contradiction.

#### La carte de crédit

Faute de cette présence, que peut faire un président ? Monologuer en présentant successivement chacun des chapitres à des jurés qui, eux, jusqu'à la semaine dernière, ne connaissaient pas le dossier. Monologue délicat puisque, selon la loi, il doit être impartial et ne pas devenir aucun des sentiments du magistrat. Mission assurément bien ingrate, sinon impossible. M. Versini a son tempérament. Devant tel ou tel détail d'apparence anodine, il n'a pu s'empêcher de faire savoir qu'il avait sa « petite idée » ou qu'il lui paraissait « important », par exemple, que dans le crime de Neuilly

l'assassin ait placé le corps de telle façon qu'on ne pouvait pas les apercevoir lorsqu'on entrerait dans la chambre où ils avaient été tués.

De la même façon, comment devait-il s'y prendre pour faire état des versions successives que donna Pesquet aussi bien de la mort de sa femme que de celle d'Henri Franqui ? Comment aussi ne pas être conduit à apprécier, si peu que ce soit, les explications fournies par l'accusé pour écarter certaines présomptions ? Un détail parmi une foule d'autres illustre assez bien cette difficulté. Lorsque Pesquet fut arrêté le 30 juillet 1976, lendemain de l'assassinat des époux Bergaud, on devait trouver sur lui la carte de crédit de M. Émile Bergaud. Comment allait-il expliquer cela ? Or, il l'avait, cette explication. Il ne conteste pas, en effet, s'être rendu au domicile des Bergaud le 29 juillet, jour du crime.

Mais, a-t-il toujours assuré, c'était uniquement pour y reprendre un album d'échantillons de papiers peints, dans lequel M. Bergaud devait choisir un modèle pour des travaux que Pesquet devait accomplir dans l'appartement de Neuilly. Alors, il assure que la carte de crédit se trouvait glissée dans cet album et que, sans doute, M. Bergaud l'y avait mise pour marquer la page des échantillons choisis. Et dans plusieurs dépositions, il précise qu'il se disposait à la restituer le lendemain. Est-ce plausible ?

Comment le président ne poserait-il pas une telle question ? Et comment ne la poserait-il pas encore, après avoir relaté les explications fournies par Pesquet pour justifier la présence chez lui de pièces d'or et de bijoux qui appartenaient aux Bergaud et dont il dit qu'il est la police qui a dû les placer chez lui pour le perdre ?

De telles questions, qui sont normales lorsqu'elles peuvent s'adresser à un interlocuteur, se trouvent aujourd'hui être évidemment formulées dans ce vide qu'est le procès Pesquet sans Pesquet.

M. Juramy a laissé entendre que l'on était proche de la manifestation d'opinion et qu'à l'absence de Pesquet pourrait s'ajouter celle de ses avocats. Il n'en sera rien assurément, même si Bernard Pesquet, de la salle Cusco à l'Hôtel-Dieu où il a été amené depuis l'ouverture des débats, attend la suite des événements en rêvant déjà, paraît-il, d'une seconde cassation.

JEAN-MARC THÉOLLEVE.

## AU TOURNOI DE TENNIS DE MONTE-CARLO

### Le jour des éclopés

Dix mois après la finale de Roland-Garros 1983, Yannick Noah retrouvait, samedi 21 avril, Mats Wilander, en demi-finale du tournoi de Monte-Carlo, tandis que Jimmy Arias affrontait Erik Sundstrom.

#### De notre envoyé spécial

Monaco. — Ce vendredi saint fut, au Monte-Carlo Country Club, une journée de duper. On attendait, en effet, des quarts de finale à grand spectacle. Ce fut, tout au plus, un tennis de fin de série. A 17 heures, tout était dit alors que, depuis 11 heures du matin, s'étaient succédés, sur la terre battue du central, les champions de la longue patience. Le Tchèque Lendl, l'Équatorien Gomez et l'Argentin Vilas ne restèrent, en effet, respectivement sur le court que quarante, quatre-vingts et cent minutes. Il est vrai que tous les trois se présentaient diminués physiquement.

Lendl abandonna, d'ailleurs, au début de la deuxième manche, incapable de soutenir les longs échanges que lui imposait le Suédois Sundstrom, pas le moins du monde inhibé par la personnalité de son rival. Le numéro deux mondial avait heurté un poteau de filet, la semaine dernière, lors du Tournoi de Luxembourg qu'il avait gagné. Il en gardait une légère contusion à la hanche et à la cuisse gauches qui ne l'avait pas gêné lors des deux premiers matches, mais qui s'aggrava, vendredi, en dépit des soins du kinésithérapeute de l'Association des joueurs professionnels, Bill Norris. Incapable de se replacer correctement, Lendl préféra arrêter pour ne pas risquer d'aggraver sa blessure et compromettre la suite de sa saison.

#### Poche de glace

Gomez souffrait, pour sa part, de l'épaule droite. En dépit d'une poche de glace qu'il avait appliquée sur son articulation douloureuse, il fut incapable de servir efficacement. L'Équatorien facilita ainsi grandement la tâche de Noah qui engageait, pour sa part, avec beaucoup plus de précision que lors des deux tours précédents. Cette nouvelle victoire aura permis au numéro un français de retrouver, en demi-finale, samedi après-midi, Wilander qu'il n'a pas rencontré depuis sa victoire à Roland-Garros. Le Suédois, de son côté, a obtenu une cinquième victoire consécutive sur l'Argentin Vilas depuis les Internationaux de France de 1982, et ce fut le succès le plus haut niveau, mais les jeunes médailles suédoises. Non seulement le protégé de Tjiriac manquait de compétition depuis sa suspension, mais encore il était handicapé lui aussi par une blessure aux pectoraux contractée durant l'entraînement.

Un éclopé a, malgré tout, réussi à se glisser dans le dernier carré restant en lice pour les demi-finales : l'Américain Arias. Depuis une longue

#### LES RÉSULTATS

##### Quarts de finale

Sundstrom (Sué.) b. Lendl (Tch.) 6-1, 2-0 et abandon ; Arias (E.-U.) b. Davis (E.-U.) 6-0, 6-1 ; Noah (F.) b. Gomez (Equ.) 6-2, 6-4 ; Wilander (Sué.) b. Vilas (Arg.) 6-3, 6-1.

## Correspondance

### M. Honoré Gévaudan réplique à M. Marcel Morin

A la suite de la publication d'un article sur M. Marcel Morin, nouveau chef de la brigade criminelle de Paris (le Monde daté 15-16 avril), M. Honoré Gévaudan, commissaire de police à la retraite, qui fut directeur central adjoint de la police judiciaire de 1974 à 1980, nous a fait parvenir une copie de la lettre qu'il a adressée, le 16 avril, au directeur général de la police nationale, M. Pierre Verbrugghe. Faisant état de ses démêlés avec la hiérarchie de la police judiciaire lors de la lutte contre les trafiquants de drogue de la French Connection, M. Morin mettait en cause nommément M. Gévaudan. Ce dernier affirme dans sa lettre qu'il s'agit de « propos aussi injurieux qu'irresponsables ».

« L'orgueil, la prétention, la faiblesse n'autorisent pas l'insulte, écrit M. Gévaudan, et l'épanchement de bile, hors la présence de celui à qui elle est destinée, est la preuve d'un

courage très mitigé. Répandre des étiquettes sur des hommes, ayant servi la police nationale pendant quarante ans, et dont l'intégrité est la seule richesse est la marque d'une inconscience rare, mûrie de mégalo-manie ».

En conclusion, M. Gévaudan demande à M. Verbrugghe de lui « faire connaître la nature de [son] intervention pour empêcher que se renouvellent de telles incongruités ».

[M. Marcel Morin, de son côté, nous fait savoir qu'il n'a pas l'intention d'engager une polémique avec M. Gévaudan. Il nous demande cependant de préciser à propos de l'une de ses déclarations : « J'ai horreur des mal-fauteurs, surtout quand ils se trouvent dans notre milieu ! » ne s'appliquait pas personnellement à M. Gévaudan mais visait, plus généralement, certaines méthodes de pénétration du banditisme, à mes yeux risquées, que je n'ai, moi, jamais appliquées. ]

## SPORTS ÉQUESTRES A GÖTEBORG

### Comme prévu, les Américains en Coupe du monde de saut d'obstacles

#### Correspondance

Göteborg. — Les cavaliers américains ont pris les affaires en main dès la première épreuve comptant pour la Coupe du monde de saut d'obstacles, vendredi 20 avril, à Gö-

teborg. Dans ce championnat en salle, Leslie Burr est en tête du classement provisoire devant le Brésilien Nelson Pessoa et le Britannique Michael Whitaker. Trois autres cavaliers américains figurent parmi les dix premiers : Barney Ward (5<sup>e</sup>), Michael Matz, lauréat de cette Coupe du monde en 1981 à Birmingham (6<sup>e</sup>), et Peter Loone (7<sup>e</sup>).

Dans le petit clan français, réduit à sa plus simple expression, c'était la déception. Le seul qualifié, Hervé Godignon, a compromis ses chances en ne terminant que 25<sup>e</sup> (sur 39) dans un parcours de chasse considéré par le Brésilien Nelson Pessoa comme un « parcours-loterie ».

#### Déclassements

Le Français ne fut pas le seul à perdre ses illusions sur cette chasse très virevoltante.

L'un des favoris, l'Autrichien Hugo Simon, vainqueur ici-même de la première Coupe du monde, en 1979, a certes réalisé le temps le plus rapide. Huit secondes de pénalités pour deux fautes sont venues s'ajouter à sa performance. Deux autres anciens vainqueurs n'ont pas été plus heureux : les Américains Norman DeLo Jojo, lauréat l'an dernier à Vienne et qui n'est que 13<sup>e</sup>, et Conrad Homfeld, le gagnant de 1980 à Baltimore (Etats-Unis), qui n'est que 37<sup>e</sup>.

La seconde épreuve devait se dérouler samedi sur un parcours jugé au barème A sans chronomètre, avec deux barrières successives. La Coupe du monde prendra fin lundi. L'ultime épreuve, toujours au barème A, sera disputée en deux manches.

CLAUDE MIENNEL.

#### LES RÉSULTATS

Première épreuve (parcours de chasse)

1. Leslie Burr (E.-U.), sur « Corais », 48'09 ; 2. Pessoa (Br.), sur « Larramy », 49'23 ; 3. M. Whitaker (G-B), sur « Red Flight », 50'31 ; 4. Rüping (RFA), sur « Silbersee », 50'42 ; 5. Ward (E.-U.), sur « Pico », 50'77... 23. Godignon (Fr.), sur « J'adore », 57'56.

## DEUX RECORDS DU MONDE DU KILOMÈTRE LANCÉ À SKIS

### La glisse absolue

Les Arcs. — L'Autrichien Franz Weber a battu, le 19 avril, son propre record du monde du kilomètre lancé à skis, à 208,937 km/heure.

Au cours de la même compétition, le Français Patrick Kniff a battu le record dans la catégorie « unijambiste », à plus de 178 km/heure.

De toutes les variantes du ski inventées par les sportifs au mal de frisson, voici bien la plus simple et non la moins excitante. Quelques centaines de mètres de griserie en trace directe droit sur la vallée. La vitesse pour la vitesse, la glisse absolue, le schuss à l'extrême. Il est donc quelques centaines d'amateurs à rebondir sur la planète, de compétition en championnat, à la recherche de la pente la plus abrupte, du relief le plus irréprochable.

Le plupart ont d'abord tiré du ski « classique », partie à un très haut niveau, mais les instructeurs sont trop jeunes, ils sortent avec les filles qu'ils ont considérées comme des « stars » à l'écart. Ils ont donc décidé de faire appel à l'élite internationale de la discipline. C'est ainsi que Patrick Kniff, ancien champion de France B et qui a importé en France cette pratique venue, comme toutes les disciplines, des Etats-Unis. Pour se préparer aux compétitions, Cathy utilise une technique de relaxation, la

sophrologie : « J'en ai parlé à des copines, actuellement en équipe de France, mais elles sont persuadées que leurs instructeurs n'y marchent jamais ».

Autant que la victoire, les adeptes du kilomètre lancé recherchent donc le frisson et une bonne entente avec leur corps. Actuel champion du monde en catégorie unijambiste, Patrick Kniff a fondé, dans cette optique, une association pour faire découvrir le sport aux handicapés (1) : « Quand ils arrivent tout timides et coincés et qu'à la fin ce sont eux-mêmes qui m'entraînent danser en boîte, le conseil que j'ai gagné ».

Les risques ? Pas davantage qu'en ski « normal », assure-t-il. A la dernière Coupe de France, ouverte à tous, au cours de laquelle une armée de furies de huit à soixante-trois ans ont dépassé le 100 à l'heure, on n'a eu à déplorer qu'un « poignet cassé ». Il est vrai que le matériel — des skis fixes aux skis à bâtons gelés, en passant par le casque au profil aérodynamique — est étudié au millimètre près.

Aussi sophistiqué soit-il, le matériel, cependant, ne fait pas tout. Franz Weber cette fois-ci, a pris le départ en ayant interviewé les bâtons droit et gauche : « Je m'en suis aperçu trop tard ; je me suis crispé et forcé à penser à autre chose ». Et il a gagné.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

(1) Association Le Dahu, 10, rue Dumange, 69004 Lyon.

## En bref

### Arrestation d'un nouveau membre

présenté du GAL

L'enquête menée par le SRPJ de Bordeaux après l'arrestation de huit personnes considérées comme des membres du GAL (Groupe antiraciste de libération) a amené vendredi 20 avril l'interpellation à Paris d'un nouveau suspect. Il s'agit d'un Français originaire d'Algérie, nommé Zaoui. Il doit être transféré à Bayonne pour être présenté à M. Pascal Faux, juge d'instruction chargé du dossier.

Le magistrat a déjà inculpé d'association de malfaiteurs les huit personnes arrêtées précédemment.

### Mise en liberté

de M. Henri Chiocchia

Impliqué dans une affaire de corruption et d'abus de biens sociaux, M. Henri Chiocchia, entrepreneur de bâtiment et de travaux publics à Toulon, a été mis en liberté après avoir été écroué le 29 février par M. Michel Cabaret, juge d'instruction à Toulon (le Monde des 18 février et 2 mars), a été mis en liberté le 20 avril après versement d'une caution de 500 000 F.

M. Chiocchia, qui employait trois cent cinquante salariés et dont l'entreprise réalisait un chiffre d'affaires annuel de 100 millions de francs, avait déposé son bilan en septembre 1983 avec un passif de 8 millions de francs. Il lui est reproché d'avoir, au moment de ses difficultés de trésorerie, consenti des avantages à des fonctionnaires pour obtenir des marchés.

● Arrestation de trois complices de Bruno Sulak. — Les policiers de la brigade de répression du banditisme (BRB) ont arrêté, le 18 avril, à Paris, trois des complices présumés de Bruno Sulak, l'auteur de plusieurs hold-up contre des joailleries de Paris et de Cannes, mais incarcéré depuis le 9 février. Il s'agit de Pasko Klapan, trente-six ans, Ivan Mustajic, quarante ans, et Rodomir Matijasevic, trente-deux ans. Des bijoux provenant des vols ont été retrouvés aux domiciles des trois hommes ou de leurs amis, dont plusieurs ont été entendues par la police.

### Les infirmières se « mobilisent » pour leur statut

Nombre d'infirmières ont décidé d'entreprendre, du 24 au 29 avril, une semaine de « mobilisation générale », qui devrait s'ouvrir par une journée de grève le 24 avril, à l'appel du comité infirmier de liaison et d'étude (le CIPE) qui regroupe vingt-quatre associations et syndicats professionnels. Ces manifestations ont pour but de protester contre le vide juridique dans lequel les a plongées une décision du Conseil d'Etat (le Monde du 4 avril) annulant leur statut antérieur, situation qu'aucun texte n'est venu régulariser depuis lors.

Cette semaine d'action et cette grève auront davantage d'impact auprès des infirmiers et infirmières libéraux. Dans les établissements hospitaliers, où les actes infirmiers sont couverts de fait par l'autorité médicale, un service minimum sera assuré, comme le veut la loi et l'usage. Le secrétariat d'Etat à la santé a promis une régularisation prochaine.

● Le projet de réforme de l'enseignement de l'histoire et de la géographie. — Le Conseil de l'enseignement général et technique (CEGT) s'est prononcé, vendredi 20 avril, contre le projet d'arrêté sur l'enseignement de l'histoire et de la géographie à l'école élémentaire. Seuls les représentants de l'administration ont émis un vote favorable. Le texte prévoit un développement de cet enseignement et rétablit l'histoire et la géographie comme des disciplines à part entière (le Monde du 21 avril). Le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (SNI-PEGC), dont le représentant au CEGT a voté contre le projet, estime qu'on n'y trouve « ni une réflexion suffisante sur les contenus d'enseignement ni une prise en compte de la réalité des enfants ».

● Nominations à la Cour de cassation. — Par décret publié au Journal officiel du 20 avril, MM. Daniel Cailliet, Jean Peyrat et Bernard Dutheil-Lamonthez sont nommés conseillers à la Cour de cassation.

### Naissance insolite au zoo de Thoiry

Une naissance étonnante a eu lieu le 20 avril au zoo de Thoiry, dans les Yvelines. Julie, une femelle ligre (issue du croisement d'un lion et d'une tigresse), a donné naissance à un petit, dont on ignore encore le sexe, sa mère au moment de l'accouchement. Le père de Julie, le père de Julie, a pris d'un incest, Julie aurait donc donné naissance à un animal qui serait bien pour moitié mort et à moitié vivant. Ce qui constituerait une première mondiale. De toute manière, l'événement est zoologiquement d'importance : la mère est un animal hybride, issue du croisement de deux espèces, et il est de règle que les hybrides naissent stériles.

Les ligres sont très rares, alors que les tigres, issus d'un tigre et d'une lionne, sont plus fréquents. La présence de ligres à Thoiry résulte d'une coïncidence. Presque simultanément, en 1975, une lionne accoucha d'un ligre au zoo de Pédic, tandis qu'une tigresse mettait au monde son petit au zoo de Thoiry. Les deux animaux, tous deux de sexe féminin, eux aussi primés, les ligres ne pouvant avoir de petits, les employés du zoo les élevèrent ensemble, au hibernex. Les trois animaux s'habituaient à vivre ensemble, et au cours des années naquirent quatre ligres, deux mâles et deux femelles. Un couple fut cédé au zoo de Pédic, tandis que Patchwork et Julie restèrent à Thoiry. Julie était de mère lionne, et les autres ligres chromosomiques devraient permettre, dans quelque temps, de préciser la génétique de sa progéniture.

● Explosion dans une concession Citroën à Paris. — Une explosion, vraisemblablement d'origine criminelle, s'est produite, samedi 21 avril vers 3 heures, dans une concession Citroën située 6, avenue de la République à Paris (11<sup>e</sup>). Non encore revendiquée samedi matin, l'explosion, de faible puissance, n'a causé que des dégâts légers.

RECTIFICATIF. — Une malencontreuse erreur dans la nécrologie du prix Nobel de physique soviétique Piotr Kapitsa, paru dans nos colonnes le 12 avril, nous a fait situer Kronstadt en Crimée cette ville... est toujours dans le golfe de Finlande au large de Leningrad.

مكتبة الأصل



# 6 MILLIARDS ET DEMI POUR L'AIDE SOCIALE

## Paris est aussi la capitale des assistés

Paris détient deux records de France. Celui des grandes fortunes et celui des nouveaux pauvres, ces éclopés du progrès. Bien que l'évaluation soit difficile, on peut estimer à 160 000 le nombre de Parisiens qui, d'une manière ou d'une autre, émargent chaque année à l'aide sociale. Ce sont tous ceux et toutes celles qui, on ne sait trop comment, échappent aux mailles pourtant serrées de l'assurance sociale classique.

Au cours de ces trente dernières années, le foisonnement des institutions et des professions sociales a été sans précédent. Mais il s'est accompli dans le désordre du vécu, au gré des nécessités du moment et des inspirations politiques. La dynamique naturelle de la bureaucratie a fait le reste. Ainsi, à Paris, l'histoire a accumulé les strates de cinq grands organismes aux sigles étranges : AP, DAS, DDASS, DASHS, BAS (1). S'y sont ajoutés associations et œuvres charitables, toutes plus ou moins subventionnées. Elles sont, à ce jour, si nombreuses et si diverses que nul ne peut en fournir la liste.

Institutions publiques et privées occupent plus de 14 000 personnes et dépensent une véritable fortune : 6,5 milliards de francs cette année. La machine de l'aide sociale est devenue si complexe que bien peu s'y retrouvent et que personne, à la vérité, n'en maîtrise le fonctionnement. Récemment encore, le président de l'Union nationale des bureaux d'aide sociale — un orfèvre en la matière — appelait de ses vœux un « guichet unique », sorte d'aiguillage qui permettrait aux ayants droit de s'y reconnaître.

De toute manière, les choses sont en train de changer. Engagé dans la décentralisation, le gouvernement vient de transférer aux conseils généraux la responsabilité globale de l'aide sociale et sociale. L'Etat ne garde à sa charge que les assistés dont les élus locaux ne veulent pas, car ils n'ont pas le moyen de leur faire face. L'Etat ne garde à sa charge que les assistés dont les élus locaux ne veulent pas, car ils n'ont pas le moyen de leur faire face. L'Etat ne garde à sa charge que les assistés dont les élus locaux ne veulent pas, car ils n'ont pas le moyen de leur faire face.

car l'« édifice » ne compte pas moins de cinq « étages », sans compter les caves et les garages incorporés. Au premier niveau, quelques « boutiques » bien connues : celle de la direction des affaires sanitaires et sociales (DAS) dépendant désormais exclusivement de l'Etat. Dotation budgétaire 1984 : 735 millions de francs pour Paris. Ses consultations, centres de soins et postures sont ouverts aux toxicomanes. Grâce à 22 dispensaires, 8 ateliers thérapeutiques, 6 lieux de posture et 13 hôpitaux de jour, elle suit 1 000 malades mentaux ne nécessitant pas d'hospitalisation complète. Elle accueille, dans ses ailes de nuit, les 4 000 à 5 000 clochards et « personnes sans domicile fixe » qui vivent dans la capitale. En les employant à de menus travaux, et en les visitant à domicile, elle atténue les difficultés de 7 000 handicapés sans ressources. Enfin, elle distribue des secours à des malades déshérités et à certaines personnes âgées.

Sur ce dernier point, il semble y avoir double emploi avec « l'étage » au-dessus, où l'on

car, on va le voir à domicile où 14 000 autres sont ainsi surveillés. Les enfants plus âgés mais en difficulté, ceux que l'on appelle parfois « les gosses de l'assistance » et que l'on expédie dans des fermes du Morvan, sont le souci majeur de la DDASS. Ils sont entre 30 000 et 35 000 que l'on confie à des familles de substitution, que l'on place dans des établissements dispersés à travers la France ou que l'on aide par des subsides à la maison. L'aide sociale à l'enfance, traditionnelle et particulièrement nécessaire dans la capitale, coûte, à elle seule, 1 milliard et demi de francs par an.

La DDASS prend aussi en charge 50 000 malades soignés à domicile ou à l'hôpital mais ne disposant pas de ressources suffisantes pour payer leur traitement. Une quarantaine de dispensaires discrets et gratuits accueillent ces malades. Enfin, la DDASS assiste environ 17 000 personnes âgées à qui on envoie à domicile des aides ménagères ou que l'on place en maisons de retraite. Cette sollicitude coûte 1 milliard de francs au budget du département.



PHESIN

trouve la direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS), bureaux entrepris occupant 3 500 agents et disposant, cette année, de 3,6 milliards de francs.

### Cent dispensaires gratuits

Les assistants sociaux de la DDASS s'intéressent aux Parisiens en difficulté à tous les âges de leur vie. Pour les femmes enceintes et les bébés fonctionnant près d'une centaine de dispensaires gratuits. On y reçoit annuellement 70 000 enfants. Et quand ils ne peuvent pas se dépla-

Et ce n'est pas tout car les « anciens » sont aussi pris en charge par le troisième niveau de l'édifice parisien d'aide sociale : le bureau d'aide sociale (BAS) de la Ville. Ce service, qui dispose de 5 600 agents et d'un budget de 1,4 milliard de francs, distribue des secours financiers (alors que ceux servis par l'Etat et le département sont prévus par la loi) déjà dans leur principe et leur taux par le conseil municipal. C'est, en somme, le supplément que chaque municipalité accorde à ses pauvres.

L'originalité du BAS de la capitale, c'est son parc d'établisse-

ments pour personnes du troisième âge. Il y a longtemps que Paris est une ville sans pris pour les tout-petits comme pour les vieillards, les uns jetés au ruisseau, les autres isolés dans leurs garais. A Paris, ces derniers disposent, à présent, de 67 clubs, de 75 résidences et foyers-logements ainsi que d'une douzaine de maisons de soins. Les plus pauvres reçoivent une allocation spéciale créée par M. Jacques Chirac peu après son élection à la mairie. Elle peut atteindre 3 600 francs par mois. Sans compter la carte de transport « émancipée » que la Ville achète à la RATP et qu'elle distribue largement. Peu de villes en France offrent autant de services à leurs « anciens ».

Le BAS s'occupe encore des filles mères, des parents désargentés que l'on encourage à prendre un congé lorsque vient un nouveau-né, des individus momentanément dans la gêne à qui on donne un coup de pouce financier.

Mais le BAS n'est pas le seul service municipal à pratiquer l'aide sociale. Au quatrième niveau, on trouve la direction de l'action sociale, de l'hygiène et de la santé (DASHS), qui compte 3 600 agents et dépense 440 millions de francs par an. Cette direction reçoit 10 000 petits Parisiens dans ses crèches et haltes-garderies. Et, pour compléter les choses, elle gère, elle aussi, quelques dispensaires de protection maternelle et infantile.

### Deux fois plus que pour les Lillois

Enfin, au dernier niveau, on déniche encore l'ancêtre de tous les services précédents : l'Assistance publique (AP). Jusqu'à une date récente, c'est elle qui prenait en charge les orphelins et les « poubots » en difficulté. Aujourd'hui, déchargée de ce fardeau, elle continue d'héberger, dans ses services dits de long séjour, plusieurs milliers de personnes du troisième âge.

Au total, la proportion des assistés est, à Paris, particulière-

ment élevée. Les seuls bénéficiaires de l'aide sociale distribuée par l'Etat et le département (DAS et DDASS) représentent 5,5 % de la population alors que, dans le reste du pays, ils ne sont que 3 %. A ce titre, la dépense annuelle d'aide sociale par habitant est à Paris une des plus élevées de France : 1 000 francs en 1981, dernière année connue. Le département de Paris vient en quatrième position derrière la Réunion (1 500 F), la Guyane (1 430 F), la Martinique (1 150 F) et la Corse du Sud (1 068 F). L'Etat et le département dépensent pour chaque Parisien deux fois plus que pour un Lillois (570 F), un Marseillais (500 F) ou un Lyonnais (417 F).

Si on y ajoute les bénéficiaires de l'aide accordée par les services municipaux (BAS et DASHS), la proportion des assistés — sous une forme ou sous une autre — atteint 7,3 % de la population parisienne. Et la dépense par habitant approche 3 000 francs cette année.

Ces 6,5 milliards sont payés, aux deux tiers, par les contribuables parisiens sous forme d'impôts locaux, de droits de mutation et de vignette auto. Le dernier tiers provient des cotisations des assurés sociaux (10 %) et des impôts versés au budget national (24 %).

Cette dépense record a au moins trois raisons. D'abord, le coût de la vie à Paris. Le prix de journée d'une maison de retraite est de 350 francs dans la capitale contre 200 francs en Corrèze. L'aide mensuelle à domicile revient, ici, à 91 francs l'heure, en province à moitié moins. Même surcoût pour l'aide médicale, qui doit couvrir les prix de journée des hôpitaux de l'Assistance publique plus élevés que ceux des établissements de ville moyenne en raison de leur technicité supérieure.

Deuxième raison : Paris est, depuis longtemps, une ville attentive au sort de ses vieux et de ses enfants. Le conseil général en fixant le taux des aides légales, et la municipalité en y ajoutant de sub-

stantiels suppléments perpétuent cette tradition.

Enfin, si la capitale est attirante, elle est sévère pour les anciens et les nouveaux venus. Les exclus de la croissance y sont plus nombreux que les Gastignac. Paris compte 16 % de plus de soixante-cinq ans et 18 % d'étrangers, proportion rarement rencontrée ailleurs. Aux clochards d'antan sont venus s'ajouter depuis peu des milliers de « paumés » sans travail et sans domicile fixe. Certains élus s'en indignent, qui estiment que leur ville supporte une charge indue en assistant ces étrangers et ces provinciaux.

Une commission spéciale du diocèse suit l'évolution sociale de Paris depuis plus d'une décennie. Elle constate une accélération de l'appauvrissement et de la marginalisation. Paris entretient et amplifie les situations limites. « Dans cette ville ostentatoire, la pauvreté est moins visible qu'ailleurs », remarque-t-elle, mais la crise n'y fait pas moins de ravages. Paris est un modèle de société à deux vitesses : il y a ceux qui sont dans le vent et ceux qui n'arrivent plus à suivre.

Les Parisiens seraient donc dans une situation particulière. Peu imposés, mieux transportés que quiconque, ils sont aussi — même les plus marginaux d'entre eux — mieux soignés et protégés. Des privilèges ? Pas vraiment, car ils sont plus mal logés, subissent une vie plus chère, des stress plus violents qu'en province. Sevrés de sport et de nature, beaucoup plus solitaires, les Parisiens sont finalement défavorisés en matière de vraie convivialité et de qualité de vie. N'est-ce pas justice s'ils bénéficient d'une protection sanitaire et sociale exceptionnelle ?

MARC AMBROISE-RENDU

(1) AP : Assistance publique ; DAS : direction des affaires sanitaires et sociales ; DDASS : direction départementale des affaires sanitaires et sociales ; BAS : bureau d'aide sociale ; DASHS : direction de l'action sociale, de l'hygiène et de la santé.

## Vieillir en ville

Au cours des vingt prochaines années, la nombre des personnes âgées de plus de quatre-vingts ans aura doublé en France. D'ici à 1990, l'effectif des personnes âgées hébergées dans des hôpitaux de long et de moyen séjour aura triplé, pour atteindre le total de 900 000.

Humaniser leur hébergement, c'est d'abord éviter de les exiler loin de leur milieu d'origine. Tel est l'effort auquel tend depuis des années l'Assistance publique de Paris. MM. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et Daniel Bernot, secrétaire d'Etat chargé des personnes âgées, ont récemment consacré cet effort en visitant le nouvel hôpital Broca, à Paris : un établissement moderne, doté de 400 lits, pourvu de tous les aménagements nécessaires à la vie sociale des personnes âgées et à leur traitement, une réalisation que M. Bérégovoy a jugée « exemplaire ».

Exemplaire, le nouvel hôpital Broca l'est en un sens bien précis. L'Assistance publique de Paris, premier établissement de soins du pays, puisqu'il compte une cinquantaine d'hôpitaux (au total 35 000 lits), a été victime de la tendance qui consistait à consacrer l'essentiel des efforts au traitement des malades « aigus », dont les facultés de récupération sont fortes et rapides, au détriment des malades chroniques, âgés notamment, dont la prise en

charge est longue et difficile. Aussi les personnes âgées devenant dépendantes se sont-elles trouvées reléguées à la périphérie des grandes villes, parfois dans des banlieues très éloignées, et dans des établissements généralement sous-équipés.

### Rompre avec la ségrégation

C'est avec cette tendance qu'il s'agit de rompre en humanisant les hôpitaux de long et de moyen séjour, en construisant des établissements dans les villes, bref en renonçant à la ségrégation.

En ce sens, l'Assistance publique de Paris a conçu un vaste plan d'aménagement. Elle compte, aujourd'hui, 13 000 lits destinés aux personnes âgées, mais ces lits sont en grande majorité concentrés dans de grands établissements situés en grande banlieue. La stratégie de l'Assistance publique consiste désormais à créer des équipements dans Paris même, en transformant ou en reconstruisant un certain nombre d'établissements parisiens. La construction du nouvel hôpital Broca est un symbole de cette politique, de même que celle de l'hôpital Sainte-Périne (18<sup>e</sup> arrondissement), d'un nouveau bâtiment à la Salpêtrière (13<sup>e</sup>) et à Fernand-Widal (10<sup>e</sup>). Devraient suivre,

dans cet esprit, des réaménagements à Bichat, Claude-Bernard, Bretonneau et, plus tard, à Boucicaut, Lemaire et Vaugrand, ainsi que la construction d'un nouvel hôpital, situé rue de la Colétière (5<sup>e</sup>) déjà entreprise. Au total, d'ici à 1990, 1700 lits supplémentaires devraient être affectés à la prise en charge des personnes âgées dans Paris.

Une telle évolution est indispensable pour parer aux besoins des grandes villes dont la popu-

**9 000 F PAR MOIS**  
Le moyen séjour désigne les hospitalisations de moins de quatre-vingt jours. Les frais qu'il entraîne sont entièrement pris en charge par la Sécurité sociale. En revanche, le long séjour (au-delà de quatre-vingt jours) comporte un « forfait soins » remboursé par la Sécurité sociale et un « forfait logement » de 293 F par jour qui reste, sauf cas de prise en charge par l'aide sociale, supporté par les malades eux-mêmes ou par leurs familles, ce qui représente près de 9 000 F par mois.

l'attention vieillit, comme le démontre l'évolution de Paris même. « Nous devons être vigilants dès aujourd'hui face à ce phénomène », a déclaré M. Bérégovoy, « nous ne voulons pas être submergés par les besoins à plus long terme. » Pour ce faire, il est impératif de favoriser les « établissements à taille humaine, insérés dans la ville ».

CLAIRE BRISSET.

## CARNET

**Naissances**  
— M. et M<sup>me</sup> Michel BERTINCHAMPS.  
M. et M<sup>me</sup> André FOLLET.  
sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils et petite-fille.  
Némi,  
le 13 avril 1984.

— M<sup>me</sup> André CHOLIN  
et M<sup>me</sup> Jacques RECAMIER  
ont le plaisir d'annoncer la naissance, chez leurs petits-enfants, de  
Séverin,  
le 16 avril 1984.

Chère et Jean-François CARMINATI,  
59, avenue de la Motte-Picquet,  
75015 Paris.

**Décès**  
— M. Georges CAME,  
son épouse,  
M. et M<sup>me</sup> Michel Hignat,  
Ses enfants,  
Mathieu, Olivier et Dominique Hignat,  
Ses petits-enfants,  
M<sup>me</sup> France Hignat,  
sa sœur,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Ph. Hignat,  
M. et M<sup>me</sup> J. Legry de La Roubine,  
M<sup>me</sup> Geneviève CAME,  
ses beaux-frères et belles-sœurs,  
ont le plaisir de faire part de décès de

M<sup>me</sup> Georges CAZAC,  
né Jacques Hignat,  
survécu le 17 avril 1984, dans sa soixante-cinquième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 24 avril, à 8 h 30, en l'église Saint-Pierre de Gros-Cailleur, rue Saint-Dominique.

151, rue de Grenelle,  
75007 Paris.  
21, boulevard de Cambrai,  
06200 Nice.

— M<sup>me</sup> Jean SERVAIS,  
ancien membre étranger  
de l'Ecole française d'Athènes,  
professeur ordinaire  
à l'université de Liège.

Selon la volonté du défunt, les funérailles ont eu lieu dans la plus amicale intimité, le mardi 17 avril 1984, en l'église de Nimèze, Charente-Maritime.

elles ont eu lieu dans la plus amicale intimité, le mardi 17 avril 1984, en l'église de Nimèze, Charente-Maritime.

11, rue du Centre, B-4930,  
Chaudfontaine (Belgique).

— M. Claude SIZOU, son mari,  
Ruth et Anna SIZOU, ses filles,  
M. Albert Serrati,  
M<sup>me</sup> Suzanne SIZOU,  
M. André Serrati,  
M. et M<sup>me</sup> Gérard Sandler,  
Elisabeth et Etienne Sandler,  
Toute sa famille et tous ses amis,  
ont le plaisir d'annoncer la naissance, chez leur fille, grand-père et parent, de

Francine SIZOU-SERRATI.  
Les obsèques auront lieu, le mardi 24 avril 1984, à 15 heures, en l'église de Montparnasse.

— M. Pierre VAUR et M<sup>me</sup> (1),  
Marie-Pierre et André Koenig,  
Philippe, Jean-François et Marie-Hélène,  
Les docteurs Jacques et Janine Vaur,  
Laurent, Armand, Claire Lafon,  
Le docteur et M<sup>me</sup> Jean-Louis Vaur  
Et Jean-Wendell,  
Les familles Castré, Fair, Barbaud,  
Abel  
ont le plaisir de faire part de décès de leur père, grand-père et parent, de

M. Jean VAUR,  
sous-directeur honoraire  
à la Caisse des dépôts et consignations,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1939-1945,

survécu à Orléans le 17 avril 1984, dans sa soixante-dix-neuvième année, ainsi des sacrements de l'Eglise.

Il rappellera le souvenir de son épouse.

M<sup>me</sup> Jean VAUR,  
née Marie-Louise Abel,  
décédée le 22 avril 1984.

La cérémonie religieuse sera célébrée à Orléans, en l'église Saint-Laurent, au parloir, le mardi 24 avril, à 14 h 15, suivie de l'inhumation au grand cimetière d'Orléans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue de Chambord,  
45000 Orléans.  
18, allée Méro-Angélique,  
78460 Chevreuse.  
295, rue Saint-Jacques  
75005 Paris.

## Remerciements

— Chère-mère-Marie.  
M. Witold Debaré  
et ses enfants,  
Le docteur et M<sup>me</sup> André Glick,  
M<sup>me</sup> Grazyna Szelegowska,  
très touchés par les marques de sympathie et d'affection qui leur ont été témoignées lors du décès de

M<sup>me</sup> Françoise DEBARÉ,  
remercient de tout cœur tous ceux qui, par leur présence, leurs messages et leurs fleurs, se sont associés à leur peine.

— M<sup>me</sup> Marie-Thérèse LANEAU,  
son époux,  
Ses enfants et petits-enfants,  
Et la famille de

Maurice LUNEAU,  
touchés par les nombreux témoignages de sympathie et d'affection, remercient profondément toutes les personnes qui se sont unies à leur peine.

## Anniversaire

— A l'occasion du deuxième anniversaire de la mort de

docteur Gilbert ABOULKER,

une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

— Le 20 avril 1973 disparaissait tragiquement, à l'âge de dix-neuf ans,

Hugues François DUFAY.

Son souvenir est rappelé à ceux qui l'ont connu et aimé.

21240 Talant.

— Il y a deux ans décédait

Erna ENGLANDER.

Ses amis s'associent aujourd'hui encore à la douleur de Marcel et de sa famille en consacrant à la vivante mémoire de la disparue une de leurs meilleures pensées.

Paris, 22 avril 1984,  
Saint-Michel-sur-Orge.

— Pour la deuxième année de la mort de

Marcel LOICHOT,  
une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.











# France / services

## RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 21 avril

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Au théâtre ce soir : l'Amant de Bernadette. De R. Fournier, mise en scène de M. Roux, avec C. Maurier, M. Roux, J.-L. Delage... (Redif.).  
Un homme, par amour fou pour une comédienne, se fait passer pour un provincial.  
22 h 20 Droit de réponse ou l'esprit de contradiction. Émission de Michel Polac. Littérature : vive les étrangers.  
Autour du roman étranger.  
0 h Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Variétés : Champs-Élysées. De M. Devictor.



Around Franck Pourcel, Francis Gall, Dick Rivers, Chagrin d'amour...  
22 h 5 Magazine : Les enfants du rock. Rockline, avec Jean Roy, Matt Bianco, Carmel, Blancmange, Wang Chung... Taxi girl, d'Alain Waks, avec Mirvick et Daniel.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Feuilletton : Dynastie.  
21 h 25 Plus méritoire que moi, tu gagnes... Émission de P. Sebba.  
Avec Florence Brunold, Jacques Faixant, Jean Le Poulain et Jean-Louis Carré.  
22 h 25 La vie de château. Jean-Claude Brialy reçoit dans son château des invités vedettes. Ambiance festive.  
22 h 55 Musiclub. Parité n° 3 en la majeur de Bach, par K. Richter, etc.

### FR 3 - PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

17 h 30 Carrefour de l'ouest-mor.  
18 h 30 Troisième rang de face.  
Actualités des spectacles.  
18 h 30 Présence du cinéma.  
18 h 55 Atout pic.  
19 h Informations.  
19 h 35 Clip-clap.  
Panorama de la chanson et du cinéma français.  
19 h 50 Gél et Julie.

### FRANCE-CULTURE

20 h « La Belle au bois », de Jules Supervielle, adapt. J. Camp. Avec N. Nerval, D. Ajoret.  
21 h 59 Musique : cycle d'orgue du Festival d'Avignon 83.  
22 h 30 La vie au séminaire en prière : les soeurs peuvent-elles préserver les capotes ?  
23 h Pâques orthodoxes : service de nuit pascale, transmis de la cathédrale orthodoxe Saint-Alexandre-Nevisky, à Paris.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : Triptyque, de Maurice Strakosky, Symphonie fantastique, de Berlioz ; le Sacre du printemps, de Stravinsky, par l'Orchestre symphonique de Montréal, dir. C. Dutoit.  
22 h 34 Les soirs de France-Musique : le club des archives - France Frisay ; à 1 h, l'arbre à chanson.

Dimanche 22 avril

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

8 h 45 Téléfoot.  
9 h Émission télévisuelle.  
9 h 15 A Bible ouverte.  
9 h 30 Orthodoxie.  
10 h Présence protestante. (en Eurovision).  
Culte de Pâques, en direct de l'église évangélique réformée de Saint-Mathieu, à Lausanne (Suisse).  
11 h En Eurovision : Messe de Pâques célébrée par le pape Jean-Paul II sur le parvis de la basilique Saint-Pierre de Rome, suivie de la bénédiction papale « urbi et orbi ».  
12 h 30 Clôture de la porte sainte.  
13 h Journal.  
13 h 25 Série : Starkey et Hutch.  
14 h 20 Hip-hop.  
Magazine du sport...  
14 h 35 Championnats.  
Variétés, divertissement, avec M. Tarr, G. Gaynor... et sports : tennis, finale du tournoi de Monte-Carlo ; arrivée des 24 heures moto du Mans.  
17 h 30 Les animaux du monde.  
18 h Série : Iko.  
19 h Sept sur sept.  
Magazine de l'actualité de la semaine, de J.-L. Bergat, E. Gilbert et F.-L. Boulay.  
Le grand témoin est M. Gilbert Trigano : la sélection des autres : Disney Channel ; reportages : les nouveaux pouvoirs ; vivre à Belfast.  
20 h Journal.  
20 h 35 Cinéma : les sont grands ces petits.  
Film français de Jean-Paul Sartre (1979), avec C. Denève, C. Bresson, C. Piepli, E. Darlan, J.-F. Balmer (Redif.).  
Un jeune homme et une jeune fille se servent d'un robot et de gadgets électroniques pour lutter contre un promoteur immobilier. Comédie burlesque, relevée d'un grain de science-fiction et de poésie.  
22 h 5 Sports dimanche.  
22 h 48 Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

9 h 30 Récit A 2 : Candy.  
10 h Les chevaux du désert.  
10 h 30 Gym tonique.  
11 h 15 Dimanche Martin.  
Entre les artistes.  
12 h 45 Journal.  
13 h 20 Dimanche Martin (suite).  
Si j'ai bonne mémoire : 14 h 30 Série : Les petits génies ; 15 h 20 : L'école des fous ; 16 h 5 : Dessin animé ; 16 h 25 : Tout ça, tout ça.  
17 h 10 Série : Toutes griffes dehors.  
18 h Dimanche magazine.  
Nicaragua, des Indiens contre Sandino : voile : les mercenaires au long cours ; exil : Cuba no Miami si.  
18 h 55 Stade 2.  
20 h Journal.  
20 h 35 Jeu : La chasse aux trésors. A Sydney (Australie).  
21 h 40 Documentaire : Théodore Géricault. Les hommes et les chevaux sauvages, réal. L. Megahay.  
22 h 35 Musique : Opus 84.  
Émission de E. Ruggieri.  
La création d'ADA, de Verdi, à Bercy.  
23 h 25 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

10 h Images du Portugal.  
10 h 30 Musique. Émission de l'ADRI.  
Dixième anniversaire de la révolution portugaise ; avec J. Dutronc, A. Perez, T. Oksan...  
14 h 20 Objectif entreprise.  
17 h 15 Documentaire : Messe pour Rome. Réal. Carlo, Bavagoli.  
A l'occasion de la messe de Pâques, une promenade dans la Rome légendaire, à la chapelle Sixtine, en musique avec la Messe en si mineur de Bach et la Passion de Verdi.

18 h 20 Émissions pour la jeunesse.  
18 h 40 RFO Hobo.  
20 h Paul Hogan Show.  
20 h 35 Histoire de la photographie : réalisme et illusion.  
Série de F. Gratre.  
Interviews de grands photographes J.-L. Staff, R. Vautier, D. Michels, L. Ponsgrive-Penn, Y. Karth, P. Horst.  
21 h 30 Aspects du court métrage français.  
« Une histoire d'écritures », de M. Campioli et T. Meny.  
22 h 5 Journal.  
22 h 30 Cinéma de minuit (cycle Greta Garbo) : la Reine Christine.  
Film américain de R. Mamonlian (1933), avec G. Garbo, J. Gilbert, J. Keith, L. Stone, E. Young, C. Aubrey Smith (v.o. sous-titrée N.).  
Christine, reine de Suède, tombe amoureuse de l'ambassadeur d'Espagne avec lequel elle a passé, incognito, une nuit dans une auberge. Une aventure romanesque, mettant en valeur l'extraordinaire photographie et le jeu de Garbo.  
0 h Prélude à la nuit.  
Prélude et fugue, de Chostakovich, par C. Joly, piano.

### FRANCE-CULTURE

12 h 05 Le cri du homard.  
12 h 45 Musique : Libre-parcours récital : le jour où Paris s'offrit au Grand (à 16 h 5 et 23 h).  
14 h 30 « La Comédie-Française présente : Tristan l'Herminette », pages oubliées, choisies par N. Guibert et J.-L. Rivière.  
17 h 30 Rencontre avec... Catherine Chetard et Sophie Jacquot : le Liba.  
18 h 30 La cérémonie des mérites : portraits croisés.  
19 h 10 Le cinéma des cinéastes.  
20 h 40 Atelier de création radiophonique : bleu, blanc, beige et gris et rose... ou le ruban granitier breton, par Y. Paranthoen.  
23 h Libre-parcours récital : les soirées d'un Parisien à l'Opéra.

### FRANCE-MUSIQUE

12 h 5 Magazine international.  
14 h 4 Programme musical : disques compacts ; œuvres de Rameau, Mendelssohn, Schubert, Purcell...  
17 h Comment l'essentiel - wex ? Schumann.  
19 h 5 Jazz vivant.  
20 h 4 Présentation du concert.  
20 h 30 Concert : Messe en si mineur, pour soli, chœur et Orchestre de Hesse par le chœur de l'Opéra national de Dresde et l'Orchestre de la Staatskapelle de Dresde, dir. H. Vonk, sol. M. Nador, U. Prieu, A. Ude, T. Adam ; Das Liebesmahl der Apostel, de Wagner par le chœur d'hommes de la Radio de Berlin et de Leipzig, le chœur de l'Opéra national de Dresde et l'Orchestre de la Staatskapelle de Dresde, dir. H. Vonk.  
23 h Les soirées de France-Musique : Ex libris ; à 1 h, les mots de Françoise Xenakis.

### LES SOIRÉES DU LUNDI 23 AVRIL

TF 1 20 h 35 Cinéma : L'homme tranquille, de John Ford.  
22 h 45 « Étoiles et toiles », spécial Bette Davis.  
A 2 20 h 35 L'Heure de vérité, avec Mgr Lustiger.  
21 h 50 « Emmenez-moi au théâtre », ballets de Balanchine.  
FR 3 20 h 35 Cinéma : O.K. Patron, de Claude Vital.  
22 h 40 « Thalassa » : magazine de la mer.  
23 h 05 « Prélude à la nuit ».

## TRIBUNES ET DÉBATS

### DIMANCHE 22 AVRIL

— M. Georges Fillioud, secrétaire d'État chargé des techniques de la communication, est l'invité de l'émission « Forum » sur RMC à 12 h 30.  
— M. Philippe Seguin, député RPR des Vosges, vice-président de l'Assemblée nationale, participe au « Grand Jury RTL-Le Monde » sur RTL à 18 h 15.  
— M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, répond aux questions des journalistes du « Club de la presse », sur Europe 1 à 19 heures.

• Une radio marseillaise interdite. — La radio locale privée marseillaise Fréquence-Sud, qui émettait depuis le 31 août 1981 sur 102 MHz, a reçu notification d'une interdiction d'émettre à dater du 17 avril émanant de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle. Celle-ci indique qu'il a été impossible d'intégrer Fréquence-Sud dans l'un des « groupements rendus nécessaires par le nombre insuffisant de fréquences disponibles dans le département » des Bouches-du-Rhône.

## RADIOS LOCALES PRIVÉES

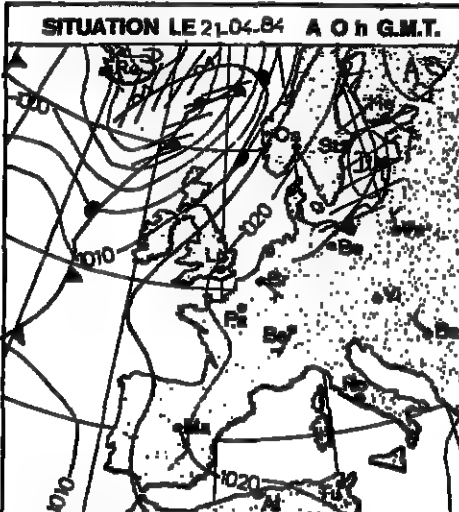
### Le nouveau projet de loi va être soumis au Conseil d'État

M. Georges Fillioud, secrétaire d'État chargé des techniques de la communication, met, actuellement, la dernière main, avec ses services, au projet de modification de la loi du 29 juillet 1982, introduisant la possibilité de recourir à la publicité sur les radios locales privées. Ce texte sera soumis, dès la semaine prochaine, au Conseil d'État pour avis.  
Conformément à ce qui a déjà été annoncé, la nouvelle législation envisage de distinguer des radios purement associatives sans publicités qui pourraient continuer à bénéficier des aides publiques, et des radios à statut d'entreprise commerciale, qui, elles, seraient autorisées à diffuser de la publicité. Les modalités

d'introduction des messages seront, en revanche, renvoyées à un décret qui sera publié ultérieurement. Le projet de loi comporterait aussi une partie consacrée aux sanctions pour non-respect de la loi, non seulement pour les responsables de radios « libres », mais aussi pour ceux d'autres moyens de communication audiovisuelle. Il s'agit de donner à l'État et à la Haute Autorité de la communication audiovisuelle des moyens de contrôle et d'intervention accrus.  
La commission consultative des radios locales privées (commission Galabert) a, d'autre part, adopté deux motions dans sa séance du vendredi 20 avril. Elle demande que la

modification législative « ne porte, en aucun cas, sur ce qui est l'esprit de la loi » : « Quelle que soit leur forme juridique, ces radios ne peuvent (...) avoir pour objet exclusif de distribuer des bénéfices et restent soumises à la nécessité de mettre en œuvre le projet socio-culturel qui a justifié l'abandon en leur faveur du principe du monopole du service public ». La commission demande, en outre, à la Haute Autorité « de ne pas interrompre le processus d'autorisation en ce qui concerne les demandes qui ont déjà fait l'objet d'un avis de la commission ». Elle réclame aussi « une vigilance particulière » pour « le respect des décisions prises » par la Haute Autorité.

## MÉTÉOROLOGIE



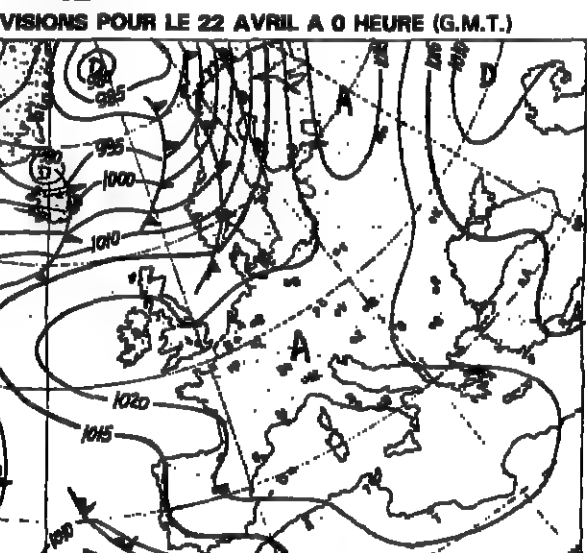
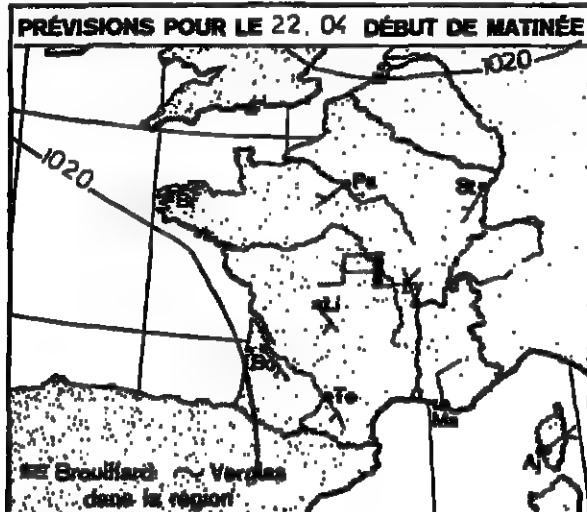
Évolution probable du temps en France entre le samedi 21 avril à 8 heures et le dimanche 22 avril à 24 heures.  
Les hautes pressions restent toujours bien installées sur la France, et les perturbations circulent à l'ouest de notre pays.

Débutant, un temps ensoleillé et chaud prédominera sur tout le pays : les températures minimales sous zéro seront partout positives, voisines de 5 à 10 degrés dans l'intérieur, 10 à 15 degrés près des côtes, et les maxima diurnes de températures seront importants, et les maxima atteindront 20 à 25 degrés sur les régions situées au nord de la Loire, 22 à 26 degrés plus au sud (ils pourront même dépasser localement 30 degrés sur l'extrême Sud-Ouest).

Le vent sera faible, il soufflera de nord modérément dans la vallée du Rhône.

Le matin, la situation évoluera peu, avec le maintien d'un temps chaud et ensoleillé l'après-midi sur toutes les régions.  
La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, à 8 heures, le 21 avril, de 1 022,2 millibars, soit 766,7 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 20 avril ; le second, le minimum de la nuit du 20 au 21 avril) : Ajaccio, 17 et 9 degrés ; Biarritz, 26 et 16 ; Bordeaux, 26 et 10 ; Bourges, 21 et 5 ; Brest, 20 et 11 ; Caen, 21 et 6 ; Cherbourg, 19 et 8 ; Clermont-Ferrand, 23 et 8 ; Dijon, 20 et 4 ; Grenoble-St-M-H., 24 et 5 ; Grenoble-St-Gervais, 21 et 5 ;



Lille, 20 et 6 ; Lyon, 21 et 7 ; Marseille-Marganne, 19 et 6 ; Nancy, 19 et 1 ; Nantes, 23 et 9 ; Nice-Côte d'Azur, 16 et 11 ; Paris-Montsouris, 22 et 10 ; Paris-Orly, 21 et 7 ; Pau, 26 et 9 ; Perpignan, 18 et 9 ; Rennes, 21 et 8 ; Strasbourg, 19 et 3 ; Tours, 21 et 5 ; Toulouse, 22 et 10 ; Poitiers-Poitou, 31 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 6 degrés ; Amsterdam, 17 et 5 ; Athènes, 16 et 9 ; Berlin, 16 et 9 ; Bonn, 18 et 1 ; Bruxelles, 19 et 5 ; Le

Caire, 28 et 13 ; Les Canaries, 22 et 16 ; Copenhague, 13 et 1 ; Dakar, 24 et 21 ; Djibouti, 19 et 10 ; Genève, 19 et 4 ; Jérusalem, 18 et 5 ; Lisbonne, 28 et 15 ; Londres, 20 et 6 ; Luxembourg, 17 et 7 ; Madrid, 24 et 7 ; Moscou, 8 et -1 ; New York, 14 et 8 ; Palma-de-Majorque, 20 et 4 ; Rome, 19 et 3 ; Stockholm, 7 et 5 ; Tassar, 24 et 13 ; Tunis, 19 et 7.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## PARIS EN VISITES

### LUNDI 23 AVRIL

« Le château de Vincennes », 14 h 30, entrée porte du village, M<sup>me</sup> Vermosch (Caisse nationale des monuments historiques).  
« La Montagne Sainte-Geneviève », 15 heures, devant le Panthéon (Académie des sciences).  
« Hôtels de Beauvais, Sens, Amboise, Marais », 15 h 15, 22, rue de Beaufort (M<sup>me</sup> Barbier).  
« Chefs-d'œuvre de la peinture américaine, 1760/1910 », 11 h 15, Grand Palais dans le hall, M<sup>me</sup> Ragueneau.

« L'île Saint-Louis », 15 h, métro Pont-Marie, M<sup>me</sup> Ragueneau (Connaissance d'ici et d'ailleurs).  
« Ile de la Cité », 15 heures, 2, place Dauphine (M. Czorny).

Restauration des hôtels du Marais : 14 h 30, métro Pont-Marie (les Filaneries).  
« Salons du ministère des finances », 15 heures, 93, rue de Rivoli (M<sup>me</sup> Hautier).

### MARDI 24 AVRIL

« Le village Saint-Paul au Marais », 15 heures, métro Saint-Paul (M<sup>me</sup> Rojo).  
« Sept des plus vieilles maisons de Paris », 15 heures, 2, rue des Archives (Paris antiques).  
« Les salons de l'hôtel de Lassay, résidence présidentielle », 15 heures, 2, place du Palais-Bourbon (Paris et son histoire).  
« Le vieux Belleville et ses jardins », 15 heures, métro Télégraphe (Résurrection du passé).

« L'art de la tapisserie à la manufacture des Gobelins », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins, M<sup>me</sup> Dubessac.

« La mosquée de Paris », 15 heures, place du Palais-de-l'Érmitage, M<sup>me</sup> Legrenoy (Caisse nationale des monuments historiques).  
« Monet et les impressionnistes », 14 h 30, 2, rue Louis-Bailly (Approche de l'art).

## CONFÉRENCES

### MARDI 24 AVRIL

15 h, Centre Malraux, 78, boulevard Raspail, M<sup>me</sup> Lafont : « La vie courante en Égypte antique » et par Pascal Soufflet : Histoire du Moyen Âge.  
18 h 30, salle paroissiale de Saint-Gabriel, 81, rue de la Plaine, M<sup>me</sup> Schneider-Maunoury : « Le Sabat » (montage audio-visuel).

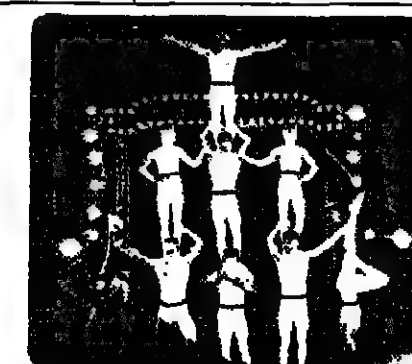
## JOURNAL OFFICIEL

Le Journal officiel du 21 avril publie la liste par catégories des armes à feu portatives et de leurs munitions.

une chance au grattage  
une chance au tirage

maintenant,  
1 tirage tous les 15 jours.

TACOTAC



هكذا من الأصل



# Économie

## LA CRISE DE LA SIDÉRURGIE

### Nouveaux incidents dans les Ardennes

Le vendredi 20 avril dans la soirée, à Réhon, où s'étaient produits des incidents la veille, des sidérurgistes, le visage dissimulé sous des masques de carnaval, ont déposé des rouleaux de feuillets sur la chaussée, à proximité de l'entrée de l'usine. Jusque vers minuit, des manifestants, jeunes pour la plupart, au nombre de deux cents, stationnaient au carrefour principal, se réchauffant autour de carcasses de pneus enflammés. Aucun incident n'a eu lieu, les forces de police ne sont pas intervenues, et la sortie des sidérurgistes des équipes d'après-midi s'est produite dans une ambiance tendue.

En début d'après-midi, les deux sidérurgistes qui avaient été interpellés le début d'incendie de la maison du sous-directeur d'Union à Réhon, dans la nuit du 19 au 20 avril, avaient été remis en liberté.

A Vireux-Molhain (Ardennes), des affrontements se sont produits dans la matinée du 20 avril, entre les forces de l'ordre et des sidérurgistes, des ouvriers ayant mis en place un barrage face à l'usine de la Chiers. Un sidérurgiste a été interpellé. Vers 9 h 30, le contenu d'un camion a été renversé sur le

port, et les gendarmes ont lancé de nombreuses grenades lacrymogènes. Les manifestants, se sont retranchés dans l'usine, et l'un d'entre eux, interpellé, a été remis en liberté en fin d'après-midi sur instruction du parquet. Au cours de l'après-midi, le calme revenait aux alentours de l'usine de la Chiers mais, peu avant minuit, des coups de feu étaient tirés en direction des forces de l'ordre sans qu'il y ait eu de blessés.

Sur l'autoroute, au péage de Saint-Avoil (Moselle), des sidérurgistes de Saurat-Gandrange ont arrêté les véhicules et demandé aux automobilistes de s'acquiescer d'une aide de 10 F pour la caisse de lutte.

Vendredi, enfin, M. Jean Bonnard, président de la CFTC, a été reçu par M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la Recherche, qui n'a pas refusé la proposition d'une réunion d'évaluation du plan et de ses conséquences. La fédération CFTC de la métallurgie, dans un communiqué, a demandé que soit organisée « une table ronde entre les organisations syndicales et les pouvoirs publics ».

## A MARSEILLE

### M. Krasucki prononce un réquisitoire contre la politique gouvernementale

De notre correspondant régional

Marseille. — Plusieurs milliers de salariés du département des Bouches-du-Rhône ont manifesté, le vendredi 20 avril à Marseille, dans le cadre d'une journée d'action organisée par la CGT (le Monde du 20 avril). Le point fort en a été le discours, très critique à l'égard du gouvernement, prononcé par le Canebière par M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, en présence d'une importante délégation du PC ayant à sa tête M. Guy Hémier, député des Bouches-du-Rhône et membre du bureau politique du PC. « Disons-le sans détour, nous ne sommes pas satisfaits de la politique gouvernementale », a déclaré M. Krasucki, les travailleurs ne s'y retrouvent pas dans les décisions économiques actuellement prises ou annoncées. Nous n'avons pas revu, il s'agit bien de maintenir et d'améliorer le pouvoir d'achat des salariés. Depuis, il diminue, et c'est pire cette année. Il s'agit bien de reconstruire et de développer les industries françaises et de services publics pour faire reculer le chômage, reconstruire le marché intérieur, mieux placer la France sur le marché international. Mais c'est la contraire qui est décidée et qui se fait. Nous avons combattu durant de longues années contre la casse, et c'est à nous que l'on demande de l'accepter aujourd'hui. Il ne faut pas y compter ! Nous refusons le déclin industriel, parce qu'il conduit à trois millions de chômeurs et plus, parce qu'il conduit au désastre social. Nous n'admettons pas qu'on nous serve les prétextes trop longtemps entendus autrefois pour justifier le renouveau, et ce n'est pas en la baptisant modernisation que cela rend la chose meilleure. »

« A moderniser à coups de hache, a lancé le secrétaire général de la CGT, ils finiront par se retrouver au temps des cavernes. Il est profondément choquant, a-t-il poursuivi, 1 347 suppressions d'emplois pourraient être annoncées chez Fiat-Unic-France. — Un comité central d'entreprise sera réuni le 27 avril à Trappes pour discuter d'un projet de restructuration de cette filiale poids lourds de Fiat en France. 1 347 suppressions d'emplois seraient annoncées, dont plus de 1 000 à Trappes, les unités de Bourdon-Lancy (Seine-et-Loire) et de Fourchambault (Nièvre) étant moins touchées.

« ERRATUM. — Dans l'article concernant les difficultés de Michelin publié dans le Monde du 19 avril, il faut lire, s'agissant de la reprise des activités de Danlop-France par Sumitomo : « L'affaire ne sera définitivement conclue qu'après une période probatoire de six mois », et non d'un mois, comme il était indiqué par erreur.

## MANIFESTATION DES OUVRIERS DE CITROËN A PARIS

### M. Sainjon : « La CGT continuera son action syndicale pour que l'espoir exprimé en 1981 soit respecté. »

Environ mille cinq cents ouvriers (trois mille selon les organisateurs) des usines Citroën de la région parisienne, en majorité des immigrés, ont manifesté vendredi 20 avril, à Paris, contre les licenciements annoncés par PSA. Le cortège était conduit par M. Louis Vianney, secrétaire de la CGT, André Sainjon, secrétaire général de la Fédération des travailleurs de la métallurgie, et les responsables du secteur automobile de cette fédération. Les manifestants, groupés sous des banderoles rappelant les revendications dans les différentes usines concernées (« La Visa Diesel contrainte à Ashney », « Napier : maintenir la fondrie et la mécanique », « Assises : développement de la suspension hydropneumatique »), ont défilé de la place Clichy à l'avenue Wagram, où se trouve le siège de l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), aux cris de « Non aux licenciements ! », « Calves (le PDG de PSA), en s'effrit ! », « Non à la casse de Citroën ! ».

Devant le siège de l'organisation patronale, où une délégation a été reçue brièvement, M. Alain Ghazi, secrétaire du syndicat CGT d'Aulnay, a invité les manifestants à « mener la lutte avec responsabilité et calme ». De son côté, M. Sainjon a réaffirmé : « Il n'y a pas de sur-effectif chez Citroën, mais seulement une mauvaise politique qui fait peser plus de surexploitation sur les travailleurs. La lutte sera difficile, mais vous pouvez gagner face à une direction rétrograde. »

Interrogé auparavant sur France-Inter après le vote de confiance à l'Assemblée nationale, M. Sainjon a souligné que la confiance en son action syndicale pour que l'espoir exprimé en 1981 soit respecté. Et il a ajouté : « La CGT n'est jamais insensible aux problèmes politiques qui peuvent se poser. Il est important, dans ce pays, pour réussir, que l'union de la

gauche se forge sur des bases claires, solides, de façon à avancer. » « Les travailleurs aspirent à un véritable changement », a-t-il poursuivi, estimant que « dans la politique actuelle, menée par le gouvernement, il y a des points tout à fait inquiétants pour les travailleurs de ce pays et pour notre économie en général ».

A l'usine Citroën de Levallois (Hauts-de-Seine) où un arrêt de travail était observé, des incidents se sont produits le 20 avril.

Selon la direction générale, cette grève a éclaté après deux bagarres qui ont opposé des travailleurs immigrés, à l'extérieur de l'usine. D'autre part, ajoute la direction, un agent du secteur de l'usine de Clichy (Hauts-de-Seine) a reçu un coup de couteau dans le dos, dans son bureau, donné par un ouvrier marocain.

Pour sa part, le syndicat CGT de l'usine de Levallois a affirmé qu'un « commando de nerfs » avait blessé un militant CGT jeudi soir et que vendredi matin « un membre du commando a récidivé en agressant un délégué du personnel CGT ».

La CGT met en cause « la responsabilité de la direction » et appelle les travailleurs « à garder le calme et à ne pas se laisser détourner de l'action engagée » contre les suppressions d'emplois.

Rafin M. Georges Granger, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie (FGM-CFDT), a déclaré le 20 avril lors d'une conférence de presse à Paris que sa fédération était « non aux licenciements » dans l'automobile « de la même manière que chez Talbot tant que l'horaire de la branche sera supérieur à trente-cinq heures ».

« Chez Citroën, si on passe à trente-cinq heures, il n'y a pas de suppression d'emplois et cela supprime le chômage partiel », a-t-il ajouté.

## REPRISE DU TRAVAIL AU CENTRE DE TRI DE CAEN-CARNE

### L'intersyndicale et la direction départementale des postes ont signé un protocole d'accord

De notre correspondant

Caen. — Quinze jours après avoir voté la paralysie totale du centre de tri de Caen-Carne, les postiers ont repris leur travail à 20 heures, vendredi 20 avril.

Un protocole d'accord, signé dans l'après-midi par les délégués des trois sections syndicales (CGDT, CGT, FO) et le directeur départemental des postes, a mis fin à ce conflit vieux d'un mois.

Les négociations ont abouti sur quatre points : retrait des forces de police bloquant l'accès du centre depuis le 14 avril, engagement des syndicats de ne pas s'opposer à la reprise du travail ou sa fonctionnalité.

## Un colloque organisé par « Droit social »

### Les limites des pouvoirs des inspecteurs du travail

Le centième colloque, organisé le 20 avril par « Droit social », le revue animée par le professeur Jean-Jacques Dupeyron, avait pour thème « La sanction pénale du droit du travail ».

Des exposés et des débats qui eurent lieu en présence de huit cents personnes, il ressortait que les procès-verbaux établis par les inspecteurs du travail, au nombre de 21 571 en 1982, ne représentaient que 2,68 % des infractions constatées dans les entreprises. Or, le procès-verbal est, en droit du travail, le moyen d'alerte le plus grave mis à la disposition de l'inspection du travail, et l'on constate, à la lecture des statistiques du ministère, que 1 % seulement des infractions donne lieu à des condamnations pénales. Il s'agit de l'activité des inspecteurs du travail, plutôt que d'être répressive, se caractérise par la recherche de la conciliation et la prévention — le professeur Yves Gaudemont, puis le professeur Christine Lavergne, qui abordèrent ces questions, mirent bien en évidence à la fois les limites des pouvoirs des inspecteurs du travail et leur volonté d'obtenir la fin

d'une infraction constatée, sans pour autant recourir à la sanction pénale. Cela ne va pas, semble-t-il, sans poser quelques problèmes juridiques puisque les intervenants, puis les participants, s'interrogèrent longuement sur les valeurs des procédures les plus employées, à savoir la lettre d'observation adressée à l'employeur ou, encore, la lettre de mise en demeure.

Invité à prendre part aux travaux de la matinée, M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, fit part d'autres préoccupations. Expliquant que l'application du droit pénal suppose « aussi une pression sociale », il fit observer que le rôle dissuasif de la sanction s'exerceait plus facilement dans les grandes entreprises, où l'on trouve des sections syndicales. Aussi, pour faire appliquer le droit du travail dans les petites entreprises, le secrétaire général de la CFDT proposa la « mise en place de structures partielles d'examen » qui auraient le mérite d'obliger ces employeurs à se conformer à la réglementation tout en limitant « le recours au droit pénal ».

## Les nuages s'accumulent sur l'industrie française

(Suite de la première page.)

La conquête de l'Amérique moins bénéfique que prévu ; et le sauvetage financier et industriel de Kléber ont privé la firme des moyens nécessaires, et ses pertes se chiffrent à quelque 6 milliards en deux ans. Dans le même temps, le numéro un mondial et concurrent direct de Michelin, Goodyear, a réalisé en 1983 un bénéfice net de 300 millions de dollars (plus de 2 milliards de francs).

Citroën est longtemps apparue comme à l'avant-garde technique de la profession : la « traction » en 1934, la DS 19 en 1955 et même la 2 CV, toujours vivace quarante ans après sa conception, ont été des révolutions dans un monde automobile qui n'est connu guère d'autres que commerciales. L'accumulation des pertes (3 milliards de francs depuis 1980), le déclin commercial

10 points de parts de marché en dix ans) rendent nécessaires la mise en œuvre de réductions des effectifs de quelque 6 000 personnes. Et, au moment où la concurrence, hors de l'Hexagone, sort rapidement du rouge (Chrysler ne vient-il pas d'annoncer plus de 5 milliards de francs de bénéfices pour le seul premier trimestre de 1984 ?) et investit pour l'avenir, la marque à chevrons se dit incapable de sortir un nouveau modèle avant deux ou trois ans.

Les maîtres de forges du Cressot font aussi partie d'une mythologie du capitalisme français. Or voilà que le président-directeur de Cressot-Loire, M. Pinaud-Vallée, vient, pour la troisième fois depuis que la gauche est au pouvoir, tendre sa schèle aux pouvoirs publics pour tenter d'obtenir une rallonge de 2 milliards de francs sans sommes déjà fournies à la fin de 1981, puis en novembre 1983. A croire que la première entreprise

française de mécanique lourde — au bord du défilé de bilan — regrette de n'avoir pas été rattachée en 1982 au secteur public, puisqu'elle demande aux banques nationalisées d'entrer massivement dans son capital.

Même lorsque les groupes français se redressent, bénéficiant tout à la fois de la reprise dans leurs branches et d'un allègement de leurs structures — c'est le cas de Pechiney, dont les pertes ne seraient finalement que de 425 millions de francs en 1983, ou de Rhône-Poulenc, avec ses 98 millions de francs de bénéfice — la concurrence fait mieux : les grands de l'aluminium sont tous sortis du rouge, et, dans la chimie, Hoechst et Solvay annoncent des résultats brillants.

Pour les grands groupes français internationaux, les pertes accumulées signifient moins d'investissements que leurs concurrents, donc un avenir encore plus incertain. Et leur adaptation est compliquée par la politique parternariats menée — au Cressot ou à Clermont-Ferrand — depuis un siècle.

La revue Fortune publie cette semaine le classement des cinq cents premières sociétés américaines. Pour la première fois depuis quatre ans, leurs bénéfices (68,8 milliards de dollars) n'ont pas été mangés par l'inflation (ils ont augmenté de 8,6 % à dollar constant).

Certes, tout n'est pas noir en France. Les résultats de REN sont là pour le prouver. Et tout n'est pas rose outre-Atlantique (soit-disant de ces cinq cents sociétés — chiffre jamais atteint jusqu'à présent — ont perdu de l'argent). Mais on ne peut que constater que l'écart s'accroît entre les entreprises désireuses à participer à la même compétition, celle du marché mondial.

BRUNO DETHOMAS.

## EN APPLICATION D'UN JUGEMENT DU TRIBUNAL DE COMMERCE

### Les syndicats de l'ancien groupe Willot réclament 285 millions de francs à la compagnie Boussac-Saint frères

Contrairement à ce qu'avait annoncé la direction de la compagnie Boussac-Saint frères, qui gère en location-gérance l'ancien groupe textile des frères Willot, le jugement rendu le 16 mars dernier par le tribunal de commerce de Lille risque de la placer dans une situation financière des plus délicates, si elle ne fait pas appel rapidement de ce jugement. Les syndicats des anciennes sociétés du groupe mises en règlement judiciaire (Boussac-Saint frères et la Foncière et Pinaud Agache-Willot) viennent en effet de notifier à la compagnie l'obligation de leur rembourser avant le 15 juillet la somme de 285 millions de francs. Le tribunal de commerce, dontant ainsi raison aux frères Willot, qui réclament une modification des conditions de la location-gérance, ce effet ordonné la restitution aux syndicats des anciennes sociétés de l'ensemble des valeurs disponibles et réalisables (comptes clients, locations d'immeubles, dividendes, cessions d'actifs) mises à la disposition de la compagnie aux termes du contrat de location-gérance initial. Ces fonds, a précisé le tribunal, seront désormais perçus directement par les syndicats.

La direction de la compagnie avait ainsi précisé (le Monde du 22 mars) que cette décision serait « sans incidence » sur sa trésorerie, jugeant que les fonds qu'elle avait d'ores et déjà versés pour le compte des sociétés en règlement judiciaire excédaient le montant des valeurs qui avaient été mises à sa disposition en juillet 1982, et qu'elle était tenue de rembourser. Les syndicats en ont apparemment jugé différemment, puisqu'ils estiment à 285 millions de francs les valeurs à restituer (nettes des dépenses déjà effectuées). Si elle ne fait pas appel du jugement du tribunal dans les quinze jours, ce qui semble probable, la compagnie risque de voir l'équilibre de sa trésorerie sérieusement compromis. A moins d'un nouvel apport de fonds publics — sous forme d'avance en capital de son actionnaire principal le Sopari, filiale de l'Institut de développement industriel, — on ne voit guère comment la compagnie, qui continue par ailleurs à perdre de l'argent et doit faire face à d'importantes dépenses de restructuration, pourrait s'acquitter de ces obligations.

## ELF a réalisé un bénéfice net de 3,7 milliards de francs en 1983

Le résultat net consolidé de la Société nationale ELF-Aquitaine (SNEA) s'est établi, en 1983, à 3 723 millions de francs, en hausse de 5,5 % par rapport à 1982. ELF réalise ainsi, une nouvelle fois, le plus important bénéfice des entreprises françaises. Ce résultat tient compte d'une part de 1 300 millions, au titre de la chimie de base d'ATOCHEM et de ses filiales, nouvellement reprises à Pechiney, le 1<sup>er</sup> juillet 1983. Le chiffre d'affaires a atteint 134 milliards de francs, contre 114,8 milliards en 1982, soit une progression de 17 % ; hors chimie, la croissance a été de 10 %.

ELF précise que le déficit du secteur du raffinage reste très élevé, même s'il a pu être réduit par rapport à 1982. Le groupe a dépensé des actifs devenus excédentaires dans ce secteur et a procédé à un déstockage légèrement supérieur à l'année précédente.

Conformément aux décisions prises en assemblée générale extraordinaire, ELF va procéder à une augmentation de son capital en souscrivant, réservé aux actionnaires, par création de 9 100 480 actions nouvelles, soit une nouvelle pour dix anciennes.

Le conseil d'administration proposera de porter le dividende net de 10,50 F à 12 F par titre de 10 F nominal.



# Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS

**A**u risque de se répéter, il faut bien admettre, une fois de plus, que, en dépit d'un environnement boursier peu propice aux initiatives, le marché parisien a encore fait preuve d'une étonnante résistance au cours de cette semaine, ramenant à quatre séances en raison du long week-end pascal, la Bourse ne rouvrant ses portes que mardi prochain.

Alors, c'est-à-dire essentiellement à Wall Street, les opérateurs craignent par-dessus tout que la Réserve fédérale ne presse prématurément des données statistiques économiques, notamment la hausse du PNB américain supérieure aux prévisions (8,3 % au premier trimestre 1984, alors que les observateurs s'attendaient que 7 % environ), pour estimer qu'il existe un réel danger de surchauffe. Le Fed pourrait alors décider de freiner la circulation monétaire, laissant du même coup filer les taux d'intérêt, qui ne demandent qu'à s'échapper (les fonds fédéraux, par exemple, se sont traités à 10 1/2 %, voire un peu plus en fin de semaine) sur le marché new-yorkais.

A Paris, l'aggravation du chômage, constatée au vu des chiffres de fin mars - sujet de polémiques sur le nombre de demandeurs d'emploi qu'il faudra comptabiliser à la fin de l'année, - a incontestablement été prise en considération au Palais Bourbon, où l'on se demande encore si la dégradation du climat social ne constitue pas en germe un facteur de déstabilisation.

Audacieux le scrutin de jeudi soir, lorsque députés socialistes et communistes devaient finalement voter la confiance au gouvernement, le mouvement financier estimait que les ministres désignés par la place du Colonel Fabien n'avaient aucun intérêt à faire cavalier seul en dépit des insupportables appels lancés par la base de leur électorat, mais le doute était permis jusqu'au dernier moment. A tel point que la rumeur d'un départ imminent des ministres communistes du gouvernement, qui circulait lundi soir dans les milieux financiers outre-Atlantique puis mardi matin sur les places asiatiques, a suscité un certain émoi avant que tout rentre dans l'ordre avec quelques coups de fil d'éclaircissement donnés de Paris. Pendant cet intermède, le franc français, que l'on avait pu penser « attaqué » par ces « tuyaux », avait, au contraire, pris quelques longueurs d'avance. « Maintenant que nous sommes habitués à leur présence, l'idée prévalant qu'il y ait mieux les voir groupés autour de François Mitterrand au conseil des ministres plutôt que de les reléguer dans l'antichambre, où ils auraient été fait de descendre dans la rue », explique un familier de la corbeille, plus enclin à commenter la conjoncture française que ces « cancanes-moines ».

### Banques, assurances sociétés d'investissements

Schneider a enregistré pour 1983 une perte de 148,62 millions de francs imputable à d'importantes provisions constituées pour dépréciation d'actif (224,68 millions) et à l'augmentation (200 millions) de la provision pour risques. Les comptes du précédent exercice avaient été légèrement bénéficiaires.

|                    | 19-84  | Diff.  |
|--------------------|--------|--------|
| Bull Equipement    | 288    | + 15   |
| Cetium             | 401    | + 12   |
| Chargours SA       | 377    | - 17   |
| Bancière (Cie)     | 449    | - 12   |
| CFP                | 435    | inch.  |
| Ensafrance         | 235    | + 5    |
| Erma               | 828    | - 5    |
| Hévia (La)         | 350    | + 9    |
| Ima. FI-Moussou    | 275    | - 5    |
| Localfrance        | 319,90 | + 0,10 |
| Locidat            | 645    | - 10   |
| Midi               | 1.480  | + 20   |
| Midland Bank       | 230    | - 7    |
| OPF (Omn. Fin.)    | 860    | inch.  |
| Parisiens de rées. | 680    | + 1    |
| Prétabill          | 930    | + 5    |
| Schneider          | 104    | - 14   |
| UCB                | 270    | + 5    |

### Mines, caoutchouc, outre-mer

Le déficit consolidé d'Indal pour 1983 est de 570 millions de francs contre une perte également de 643 millions.

|             | 19-84  | Diff.  |
|-------------|--------|--------|
| Géophysique | 911    | + 16   |
| Indal       | 85,80  | + 1,10 |
| Michelin    | 822    | - 39   |
| MM Pazarro  | 61,30  | - 2,70 |
| Charier     | 36     | - 0,50 |
| INCO        | 133,50 | + 9,10 |
| RTZ         | 93,70  | - 4    |
| ZCI         | 2,79   | + 0,01 |

## Chargeurs : vive l'industrie !

L'exercice 1983 a été dur pour le groupe des Chargeurs, comme l'avait été celui de 1982. Résultats : cette année, comme la précédente, aucun dividende ne sera distribué. Sans doute, le résultat net consolidé, tombé de 270 millions de francs en 1981 à 146 millions de francs en 1982, est-il remonté à 205 millions de francs en 1983, la marge opérationnelle passant, en trois ans, de 421 millions de francs à 556 millions de francs. Mais le groupe doit continuer à provisionner lourdement ses activités de transport maritime, à nouveau en déficit en 1983, du fait d'une concurrence mondiale tout à fait sauvage et d'une très mauvaise conjoncture en Afrique. En outre, la hausse du dollar lui a coûté cher, notamment en ce qui concerne la part de ses emprunts libellés dans cette monnaie : les provisions constituées à cet effet ont largement dépassé 300 millions de francs. Pour 1984, toutefois, le PDG du groupe, M. Jérôme Seydoux, qui s'adressait pour la première fois aux an-

### Métallurgie construction mécanique

Porsche, le célèbre fabricant allemand de voitures de sport, franchit le pas. Ce groupe familial ouvre son capital au public. Trente pour cent des actions au nominal de 50 DM se sont introduites le 25 avril sur les marchés de Francfort, Munich et Stuttgart au prix unitaire de 780 DM. Le produit de ce placement rapportera 327,6 millions de francs (280 millions de francs) serviront à financer les investissements. Les 234,6 millions de deutschemarks restants (705 millions de francs) seront employés par les membres de la famille Porsche.

Les nouveaux actionnaires savent donc où ira l'argent, et leurs titres ne leur donneront pas le droit de vote. En revanche, ils auront droit à un dividende prioritaire. Une façon comme une autre pour la famille de conserver le contrôle de l'affaire.

|                    | 19-84  | Diff.  |
|--------------------|--------|--------|
| Alpi               | 86     | + 0,70 |
| Aurp               | 383    | + 12   |
| Avions Dassault-B. | 591    | + 11   |
| Ch. France-Duval   | 580    | + 0,20 |
| Chenier-Chailion   | 22,50  | + 2,5  |
| Cresson-Louis      | 30     | + 3,1  |
| De Dietrich        | 370    | - 0,5  |
| FACOM              | 870    | inch.  |
| Fives-Lille        | 324    | + 12   |
| Fondrie (Général)  | 370    | + 2,5  |
| Marine-Wendel      | 112,50 | + 1,5  |
| Penhoit            | 548    | - 13   |
| Pragat SA          | 232    | - 2    |
| Perin              | 46,20  | - 2,5  |
| Pompey             | 128    | - 2    |
| Sagum              | 1.393  | + 13   |
| Saintes            | 23,50  | + 0,5  |
| Valéo              | 275,50 | + 3,5  |
| Vallourec          | 66,90  | + 1,70 |

## Résistant

Et de mettre en avant la légère amélioration des résultats financiers des entreprises françaises, telle qu'elle ressort de la dernière enquête de la Banque de France, alors que tout le monde craignait le pire pour leurs résultats de fin d'année... et pour leur politique de maintien de dividende. Or, constate la Banque centrale, non seulement leur activité s'est accrue de près de 2 % en volume en 1983, mais la marge brute d'autofinancement, fortement dégradée l'année précédente, s'est sensiblement améliorée pour la majeure partie des firmes interrogées. De plus, et c'est sans doute un élément passé inaperçu au milieu de tous les commentaires relatifs à l'incontestable baisse de 0,3 % du pouvoir d'achat des ménages telle que l'attestent les derniers comptes de la nation, leur situation de trésorerie s'est également redressée en 1983 dans de nombreuses entreprises.

Il ne s'agit là, bien sûr, que de moyennes intéressant les sociétés qui emploient plus de cinq cents salariés (en dépit de leur complexité d'adaptation, les plus petites PME ont davantage souffert de la crise), et nombreuses sont les entreprises qui ont manqué la possibilité comme Maison Phérix, victime d'une chute du nombre de logements demandés l'année dernière (moins 17,1 %), nettement accentuée au cours des trois derniers mois, par rapport à l'année précédente, pour atteindre moins 20,9 %. Une dégradation qui se traduit pour ce grand constructeur de maisons individuelles (10 385 pavillons vendus, contre 11 505 en 1982) par une perte consolidée de plus de 35 millions de francs, alors que le précédent exercice de cette société, déjà mal en point, avait permis cependant de dégager un bénéfice de 21 millions de francs. De plus, Maison Phérix, qui avait été contrainte de réduire la rémunération de ses actionnaires au titre de 1982, se voit dans l'obligation de supprimer le dividende 1983.

Une décision qui a fait grincer des dents en Bourse, où l'écueil a été de 4 % jeudi. Certes, le président Jean-Claude Rossein a exprimé, devant le conseil d'administration, l'espoir qu'il plaçait dans le plan de reconstruction - mais en place depuis deux ans - et qui a commencé à produire ses effets au niveau des coûts directs, sans permettre d'attendre pour 1984 autre chose qu'une « année difficile ». Heureusement, la firme a quelques motifs de satisfaction avec sa filiale américaine US Home, qui a permis de rapatrier l'année dernière 11 millions de francs de dividendes. Sur un chapitre plus hexagonal, les responsables de Maison Phérix ont constaté que les derniers disposi-

### Valeurs à revenu fixe ou indexé

|              | 19-84    | Diff.   |
|--------------|----------|---------|
| 4 1/2 % 1973 | 1 965    | + 24,90 |
| 7 % 1973     | 9 610    | - 51    |
| 10,30 % 1973 | 91,90    | - 0,10  |
| 10,30 % 1974 | 91,90    | - 0,10  |
| 5,80 % 1977  | 117,50   | - 0,15  |
| 10 % 1978    | 90,60    | - 0,20  |
| 9,80 % 1978  | 88,20    | - 1,50  |
| 9,80 % 1978  | 92,25    | + 0,05  |
| 9 % 1979     | 3 486,75 | - 0,05  |
| 10,80 % 1979 | 93,10    | + 0,15  |
| 12 % 1980    | 99,50    | + 0,20  |
| 13,50 % 1980 | 102,50   | - 0,05  |
| 16,75 % 1981 | 118,20   | + 0,20  |
| 16,20 % 1982 | 111,50   | + 0,15  |
| 16 % 1982    | 111,10   | inch.   |
| 15,75 % 1982 | 109,20   | inch.   |
| CNE 1 %      | 3 486,75 | - 0,05  |
| CNE 5 000 F  | 101,95   | inch.   |
| CNE 5 000 F  | 102,20   | + 0,10  |
| CNE 5 000 F  | 102,25   | + 0,10  |
| CNE 5 000 F  | 101,95   | - 0,02  |

### Pétrole

Le bénéfice net de Norsk Hydro pour 1983 atteint 1 127 millions de couronnes (+ 41,9 %). Le groupe norvégien va créer une filiale en France.

|               | 19-84  | Diff.  |
|---------------|--------|--------|
| Elf-Aquitaine | 255    | + 12   |
| Esso          | 685    | + 11   |
| Francep       | 380    | - 5    |
| CFMO          | 645    | + 20   |
| Pétroles B.P. | 94,90  | + 3,90 |
| Primagaz      | 231    | + 1    |
| Raffinings    | 187,20 | + 2,40 |
| Super         | 394    | + 23   |
| Exxon         | 396    | - 10   |
| Petrolfin     | 1 435  | - 30   |
| Royal Dutch   | 515    | - 21   |

### Filatures, textiles, magasins

Docks de France a dégagé en 1983 un bénéfice net hors plus-values de 103,5 millions de francs (- 3,3 %). Le dividende net est de 24,50 F contre 33 F.

|                    | 19-84  | Diff.   |
|--------------------|--------|---------|
| Agfide Rouillier   | 145    | inch.   |
| FF Agence-Willot   | 111    | - 9     |
| BHV                | 121,80 | + 1,90  |
| CFMO               | 645    | + 20    |
| Dumas-Servipont    | 1 500  | - 9     |
| Darty              | 937    | + 18    |
| DMC                | 110    | + 10,10 |
| Galeries Lafayette | 194,80 | + 22,30 |
| La Redoute         | 1 290  | inch.   |
| Novelties Galeries | 93     | - 0,20  |
| Printemps          | 153    | - 1     |
| SCOA               | 66,40  | + 5     |

| LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs) |           |           |           |           |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|
|  | 16 avril  | 17 avril  | 18 avril  | 19 avril  |
| Terme  | 253 392   | 338 551   | 451 724   | 282 965   |
| Comptant   | 1 172 500 | 1 588 162 | 1 108 727 | 948 689   |
| R. et obl.   | 125 854   | 36 384    | 43 381    | 50 127    |
| Total  | 1 551 746 | 1 963 097 | 1 603 832 | 1 281 781 |

| INDICES QUOTIDIENS (base 100, 29 décembre 1983) |          |          |          |          |
|---|----------|----------|----------|----------|
|   | 16 avril | 17 avril | 18 avril | 19 avril |
| Franc.  | 110,1    | 110,7    | 110,9    | 111,9    |
| Etrang.   | 99,1     | 99,5     | 98,1     | 97,3     |

| COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 29 décembre 1983) |          |          |          |          |
|---|----------|----------|----------|----------|
|   | 16 avril | 17 avril | 18 avril | 19 avril |
| Tendance  | 108,8    | 108,6    | 108,8    | 109,8    |
| Indice gén.   | 170,8    | 171,1    | 171,6    | 173      |

### Alimentation

Le bénéfice net consolidé de Nestlé pour 1983 atteint 1,26 milliard de F.S. (+ 14,8 %). Le dividende est porté de 96 F.S. à 109 F.S.

|                | 19-84  | Diff.  |
|----------------|--------|--------|
| Bégine-Say     | 280    | - 1    |
| Bonpain        | 1 600  | - 10   |
| BSN G-Dumas    | 2 680  | - 25   |
| Leclerc        | 1 800  | - 74   |
| Océano         | 1 827  | + 67   |
| Cidris         | 620    | + 10   |
| Eurocomet      | 723    | - 22   |
| Océano (Gla)   | 595    | + 17   |
| Leclerc        | 1 231  | - 13   |
| Martell        | 1 800  | - 1    |
| Mot-Hennessy   | 1 510  | + 1    |
| Mumm           | 633    | + 40   |
| Océano (Gla)   | 595    | + 17   |
| Océano-Cabyl   | 294,50 | - 0,50 |
| Period-Ricard  | 755    | + 16   |
| Promodes       | 1 498  | - 37   |
| Super Perrier  | 328    | inch.  |
| Unilever       | 421    | + 1    |
| C.S. Saupiquet | 627    | + 32   |
| Veve Chiquet   | 1 995  | + 14   |
| Vinipol        | 769    | + 9    |
| Nestlé         | 23 780 | - 210  |

### Matériel électrique services publics

L'année écoulée a été difficile pour la Radiotechnique dont le bénéfice net (retraité) par action est tombé de 35,80 F (à structure équivalente) à 7,23 F.

Néanmoins les actionnaires touchent un dividende net de 15 F (contre 22,50 F) qui sera prélevé sur le report à nouveau. L'exercice 1984 s'annonce lui aussi mauvais.

|                      | 19-84  | Diff.   |
|----------------------|--------|---------|
| Alstom-Atlantique    | 420    | + 7     |
| CTT-Alcatel          | 1 296  | - 53    |
| Crouzet              | 115    | - 7     |
| Général des Eaux     | 555    | - 17    |
| Interchimie          | 1 520  | + 30    |
| Leprand              | 1 860  | - 20    |
| Lyonnais des Eaux    | 790    | + 20    |
| Matra                | 1 465  | + 6     |
| Mérolin              | 980    | - 20    |
| Moteur Leroy-Somer   | 420    | - 18,50 |
| Moulinex             | 105,50 | + 7,50  |
| PM Labinal           | 340    | - 4     |
| Radiorécepteur       | 308    | - 22    |
| SEB                  | 420,50 | + 2,50  |
| Signaux              | 854    | - 11    |
| Télécom Électronique | 1 670  | + 59    |
| Thomson-CSF          | 964,50 | - 16    |
| IBM                  | 1 106  | - 4,50  |
| ITT                  | 377    | - 24    |
| Schulberger          | 522    | - 18    |
| Siemens              | 1 494  | - 71    |

|                      | 19-84  | Diff.   |
|----------------------|--------|---------|
| Alstom-Atlantique    | 420    | + 7     |
| CTT-Alcatel          | 1 296  | - 53    |
| Crouzet              | 115    | - 7     |
| Général des Eaux     | 555    | - 17    |
| Interchimie          | 1 520  | + 30    |
| Leprand              | 1 860  | - 20    |
| Lyonnais des Eaux    | 790    | + 20    |
| Matra                | 1 465  | + 6     |
| Mérolin              | 980    | - 20    |
| Moteur Leroy-Somer   | 420    | - 18,50 |
| Moulinex             | 105,50 | + 7,50  |
| PM Labinal           | 340    | - 4     |
| Radiorécepteur       | 308    | - 22    |
| SEB                  | 420,50 | + 2,50  |
| Signaux              | 854    | - 11    |
| Télécom Électronique | 1 670  | + 59    |
| Thomson-CSF          | 964,50 | - 16    |
| IBM                  | 1 106  | - 4,50  |
| ITT                  | 377    | - 24    |
| Schulberger          | 522    | - 18    |
| Siemens              | 1 494  | - 71    |

| base 100, 29 décembre 1983) |       |   |
|-----------------------------|-------|---|
| 110,9                       | 111,9 | - |
| 98,1                        | 97,3  | - |
| ENTS DE CHANGE              |       |   |
| embre 1983)                 |       |   |
| 108,8                       | 109,8 | - |
| embre 1981)                 |       |   |
| 171,6                       | 173   | - |

Semaine du 16 au 19 avril 1984

## BOURSES ÉTRANGÈRES

### NEW-YORK

#### Reprise

La reprise constatée en début de semaine a été suivie par un regain d'inquiétude concernant le taux d'intérêt mais sans annuler pour autant la totalité des avances, les valeurs du commerce, de l'automobile et du téléphone figurant parmi les titres les plus en vue. L'indice Dow Jones s'élevait jeudi à 1 158,07 contre 1 150,12 le vendredi précédent.

#### Actions records

d'actions étrangères en 1983 Les Américains ont acheté un montant record de 3,8 milliards de dollars d'actions étrangères en 1983, a annoncé jeudi un institut d'études de Wall Street, le Securities Industry Association. Ces investissements sont largement supérieurs au précédent record, atteint en 1980 (2,1 milliards de dollars d'achats). L'activité totale, comprenant l'ensemble des achats et des ventes, a été, selon cet organisme, de 30,1 milliards de dollars en 1983, soit le double de celle de 1982.

L'Association souligne que l'an dernier douze Bourses étrangères ont réalisé des performances supérieures, mesurées en dollars, à celles de Wall Street, qui a pourtant effectué une bonne année. Si cette avance est mesurée en monnaie locale, quinze places étrangères ont plus progressé que le marché new-yorkais.

L'Association rappelle que de plus en plus de firmes financières américaines proposent des instruments financiers sophistiqués permettant d'acheter des valeurs étrangères tout en protégeant parfois contre les risques de tels placements.

|                  | Cours 13 avril | Cours 19 avril |
|------------------|----------------|----------------|
| Alcoa            | 35 7/8         | 36             |
| AT&T             | 15 7/8         | 15 3/8         |
| Boeing           | 38 3/8         | 37 5/8         |
| Chase Man. Bank  | 47 5/8         | 48 1/4         |
| De Post de Nouou | 47 3/4         | 48 1/8         |
| Eastman Kodak    | 61             | 62 1/2         |
| Exxon            | 40 1/8         | 40 5/8         |
| Ford             | 34 7/8         | 35 1/8         |
| General Electric | 53 3/8         | 54 1/8         |
| General Foods    | 49 1/4         | 49 3/4         |
| General Motors   | 64             | 64 3/4         |
| Goodyear         | 28 3/8         | 28 1/2         |
| IBM              | 111 1/4        | 110 7/8        |
| ITT              | 47 3/4         | 48 1/8         |
| Mobil Oil        | 31 1/4         | 31 1/2         |
| Pfizer           | 34 5/8         | 33 1/4         |
| Schulberger      | 44             | 43 3/8         |
| Tosco            | 38 5/8         | 39 1/8         |
| UAL Inc.         | 31 7/8         | 32 7/8         |
| Union Carbide    | 56 3/8         | 57 3/8         |
| US Steel         | 30             | 28 5/8         |
| Westinghouse     | 44 3/4         | 44 7/8         |
| Xerox Corp       | 40 1/4         | 40 1/8         |

### LONDRES

#### Mélangé

Lundi, le Stock Exchange a effacé les deux tiers de ses gains de la précédente semaine, par crainte d'un redressement des taux d'intérêt américains et d'une escalade du conflit des mineurs en Grande-Bretagne, mais une reprise s'est produite ensuite, grâce au retour des investisseurs américains et à des résultats de sociétés encourageants. Indices « FT » : Industriels : 880, contre 895,2 ; mines d'or : 683,2, contre 673,5 ; fonds d'Etat : 81,68, contre 82,43.

|                   | Cours 13 avril | Cours 19 avril |
|-------------------|----------------|----------------|
| Beecham           | 331            | 321            |
| Bovater           | 325            | 330            |
| Brit. Petroleum   | 505            | 503            |
| Charter           | 253            | 253            |
| Courtauld         | 151            | 147            |
| De Beers (1)      | 7,80           | 7,75           |
| Dunlop            | 41             | 41             |
| Free State Geduld | 42 1/2         | 43             |
| Glan              | 865            | 878            |
| Gl. Univ. Suez    | 650            | 630            |
| Imp. Chemical     | 604            | 610            |
| Shell             | 645            | 645            |
| Unilever          | 940            | 910            |
| Victors           | 169            | 160            |
| War Loan          | 36 7/8         | 36 1/2         |

(\*) En dollars.

### TOKYO

#### En repit

A l'approche du week-end de Pâques, le marché de Tokyo écumait l'une des rares places financières vendredi, les valeurs sont restées fermes, sans compenser suffisamment le repli constaté cette semaine. L'indice Nikkei Dow Jones s'est élevé à 10 806,49 yen, en baisse de 208,72 points sur le vendredi précédent. L'indice général s'inscrivait à 845,81 (- 20,46 points).

|                         | Cours<br>13 avril | Cours<br>20 avril |
|-------------------------|-------------------|-------------------|
| akai .....              | 484               | 468               |
| ridgestone .....        | 571               | 600               |
| anon .....              | 1 370             | 1 396             |
| Bank .....              | 1 070             | 1 040             |
| onda Motors .....       | 1 100             | 1 100             |
| atsumita Electric ..... | 1 909             | 1 880             |
| itsubishi Heavy .....   | 244               | 246               |
| ny Corp .....           | 3 518             | 3 690             |
| yota Motors .....       | 1 370             | 1 330             |



# Crédits - Changes - Grands marchés

## L'euromarché

### Coup de chapeau à Gaz de France

Le montant de l'eurocrédit standby de Gaz de France, détaillé dans notre précédente rubrique, a été porté vendredi de 100 millions à 200 millions de dollars. Il a été pratiquement trois fois couvert en l'espace de quatre jours. L'ampleur et la rapidité du succès remporté par l'opération ont été expliqués avant tout par la boulimie des eurobanques pour les prêts bancaires internationaux, qui est exacerbée par la rarefaction de ces derniers depuis près de deux ans. Aussi, nombre de banques se sont-elles jetées littéralement sur l'opération française, malgré ses conditions extrêmement basses. Si, en effet, la présence dans le crédit de nombreux établissements se fonde sur des liens commerciaux étroits avec le débiteur, celle de plusieurs d'entre eux résulte uniquement d'un amassement inquiétant de leurs actifs.

En tout, trente et une banques internationales de dix pays différents ont accepté de participer au prêt. Les américaines, avec sept établissements, sont les plus nombreuses, et leur présence massive est un coup de chapeau tant à Gaz de France qu'à son garant qu'est la République française. Les Japonais, avec cinq banques qui prêtent 32 millions de dollars, viennent en second rang. La Société générale, qui, en association avec la Chase Manhattan, a dirigé avec maestria le montage de la transaction, peut être félicitée pour son travail.

C'est avec soulagement que le marché international des capitaux s'est mis en vacances pascales. Les taux d'intérêt restent beaucoup trop tendus pour qu'on puisse espérer une reprise dans un proche avenir. Avec le Libor à six mois à 11,50 % et celui à cinq ans au-dessus de la barre des 13 %, il n'est guère possible de lancer de nouvelles euro-emissions à taux fixe en dollars. Celle de 100 millions de dollars de la Kyowa Bank, qui a vu le jour cette semaine, en administre la preuve. Offerte sur six ans à un prix de 99,75 avec un coupon annuel de 12,875 % - condition en elle-même attrayante, même si l'établissement japonais n'est pas très connu du public - elle se traitait vendredi avec une décote de 2,625. A ce niveau, le rendement dépasse largement les 13,50 %.

L'American Savings and Loan Association a été un peu plus heureuse parce que ses émissions sont traditionnellement garanties à 150 % par le dépôt de bons du gouvernement américain. Ainsi, son euro-emprunt de 100 millions de dollars sur cinq ans, lancé dans la première moitié de la semaine à par-

tir d'un prix au pair et d'un coupon annuel de 12,25 %, n'était affecté en fin de semaine que par une décote de 1,375.

Les deux seules opérations qui finalement se sont vu octroyer des conditions d'affaire se situent dans des domaines différents. La première comporte un taux d'intérêt variable avec, en supplément, un petit gadget susceptible d'intéresser certains investisseurs. D'un montant de 200 millions de dollars et d'une durée de douze ans, elle a été proposée au pair par la Bankers Trust de New-York. L'intérêt sera, tous les six mois, composé de l'ajout d'une marge de 0,125 % au taux du Libor à trois mois. La commission pour les porteurs pourrait être, à échéance, remboursée en actions de la banque américaine pour un montant égal à 105 % de la valeur nominale de la dette. L'ensemble a, peut-être non pas tellement à cause du remboursement en actions, mais surtout parce que les conditions de base, qui représentent pour les prêteurs près de 0,17 %, en sont relativement attractives. Sur le marché secondaire, les émissions à taux variables d'autres banques américaines procurent des rendements nettement inférieurs.

#### Le comble pour un dentiste belge

La compagnie pétrolière américaine Texaco a renouvelé l'exercice qu'elle avait brillamment inauguré il y a quelques semaines. Ses avantages qui combinent les charmes d'une émission convertible avec les attraits d'un coupon très proche de ceux servis sur un emprunt à taux fixe, lui avaient permis à l'époque de lever aisément 1 milliard de dollars. Cette fois-ci elle est venue plus modestement rechercher 500 millions de dollars sur dix ans. Les euro-obligations proposées au pair, avec un coupon annuel de 11,75 % seront convertibles en actions ordinaires de Texaco à un prix de 50 dollars l'action, soit une prime de 24 % par rapport au prix de clôture jeudi soir à New-York. La prime est élevée mais elle compense le haut coupon. L'énorme demande qui s'est fait jour lors de l'émission de 1 milliard de dollars n'avait pu être entièrement satisfaite. Elle s'est donc immédiatement reportée sur la deuxième opération, qui était pratiquement convertie à la veille de week-end pascal.

Quel est le comble pour un dentiste belge ? C'est d'aller chaque an-

née à Luxembourg toucher ses intérêts sur ses euro-obligations à « coupon zéro ». Telle est la plaisanterie qui courait la semaine dernière après le lancement de la première euro-emission en ECU démise de tout coupon, le Luxembourg étant pour les Belges désireux d'éviter la pression fiscale de leur pays ce que la Suisse est aux Français. L'euro-emprunt d'un montant de 35 millions d'ECU, et d'une durée de sept ans et six mois, est offert par la banque finlandaise Postipankki sous forme de coupures unitaires de 1 000 ECU qui seront remboursées chacune au prix de 2 180 ECU. Cette forte prime, qui compense l'absence d'intérêt annuel, équivaut à un rendement à échéance de 10,57 %.

Peu de dentistes belges auront toutefois le plaisir d'effectuer un pèlerinage annuel auprès de leur banque luxembourgeoise favorite pour toucher leur « coupon zéro », parce que l'opération finnoise sera en majeure partie placée hors de Belgique. Les banques belges, opposées à ce qu'elles ont considéré comme une émission pirate, parce que lancée hors du calendrier qu'elles contrôlent, n'y participent pas. En définitive c'est surtout dans des pays où l'imposition sur les plus-values en capital est faible, tels la France, les pays scandinaves, que la transaction est appelée à se placer.

Par contre la clientèle du Benelux accueillera certainement avec chaleur l'emprunt de 60 millions d'ECU que le grand-duché du Luxembourg va lancer le mardi 24 avril par le truchement d'une des banques belges. L'euro-emission devrait avoir une durée de dix ans et un coupon annuel de 10,375 %. C'est la première fois que le Grand-Duché emprunte hors de ses frontières. Pays riche et heureux il n'a aucune dette extérieure. Cette caractéristique de venue extrêmement rare par les autres pays qui courent, est en elle-même le gage de son succès.

L'Etat grand-ducal est décidément à l'honneur. Sa devise va bientôt servir de support pour la première fois à un emprunt de la Banque mondiale. Son montant s'élèvera à 1 milliard de francs luxembourgeois. Les conditions ne sont pas encore définitivement arrêtées mais la qualité du débiteur rend certain l'attrait d'un grand nombre d'investisseurs du Benelux. Parmi eux, le dentiste belge sera vraisemblablement une proie toute trouvée pour les banquiers du Grand-Duché.

CHRISTOPHER HUGHES.

## Les devises et l'or

### La reprise du dollar se poursuit

Soumis à des influences de sens opposés, sur des marchés des changes souvent déconcertés par des indications contradictoires, le dollar a bénéficié de la lente montée des taux d'intérêt aux Etats-Unis et s'est, finalement, orienté à la hausse, avec une accélération du processus à la veille du long week-end de Pâques. Cette hausse, il est vrai, s'est effectuée vis-à-vis d'une livre sterling déprimée par l'aggravation de conflits des ministres britanniques et d'un mark affaibli par l'échec des négociations sur le salaire de trente-cinq heures, avec, en filigrane, la possibilité d'une grève.

Indications contradictoires, avons-nous dit. Qu'en est-il en fait ? La semaine précédente, on le sait, l'annonce d'une contraction de 2,2 % des ventes au détail en mars, la plus forte baisse mensuelle depuis plus de dix ans, constituait une « divine surprise » pour le marché, qui craint de plus en plus la surchauffe. Cette semaine, la chute de 26,6 % de mises en chantier aux Etats-Unis en mars, venait confirmer cet espoir. Les 10 jours, on annonçait une véritable « explosion » de la croissance de l'économie pour le premier trimestre 1984, avec une hausse du produit national brut (PNB) de 8,3 % en termes réels, sur une base annuelle.

la plus rapide depuis celle de 9,7 % enregistrée au deuxième trimestre 1983, au plus fort des processus de reprise.

Du coup, le dollar accentuait sa poussée en fin de semaine, frôlant 2,67 DM et 8,20 F.

Relativement, toutefois, que la signification de toutes ces nouvelles a été mise en cause : le recul des ventes au détail et des mises en chantier est attribué, en grande partie, aux intempéries du mois de mars aux Etats-Unis, tandis que la progression du PNB au premier trimestre est due, pour plus de la moitié, à l'augmentation des stocks, notamment dans l'agriculture, avec la mise en silos des récoltes subventionnées par le gouvernement. Autre commentaire, celui du vice-président pour la recherche au *Conference Board*, organisme indépendant qui réunit des économistes et des chefs d'entreprises : « La vulnérabilité actuelle du dollar risque de tourner à la débâcle quand les combattants étrangers s'apercevront que l'inflation repart aux Etats-Unis ».

La livre sterling s'est affaiblie, la menace d'une grève générale des mineurs de charbon se faisant plus pressante. Les observateurs se souvenant qu'une telle grève avait

entraîné la chute du gouvernement Heath, en 1974, font toutefois remarquer que les circonstances ne sont plus les mêmes, et que, la part du charbon dans la consommation d'énergie de la Grande-Bretagne a nettement diminué en dix ans, au profit du pétrole, notamment.

Le mark a souffert, également, de la rupture des négociations sur la semaine de trente-cinq heures, les syndicats, néanmoins, hésitant à consulter la base, qui montre un enthousiasme très modéré pour se lancer dans un conflit « dur ».

Le franc a fléchi, jeudi, sur l'annonce d'un nouveau déficit commercial en mars, et surtout, sur celle d'un déficit de 15 milliards de francs de la balance des paiements au premier trimestre 1984. Le cours du mark à Paris a même dépassé nettement 3,08 F pour retomber en-dessous de ce cours par suite de la faiblesse de la devise allemande vis-à-vis du dollar.

F. R.

#### COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 13 AU 19 AVRIL 1984

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

| PLACES     | Libre  | SEU    | Franc français | Franc suisse | £. sterl. | Franc belge | Franc italien | Lin italienne |
|------------|--------|--------|----------------|--------------|-----------|-------------|---------------|---------------|
| New-York   | 1,6170 | -      | 12,2825        | 45,4133      | 37,5235   | 1,8399      | 33,2224       | 0,8467        |
| Paris      | 1,6119 | -      | 12,3916        | 45,9676      | 38,1243   | 1,8446      | 33,7724       | 0,8416        |
| Bruxelles  | 1,6123 | 0,9390 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8782      | 37,726        | 0,9777        |
| Zurich     | 1,5482 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Genève     | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Amsterdam  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Frankfurt  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bonn       | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Munich     | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Stuttgart  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Wuppertal  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Düsseldorf | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Köln       | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Essen      | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Dortmund   | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Osnabrück  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Münster    | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      | 38,750    | 1,8475      | 37,726        | 0,9772        |
| Bielefeld  | 1,5182 | 0,9798 | -              | 37,1131      |           |             |               |               |



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### ÉTRANGER

3. La terreur a repris au Guatemala.

Hongkong  
passerelle  
entre deux mondes

5. Faire face à l'éclipsé de 1997.
6. Réun, partenaire privilégié.
7. Un marché trop mal connu des Français.
8. Quelques coups de couteau au Libano.
9. Une union difficile entre les cultures d'Occident et d'Orient.

### FRANCE

13. Le contentieux électoral : les députés élus, un point de vue de Daniel Chabrol.
14. Au tournoi de tennis de Monte-Carlo : le jour des éclopés.

### ÉCONOMIE

19. ELFRAP a fait 3,7 milliards de francs de bénéfices.
20. La revue des valeurs.
21. Crédits, changes et grands marchés.

### RADIO-TÉLÉVISION (18)

Carnet (15) : Programmes des spectacles (17) ; Journal officiel (18) ; Météorologie (18) ; Mots croisés (17).

### Dans les Hauts-de-Seine

## DEUX JEUNES GENS TUÉS PAR UN GARDIEN DE LA PAIX

Deux jeunes gens, Bruno Dedrybelle, vingt-deux ans, et Bruno Pecher, vingt-trois ans, qui circulaient en voiture à Garches (Hauts-de-Seine), ont été tués samedi 21 avril vers 2 heures du matin par un gardien de la paix qui a tiré sur eux. Selon ce policier qui faisait partie d'une patrouille de contrôle de nuit, la voiture occupée par les deux victimes aurait franchi plusieurs barrières avant d'être immobilisée. Le gardien aurait alors tiré sur eux. Les deux jeunes gens habitaient Garches, l'autre Asnières. L'IGS (inspection générale des services) a été chargée de l'enquête initiale.

### Avant de faire sa déclaration sur l'école privée

## Mgr LUSTIGER AVAIT RENCONTRÉ M. MITTERRAND

Le cardinal Jean-Marie Lustiger avait été reçu, le 16 avril, à l'Élysée par M. François Mitterrand, à la veille de l'intervention de l'archevêque de Paris sur l'école privée. Mgr Lustiger avait fait part au président de la République de son intention de prendre publiquement position avant le conseil des ministres qui devait examiner le projet de loi sur les rapports entre l'État, les collectivités territoriales et l'enseignement catholique.

### MORT DE LA CHANTEUSE MABEL MERCER

La chanteuse de jazz Mabel Mercer est morte le 20 avril, aux États-Unis. Elle était âgée de quarante-trois ans. (Née en janvier 1900 à Burton-on-Trent, en Angleterre, d'un jazzman américain noir qui mourut avant sa naissance et d'une chanteuse de vaudeville blanche, Mabel Mercer grandit à Liverpool. À l'âge de quatorze ans, elle rejoignit sa mère et débuta sur scène. De 1931 à 1938, elle chante au Bricktop's, un cabaret de Pignall où se retrouvent Hemingway, Gertrude Stein, Scott Fitzgerald. À la guerre, en 1939, Mabel Mercer quitte Paris, où elle se rendra plus tard. Elle était mariée à un compositeur de jazz, Nat King Cole. Mabel Mercer est, avant tout, une interprète dont la subtilité, la technique, le rythme, la diction, influencent des stars comme Frank Sinatra, Peggy Lee, Lena Horne, Billy Holiday, Nat King Cole, Barbara Streisand.)

A B C D F G H

## LE PROCÈS DE L'AMOCO-CADIZ

### « On a gagné ! »

Victoire ! En Bretagne comme à Paris, c'est le même cri : « On a gagné ! » Sur ce point, pas besoin de « clarification » ni de « mise au net ». Le jugement rendu le 18 avril par le tribunal de Chicago — qui rend responsable le Standard Oil Company de la marée noire de 1978 en Bretagne — a satisfait tout le monde, élus, syndicalistes et membres du gouvernement (Le Monde du 21 avril). Au Sénat, à Paris, c'est un spectacle de fraternisation devenu rare : on pouvait voir, le 20 avril, un sénateur centriste, M. Alphonse Arzel, maire CDS de Ploudalmézeau (Finistère), étreindre presque un député socialiste, M. Charles Josselin, président du conseil général des Côtes-du-Nord. Il est vrai que les deux hommes ont travaillé longtemps pour obtenir réparation après la marée noire de l'Amoco-Cadiz. « C'est une victoire tout à fait inattendue », reconnaît M. Arzel, le président du syndicat mixte des communes et communes qui ont porté plainte. Mais maintenant, la plus difficile est faite. Les obstacles sont franchis. Reste une épreuve de plus.

M. Josselin, pour sa part, insiste sur le caractère nouveau de la démarche : « Nous avons fait la preuve que même des petites communes bretonnes dédaignées peuvent gagner contre une major, une multinationale puissante. » A l'entendre, c'est un peu le combat d'Astérix contre ces fous de Romains, riches et suréquipés. « Lorsque nous avons vu à Chicago le gratta-ciel de marbre blanc de la Standard Oil, se rappelle-t-il, nous avons pu mesurer le décalage qu'il y avait entre nos moyens et les leurs. »

Et pourtant, la justice vient de leur donner raison. Le mérite revient, ils y insistent, aux avocats américains Barry Kingham et Peter Wolrich, et leurs homologues français M<sup>rs</sup> Huglo et Lapage-Jessu. Bons connaissances des lois américaines, ces hommes ont su se plier à la longue attente de ce qu'ils appellent « la découverte », c'est-à-dire la constitution d'un dossier et l'échange entre les parties de toutes les pièces, même les plus infimes. « Nous avons pu faire la preuve que l'Amoco-Cadiz, de même que trois autres navires des mêmes chantiers, avaient été mal construits, puis mal entretenus par leurs armateurs », a précisé M<sup>rs</sup> Wolrich, un jeune avocat new-yorkais installé à Paris. Vices rédhibitoires qui permettaient de culpabiliser le Standard Oil et donc de déléguer les garanties souscrites par la compagnie.

### Le montant des indemnités

Pour la suite du procès, les avocats sont confiants. « La plus difficile était d'obtenir l'établissement des responsabilités », disent-ils en chœur. Même si la Standard Oil fait appel, le juge McGarr peut poursuivre la procédure et fixer le montant des indemnités. C'est là, évidemment, que les deux français dressent l'oreille : quand ont-ils l'espoir de voir le premier dollar ?

« Au mieux, six mois après le jugement définitif, au pire, trois ans plus tard », ce qui, selon eux, est « le maximum probable ». Or le pire n'est pas toujours sûr...

Les indemnités, les élus les attendent pour plusieurs raisons. D'abord, ils ont engagé des frais pour obtenir réparation (« 16 millions de francs empruntés, plus 3 avancés par l'État », précise M. Arzel). Ensuite, ils veulent dédommager les victimes et même constituer un fonds de réserve pour se prémunir contre de nouveaux coups de sort semblables. Quant au montant des indemnités, les avocats — français ou américains — se montrent très prudents. Ils rappellent que, en 1978, le syndicat des communes avait réclamé 400 millions de dollars et l'État 300 millions. Si l'on ajoute les communes du Finistère qui n'ont pas rejoint le syndicat (une douzaine), les hôteliers, certains ostréiculteurs et aussi le Shell qui a perdu le pétrole commandé (22 millions de dollars), la note globale se monte au plus à 1 milliard de dollars — et non 3 comme l'ont avancé certains organes de presse américains.

La Bretagne ne toucherait-elle que le motif de ce milliard, elle se sentirait déjà mieux. D'autant que la nature, en cela plus rapide que la justice, a déjà réparé les dégâts. « Seuls les polices-plats ne sont pas revenus », précise M. Josselin. Les cravattes, en revanche, ont profité de l'absence de prédateurs...

ROGER CAMUS

## LA GRÈVE DES AIGUILLEURS DU CIEL

### M. Fiterman refuse tout aménagement du service minimum

Les syndicats de contrôleurs et de techniciens de la navigation aérienne ont été reçus, vendredi 20 avril, par M. Charles Fiterman, ministre des transports, auquel ils ont rappelé leurs réserves sur certaines dispositions du projet de loi relatif au droit de grève dans la corporation, qui doit être discuté mercredi à l'Assemblée nationale (Le Monde du 21 avril).

A leur sortie de cette réunion, les représentants syndicaux se sont déclarés déçus de l'attitude du ministre, qui refuse tout aménagement de la notion de service minimum retenue dans le projet et qui vise, en toute circonstance, à assurer les besoins vitaux du pays et ses obligations internationales en matière d'aviation civile. Pour le ministre des transports, « l'ensemble de ce projet représente le compromis le plus équilibré que l'on puisse concevoir pour satisfaire à la fois la défense des intérêts professionnels des personnels et la sauvegarde de l'intérêt général ».

Les personnels concernés bénéficieraient, grâce à ce texte, « du régime le plus libéral en matière de droit de grève, comparé à ceux de tous les autres États ». Et les services de M. Fiterman avertissent : l'opposition au projet pourrait aboutir finalement « au maintien des dispositions législatives actuelles, avec tous les risques qu'un nécessaire respect pourrait comporter à l'avenir pour les personnels et pour le bon fonctionnement des services ».

En attendant, les contrôleurs observent diversement le mot d'ordre de grève du zèle donné par le Syndicat national des contrôleurs du trafic aérien (SNCTA), la principale organisation syndicale de la profession. Vendredi, au premier jour d'un mouvement qui doit durer jusqu'à mercredi, trois des cinq centres régionaux de la navigation aérienne (CRNA) qui couvrent le territoire français — Bordeaux, Aix et Reims — ont vu leur activité momentanément perturbée à la fois par des arrêts de décollage (dans l'Est et le Sud-Ouest) et par des restrictions des capacités de survol à l'intérieur.

« Bagdad craint une attaque d'Irak... » Et le ministre irakien de l'information et de la culture, à déclaré vendredi 20 avril que l'Irak attend à une « attaque israélienne coordonnée avec une nouvelle offensive des forces irakiennes ».

(Publicité)

Un vin de grande table  
**CHAMOISAY**  
toujours à sa place

## En Algérie

### ARRESTATION D'UN FRANÇAIS POUR ESPIONNAGE

(De notre correspondant.)

Alger. — Le quotidien *Al-Moudjahid* de ce samedi 21 avril annonce que « les services de sécurité algériens, après une minutieuse enquête, viennent de mettre fin aux activités de renseignements économiques et militaires d'un ressortissant français, M. Henri Vallade ».

Selon les indications de source algérienne, l'intéressé, exerçant « illégalement » les fonctions d'ingénieur commercial et d'intermédiaire de plusieurs sociétés étrangères, « utilisait ses relations parmi nos nationaux pour exécuter ses missions occultes ».

## « Les enfants de pauvres sont prédisposés génétiquement à la débilité »

lit-on dans l'organe départemental du RPR  
du Loir-et-Cher

De notre correspondant

Blois. — La publication, à Blois (Loir-et-Cher), d'un article signé « M.T. », dans le *Renouveau*, revue officielle de la fédération départementale du RPR, si elle a provoqué l'indignation des communistes, semble devoir mettre dans l'embarras le RPR lui-même. Sous le titre « Préparer l'avenir », ce, on cette « pédiatrie » prône une politique familiale qui permettrait, en réservant l'avortement aux cas sociaux, de réduire les naissances dans les milieux pauvres. « Encore plus fort que Le Pen », titre à ce propos le *Travailleur*, organe du Parti communiste, qui consacre une page à cette affaire.

L'article incriminé est, en fait, d'un ton qui n'avait encore jamais employé ni dans aucune publication du RPR. En une soixantaine de lignes, M.T. affirme, en substance, qu'il est préférable d'avoir des naissances dans les classes moyennes ou aisées plutôt que dans les milieux pauvres, car ces enfants, selon l'auteur, seront plus aptes à devenir des techniciens ou des scientifiques. Plus que l'allusion au troisième enfant, « qui ne peut, écrit-il, que ternir les plus pauvres », M.T. suggère notamment un salaire maternel pour la mère au foyer, avec déduction fiscale des auxiliaires ménagères, « ce qui offrirait des débouchés aux

jeunes filles à QI limité et les formerait à l'hygiène et aux tâches ménagères, notions qui leur font actuellement défaut à l'heure actuelle (on le voit à l'état de crasse où sont les enfants) (...) ».

« Nous avons actuellement, poursuit M.T. dans cet article, un plus grand nombre de naissances dans les familles dites défavorisées. Or rien ne peut faire sortir un enfant de ce milieu. Prédisposé génétiquement à la débilité, souvent prématuré, il va avoir une enfance incertaine entre des pères successifs, brutaux et alcooliques, des hospitalisations multiples, des placements répétés, parfois des retards et des séjours en DASS. A la débilité intellectuelle, cette existence va ajouter l'instabilité qui en fera un cancre chaotique, un illettré incapable d'apprendre un métier. Désarmé, il deviendra un délinquant... ».

La fédération RPR du Loir-et-Cher, devant les vives réactions qu'a suscitées cette publication, prévoit de faire une déclaration après le week-end pascal. Son responsable local, M. Jacques Chauvin, adjoint au maire de Blois, nous a seulement déclaré, vendredi soir 20 avril, que « cet article, bien évidemment, ne reflète pas la politique familiale du RPR mais a été publié dans le cadre d'une campagne ». Ouvrons le dialogue... ».

JEAN-PIERRE BEL

Le numéro de « Monde » daté 21 avril 1984 a été tiré à 435 897 exemplaires

## En Grande-Bretagne

### L'explosion d'une bombe fait 22 blessés à l'aéroport d'Heathrow

Un avion libyen était arrivé peu avant l'attentat  
De notre correspondant

Londres. — Vingt-deux personnes, dont l'une est dans un état critique, ont été blessées, dans la soirée du 20 avril, par l'explosion d'un colis piégé à l'aéroport de Londres-Heathrow. Plusieurs victimes seraient françaises, mais leur nombre et leur identité n'étaient pas encore connus samedi matin. L'attentat n'a pas été revendiqué. Evidemment — même en l'absence de preuves — personne, dans la capitale britannique, n'a manqué d'établir aussitôt un rapprochement avec la crise persistante qui oppose la Grande-Bretagne à la Libye, depuis la fusillade qui a éclaté, le 17 avril, devant le « bureau du peuple libyen » à Londres.

La déflagration s'est produite peu avant 20 heures dans l'une des salles où les passagers récupèrent leurs bagages. Ceux parmi lesquels se trouvait la bombe avaient été pris en charge par le personnel d'Air France. Mais, au dire des enquêteurs, cela ne signifie pas nécessairement que l'engin ait été transporté à bord d'un appareil de cette compagnie, car auparavant les employés d'Air France avaient procédé au déchargement d'un avion libyen. D'autre part, Scotland Yard aurait découvert quelques éléments de similitude entre cet attentat et ceux qui ont eu lieu le mois dernier à Londres et à Manchester contre des ressortissants libyens opposés au régime du colonel Kadhafi.

Cependant Scotland Yard se garde de conclusions hâtives, et, dans les milieux gouvernementaux, on tentait manifestement de limiter les spéculations afin de ne pas envenimer la situation ; d'autant que, juste avant l'attentat, le Foreign Office avait laissé entendre que les négociations avec le gouvernement libyen étaient « plutôt » en bonne voie.

Vendredi, l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Tripoli avait eu avec le ministre libyen des affaires étrangères une conversation dans « une atmosphère constructive ». Les Britanniques évitent de donner la moindre précision sur le contenu des discussions. On sait seulement que Londres a fait parvenir, jeudi, à Tripoli, des demandes détaillées afin de mettre un terme au différend et que le gouvernement libyen a répondu, vendredi, par des contre-propositions. Celles-ci, dont certaines ont été jugées inacceptables, devaient faire l'objet, samedi, de nouvelles discussions dans la capitale libyenne par l'intermédiaire de l'ambassadeur de Grande-Bretagne.

Il semble que le gouvernement britannique ne cherche pas seulement à obtenir l'autorisation d'inter-

roger les occupants du « bureau du peuple » à Londres et de fouiller les locaux mais veuille établir un accord plus général pour une normalisation des rapports entre les deux pays. Il tenterait d'obtenir, par exemple, l'assurance que les occupants de ce « bureau » ne se livrent plus à des activités douteuses et que les autorités libyennes chercheraient à empêcher les représailles contre leurs opposants résidents en Grande-Bretagne. Première satisfaction : un nouveau chargé d'affaires libyen a été désigné à Londres, alors qu'il n'y en avait plus depuis qu'un comité d'étudiants révolutionnaires s'est installé au « bureau du peuple » en février dernier.

À Saint-James Square, le siège continue, et le quartier est toujours bouclé, tandis que les occupants — qui en fin de compte ne seraient qu'un nombre d'une vingtaine ou d'une trentaine — refusent de sortir aux conditions posées par la police.

FRANCIS CORNU.

## En Somalie

### L'ARMÉE SE SERAIT LIVRÉE, SELON L'OPPOSITION, A UN MASSACRE DANS LE NORD DU PAYS

L'opposition armée au régime du général Siyad Barré accuse l'armée somalienne d'avoir perpétré un massacre et détruit trois villages sur la frontière au cours des deux derniers mois. « Plus de deux cents paysans, sur une population de mille cinq cents habitants, ont été tués, et les survivants sont isolés et meurent de faim faute de pouvoir se ravitailler », nous a déclaré M. Omar Elmi Dhiboud, un ancien médecin militaire somalien, de passage à Paris au fin de semaine. Passé à l'opposition depuis quelques années, le Dr Dhiboud est devenu le porte-parole du SNM (Mouvement national somalien), l'une des organisations qui luttent contre le régime de Mogadiscio avec l'appui de l'Éthiopie.

Selon lui, les incidents se sont produits en mars dans les localités de Baid-Diglay, Sebidiy et Dagardor — favorables au SNM — à une centaine de kilomètres au sud de Burao, deuxième ville du Nord somalien. « Une vingtaine d'habitants meurent chaque jour en ce moment », a-t-il précisé, en ajoutant que les femmes ont été violées et que les soldats ont pillé les villages.

## L'ARRESTATION DE M. DJILAS A BELGRADE

### Un éternel rebelle

Arrêté par les organes de sécurité le 20 avril à Belgrade, M. Milovan Djilas a connu à plusieurs reprises les prisons yougoslaves avant le régime communiste alors qu'il était un militant du Parti communiste clandestin à l'université de Belgrade, puis après la guerre parce que ses anciens compagnons de lutte n'admettaient pas les critiques d'un homme qui, à travers les vicissitudes d'une longue carrière, a toujours voulu préserver sa liberté de pensée et d'expression.

Né en 1911 dans le Monténégro, M. Djilas est, pendant la guerre des partisans contre l'occupant nazi, un des plus proches collaborateurs de Tito. Général de l'armée populaire, il conduira la première mission militaire de son pays à Moscou. Il voue alors un véritable culte au « petit père des peuples » qui règne encore sur l'URSS et le mouvement communiste international. Mais dès que la rupture entre Tito et Staline s'annonce, il se range résolument aux côtés de son frère d'armes. Avec Pijade et Kardelj, il formule la doctrine du socialisme yougoslave, indépendant et autogestionnaire. Il est même le chef de la propagande du parti jusqu'au début des années 50,

où cet éternel rebelle commence à prendre ses distances.

En octobre 1953, il publie dans *Borba* une série d'articles où il critique l'évolution du Parti communiste yougoslave et propose son dépeçage au profit de simples associations. Il veut redonner la parole au prolétariat, dénoncer la luxure dans lequel vivent des dirigeants coupés du peuple et amorcer sa théorie de la « nouvelle classe dirigeante » qui lui vaudra quelques années de prison. Malgré les efforts de ses camarades pour le ramener dans le « droit chemin », il persiste et signe. Entre 1955 et 1957, il est condamné à neuf ans de prison. Libéré en 1961, il sera de nouveau arrêté l'année suivante et condamné à cinq ans pour la publication aux États-Unis d'un livre de souvenirs : *Conversations avec Staline*.

Remis en liberté en 1967, il a fait, depuis, l'objet de tracasseries diverses. Il n'en touche pas moins une retraite de président du Parlement mais continue à recevoir des journalistes étrangers dans son appartement de Belgrade, à écrire des articles et à exercer son sens critique aux dépens d'un régime qu'il a contribué à fonder.

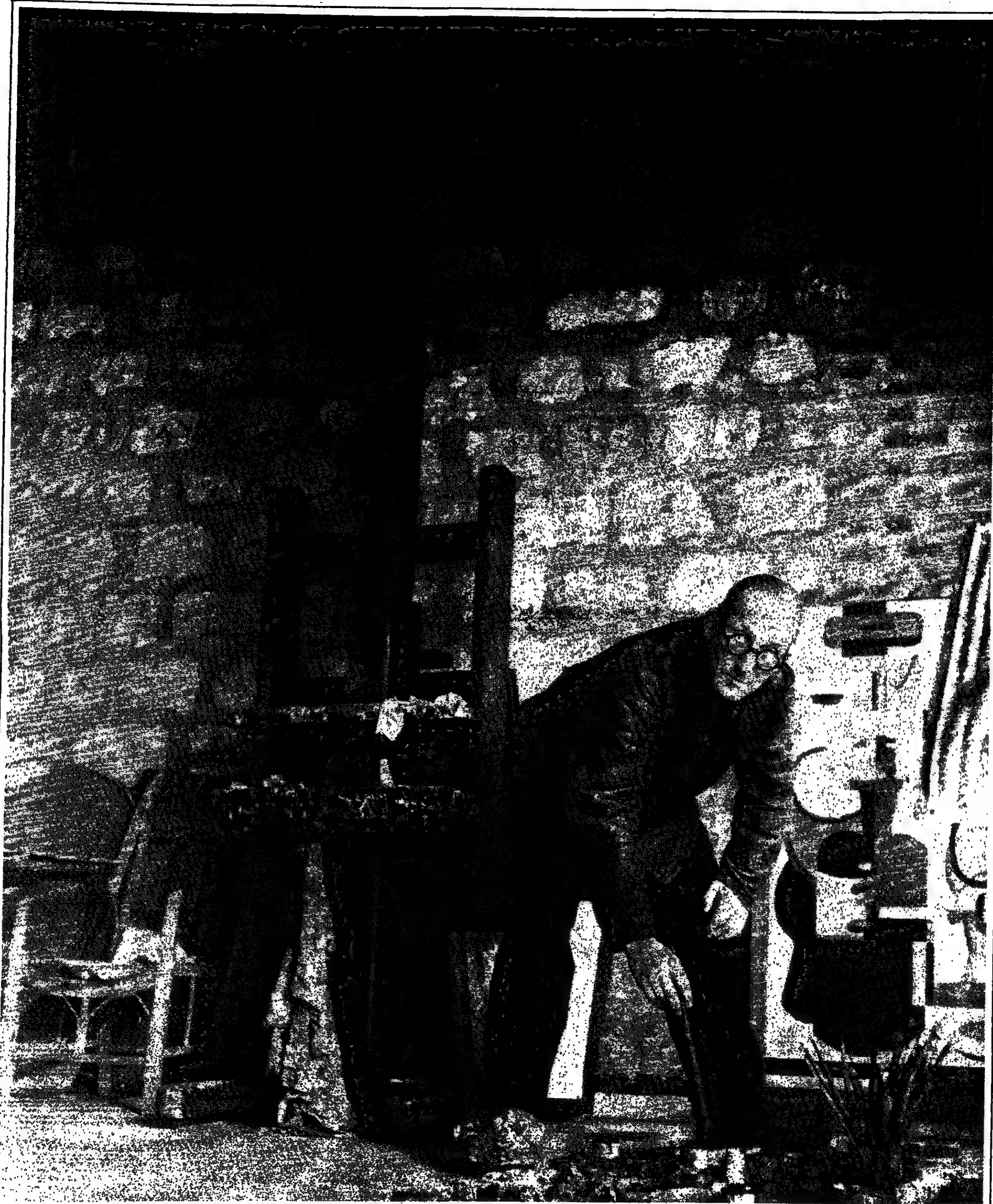
D. V.

(Publicité)

joyeuses fêtes avec  
**KRITER Brut de Brut** bien glacé  
en bouteilles ou en quarts

مكتبة الأصل





## Le Corbusier dans la polémique, page II

Hugo, Montalembert, et la laïcité, page VI

Le commerce florissant des manipulations génétiques, page XI

Taxi Girl, rock en français, page XV

Supplément au numéro 12205. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 22-Lundi 23 avril 1984.



# Le Corbusier, mort en 1965, a marqué le siècle. Architecte et plasticien de génie, il est aussi

## Villes sans loi

Air, soleil, verdure. On a mal lu la charte d'Athènes rédigée en 1933.

« **C**E matin, au Pirée, j'ai visité la fabrique des tabacs Papastatos et j'y ai trouvé appliqué le principe de l'air conditionné. » Le 4 août 1933, à Athènes, Le Corbusier illustre par cet exemple sa conférence intitulée « Air-Son-Lumière » devant le quatrième congrès d'architecture moderne (CIAM). « Tout ce confort que je puis donner à la fabrique, à mes ouvriers, lui a dit M. Papastatos, je ne puis pas le leur donner chez elles ; je ne puis même pas me le donner chez moi. »

Enchaînant vivement sur cette anecdote, l'architecte énonce avec sa conviction habituelle un credo : « Si nous voulons bénéficier du véritable air du Bon Dieu et non de l'air vicié fabriqué dans nos villes par les poussières, les gaz et les microbes, recevoir les inestimables bienfaits de la lumière solaire, plonger notre travail, nos méditations et nos nerfs dans le bain rafraîchissant du silence, nous devons bouleverser les habitudes séculaires de l'architecture et de l'urbanisme en créant de nouvelles unités de grandeur tant pour nos habitations que pour nos lieux de travail et de loisirs... » Le machinisme des temps modernes nous a conduits au seuil d'une nouvelle économie... La société contemporaine s'est absorbée, pour son malheur, dans la fabrication innombrable d'objets plus ou moins idiots, qui ne font qu'encombrer notre existence... Changeons les programmes de l'industrie ; transformons la fabrication des logis dans la grande usine, avec toutes les machines et nos équipes prodigieusement spécialisées. L'exemple existe : le wagon-lit. On a appris là ce qu'étaient l'économie et le confort. »

Et l'orateur, concluant « dans un élan juvénile », demandait que l'on reconnût « au grand liner qui passe au Pirée, la couleur, la couleur et la beauté, une seule attitude : l'esprit ! »

Cinquante ans plus tard, Athènes ne s'est pas ressaisie

dans « la grâce et la beauté ». Autour de l'Acropole où Le Corbusier disait avoir rencontré, plus jeune, la notion de l'« irréductible vérité », aux pieds de ce Parthéon « net, propre, intense, économe, violent », qui avait fait de lui un « révolté », une métropole moderne s'est imposée sans répit.

Abasourdie, encombrée, poussiéreuse, elle passe, en dépit d'une aimable fébrilité orientale et de ses oasis archéologiques, pour une des villes les plus laides d'Europe... Une ville construite au jour le jour, sans plan, tracée par l'urgence à loger des millions de nouveaux citoyens. Pas d'urbanisme scientifique ici, ni même de ces grands ensembles qui causent aujourd'hui tant de soucis aux pouvoirs politiques

toriens et les architectes qui commémoreraient en décembre dernier à Athènes, en présence de plusieurs témoins de l'époque, le cinquantième de la charte n'étaient pas tous venus « enterrer une utopie ».

Anniversaire difficile à dater en vérité : réunis à Athènes en août 1933, les « architectes modernes » (suisses, allemands, hollandais, français...) ont surtout discuté sur le bateau prêt par un mécène, le *Patris II*. A Marseille, au retour, il fallut la journée du 13 août pour que l'on s'accorde à peu près sur des « constatations » publiées quelques mois plus tard dans une revue technique éditée en Grèce, sur le ton plat et convaincu des vœux pieux : « Les heures de pointe de la circulation révèlent un état critique... » Il

En quatre-vingt-quinze points abondamment commentés de sa main, Le Corbusier confortait les thèmes qu'il avait déjà développés en faveur d'une ville fonctionnelle, rationnelle, hygiéniste, « à la mesure naturelle de l'homme », précepte le plus volontiers oublié par ceux qui, ensuite, construisirent au nom des mêmes principes les grands ensembles que l'on sait.

Les constatations sur l'état déplorable des banlieues, l'insuffisance des terrains de jeux, étaient justes. Mais les auteurs n'exprimaient aucun doute sur la validité universelle de leurs propositions, et livraient pélo-mêle des évidences qui allaient être oubliées dans la pratique et des préceptes (sur la construction en hauteur par exemple) qui

« le barde d'une civilisation hypothétique pour hommes-machines, interchangeables ». La suite politico-économique des événements donna tort à son camp.

Résumés dès 1946 dans *Architecture d'aujourd'hui* par un disciple de Le Corbusier et traduits par Raoul Dautry, ministre de la reconstruction, dans une charte (administrative celle-là, les principes simplifiés de la charte d'Athènes — que peu de gens sans doute avaient lue — allaient servir de modèle.

« Les techniciens et les industriels croient volontiers que le progrès technique entraîne systématiquement le progrès social », a dit Paul Heury Chombart de Lauwe. Or nous savons qu'il n'en est

élu, ce système a été dominant, selon lui, parce qu'il convenait à l'organisation des pays industriellement développés et correspondait à la situation technique, bureaucratique et politique de la France en particulier. » Administration étatique puissante, corps d'ingénieurs fonctionnaires bien organisés, concentration progressive des entreprises du bâtiment... Tout allait dans le même sens.

Cette thèse est évidemment contredite par les responsables de l'époque, Eugène Claudius-Petit, ministre de la reconstruction et de l'urbanisme de 1948 à 1952, ami et admirateur de Le Corbusier, rappelle à chaque occasion, avec véhémence, la situation tragique du logement en 1945, le manque total de confort et d'hygiène dont souffrait une grande partie de la population.

Il tient pour responsable de la ségrégation sociale, qui a été aggravée par les constructions nouvelles, les systèmes cloisonnés de financement qui ont empêché de bâtir, côté à côté, les logements qui étaient destinés aux familles aisées et les autres. L'impossibilité d'attribuer intelligemment les terrains en fonction de leur usage (équipement ou logement) et toutes les fatalités auxquelles se heurte l'urbanisme au quotidien, souvent recensées depuis, ont fait le reste.

« Si vous ne pouvez pas décrire un homme, comment pouvez-vous prétendre faire une ville », dit Aldo Van Eyck, en apôtre de l'humilité contre-révolutionnaire, comme d'autres, en politique ou ailleurs, ont retrouvé Dieu après avoir adoré Marx. « Une ville, c'est forcément le chaos organisé. Dans un tableau de croisement des fonctions, il manquera toujours quelque chose. Ils ont refusé la poésie, alors que c'est elle la précision, l'exactitude même. »

Autant on demeure ébloui par la poésie, le lyrisme plastique et la sérénité puissante de l'architecture de Le Corbusier, autant on est emporté par l'invention, l'audace littéraire et la vivacité de ses propos polémiques, autant on aurait dû se défendre de prêter foi à l'évidence périlleuse des « terribles injonctions » contenues dans la charte d'Athènes.

L'architecture ne peut résoudre à elle seule les problèmes sociaux comme en atteste aujourd'hui le sort très contrasté des quatre *Cités radieuses* construites par l'architecte : le succès de Marseille ne se dément pas, tandis qu'on ferme celle de Briey-en-Fr.

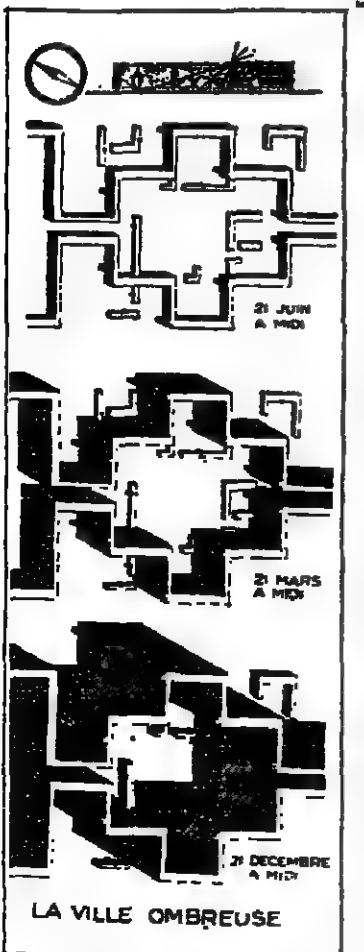
En rédigeant la charte, les architectes « modernes » ont fait preuve, on en est sûr aujourd'hui, d'un « optimisme exagéré ». En se comportant comme un « groupe d'intellectuels avides de mobiliser l'autorité » (il faut relire la lettre écrite à Joseph Staline pour lui signifier que le congrès, initialement prévu à Moscou, n'y viendrait pas, à cause du choix rétrograde qui venait d'être fait dans le concours pour le palais des Soviets, et mesurer leur arrogance), ils ont signé une « promesse qui ne peut être tenue », selon la thèse de Jean-Claude Garcias.

« Le nom d'Athènes apparaît comme un bouclier d'incantation et le mot de charte comme une injonction à penser droit », écrit Le Corbusier. Les pays neufs, qui connaissent aujourd'hui d'immenses difficultés à organiser la croissance urbaine, la Grèce elle-même, où l'on prépare, enfin, des plans d'urbanisme, pourront lire utilement la charte. A condition de ne pas cesser de penser.

MICHELLE CHAMPENOIS.



Le Corbusier sur le paquebot *Patris II*, au retour d'Athènes en août 1933



Gaston Bardet dénonce en 1945, dans *Pierre sur pierre*, la « tricherie » de la ville radieuse qu'il affuble des ombres géantes d'un 21 décembre.

d'Europe occidentale, après avoir été leur fierté de reconstruteurs.

De ce congrès d'Athènes, on n'a pas retenu le discours lyrique de Le Corbusier sur l'air conditionné ni même les propos enthousiastes de Fernand Léger sur la vitesse, la couleur et la collaboration souhaitable des peintres avec les architectes, mais un document un peu mystérieux, la « charte d'Athènes », qui, cinquante ans après, continue de susciter une vive polémique.

Est-elle ou non cette muse démoniaque qui a inspiré l'urbanisme de l'après-guerre : stricte séparation des zones industrielles, des cités-dortoirs et des quartiers d'affaires, créant des villes insipides d'où l'on s'échappe pour rejoindre une campagne lointaine ou une ville ancienne elle-même atrophiée, progressivement vouée aux seuls loisirs ? Sommes-nous victimes des excès d'un fonctionnalisme ignorant la complexité de la vie urbaine, incapable de la reconstituer en laboratoire, ou d'une mauvaise interprétation d'excellents principes ?

Le débat qui eut lieu à l'époque et plus vivement encore dans les années de l'immédiat après-guerre, avec des enjeux concrets, n'est pas clos. Les his-

font exiger que la distance entre le lieu de travail et l'habitation soit réduite au minimum...

Elles auraient sans doute été oubliées si Le Corbusier n'avait jugé bon de les éditer à Paris (anonymement en 1941, puis sous son nom en 1943) assorties de commentaires et d'une préface de Jean Giraudoux appelant à lutter contre la « déperdition de l'âme nationale » et à reconnaître les « droits urbains » du citoyen. Plusieurs rééditions ont suivi et la charte est sortie en « poche » en 1971, au moment où l'on s'inquiétait sérieusement des méfaits de l'urbanisme fonctionnel.

La présentation graphique familière à Le Corbusier (reprise aux Editions de Minuit) accentuait le ton comminatoire des « il faut exiger » et le caractère naïvement confiant dans la possibilité de changements humains et économiques, à coups de slogans : « Il faut libérer le sol en faveur de larges surfaces vertes ! » - « Le piéton doit pouvoir suivre d'autres chemins que l'automobile ! » - « L'intérêt privé sera subordonné à l'intérêt collectif ! » - « Un nombre minimum d'heures d'ensoleillement doit être fixé pour chaque logis ! ».

seraient récupérés, sans nuance, par l'industrie et l'administration.

S'il est aisé aujourd'hui de constater avec Aldo Van Eyck, architecte hollandais qui critiqua les CIAM de l'intérieur (ils continuèrent de se réunir jusqu'en 1956) que « les modernes ont laissé à l'Europe des villes blessées, saccagées au nom de règlements savages, pour le seul avantage de la mobilité et de la circulation », on a oublié le débat qui les opposa, au moment de la reconstruction, aux « régionalistes ».

Un Gaston Bardet, urbaniste épris des méthodes anglaises et favorable à la construction de cités-jardins, voyait dans la charte d'Athènes non un « Coran inédit », mais la « mise en aphorismes de ce que les urbanistes de tous les pays répètent depuis le début du siècle ». Tracant les ombres d'un 21 décembre au pied des immeubles, au lieu du soleil de juin qui illumine la Ville radieuse de Le Corbusier, il prédisait aux futurs habitants un « micro-climat de cave ».

Attentif à la « topographie sociale » et aux relations humaines complexes qui s'établissent dans une ville, comme l'a rappelé Jean-Louis Cohen, il voyait dans son adversaire

rien. « A la Libération, on n'en doutait guère.

Pour respecter la « priorité absolue » - construire à bon marché et loger tout le monde afin de rattraper le retard pris avant et pendant la guerre, - les pouvoirs publics se sont emparés des modèles (le logement minimal par exemple) mis au point par les CIAM, qui avaient imprudemment inscrit la notion de « rendement » en exergue de leur manuel.

« L'industrie n'a pas été au service du logement, estime Bernard Huet. A l'inverse, par un retour diabolique, les travaux parfois légitimes et humanistes des CIAM ont servi la norme industrielle. »

Aux deux autres systèmes urbains en concurrence (le modèle régionaliste de Gaston Bardet, ou les villes neuves, comme Le Havre de Perret, reconstruites le long de rues et de places traditionnelles), on a préféré la solution la plus « expressément moderne : un espace abstrait, homogène, qui ignore les traces physiques, qui égalise ; un espace sans mémoire, sans substrat historique, non orienté, fragmentaire », selon l'analyse de Bernard Huet. « Malgré les réticences et les réactions très fortes des populations et des

هكذا من الأصل



*l'auteur et l'inspirateur d'utopies urbaines souvent mal appliquées et aujourd'hui sévèrement contestées.*

## La cité radiée

Dernière victime de la crise en Lorraine, l'immeuble de Briey ferme.

**A** Marseille, dans l'immédiat après-guerre, Le Corbusier construisait la célèbre Cité radieuse, première application de sa théorie de l'« unité d'habitation de grandeurs conformes » : c'est la fameuse « maison du fada », immeuble prodigieux, visité par des flots de touristes, et sans aucun doute le plus chic, le plus snob peut-être, des ensembles de logements collectifs qui aient jamais été édifiés.

Trois autres suivirent, à peu près identiques : Rezé-les-Nantes en 1955, Briey-la-Forêt en 1961 et Firminy-Vert en 1967. Ici et là, on ne les appelle que les Corbu ; ils ont focalisé haines et enthousiasmes. Or voici que l'un d'entre eux meurt : dans peu de jours, Briey sera fermé.

Dans le froid et la brume, la cité qui se voulait radieuse émerge, sinistre, du carré de pré que lui tailla Le Corbusier dans la forêt lorraine et qui est aujourd'hui semé de détritus épars : ustensiles ménagers jetés du dix-huitième étage, épluchures, serviettes hygiéniques, canettes de bière. Il reste trois voitures sur le vaste parking. Le magasin Coop a fermé ; le hall de l'immeuble est en ruine ; ses vitres cassées ou grises de crasse.

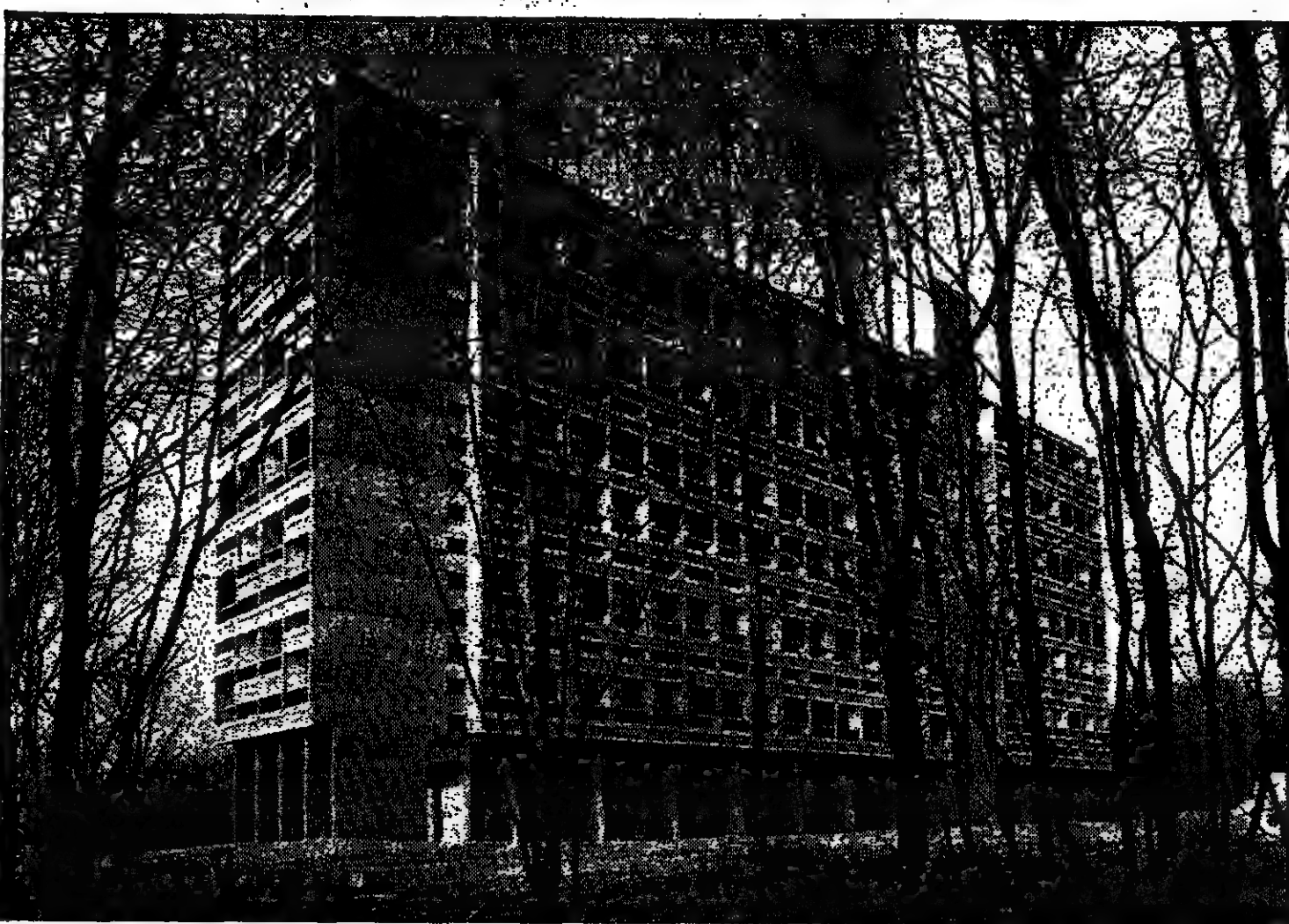
La boutique du rez-de-chaussée, qui était un lieu essentiel de la vie collective, a été désertée par son propriétaire vers la fin de l'été dernier. Elle offre ses planches arrachées ; des néons débranchés y diffusent une lumière blême. Dès l'entrée, on est en plein fantasme : « Escaliers dangereux, risque de viol (sic), de vol et d'homosexualité, etc. », préviennent des graffitis à la craie. C'est bien la fin. Quelques familles subsistent là, une dizaine quand l'immeuble compte trois cent trente-neuf logements.

On avait depuis longtemps coupé le chauffage d'une partie de la cité ; on a tout interrompu fin février, prêtant un convecteur électrique aux locataires solitaires. Une rue intérieure est fermée d'une porte de fer ; certains interpellés condamnés au chahut. Il y avait trois ascenseurs : on a mis fin, le 31 mars, au fonctionnement du dernier. Il ne reste plus qu'à emprunter les cages d'escalier qui, rongées par le vandalisme, puent la pisse ; les fers y rouillent comme sur un navire de haute mer. Partout, des inscriptions, amoureuses, obscènes, racistes ou simplement punks, et aussi d'extraordinaires lettres d'adieu : « Folle de cité », « La cité est l'un des meilleurs monuments historiques » et encore « Pourquoi s'aimer alors qu'on n'est fait pour se séparer », et ailleurs, plus prosaïque, « La cité vous dit merde ».

Et ce long texte sur l'un des pilotes qui portent l'immeuble et qui devaient assurer le passage de la nature et de la lumière : « Adieu ma Cité radieuse, et pourquoi que, quand on aime quelqu'un, il faut toujours qu'il nous quitte. Adieu ma cité, adieu ; mais je t'aime ; adieu ! je ne t'oublierai pas ».

Les rues intérieures, ces couloirs généreux qu'avait voulu Le Corbusier, sont borgnes ; les lampes ont claqué, à cause des courts-circuits engendrés par les prises électriques pirates. Le sol est dégradé, les boîtes aux lettres arrachées.

A l'automne, quand vivaient encore ici une quarantaine de familles, il traînait partout des vélos et des chiens ; des gosses jouaient au foot à grands coups de ballon dans les portes. Les diverses rues avaient leur réputation. A l'entrée de la troisième, cette inscription : « rue des cons » et « des espions mornions » ; à la quatrième : « rue des sympas ».



Le radicaux divisaient les quelques familles qui ont campé cet hiver dans la grande carcasse. Cette dame, affligée d'un enfant handicapé, se déclarait tout de go « cas social ». Et en effet : avec un revenu de 1 600 francs par mois, elle devait à l'office HLM un arriéré de loyers de 11 230 francs ; assignée en référé avec d'autres locataires devant le tribunal d'instance de Briey, elle collectionnait les sommations d'huissier. Une lettre lui avait signifié son expulsion pour le 22 novembre ; on ne chasse personne durant l'hiver, bien sûr, mais elle savait qu'elle n'en avait plus que pour quelques mois. Au printemps, la Cité serait vidée : « De toute façon, ils vont la refaire. Ils refont déjà des logements ; on a vu des bagnoires », inventait-elle.

Son grand problème, ce n'était pas sa misère à elle mais les Arabes : « D'ailleurs on leur parle pas ! Tout a commencé avec leur arrivée... On ne peut plus sortir, ni aller voter la famille... Tout le monde peut rentrer ; ils ont les clés ; leurs enfants passent par les passe-plats. » Pauvres passe-plats du Corbu qui devaient faciliter la communication ! On ne pouvait plus chauffer cette

immense baraque vide ; malgré le déficit qu'assumait l'office départemental HLM, les charges étaient trop lourdes et le loyer d'un quatre pièces passait de 892,55 francs l'été à 1 425,09 francs l'hiver. Au mois de mai 1983, alors que plus de cent logements étaient encore occupés, un article du *Republicain lorrain* affirmait déjà que le déficit d'exploitation s'était élevé, en quatre années, à plus de 6 millions de francs.

Alors, faut-il détruire le Corbu ? Personne n'en prendrait jamais la responsabilité. Et pourtant, on a épuisé toutes les solutions de rechange. En 1980, comme la gendarmerie nationale était à l'étroit, on avait envisagé d'y installer la brigade de Briey et le commandement de l'escadron d'arrondissement ; on a parlé d'une prison, faux bruit ; on avait pensé aussi à une rue administrative, à une rue de personnes âgées, à un hôtel, à un institut universitaire de technologie ; et les représentants d'un important groupe de promotion privée seraient venus en catimini y étudier la possibilité d'une réhabilitation générale et de la vente des appartements en copropriété ; car, paradoxalement, on manque de logements dans la région.

Mais tout cela est abandonné, il est trop tard pour quoi que ce soit ; alors, on a songé à détruire cette énorme masse de béton armé. Une estimation du coût de l'opération, effectuée à la demande du conseil général au printemps 1982, en a montré l'absurdité ; il en aurait coûté pas moins de 30 millions de francs : 12 pour détruire et 18 pour évacuer les gravats !

Il semble qu'il n'y ait plus d'autre solution que la fermeture de la Cité radieuse. Dans quelques jours, un mur de parpaing obturera l'entrée, isolant l'immeuble du reste du monde. Il lui restera, vide, à constituer une ruine grandiose et à laisser le temps éroder sa façade inscrite à l'inventaire des Monuments historiques.

Comme celle de Firminy, qui connaît aussi de gros problèmes, cette cité aura pâti d'un environnement économique catastrophique, marqué (peu après son achèvement) par la fermeture des mines de fer du bassin de Briey, à la suite de la crise de septembre 1963 : elle aura souffert aussi de son isolement physique par rapport à la ville ancienne, isolement voulu par l'architecte qui espérait que sa construction lorraine constituerait ainsi « le bout de la

preuve... une unité d'habitation en pleine campagne ».

Dès l'origine, les rapports furent difficiles avec le chef-lieu. « Une ville factice de trois mille quatre cent quarante-quatre habitants sera-t-elle construite à Briey ? » s'inquiétait l'*Est républicain* du 31 octobre 1957. L'isolement, l'inachèvement du plan masse, le changement de municipalité lors des élections de 1959, devaient s'associer pour faire de cette opération un désastre social.

Quoi de plus significatif que le revirement d'un journaliste, André Falk, qui, après avoir tiré dans le numéro de septembre 1959 de *Sciences et Vie* : « Un paradis de millionnaires pour les salariés de Briey », écrivait au début 1962 dans le *Figaro littéraire* : « C'est un fait : le sous-prolétariat des corons, qui s'est trouvé un toit de l'an 2000 à Briey-la-Forêt, y est opprimé par sa solitude ».

Rapidement s'enchaînèrent une suite incontrôlable de faits avérés et de rumeurs fantaisistes. La Cité radieuse fut la ville étrangère, inquiétante ; chaque fait divers y prenait une résonance qu'il n'eût pas connue dans la vieille ville. Falk notait que « dans la cité modèle, un quart des habitants sont Italiens (des Calabrais surtout), frustrés, déçus, qui ne peuvent se passer de la rumeur des voisins et transformeraient volontiers les rues intérieures en marchés publics ».

On a aujourd'hui oublié les Calabrais pour ne retenir que les Nord-Africains, « qui, dès le début, mirent des lapins dans leurs bagnoires » ; et la peur du souk a remplacé celle du marché méridional.

Toujours est-il que, de cinquante logements vacants en 1977, on passa à cent en 1978, cent trente en 1979, cent cinquante en 1980, deux cent dix en mai dernier et trois cent trente aujourd'hui. Dans quelques jours, Briey-la-Forêt aura vécu.

Née avec une crise de la métallurgie, morte avec une autre après un peu plus de vingt ans de malheur, cette Cité radieuse a connu un destin radicalement différent de celui des cités de Marseille, Rezé et Firminy, constructions pour-tant assez semblables. Cela

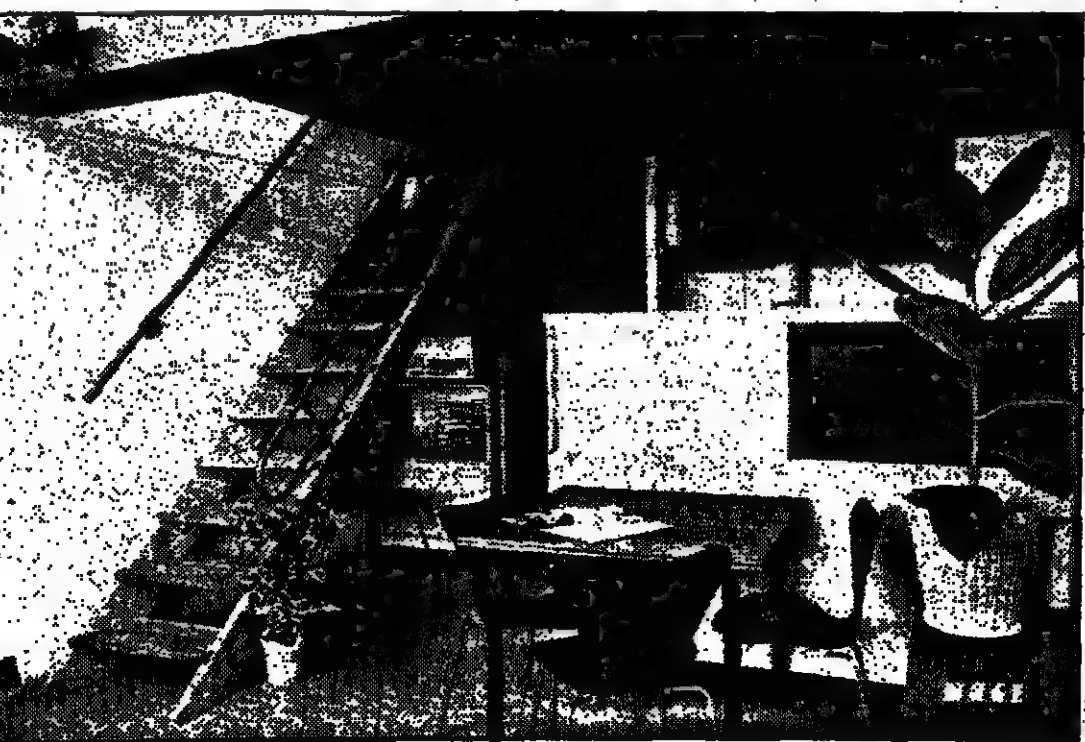
prouve que, même conçue par un créateur d'exception, l'architecture n'est pas maîtresse du destin des hommes qu'elle abrite ; les jeux imprévisibles de l'histoire, des situations locales, des flux et reflux de l'économie, des querelles de clochers et des archaïsmes régionaux bouleversent le cours des choses de manière capitale. Cela prouve aussi que la particularité de l'organisation interne des Cités radieuses de Le Corbusier, tant au niveau des logements que des rues intérieures, est, selon les circonstances, susceptible de faire naître les réactions les plus divergentes : de l'hostilité sans appel, que chaque détail quotidien ne cesse de renforcer, à l'adhésion enthousiaste et parfois presque fanatique, conduisant certains groupes humains à y déployer une capacité d'organisation collective, d'entraide et d'esprit de clan tout à fait exceptionnelle.

L'analyse des Corbu montre que la cohésion du groupe, la cohabitation de populations de culture différente n'est possible qu'au prix de discussions, de rupture de l'anonymat, de militantisme des locataires, liés entre eux en grande partie par le fait même de se savoir l'objet d'une expérience très particulière.

Elle prouve encore que les Cités avaient absolument besoin d'être « complètes » : l'école sur le toit-terrasse, à Firminy, maintient la solidarité d'un ensemble humain déjà très ébranlé ; à l'inverse, l'inéquipement de Briey a beaucoup compté dans son échec lamentable, dans la mesure où il a manifestement renforcé le sentiment de solitude éprouvé par ses habitants.

Cette solitude (partiellement voulue par un architecte dont il ne faut pas sous-estimer la lucidité mais qui était quand même tout imprégné du mythe splendide du paquebot et des « hommes admirables » et voyait, dans l'isolement, le moyen de faire se développer une communauté humaine nouvelle et harmonieuse) est peut-être sa plus grande erreur ; si elle a pu, dans l'après-guerre, aider à l'animation de la vie collective, elle est en retour totalement responsable des drames de Briey dressant la haine du vieux bourg, accentuant les réactions d'antipathie ; au contraire, à Marseille et à Rezé, la proximité de la ville enrichissait les unités de tout ce qui leur manquait et offrait aux habitants le bonheur d'un nouveau mode de vie qu'ils avaient le sentiment d'avoir choisi, tout en conservant à quelques pas de chez eux les plaisirs urbains traditionnels.

FRANÇOIS CHABLIN



### En toute Logique

PROBLÈME N° 282  
SUITE AU CARRÉ

Douze et treize, deux nombres entiers apparemment sans autre point commun que d'être consécutifs, ont le bon sens de s'additionner pour former un carré : vingt-cinq.

Intéressons-nous plutôt aux suites de quatre entiers consécutifs. Quelle est la plus petite de ces suites capable de s'additionner en un carré parfait ? (Solution dans le *Monde Aujourd'hui*, daté 6-7 mai.)

SOLUTION DU PROBLÈME 281  
Multipliez les premiers de 2 à 13 pour obtenir N. Auxun des trois nombres N-14, N-13, ..., N-p, ..., N-2, n'est premier puisque, par définition, N et p sont multiples au moins d'un même facteur supérieur à 1.

PIERRE BERLOQUIN.



## Cherchons en chœur

Issus du sommet de Versailles, dix-huit groupes de recherche internationaux sont au travail.

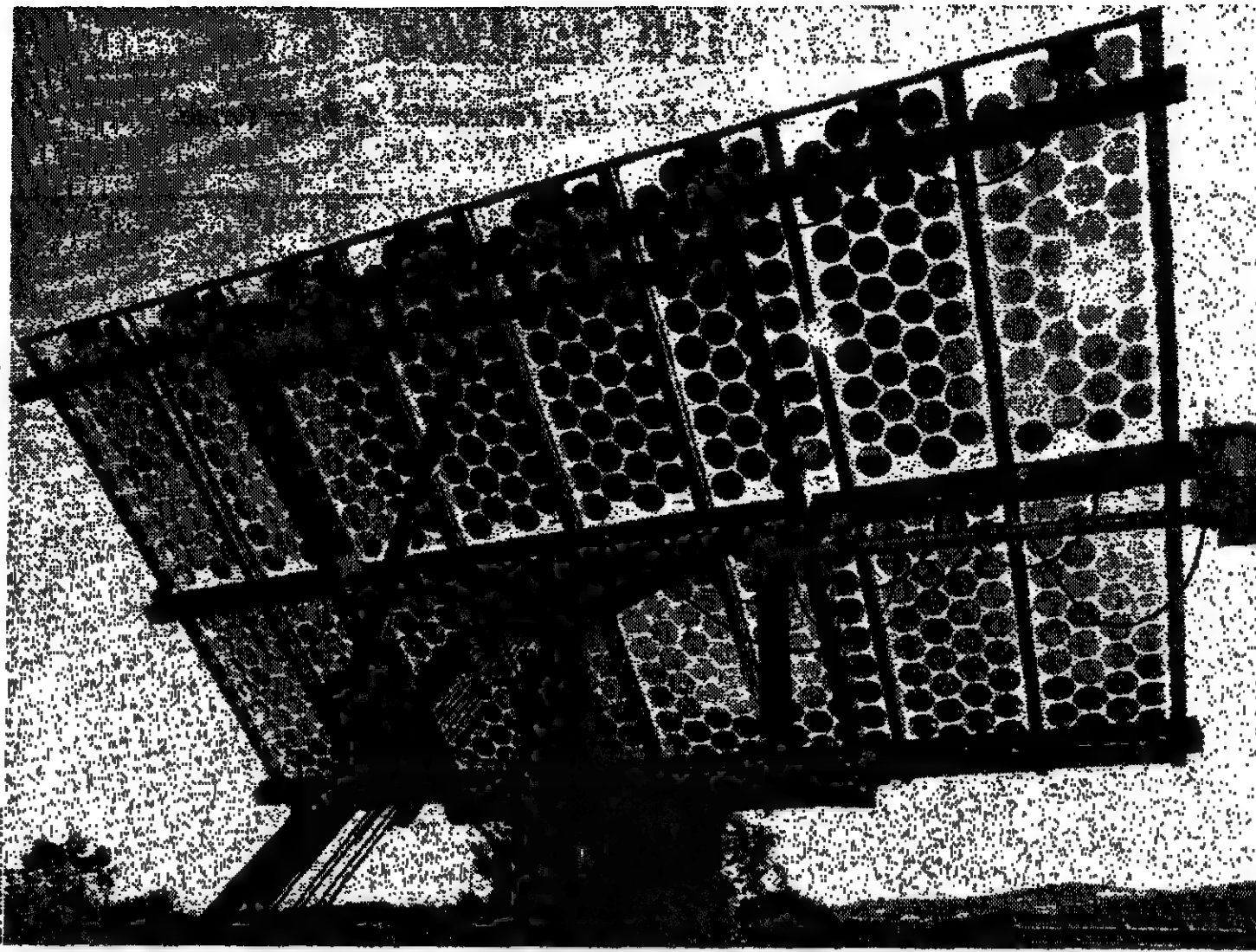
**S**OUS les montagnes cheminant des filets d'eau qui, convergeant, vont grossir des torrents, puis des rivières. Sous les « sommets » politiques, les idées et les projets circulent parfois de la même façon. Le public n'a pas conscience de cette gestation, jusqu'au jour où des propositions en bonne et due forme affleurent. C'est ce qui arrive à ce qu'on appelle le groupe de travail TCE (Technologie, croissance, emploi) né, sur l'initiative du président Mitterrand, d'une décision des chefs d'Etat et de gouvernement réunis au sommet de Versailles en juin 1982.

Son but était « d'analyser les perspectives offertes par les nouvelles technologies, les problèmes et les enjeux qui leur sont liés, en particulier en ce qui concerne la croissance et l'emploi ».

En janvier 1983, sous la présidence de Jacques Attali, sortait un rapport où dix-huit thèmes de coopération multilatérale étaient arrêtés, allant des technologies alimentaires à l'exploration du système solaire, en passant par la robotique avancée, les réacteurs à neutrons rapides, etc.

Ce rapport fait — et bien fait — allait-il, comme d'autres, hélas, figurer au musée des projets sans suite ? Ce ne fut pas le cas. Sept pays (la France, la République fédérale d'Allemagne, le Canada, les Etats-Unis, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni) commencèrent à travailler sur les idées lancées, avec des représentants des Communautés européennes et en concertation avec l'OCDE.

Le succès appelant le succès, de nombreux pays non membres du « sommet » demandèrent par la suite leur adhésion à des groupes.



L'affaire est suivie de près à l'Elysée par Jacques Attali, à Matignon par François Gros, conseiller scientifique du premier ministre et chef de la délégation française du groupe dont le secrétaire général est Yves Stourdz, directeur général du CESTA (Centre d'études des systèmes et des technologies avancées).

A Williamsburg, sommet qui suivit, en 1983, celui de Versailles, le président Reagan tint à saluer les efforts accomplis par le groupe de travail, et, pour préparer le sommet de

1984 qui se tiendra à Londres en juin prochain, le conseiller scientifique de M<sup>re</sup> Thatcher a déjà réuni deux fois les délégations. La dernière rencontre a eu lieu fin mars.

La démarche du groupe de travail TCE a été originale. Pour vaincre le scepticisme des délégations, il s'est efforcé d'entrée de jeu de présenter des dossiers analytiques aux experts, évitant de s'embourber dans le marais des grands principes. Petit à petit se sont dégagées des idées-forces qui n'étaient parfois que des rap-

ports de crise. Citons parmi celles-ci la réaffirmation de l'importance de la recherche fondamentale, la nécessité de la libre circulation des idées et des produits, le rôle mixte des gouvernements et du secteur privé, les premiers devant aider les projets de hauts risques financiers et préparer l'environnement pour le rendre plus réceptif à l'innovation. Pour faciliter le bon accueil des techniques nouvelles et compenser les effets traumatiques dans l'opinion (chômage), les efforts doivent être accomplis à tous

les niveaux : éducation, médias, contacts avec les syndicats, etc.

Enfin, il est important de mieux faire comprendre aux pays en voie de développement que l'apport des techniques nouvelles ne doit pas se limiter à la santé et à l'agriculture. A eux, certes, de choisir et d'ajuster les processus d'innovation qui peuvent leur être utiles dans des domaines variés.

L'expérience de travail déjà acquise dégage une « philosophie » qui tend à se généraliser, celle de la « géométrie variable » et du bon sens, les partici-

pants choisissant tel ou tel projet, la direction étant assurée par le ou les pays qui veulent faire un effort particulier, notamment sur le chapitre du financement. Les opérations peuvent être toutes nouvelles ou, au contraire, compléter des actions bilatérales. Elles doivent déboucher non seulement sur des recherches en commun, mais sur des accords industriels.

Pas d'effervescence brouillonne donc. Il est encore trop tôt pour porter un jugement d'ensemble. Nous publions ci-dessous les premiers résultats obtenus. Il est significatif, en tout cas, que, dans des enceintes très diverses où se retrouvent souvent au reste les mêmes hommes — qu'il s'agisse de la CEE (programme ESPRIT) ou de l'OCDE — des experts entendent coopérer pour maîtriser au mieux le changement technique qui s'accroît.

Dans ces laboratoires du futur, beaucoup d'hommes politiques, et M. Mitterrand en tête, voient la « sortie » par le haut du marasme économique, la réalisation de la croissance. Il est sûr que la création de richesses par les robots — pour ne parler que d'eux — créera plus d'emplois à moyen terme que ceux qui ont été supprimés par leur arrivée. Encore faut-il le faire comprendre pour que les réactions de rejet ne se multiplient pas au nom de la sauvegarde des industries traditionnelles. Comme si la seule façon de les sauver n'était pas précisément de leur infuser les techniques les plus modernes.

C'est ce qu'a bien vu M<sup>re</sup> Thatcher, qui a demandé que le coup de projecteur soit mis au prochain sommet de Londres sur l'éducation et la préparation du public à ce nouveau âge.

PIERRE DROUIN

## Robots sous-marins et satellites polaires

### I. — Gestion des ressources énergétiques

#### 1) Energie solaire photovoltaïque (Italie, Japon).

Il s'agit d'obtenir une meilleure qualité et une production de masse des cellules photovoltaïques, ainsi que des systèmes qui en relèvent. Sont principalement mis à contribution le « simulateur solaire » japonais et le Centre international de recherches que l'Italie met en place. Ce projet a eu beaucoup de mal à démarrer, mais les résultats sont maintenant positifs.

#### 2) Fusion thermonucléaire contrôlée (Communautés européennes, Etats-Unis).

Le développement de cette nouvelle source d'énergie prendra plusieurs décennies et exigera un effort financier considérable. Deux réunions à Washington se sont tenues pour discuter sur les options.

#### 3) Photosynthèse (Japon).

Cette source d'énergie peut être dans l'avenir d'autant plus importante qu'elle constitue un procédé naturel convertissant l'irradiation lumineuse du Soleil en énergie chimique et électrique. C'est incontestablement aujourd'hui le projet de coopération qui marche le plus mal.

#### 4) Réacteurs à neutrons rapides (Etats-Unis, France).

Il y avait déjà une coopération européenne à ce sujet. Elle s'ouvre aux Etats-Unis et au Japon. La surrégénérateur est dans une phase de développement beau-

coup plus avancée que d'autres technologies renouvelables, et il est intéressant pour l'Europe d'observer grâce à ce groupe de travail la sensibilité des Japonais et des Américains sur la question.

### II. — Gestion des ressources alimentaires

#### 1) Technologies alimentaires (France, Royaume-Uni).

Les trois principaux domaines où s'ouvre la collaboration sont les procédés alimentaires, l'évolution de l'effet des additifs et les problèmes des pays en voie de développement. Un accord a déjà été signé par les premiers participants. Il semble que les Italiens, les Canadiens et les Japonais vont se joindre au groupe.

#### 2) Aquaculture (Canada).

La France est très active sur ce chapitre de la culture d'organismes aquatiques. Ce développement est stimulé par le besoin particulier de créer des emplois dans des zones rurales et par la constatation que les ressources naturelles en poissons sont maintenant exploitées à leur maximum.

### III. — Amélioration des conditions de vie et d'emplois et protection de l'environnement

#### 1) Télédétection spatiale (Etats-Unis).

Le but est de renforcer les accords existants avec comme sujet principal le satellite polaire.



#### 2) Trains à grande vitesse (France, République fédérale d'Allemagne).

Bonn a d'abord été très sceptique, puis s'est intéressé à la question. Deux opérations concrètes ont été menées ou sont prévues :

#### a) Un symposium technique à Munich en 1983 sur les avantages comparés du roue-rail et de la suspension magnétique, dont les études en Allemagne arrivent maintenant au prototype ;

#### b) Un symposium sur l'analyse socio-économique des TGV est prévu en 1984 à Paris.

#### 3) Habitat et urbanisme pour les pays en voie de développement (France).

Projet difficile : la première étape a consisté à rassembler dans un fichier les réalisations

existantes, puis un réseau d'informations s'est constitué. Enfin, des projets types pour les PVD sont en cours d'élaboration.

#### 4) Robotique avancée (France, Japon).

Le projet consiste à internationaliser une proposition japonaise. La France a déjà relevé le défi, qui implique une forte collaboration entre le public et le privé. Dix-huit grandes firmes japonaises sont intéressées et, en France, quatre-vingts industries ou centres publics ont répondu favorablement et se sont réunis en consortium. Les premières études portent sur les robots sous-marins.

#### 5) Impact des nouvelles technologies sur les industries traditionnelles (France, Italie).

L'Italie a proposé de comparer une zone italienne à une zone

française dans le domaine du textile : les régions de Castres-Mazamet et du Prato près de Florence ont été choisies. Les experts étudient les conséquences de l'introduction de la micro-électronique et des technologies de l'information dans de nombreuses branches de l'industrie textile.

#### 6) Biotechnologies (France, Royaume-Uni).

Un réseau international de formation aux biotechnologies a été proposé aux chefs d'Etat et de gouvernement par la France et le Royaume-Uni. Il s'appuiera sur des centres de formation existants, assistera et soutiendra les étudiants. Un effort particulier sera fait en faveur des étudiants du tiers-monde.

#### 7) Matériaux avancés et normes (Etats-Unis, Royaume-Uni).

L'objet est d'encourager la mise au point de règles d'utilisation et de spécification pour les matériaux avancés. Les Britanniques sont très actifs dans ce domaine.

#### 8) Application des nouvelles techniques à l'éducation multimédias (ANTEM) (Royaume-Uni).

Ce programme ANTEM a surtout pour but l'acquisition de développer des bibliothèques de logiciels éducatifs, et notamment un programme de réalisation de vidéodisques, avec le Canada, sur l'initiation pédagogique.

#### 9) Acceptabilité des nouvelles technologies (Royaume-Uni).

Suivant les utilisateurs, les technologies sont perçues de fa-

çon enthousiaste ou négative. Il s'agit de contribuer de plus en plus à l'amélioration des réactions défavorables. Mme Thatcher est très sensible à cet aspect des choses.

### IV. — Projets de recherche fondamentale

#### 1) Biologie (Communautés européennes).

Les discussions portent notamment sur la coopération concernant les banques de données biologiques, par exemple dans le domaine de la séquence des acides nucléiques et de protéines, dans la collecte des souches de micro-organismes, dans la banque de souches et dans la préservation du matériel végétal et animal.

#### 2) Physique des hautes énergies (Etats-Unis).

Les équipements sont coûteux et importants. Il s'agit d'éviter d'inutiles duplications grâce à une collaboration internationale. Un aperçu général de la situation a été discuté à Washington.

#### 3) Exploration du système solaire (Etats-Unis).

Les points actuellement étudiés par les experts du groupe de travail concernent les explorations vers Mars, l'étude de l'atmosphère solaire et des astéroïdes.

\* Les pays cités entre parenthèses sont responsables de l'organisation du projet.

مركز الأمل



# L'économie, science inhumaine...

Pour Marc Guillaume, les sciences sociales ont permis aux sociétés libérales de traiter l'homme comme un animal.

**E**CONOMISTE de formation — il est l'auteur d'une thèse sur la dépréciation du capital, préfacée par Raymond Barre, — Marc Guillaume, qui enseigne à l'École polytechnique et à l'université de Paris-Dauphine, a rapidement pris ses distances par rapport à cette discipline pour entreprendre une réflexion plus sociologique et philosophique sur l'évolution des sociétés contemporaines.

« Vous êtes un économiste un peu particulier ? »

« En effet. La conjoncture, la prévision, la gestion des entreprises ou la politique économique ne m'intéressent pas pour elles-mêmes. Ce qui m'intéresse, ce sont les rapports entre l'économie et la société. Nos vies quotidiennes, notre environnement, notre culture, dépendent largement de l'économie, sont soumis à l'impérialisme de sa logique et de son idéologie. »

« Vous entretenez aussi des rapports singuliers avec la sociologie... »

« Je suis proche du point de vue et des méthodes de la sociologie. Mais je n'étudie pas les mêmes objets. Les sociologues, en général, se gardent d'étudier les phénomènes sociaux qui sont directement sous la dépendance de l'économie. Il en est de même pour la science politique, qui se limite pour sa part à l'étude de mécanismes spécifiquement politiques, comme les élections par exemple, alors qu'une grande partie des arbitrages politiques sont désormais incorporés dans les mécanismes et les choix économiques. »

« Au total, ce que l'on appelle la science économique a réussi à rejeter ces autres approches dans la périphérie du social. L'ennui, c'est que la plupart des économistes ne s'intéressent pas au cœur du social non plus. Au lieu de chercher à saisir comment l'ordre économique s'est emparé du social et du politique, ils consacrent leurs efforts à des problèmes de gestion. Je ne me suis jamais résigné à ce cloisonnement des disciplines qui interdit toute véritable interrogation. »

« Pourtant l'idée de pluridisciplinarité est maintenant bien admise dans l'université. »

« C'est un mot qui est souvent prononcé en effet. Mais il ne faut pas être naïf : il masque une organisation du savoir strictement cloisonnée. La plupart des universitaires, pour s'insérer dans un milieu très hiérarchisé, sont conduits à défendre leurs créneaux sans chercher à communiquer avec les territoires voisins. Déjà pour des disciplines très cohérentes comme les mathématiques ou la physique, les « généralistes » se font rares. Sartre, Aron, étaient des généralistes du social, mais leur intérêt pour la politique et le journalisme élevait leur démarche bien au-dessus du cloisonnement universitaire. »

« En réalité, les systèmes et les organisations n'ont besoin, pour fonctionner, que d'un savoir émetteur. Les écoles et les universités, en formant des spécialistes et des gestionnaires, répondent à leurs besoins. Il n'en faut pas plus. Déjà Kepler disait que l'université est gardienne de l'ignorance. Je crois qu'il faut prendre cette formule au sérieux, sans ironie : garder l'ignorance est une fonction sociale importante, et la combattre, à l'intérieur même de l'université, ce qui reste heureusement possible, est un choix politique fondamental. »

« A l'époque où vous avez écrit *Anti-économie*, c'était déjà votre préoccupation ? »

« Oui, je voulais, en restant très simple et très près des manuels classiques, montrer les limites étroites des raisonnements économiques, démythifier un discours en apparence complexe et technique qui interdit l'accès aux questions importantes, qui naturalise des contraintes et des pseudo-lois

du marché pour les soustraire à tout débat politique. On était en 1974 quand ce livre a été écrit, donc à l'orée de la crise, et une sensibilité critique à l'égard de l'ordre économique et des finalités du développement industriel commençait à se manifester. »

« Et dix ans après ? »

« Dix ans après, beaucoup de choses ont changé. D'une certaine manière, la crise a renforcé l'idéologie économique. Maintenant qu'une croissance facile apparaît hors de portée, il n'est plus de mise de s'interroger sur les finalités de la croissance, d'avoir des états d'âme à l'égard des nouvelles technologies ou d'un modèle de consommation industriel. Les urgences de la crise, le chômage, massif et injustement réparti, imposent d'autres priorités. On en arrive même à ce que cette confrontation permanente entre les nations qui on appelle la guerre économique et dont les pays pauvres sont cruellement les frais apparaît comme une situation normale, permanente, et dont chacun, à son niveau, doit supporter les conséquences comme une fatalité. L'économie a naturalisé un régime de guerre entre les nations. »

« Mais je crois que, sous l'apparent consensus qu'impose la crise, des aspirations nouvelles se développent — surtout parmi les nouvelles générations — celles-là mêmes qui ont été en partie à l'origine de la crise et qu'on n'a pas su prendre en compte à temps. Mais maintenant il faudra opérer à chaud, c'est-à-dire sous les contraintes d'une compétition féroce et d'un corps social crispé sur les positions acquises par ses diverses composantes. Nous n'avons pas su mettre à profit le choc culturel de 1968 et la conjoncture économique exceptionnellement favorable qui a suivi pour prendre à bras le corps les problèmes de partage du travail, tenir compte du rôle social de l'entreprise, nouer des solidarités internationales. Quelle occasion perdue ! »

« Ce qui surprend dans votre pensée actuelle, c'est que vous associez au mot libéralisme le qualificatif de totalitaire. Or, le concept de libéralisme exclut par définition le totalitarisme. Pourquoi est-ce étrange rapprochement ? »

« Le libéralisme peut être qualifié de totalitaire au second degré. Le totalitarisme est manifeste quand un pouvoir central accumule tous les pouvoirs. Le libéralisme est apparemment une liberté accordée à un sous-système social constitué d'entreprises, ou plutôt c'est la possibilité d'un développement selon des règles qui ne se rattachent pas directement au pouvoir central. Mais, quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit que cette sorte de décentralisation du pouvoir a été en grande partie accordée, progressivement, par le pouvoir politique. Il a fallu plusieurs siècles en Europe pour que s'invente le libéralisme, pour qu'un pouvoir politique partagé entre un souverain et une administration qui s'étouffe découvre que l'on peut organiser la société d'une manière plus efficace en laissant jouer certaines forces, en laissant une partie de cette société faire des affaires. »

« C'est donc selon vous un processus de volontarisme de l'Etat. »

« Pas seulement, sans doute, mais en grande partie, oui. Cependant, il s'agit d'un volontarisme prudent, progressif et dont les principaux acteurs n'ont eux-mêmes pas clairement conscience. Pouvoir administratif et pouvoir économique semblent s'opposer, mais derrière l'écran de fumée des oppositions doctrinales ils sont objectivement complices. »

« Mais pourquoi le premier laisse-t-il se développer le second ? »

« Principalement pour résoudre la contradiction sui-

vante : tout appareil de pouvoir doit en permanence faire face à des problèmes de puissance. L'Etat doit en particulier affirmer sa puissance internationale et militaire. Or le développement des forces économiques est le plus sûr moyen d'asseoir la puissance des appareils d'Etat. Mais, d'un autre côté, les technologies du pouvoir disponibles ne permettent pas d'assurer un contrôle suffisamment fin et simple de ces nouvelles forces. Donc le pouvoir politique est obligé de désigner, de tolérer une sorte de servo-mécanisme social — le capitalisme marchand puis industriel — qui est en fin de compte au service de sa puissance. Le capitalisme est en partie le double périphérique de l'Etat, ou plus précisément de l'ensemble très puissant des appareils d'Etat, y compris, bien entendu, l'appareil militaire. »

« D'ailleurs les frontières entre l'administratif et l'économi-

« Mais n'est-ce pas une liberté relative ? »

« Un mode de gestion à deux composantes permet en effet plus de jeu qu'une pure nomenclature, comme dans les pays de l'Est. Mon appréciation très critique du libéralisme ne m'empêche pas de penser que c'est, allié à la démocratie, le moins mauvais système de gestion possible pour les pays développés. Mais la vraie force du libéralisme et plus généralement du social n'est pas seulement d'être un mode de gestion habile des masses, c'est d'être un système de croyance, ce que Rousseau appelait déjà une « religion civile ». »

« Pouvez-vous expliciter ? »

« La société industrielle est une singularité dans l'histoire des civilisations, d'abord parce qu'elle invente l'individu. Un individu qui croit pouvoir mesurer le monde non pas à travers la communauté dont il

riche sociales opératoires, toutes les organisations traitent les individus comme des sujets de besoin. »

« Or tout le monde sait, et il n'est pas besoin d'être philosophe ou psychanalyste pour le savoir, que l'homme n'est pas que sujet de besoin, mais un sujet de désir qui s'enchaîne dans un rapport à l'autre (ou à l'Autre) et que ce désir, à la différence des besoins, ne peut être satisfait. Tout le monde sait cela, sa finitude, sa mort, mais il préfère l'ignorer, il préfère croire qu'il n'est que le sujet de besoin. Stuart Mill, qui était un économiste et un philosophe, a parfaitement vu le problème et l'a résumé dans une formule : « Il vaut mieux être un homme insatisfait qu'un porc satisfait. » Le grand récit économique, la vision fonctionnaliste du monde, se sont bâtis sur cette volonté de ne pas savoir, cette volonté d'ignorer ce dilemme simple, c'est-à-dire d'ignorer ce qui est spécifique-

ressemble à celle des paléontologues. »

« Comment doit-on poser la question ? »

« Plutôt sous la forme : « Quels sont les fragments qui vous permettent d'avancer une hypothèse ? » Un paléontologue découvre une dent, un bout d'os, quelques pierres et il se demande comment vivaient les gens. L'essai de repérer, moi aussi, des fragments significatifs non d'un passé à reconstruire, mais d'un avenir à préfigurer. »

« Donc, quels fragments et quelles hypothèses ? »

« Il y a d'abord des symptômes de fragmentation, de « décohésion » du tissu social. Par exemple, il y a de plus en plus de gens qui ne se considèrent plus comme identifiés, assignés à une place sociale, par le travail et la consommation. C'est d'ailleurs une composante importante (cause et effet) de la crise économique. D'une manière générale, les mécanismes traditionnels d'identification s'effrayent pour laisser émerger une mosaïque de pratiques et de cultures nouvelles. Il n'y a plus de système cohérent et dominant de valeurs et de représentations, c'est ce que les philosophes appellent la fin des grands récits. Mais ce constat reste superficiel si l'on se contente de le lire comme un paysage de crise ordinaire et si l'on croit qu'un nouveau paysage social et culturel, de nouveau cohérent, surgira après la crise. Il y a des symptômes d'un changement plus profond. »

« La crise peut en cacher une autre ? »

« La crise ordinaire de la représentation masque encore que le statut même de la représentation est en train de changer. Nous nous habitons à vivre dans un monde fragmenté, dans lequel se forment des communautés, des réseaux qui communiquent à l'occasion entre eux, mais qui n'ont pas de valeur commune — et qui ont même des valeurs propres sans commune mesure entre elles. Un monde orphelin d'une légitimité unique, mais qui apprend lentement, à travers la diversité, à surmonter ce qui naguère apparaissait encore comme des conflits culturels insurmontables. »

« Pour le moment, les hommes politiques et une grande partie des intellectuels ne se résignent pas à la fin des grands récits, à un monde qui cesserait d'être régi par un principe de légitimité unique. Ils mettent en œuvre une sorte d'acharnement thérapeutique pour maintenir crédible cette fiction d'une unité. Mais les nouvelles générations supportent bien la dislocation du corps social et des valeurs : cela ne fait surgir ni des conflits irréductibles ni des peurs incontrôlables (comme en mai 1968). Des communautés et des réseaux se forment, se côtoient et même communiquent entre eux à l'occasion, sans qu'ils aient besoin de partager les mêmes valeurs. »

« Cette situation n'est-elle pas paradoxale, au moment où de nouvelles technologies permettent la multiplication des communications ? »

« Il est certain que le rôle social de la production et de la consommation des biens matériels va décliner et que les industries du savoir, de l'information, de la communication, des mirages et des fictions vont devenir prépondérantes. Il peut sembler singulier en effet que la communication se développe au moment où ce qui peut être mis en commun disparaît. Mais c'est d'une nouvelle communication qu'il s'agit, individuelle en quelque sorte, où chacun peut jouer divers rôles, prendre des masques, se brancher alternativement sur divers réseaux, se défaire de ses responsabilités et même de son identité. »

JEAN MANDELBAUM.



que n'ont jamais cessé d'être imprécises, et fluctuantes, même dans les pays qui se réclament de la doctrine libérale. Aujourd'hui la technologie administrative a fait tant de progrès qu'elle ne cesse d'absorber une partie croissante de l'économie. L'U.R.S.S. a réalisé cette absorption trop tôt : il en est résulté une technologie de contrôle social fruste et brutale et un développement partiel de l'économie, directement orienté vers la puissance militaire. »

« On assiste pourtant à un retour des idées et des politiques libérales, par exemple, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. »

« Ce n'est qu'un effet transitoire de la crise. D'abord les gouvernements ont ainsi l'habitude de faire endosser une partie de la responsabilité de la crise au système économique. Et surtout il importe de freiner un peu la progression scolaire du poids de l'Etat — qui a tendance à s'accroître en période de crise pour en limiter les dégâts sociaux et qui s'est, par exemple, accru en France, à la fin des années 70, sous un gouvernement qui proclamait son libéralisme — au moment où l'on passe d'une guerre froide (économique) à une compétition féroce. »

« Dans le même temps d'ailleurs, l'Etat essaye d'assouplir ses méthodes de gestion pour se lancer directement dans des stratégies économiques, c'est ce qu'on appelle la dérégulation. »

« Le libéralisme serait donc une liberté imposée ? »

« Le terme de liberté est excessif, car le sous-système économique n'est pas nécessairement producteur de liberté.

n'est qu'un élément parfaitement négligeable, mais à travers lui-même. Et qui, de plus, croit pouvoir mesurer ce monde d'une manière fonctionnelle, c'est-à-dire en termes de besoins, d'objectifs et de moyens. Pour en arriver là, il faut toute une alchimie de croyances fondatrices. La modernité industrielle commence quand ces nouvelles croyances s'installent. Et la face cachée de l'économie peut se dévoiler quand on essaye de répondre à la question : « Pourquoi y croit-on ? »

« Pourquoi y croit-on ? »

« J'avancerais ici une hypothèse obscène, de mauvais augure. Nous croyons à l'organisation économique du monde, parce que cette croyance nous traite comme des animaux. C'est dire que l'économie — comme science, comme croyance — et les autres sciences sociales, quand elles s'inspirent du grand récit économique qui a joué à leur égard un rôle fondateur, sont des sciences inhumaines. »

« Quel paradoxe ! »

« Non ; pas du tout. Les sciences sociales ne peuvent vraiment se construire, voici à peine trois siècles, que dans la mesure où elles peuvent mettre de côté ce qui est spécifiquement humain. Quand Napoléon demande à Laplace où est Dieu dans son système, ce dernier répond : « Je n'ai pas besoin de cette hypothèse. » Les sciences sociales ont fait semblant de remplacer Dieu par un homme maître de son histoire, mais en réalité elles n'ont pas besoin de cette hypothèse non plus. Leur hypothèse, c'est l'individu, l'homme économique ; par exemple, et cet individu n'est pas un homme. Toutes les théo-

ment humain. C'est à ce niveau aussi que le libéralisme peut être qualifié de totalitaire. »

« Donc l'économie se serait construite sur le refus de la transcendance de l'être humain ? »

« Je ne dirais pas tout à fait cela. Il s'agit d'une vraie croyance à laquelle on ne croit d'ailleurs pas complètement. C'est souvent le cas avec la croyance : on n'y croit pas entièrement, mais quand même... Cette croyance, c'est l'opium qui nous délivre de l'homme. C'est fatigant d'être un sujet de désir, voué à la dérégulation et à la finitude. C'est pourquoi il y a une croyance forte en un fond de liberté dans le libéralisme économique. Et il y a même une transcendance dans cette croyance que l'homme peut se réduire à l'inhumain. »

« C'est une transcendance ignoble, si vous voulez, mais ignoble, comme le noble ou le sublime, appartient au registre du sacré ou plutôt à ce que Bataille appelait l'hétérogène, ce qui est sans commune mesure. D'ailleurs Bataille, qui est, selon moi, le seul philosophe de l'économie du vingtième siècle, reste un prophète optimiste, très proche de Heidegger, analysant le rapport de l'homme à la technique : dans les dernières pages de *La Part maudite*, il avance l'idée que la croyance économique, en s'approfondissant sur sa base actuelle, s'approche d'un basculement vers une autre transcendance, noble celle-ci, qu'il appelle la conscience de soi. »

« C'est également votre croyance ? Vers quel ailleurs nous ? »

« C'est un peu difficile de répondre à une question posée comme cela, car ma méthode



## L'étendard laïque de Victor Hugo

**« Je veux la liberté de l'enseignement sous la surveillance de l'Etat. »**

### Victor Hugo

هكذا من الأصل



passionnés au Parlement lors du vote de la loi Falloux. Un débat exemplaire.

## Montalembert au rempart

« Vous fabriquez des médiocres et des mécontents. »

**M. LE PRÉSIDENT :**  
La parole est à  
M. de Montalembert.

**M. DE MONTALEMBERT :** Messieurs, j'ai fait pendant vingt ans la guerre à l'enseignement officiel, dont vous avez entendu l'apologie aujourd'hui, et depuis un an je négocie avec les anciens défenseurs de cet enseignement un traité de paix qui est en ce moment soumis à votre ratification. J'ai besoin de justifier devant vous et cette guerre et cette paix, c'est-à-dire de vous expliquer la nature du mal et la nature du remède.

Le mal d'abord.  
Permettez-moi d'avoir recours à vos souvenirs classiques pour résumer à ce sujet toute ma pensée.

Vous avez tous probablement expliqué Tite-Live comme moi, et vous l'avez tous oublié comme moi. (On rit.) Mais, cependant, l'autre jour, en le relisant, j'y ai trouvé un trait d'histoire qui m'a paru résumer le rôle récent de l'éducation publique en France. Vous souvenez-vous du siège de Phalère par l'armée romaine sous Camille ? Pendant que cette ville était assiégée par les Romains, le maître auquel était confiée l'école de la jeunesse des Falisques conduisit cette jeunesse petit à petit jusqu'aux avant-postes du camp ennemi, et la livra aux assiégeants.

Eh bien, c'est là, je ne crains pas de le dire, ce qu'a fait en France le monopole de l'éducation publique ! (Réclamations à gauche.)

Je dis que cette grande institution a livré la jeunesse française à l'ennemi qui assiège notre société française.

Sous la Restauration, le monopole de l'éducation publique a fait ce qu'on appelait, dans ce temps-là, des « libéraux » et des « révolutionnaires » ; sous le régime de Juillet, il a fait des « républicains », et, sous la République, il fait des socialistes. (Approbation à droite. Bruit à gauche.)

M. le Président nous disait l'autre jour qu'il était fort difficile de définir le socialisme. Je vais tâcher de le définir, ou du moins je vais tâcher d'expliquer ce que j'entends par le socialisme.

**A gauche :** Ah ! voyons !  
**M. DE MONTALEMBERT :** Vous allez voir.

Je suis persuadé qu'après m'avoir entendu il n'y a personne d'entre vous qui sera tenté de se plaindre d'une attaque personnelle.

J'entends par le socialisme, en pratique, le parti qui le lendemain de la révolution de Février a voulu substituer le drapeau rouge au drapeau tricolore ; le parti qui le 15 mai a pénétré dans cette enceinte, nous en a mis dehors, et a proclamé l'impôt de 1 milliard sur les riches ; le parti qui, le 24 juin 1848, a livré bataille à la société et nous a coûté plus de généraux que nous en avions coûté la déroute de la Berezina ou celle de Waterloo ; le parti qui, le 13 juin dernier, nous a mis hors la loi et qui aujourd'hui proclame, en attendant mieux, l'abolition de l'impôt et l'abolition du capital ; le parti enfin qui fait chaque jour, malheureusement, de nouvelles recrues parmi les ambitions mécontentes, parmi les vanités blessées, parmi les existences ruinées, toutes impatientes de saisir la première occasion de s'emparer de la société par un coup de main. Voilà ce que j'appelle le socialisme en pratique. (Très bien ! très bien !)

Mais, à côté de cela, il y a le socialisme en théorie ; c'est-à-dire l'esprit qui n'est jamais satisfait de rien, qui fait de chaque réforme un prétexte ou une occasion de révolution, qui, le lendemain de 1789, a voulu 1792 et 1793 ; qui, le lendemain de la révolution de Juillet, a voulu la République, et qui, le lendemain de la République démocratique et constitutionnelle, réclame la République sociale, c'est-à-dire la dissolution de la société.

Voilà ce que j'appelle le socialisme en théorie.  
**A droite :** Très bien !  
**M. DE MONTALEMBERT :** Je sais qu'on appelle cela l'esprit de progrès. Moi, j'appelle cela l'esprit de ruine et l'esprit de mort, et, pour lui, donner son véritable nom : « l'esprit révolutionnaire ». (Mouvements.)

Eh bien ! messieurs, je tiens quant à moi que nous avons été envoyés ici, nous, majorité... (et, sans vouloir le moins du monde manquer d'égard pour la minorité, je puis dire aujourd'hui que je n'ai pas l'intention de m'adresser à elle), pour combattre l'esprit révolutionnaire, pour le combattre dans les lois et pour le combattre dans les idées.

Avant même l'explosion du 24 juin, je suis monté pour la première fois à cette tribune pour y combattre la première apparition du socialisme dans la loi de confiscation des chemins de fer.

Je me suis donc associé à tous les remèdes qui ont été proposés ici contre les envahissements du socialisme ; mais j'ai toujours dit, j'ai toujours pensé, que ces remèdes seraient inefficaces et insuffisants, à moins qu'on ne voulût leur adjoindre un remède d'un autre ordre qui allât jusqu'à la racine du mal ; ce remède consiste à rendre l'éducation religieuse au pays.

Voilà ce que nous avons essayé de faire dans notre loi, et voilà ce que nous regardons comme le premier et le plus important des remèdes au mal que je vous ai signalé tout à l'heure.

On ne saurait le nier : la jeunesse est élevée contre la société et contre nous. L'éducation publique, telle qu'on la donne en France, fomente une foule innombrable d'ambitions, de vanités et de cupidités, dont la pression écrase la société. Elle développe des besoins factices qu'il est impossible de satisfaire. Elle divise la plupart de ceux qu'elle élève en deux grandes catégories : les médiocres et les mécontents, et elle fait une foule d'élèves qui appartiennent aux deux catégories à la fois. (Hilarité générale.) Elle crée une nuée de prétendants qui sont propres à tout et bons à rien. (Nouveaux rires.) Et cela n'est pas seulement vrai de l'instruction primaire, cela est vrai également et peut-être plus encore de l'instruction secondaire. Je vous demande la permission de vous citer, à ce sujet, un passage du travail remarquable qui a été publié récemment par le fils d'un de nos plus illustres collègues, M. de Broglie. Voici comment il qualifie le baccalauréat : « Le diplôme de bachelier, dit-il, est une lettre de change souscrite par la société, et qui doit être, tôt ou tard, payée en fonctions publiques ; si elle n'est pas payée à l'échéance, nous avons cette contrainte par corps qu'on appelle une révolution ! » (Mouvements à gauche.)

**A droite :** C'est bien vrai !  
**M. DE MONTALEMBERT :** En effet, messieurs, cela est si vrai qu'il n'y a pas un gouvernement dans notre siècle qui ait pu résister à l'effort de la génération qu'il avait lui-même élevée. A peine a-t-il

cessé d'élever une génération, dans l'espace de quinze ou vingt ans, que cette génération se soulève contre lui et le renverse.

Est-ce la faute de l'Université seulement ? Je ne le crois pas.

**M. BARTHELEMY-SAINT-HILAIRE :** Vous comptez donc pour rien les fautes des gouvernements dans les révolutions ?

**M. DE MONTALEMBERT :** Je dis que cet état de la société n'est pas la faute de l'Université seulement ; c'est la faute, je n'ose pas trop me servir du terme de sottise, mais de l'aveuglement des pères de famille qui déplacent et déclassent leurs enfants par l'éducation contre nature qu'ils veulent leur donner. (Rires ironiques à gauche.)

**A droite :** C'est très vrai ! très pratique !

**M. DE MONTALEMBERT :** Enfin, le résultat est celui que je viens de vous dire : c'est que chaque gouvernement élève des générations qui le

l'autorité sociale avec l'émancipation générale de l'orgueil, déguisé sous le nom de raison.

Eh bien, nous venons proposer le remède à cet état de choses ; ce remède, c'est de faire rentrer la religion dans l'éducation par la liberté, de l'y faire rentrer non pour tuer la raison, mais pour la régler, pour la discipliner, pour l'éclairer et pour l'épurer. (Exclamations à gauche. Assentiment à droite.)

Maintenant, messieurs, où est aujourd'hui la défense de l'ordre, de l'ordre social, de l'ordre matériel même ?

Voulez-vous me dire où réside cette défense ? On a cru très longtemps que le maintien de la société, de la civilisation (car c'est la civilisation elle-même qui est menacée, croyez-le bien), reposait sur deux bases : l'une, la division indéfinie de la propriété ; l'autre, l'instruction primaire.

Quant à la division indéfinie de la propriété, elle a certainement beaucoup fait, beaucoup aidé à la défense de l'ordre social ; toutefois, je ne suis pas

ils représentent à la fois l'ordre moral, l'ordre politique et l'ordre matériel.

Il y a en France deux armées en présence. Elles sont chacune de 30 000 ou 40 000 hommes : c'est l'armée des instituteurs et l'armée des curés. Eh bien, encore une fois, pour ne pas revenir sur ce qui a été tant de fois porté et démontré à cette tribune, je demande si c'est l'armée des instituteurs qui défend l'ordre. De quoi se compose la seconde armée, l'armée opposée ? Dans ces 30 000 ou 40 000 curés de campagne, il y en a quelques-uns de mauvais.

**Voix à gauche :** Beaucoup !

**M. DE MONTALEMBERT :** Il y en a quelques-uns, je dois l'avouer, qui sont infectés de ce qu'on appelle le catholicisme démocratique et social, ce qui est quelque chose de pis encore que la République démocratique et sociale, si c'est possible. (Longue et vive hilarité sur les bancs de la droite.) Il y en a beaucoup aussi de médiocres. Je ne les donne pas tous pour des saints ni pour des anges, il s'en faut ; mais je dis qu'en bloc le corps est excellent, qu'il fonctionne admirablement dans sa mission sociale (car je ne parle pas de sa mission religieuse, que vous n'avez pas à juger).

**A droite :** C'est vrai ! c'est vrai !

**M. DE MONTALEMBERT :** Voilà une observation de fait, concluante selon moi, quant à l'instruction primaire. Mais ce serait une grande erreur, laissez-moi vous le dire, que de croire que le mal se borne aux régions de l'instruction primaire, il est aussi grand dans les régions de l'instruction secondaire, et c'est pourquoi nous l'avons sans cesse attaquée. Là, on ne professe pas encore le socialisme, mais on professe, ce qui revient au même selon moi, le scepticisme et le rationalisme, car ce qui s'appelle scepticisme et rationalisme en haut s'appelle socialisme en bas. Les professeurs sont trop souvent pour les villes ce que les instituteurs sont pour les villages.

Permettez-moi à ce sujet une entière franchise.

J'entends parler des bourgeois, c'est-à-dire de nous tous, c'est-à-dire spécialement de la classe dont sort l'Assemblée devant laquelle j'ai l'honneur de parler. Il me semble que nous sommes essentiellement une Assemblée de bourgeois.

Je n'ai pas encore vu dans cette Assemblée de prolétaires sérieux, de ces prolétaires éloquents qu'on nous a annoncés, qui devaient venir à la suite du suffrage universel ; je ne les ai pas encore aperçus (mouvements en sens divers) ; pas plus que je n'ai aperçu ici des seigneurs féodaux ou des chevaliers bardés de fer ; je n'aperçois ici que ce que nous sommes tous, dans le sens habituel et moderne du mot, des bourgeois.

Eh bien, je dis que nous avons tous contribué au mal qui nous effraye aujourd'hui ; car nous avons tous, plus ou moins, par notre attitude, par nos exemples, par nos enseignements, propagé ce rationalisme et ce scepticisme qui, en changeant d'atmosphère et de théâtre, sont devenus socialisme.

Mais voici ce que j'ajoute pour la consolation de la bourgeoisie française : je dis qu'il lui est donné, par une grâce spéciale d'en haut, le moyen de réparer le mal qu'elle a fait.

Elle le peut à deux conditions : à la condition de se guérir elle-même, et puis de se rendre bien compte de ce mal.

En effet, ne l'oublions jamais, messieurs, cette société, si dédaigneuse de tout

secours spirituel, si fière d'elle-même, cette société qui datait à juste titre de 1789, qui se croyait si sûre de son avenir, de sa grandeur, de sa prospérité, que lui est-il arrivé, messieurs ? D'être minée, ébranlée, menacée, envahie, conquise en un jour, dans un clin d'œil, par des hommes à qui elle ne faisait pas même l'honneur de les craindre (Sensation.)

Aujourd'hui, qu'est-ce qui la menace, cette société si civilisée, si intelligente ? Qu'est-ce qui lui inspire cette terreur si légitime et qui se traduit dans presque toutes les mesures que nous avons à voter ? Qu'est-ce qui la menace ? Sont-ce des hommes austères et purs, comme les martyrs d'autrefois qui ont changé la face du monde païen en y introduisant le christianisme ? Non, certes. Sont-ce même de ces scélérats grandioses qui ont renversé l'ancienne société française et créé la République de 1793 ? (Vive et longue interruption sur quelques bancs de l'extrême gauche.)

**Une voix à droite :** Oui, scélérats, et pas grandioses.

**Une voix à gauche :** Les scélérats sont les hommes de 1815.

**M. LE PRÉSIDENT :** Ils avaient changé de couleur.

**Une autre voix à gauche :** Les scélérats sont des jésuites.

**M. DE MONTALEMBERT :** Rien de pareil ; la société est menacée par des conspirateurs de bas étage et par d'affreux petits rhéteurs dont la médiocrité est aussi incontestée que, malheureusement, elle est puissante ; elle est bouleversée par des hommes dont le succès et l'influence seront, aux yeux de l'histoire, le phénomène le plus incompréhensible de notre siècle. (Approbation à droite.)

Et que faut-il encore ? Qu'est-ce que cette société est occupée à défendre contre ces affreux petit rhéteurs ? (Hilarité.) Faut-il vous le dire ?

**Voix à gauche :** Vous en avez cependant bien peur !

**M. DE MONTALEMBERT :** Oh ! vous avez bien raison. Oui, j'en ai très peur, j'en ai excessivement peur ; et c'est pourquoi je désire que la France ne tombe pas sous leur joug.

Mais que sommes-nous occupés à défendre contre eux ? Est-ce, par hasard, quelque raffinement de la civilisation, quelque perfectionnement indéfini de la liberté politique ou constitutionnelle ? Non, non ; vous le savez tous, c'est au contraire, l'ABC de la vie sociale, ce sont les premiers éléments de la vie civilisée, c'est la propriété et la famille. C'est à cette cause que l'honorable M. Thiers a dû consacrer tout son esprit. (Interruption à gauche.) Et l'Académie des sciences morales tout entière a été convoquée par le chef du pouvoir exécutif pour répondre à ces hommes sur ces questions élémentaires, sur ce que les peuples sauvages à peine sortis de la vie barbare proclament et maintiennent ! Voilà ce que la France, arrivée, comme on nous l'a dit, à l'apogée de la civilisation et du progrès, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, a été obligée, et est obligée encore tous les jours, à défendre. (Vive approbation à droite.)

Ce que l'on dit parfois de la jeunesse, moi je le dis de ce qu'on appelait autrefois le peuple, c'est-à-dire des classes laborieuses et indigentes ; je dis qu'il y a une cruauté impitoyable à vouloir lui ôter et à lui avoir ôté, comme on l'a fait, les croyances qui le consolent, sans avoir rien pu mettre à la place. (Très bien ! très bien !)



Le comte Charles de Montalembert

renversent lorsqu'elles arrivent à leur maturité.

Et d'où vient cette infirmité cruelle de notre époque ? Elle vient de ce qu'on tue, dans l'éducation publique, le sentiment du respect de l'autorité, de l'autorité de Dieu d'abord. (Mouvement.) Ce n'est pas volontairement, mais voici le résultat : c'est que, dans l'éducation publique, on tue le respect de Dieu, le respect du père, c'est-à-dire de la famille, et enfin le respect du pouvoir ou de l'Etat. (C'est vrai ! c'est vrai !)

On apprend aux jeunes gens le savoir et non pas le devoir ; on leur apprend à émanciper la raison ; mais savez-vous ce que l'on émancipe en même temps chez eux ? L'orgueil ! (Mouvements divers.) On tue l'humilité, l'humilité qui est la base de toutes les vertus publiques et privées ; et, à force d'émanciper cette raison ou plutôt cet orgueil, on est arrivé à l'état que nous voyons, et à un problème que l'on trouve insoluble avant même de le poser, à savoir trouver le moyen de faire coexister le maintien de

convaincu, quant à moi, que cet obstacle durera et résistera longtemps encore. Mais, quant à l'instruction primaire, je crois qu'il n'y a plus moyen de compter sérieusement sur l'efficacité de ce moyen-là comme obstacle aux progrès de la barbarie qui nous menace ! (Mouvements.)

Qui donc défend l'ordre et la propriété dans nos campagnes ? Est-ce l'instituteur qui a été si longtemps caressé, choyé, par les propriétaires, les bourgeois, comme on dit aujourd'hui ? Non, il faut dire que non, toujours en faisant la part aux exceptions.

Qui donc défend l'ordre, sans s'en rendre compte souvent, mais instinctivement et avec une force et une persévérance admirables ? Il faut bien le dire, c'est le curé. (Rires ironiques à gauche.)

**A droite :** C'est vrai ! c'est vrai !

**M. DE MONTALEMBERT :** Je dis qu'aujourd'hui le curé, le clergé en général, et celui des campagnes en particulier, les prêtres ayant charge d'âmes, représentant l'ordre ;



# Berlin, ville blessée, prépare la célébration, à l'Ouest, de son 750<sup>e</sup> anniversaire.

## Drogue forte

« **N**ACH BERLIN. » Pour venir à Berlin, il faut traverser la mer, se glisser entre les écueils, suivre le dernier chemin aérien qui va se rétrécissant jusqu'à cette île coincée au-delà des terres habitées par les Occidentaux, et pourtant si occidentale qu'on a le tournis à ne plus savoir où on est, comment en sortir, quelles valeurs révéler. Une ville qui est à la fois un nouveau-né (qu'est-ce que quarante ans pour une ville ?) et une vieillarde rapée avec des trous partout. Et une couture comme une césarienne creusant sans arrêt des gouffres entre deux morceaux qui cherchent à se recoller, à passer le mur, sur le mur, sous le mur, à travers, et préfèrent ne plus le voir. L'oublier... Berlin, comme une drogue forte, intoxique à tel point ceux qui y vivent qu'ils ne peuvent plus aller ailleurs, et qu'ils restent sur leur bouée minuscule, comme pour regarder avant les autres le soleil se lever, à l'Est.

Une ville libre, au sens du Moyen Âge. Mais enfermée... Entourée de lardes et de marais drainés jadis par les Hollandais, elle a toujours été difficile à gouverner — composée qu'elle était de quartiers à l'esprit campagnard, — hétérogène, différente. Berlin, c'était son caractère, a résisté plus qu'ailleurs à l'empire nazis. D'où cette violence dans la planification, qui a systématiquement démantelé les rues ouvrières pour rendre l'ensemble gouvernable.

L'histoire s'est inscrite là, dans le trac des avenues, l'esthétique des maisons, dans l'utilisation frondeuse des cours, dans les démolitions qui ont suivi la destruction de la guerre. La forme qu'on donne à la ville est déjà plus qu'un état d'esprit... Fallait-il faire sauter les pans de murs qui subsistaient pour créer une cité neuve, moderne ? Dans les années 50, on a rasé les ruines et on les a remplacées par des maisons neuves du type « nouvelle objectivité ». Puis, paradoxalement, la Stalin Allee (aujourd'hui Karl Marx Allee) et de l'Alexanderplatz, complètement dévastées, ont servi d'exemple, en creux, et ont fait prendre conscience aux urbanistes de Berlin-Ouest que la destruction de la guerre, c'est sans doute parce qu'on a détruit ce qui restait du palais de Frédéric II au bout d'Unter den Linden que nous avons décidé de reconstruire Charlottenbourg, nous en-t-on expliqué. Par coté.

On se rend compte à tout moment que la population active — les trente-quarante ans — a quitté la ville et que celle-ci est une sorte d'asile. Ou de jardin d'enfants. Un lieu privilégié, entretenu à grands frais, contrepartie accordée à ceux qui acceptent de rester, enclavés dans le « Far East ». Partout dans le monde, les gens vont ailleurs pour se distraire. A Berlin, ils ne le peuvent pas. Le vendredi, on les voit affluer vers le centre, vers les cafés, les spectacles. Déjà Henri Heine disait : « Berlin n'est pas une ville. C'est un prétexte où des gens se réunissent pour vivre. »

Un prétexte qui a perdu son centre historique, puisqu'il se trouve de l'autre côté, même si Unter den Linden n'a jamais été qu'un lieu de représentation pour la maison, Hohenzollern. Ville-champignon qui comptait cent mille habitants en 1786, à la mort de Frédéric II, un million en 1850, quatre millions en 1914, deux millions aujourd'hui. A l'Est comme à l'Ouest, on se prépare à fêter le 750<sup>e</sup> anniversaire. Le 700<sup>e</sup> avait été célébré par Goebbels.

La cathédrale des Français, qui dressait à l'Est sa coupole béante, a été restaurée. Des quartiers sont rénovés, ceux qui jouxtent le mur à Kreuzberg notamment, où l'on tente de sauver les immeubles qu'on aurait abattus il y a quinze ans : on change des portes, des fenêtres, on rétrécit des avenues. Elles ne seront pas des voies triomphales.

NICOLE ZAND.

## Pour l'amour de l'art

Une façon de résister : le festival permanent.

EN 1987, Berlin célébrera son 750<sup>e</sup> anniversaire. Trois quarts de millénaire, malgré les destructions, la coupe, l'isolement. La ville est plus ancienne que toutes les frictions, que toutes les fractures. Elle a résisté, elle résiste : telle est la profession de foi, à Berlin, en 1984.

« On oublie les clichés « vitrine du monde occidental », évanescents du monde socialiste ». On abandonnera ce vocabulaire déchu, on effacera l'idée de la « demi-ville ». Berlin s'étend autour de son centre, le mur. On y vit, là, au-dessus du mur. »

Ce discours, on l'entend de la part d'intellectuels qui ne sont pas des mages rêveurs. Utopie ? S'ils ne se persuadaient pas de sa réalité, peut-être ne supporteraient-ils pas leur condition précaire. « La grande peur de l'Occident, dit le professeur Klaus Heinrich, historien des religions, c'est-à-dire la mainmise de la RDA sur Berlin, est sans objet. Pourquoi s'encombrer d'une ville déficiente, dont l'économie est si fragile ? Déjà, des deux côtés, on étudie ensemble le moyen de lutter contre la pollution des usines, on respire le même air. Des rencontres privées ont lieu entre écrivains, auteurs. Des échanges informels commencent à s'établir entre bibliothèques d'Est et d'Ouest... »

Le début d'un commencement. Mais Berlin se cogne toujours à ses frontières. Et si c'était un événement ? A un moment où l'isolement

était réel, il a déclenché une crainte obsessionnelle et, par réaction, les Berlinois ont éprouvé la nécessité de connaître ce qui se faisait ailleurs. Le mouvement s'est développé, organisé. Entre le cinéma, le théâtre, la télévision, les expositions, le musée, Berlin est en perpétuel état de festival. Et si, dans les années 70, les auteurs allemands — spécialement berlinois, comme Botho Strauß — ont été connus au-delà des frontières, c'est que les traductions ont été financées, des accords négociés entre maisons d'édition.

« Ici, tout est rassemblé sur un espace réduit. On a tout sur place. La ville est tellement anormale, qu'on peut y produire des choses impensables ailleurs. La seule voie de sortie, c'est l'art. Berlin a besoin d'exporter sa culture. Il n'y a rien d'autre, pas d'autre image. »

Thomas Schillessen est peintre. Il appartient à ce que l'on appelle la scène alternative, mais refuse l'étiquette. « Le mot n'est pas juste. Alternatif à quoi ? Chacun travaille pour soi, pas en fonction d'un mouvement qu'il s'agit de contrer ou de copier. Personnellement, je suis un solitaire, je ne crois pas aux groupes. Il faut se réaliser seul pour être adulte, surtout ici où l'on est assisté plus que partout ailleurs. Il arrive qu'on se réunisse pour un événement. Après, chacun va de son côté. Ça se fait à l'occasion, en prolongement de rencontres. A

Paris, les bars sont « tout public », comme la rue. Ici, ils sont sélectifs. Chacun affirme une tendance, une esthétique. On sait qui y vient, qui on peut y rencontrer... »

Aucun de ceux qui n'appartiennent pas à l'établissement ne songe à refuser l'aide officielle, puisque, de toute façon — et en tout cas, indirectement — ils sont subventionnés. Pour un loyer symbolique, ils disposent de lofts immenses, somptueux, tranquilles, aménagés dans des fabriques désaffectées. Système utilisé dans d'autres capitales, en particulier à New-York, mais ici, il y a un plus d'argent, une certaine stabilité, l'infrastructure, la volonté de retenir des avant-gardes d'art — en complément aux grandes institutions qui tournent rond... — sortira peut-être l'École de Berlin. Berlin se donne les moyens d'entretenir ses artistes, mise sur leur avenir. Évidemment, le nouveau gouvernement entend financer d'abord les films commerciaux, et la spéculation immobilière se restreint les privilèges. Le squat est devenu un art. La liberté de mouvements est favorisée par la fluidité de l'organisation. Il n'y a pas que l'argent qui attire les jeunes à Berlin. « C'est le seul endroit en Allemagne où l'histoire soit présente. Ailleurs, elle a été effacée, lavée. Même si on a tout, l'essentiel manque. »

Les jeunes viennent d'Allemagne, beaucoup de France et d'Italie, de l'Est quand ils le peuvent. La loi se fait par une sorte de cooptation.

Certains Berlinois ne sortent pas de leur ville, mais c'est rare, surtout parmi les marginaux — le mot n'est pas plus juste qu'alternatif. Quand on sort, on va à l'étranger plutôt qu'à Munich ou à Hambourg. On va chez des copains, des copains de copains, ils viennent à leur tour, ils envoient leurs copains : « On ne reste pas à Berlin, on y revient et on se retrouve chez soi. Si on connaît vraiment bien, il y a quelque chose de tellement fort. A New-York, les gens n'ont rien à perdre, ils doivent se battre. Paris est beau, trop beau peut-être, plein de monuments, de pierres historiques, on ne respire pas. Ici c'est large, c'est plat, ouvert sur l'Est. »

On ne parle pas de « demi-ville encerclée », mais d'ouverture. « Si Berlin n'existait pas, il faudrait l'inventer. Sans cette ville où deux mondes sont dans l'obligation de se respecter sous peine de déclencher l'apocalypse, le conflit aurait déjà éclaté entre l'Est et l'Ouest. Notre tâche est d'enrichir le dialogue », dit le Dr Eckhardt, chargé personnellement de coordonner les manifestations du 750<sup>e</sup> anniversaire, en collaboration avec les équipes du festival, qu'il dirige.

Pour cet homme d'institution, comme pour le jeune peintre, Berlin reste la métropole culturelle, où les mouvements artistiques se rejoignent, se confrontent. Une ville à ce point entremêlée doit abolir ses frontières pour survivre. « Si vous consi-

dérez le festival de cinéma, ce n'est pas seulement un marché économique, c'est un marché d'idées. Nous ne sommes plus une capitale, nous n'en avons ni les pouvoirs ni les devoirs. Nous sommes disponibles tendis qu'à l'Est, Berlin, qui représente un pays, doit respecter l'Etat. »

Célébrer le 750<sup>e</sup> anniversaire, ce n'est pas raconter l'histoire de Berlin, c'est dire comment l'homme a évolué à travers le temps. Ce n'est pas l'histoire événementielle, mais celle des mentalités. Nous sommes des humanistes, nous sommes au service d'une idée de l'homme.

Berlin a sa légende, sa mythologie qui attire les jeunes intéressés par toutes sortes d'expériences, par la vie nocturne. C'est un aspect, ce n'est pas Berlin. Notre situation nous permet de connaître et de comprendre l'Est et sa culture ; nous sommes proches, et notre manière de vivre est différente. Nous voulons répondre cette connaissance. Notre but est de créer un lien entre les deux Europes, nous en avons la possibilité.

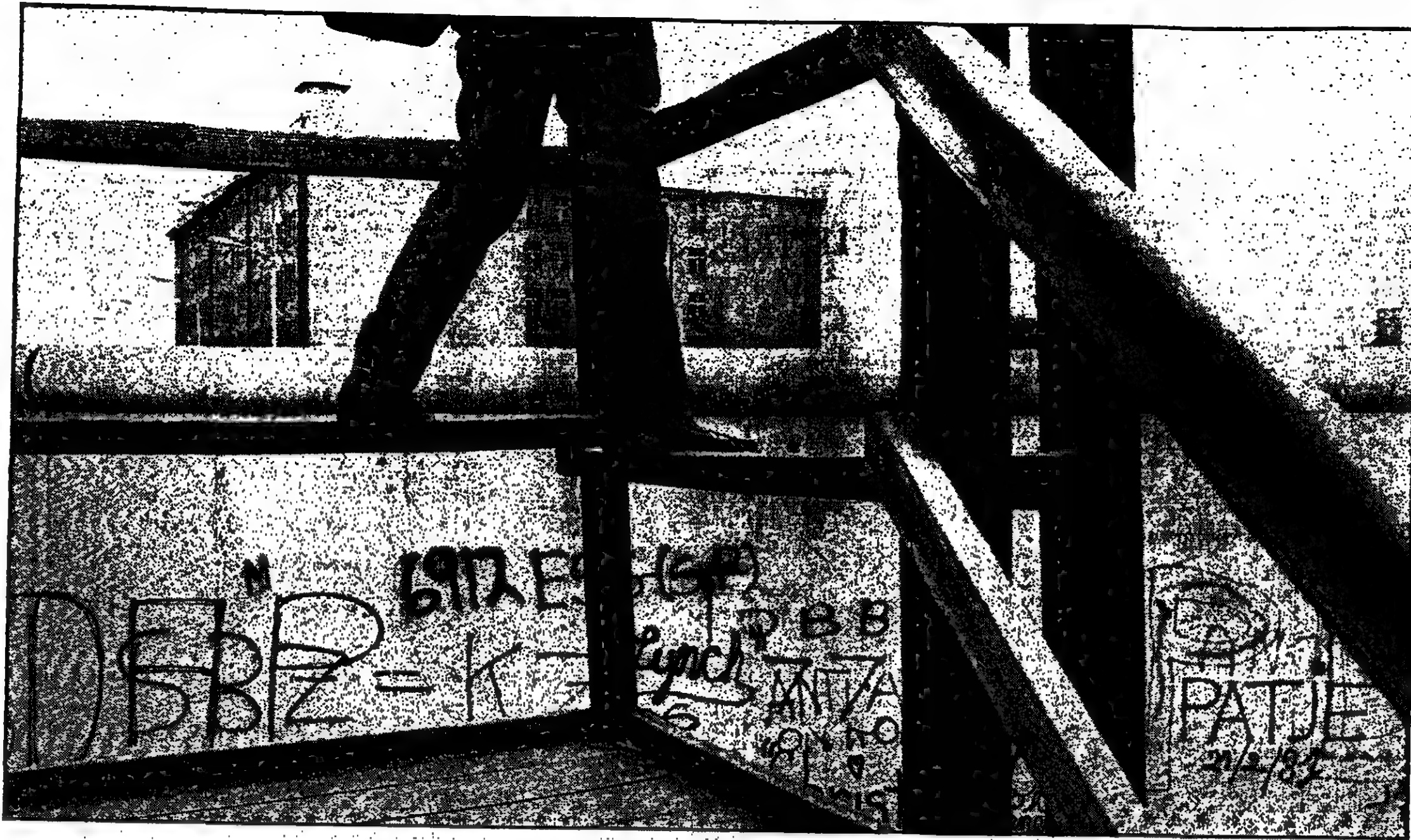
« Le 750<sup>e</sup> anniversaire sera une fête baroque du XX<sup>e</sup> siècle qui entrecroisera toutes les disciplines, quelque chose de comparable au spectacle de Luce Ronconi, l'utopia : un mouvement en avant, comme sur une route bordée des deux côtés par la police face à face. »

COLETTE GODARD.



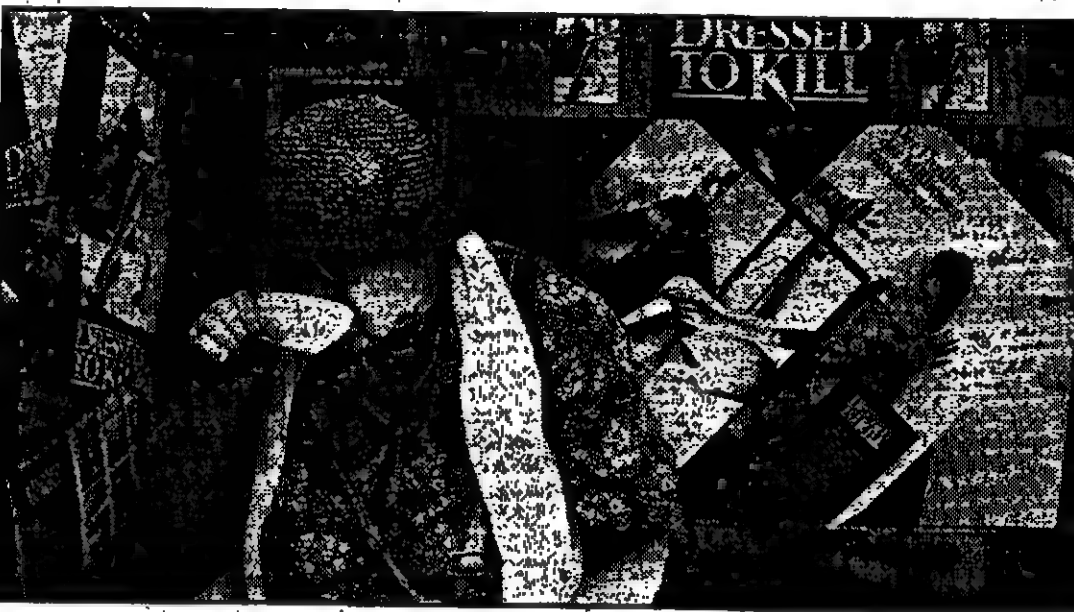
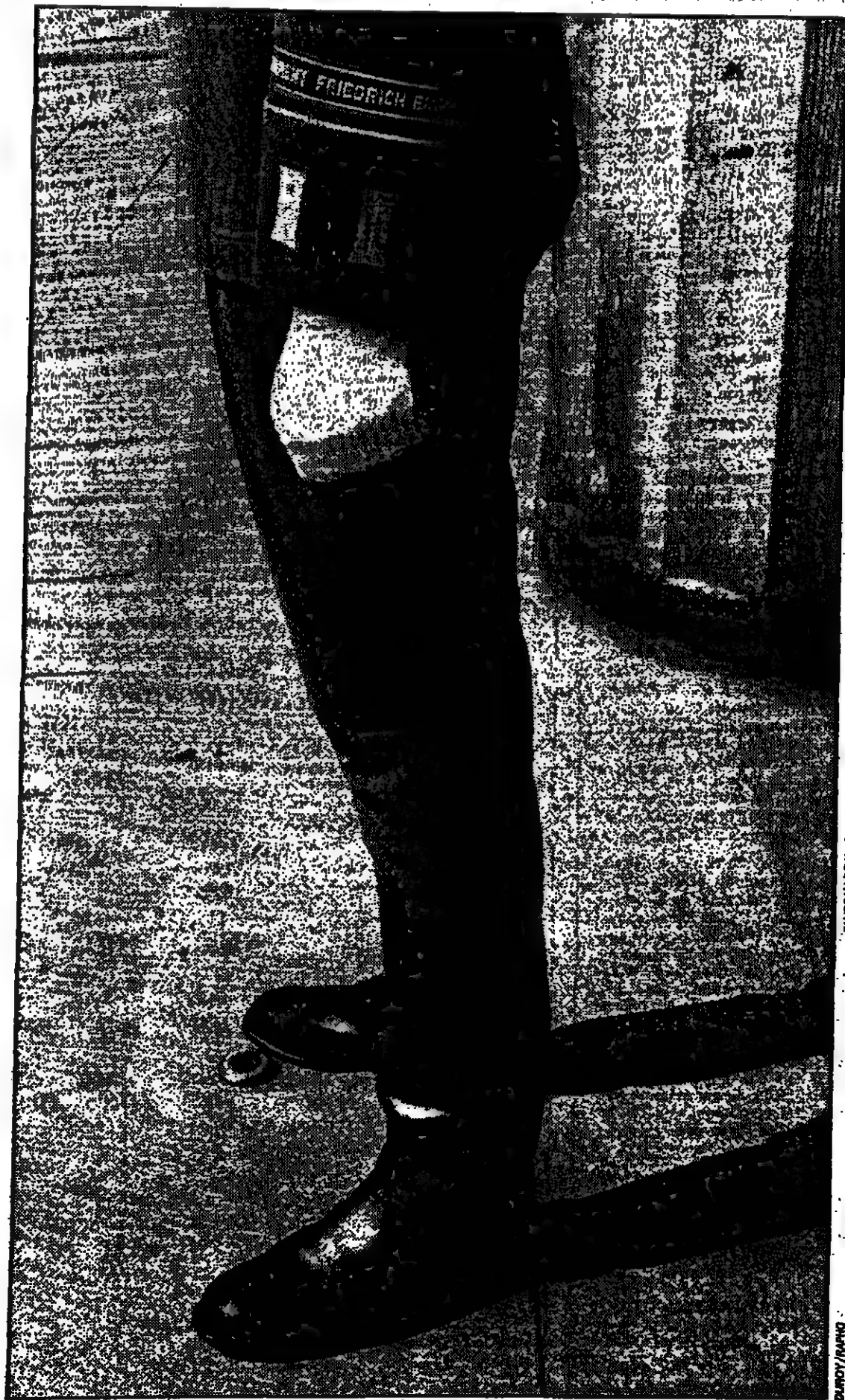
مكتبة من الأصل





TEBUT/VNA

FAYREAU/VNA





## L'autobus à Pesbroufe

La RATP vient de lancer une nouvelle campagne de promotion de ses autobus : « Bougez bus ». Cette campagne se traduit concrètement par la création de vingt lignes « contact » — orzo à Paris et neuf en banlieue — qui remplacent les anciennes lignes « pilotes » et en augmentent le nombre.

« Contact » parce qu'elles permettent de rallier de nombreux centres d'activité de caractère varié : centres administratifs, commerciaux, centres d'affaires ou de loisirs dans Paris et la proche banlieue.

« Vous bougez, le bus aussi, alors bougez bus », peut-on lire sur un petit dépliant publicitaire. « Que vous aillent voir la dernière pièce à la mode au Théâtre Edouard-VII, que vous preniez le train pour Marseille ou Bruxelles, que vous aillent dîner

dans un petit restaurant des Halles, les lignes « contact » vous obéissent au doigt et à l'œil. »

On se dit alors que les lignes « contact », ce sont des autobus plus nombreux, plus rapides, plus confortables, et qui roulent la nuit et le dimanche. Hélas ! le RATP fait du neuf avec du vieux. Pas de nouveaux couloirs de circulation, pas de protection de ces couloirs avec des petits plots qui les rendraient, enfin, efficaces. Pour les seules lignes parisiennes, deux sur onze seulement fonctionnent en soirée : c'est raté pour le petit dîner ou le théâtre à la mode. Trois autres ne fonctionnent pas le dimanche : c'est raté pour le cinéma ou le musée. Alors, d'accord pour la promotion de l'autobus mais pas d'accord pour l'esbroufe.

GILLES PARDI  
(Paris).

## Astro-analyse

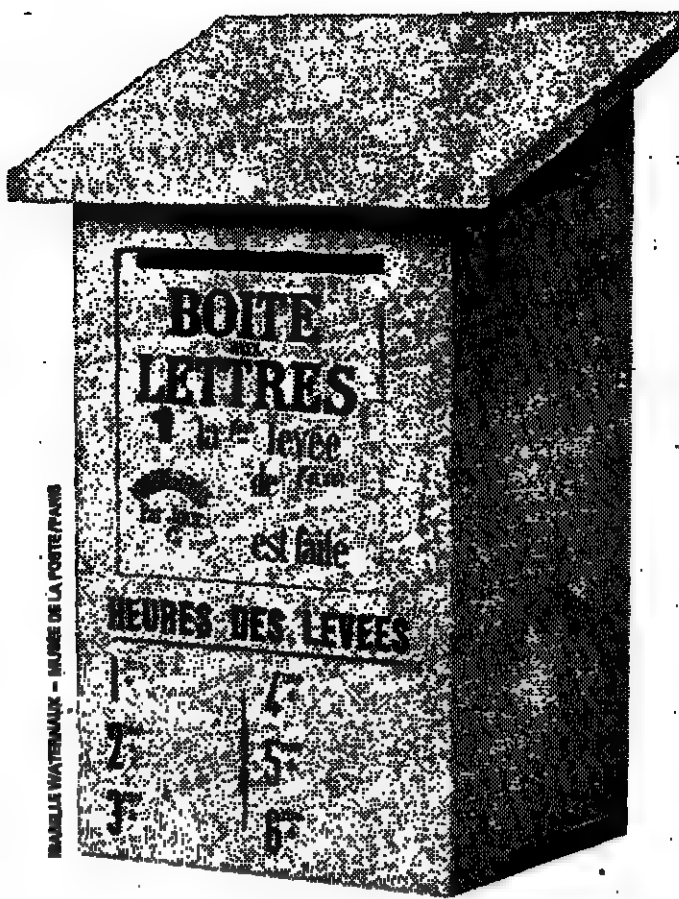
Sur l'étonnement de J. Reverchon (le Monde daté 1<sup>er</sup>-2 avril), que je connais par ses écrits, possédant moi-même tous les Cahiers astrologiques, je répondrai simplement qu'il y a entre l'astrologie que, lui-même pratique et l'astrologie humaniste ou transpersonnelle la même différence qu'entre une poétique surprise et un acte prémédité.

L'astrologie humaniste, c'est évident, n'apportera jamais la fortune d'un cabinet puisqu'elle ne fournit pas du sensationnel mais une prise de conscience par rapport à un ordre cosmique et une loi naturelle : celle de la vie. Qui n'a pas compris le sens de l'expérience individuelle ne peut parler d'astrologie transpersonnelle.

C'est une astrologie qui, pour être comprise, doit être vécue au quotidien ; sa propre prise en charge en fonction de sa personnalité, en cohérence avec un tout plus grand (l'extension est laissée à l'appréciation de chacun). C'est aussi l'apprentissage de l'humilité et du respect individuel. C'est un choix lourd de conséquences, une implication active et un investissement dans sa propre vie. C'est aussi l'école du courage et de la vérité.

L'astrologie humaniste est un chemin initiatique, une prise de conscience par rapport à un ordre astral. Et non un commerce de l'illusion.

JACQUES-HENRI AVRIL  
(Cusabance).



Boîte aux lettres urbaines (1894)

## Minuit, docteur

Victime d'un très grave accident de la route, j'ai été transportée, après une intervention rapide de la police et du SAMU, dans un hôpital de banlieue où une opération abdominale m'a sauvé la vie, mais où a été hypothéqué d'une façon grave le pronostic fonctionnel d'un genou.

Du fait de l'extrême gravité de mon état, j'ai été acceptée dans un grand hôpital parisien, dans un remarquable service de réanimation. Sortie du coma, j'ai été placée dans un service d'orthopédie, opérée par un chirurgien de garde que je n'ai jamais revu. Durant mon séjour d'un mois, j'ai vu une fois le professeur et une fois l'agréé. J'ai été ensuite placée à l'essai pour une rééducation contre-indiquée conduisant à un blocage douloureux.

Je me suis adressée alors au service de chirurgie orthopédique de l'hôpital Saint-Louis. Durant mon hospitalisation, j'ai constaté une permanence vigilante et constante du personnel infirmier, para-médical et médical. Le chef de service et son agrégé commencent la journée à sept heures et demi, avec réunions, séances opératoires, visites — samedi compris — consultations.

Deux grands services de chirurgie orthopédique : deux façons de travailler, deux façons humaines de considérer le malade, deux conceptions des médecines hospitalières dans leur fonction.

MARCELLE SANQUER,  
médecin-psychiatre des hôpitaux  
(Paris).

## L'oreille du lapin

Le promoteur de l'auriculothérapie nous a écrit à la suite de l'article consacré à cette technique dans le Monde Aujourd'hui daté 11-12 mars.

« Les travaux réalisés par Ronald Metzger et qui aboutissent à un effet placebo ne tiennent pas compte des découvertes que j'ai publiées dans mon dernier ouvrage, From Auriculotherapy to Auriculomedicine, diffusé aux États-Unis en 1983. Ceci explique que le protocole d'expérience développé par les auteurs n'a aucune valeur démonstrative.

De plus, des études expérimentales conduites dans le groupe de

recherches dirigé par le professeur Jean Cahn, à Paris (SIR International), ont permis de montrer, chez le lapin éveillé, que la stimulation électrique de zones de projections métaboliques du membre inférieur et de la région buccale au niveau du pavillon de l'oreille entraîne une diminution transitoire mais significative de l'amplitude des réponses évoquées au niveau du tronc par stimulation du nerf sciatique ou de la pulpe d'ongle. Cette étude, conduite chez l'animal, est garante de l'objectivité des résultats obtenus du fait de l'absence d'effet de type placebo.

PAUL NOZIER  
(Lyon).

## Témoignage

# Pompidou, ami des arbres

On se souviendra longtemps de la première chasse du président Pompidou à Chambord, où le tableau fut médiocre et où, circonstance aggravante, aucun sanglier n'était passé à proximité du chef de l'Etat. C'est à cette même chasse que Pierre Juillet devait me faire connaître la surprise du président d'avoir vu des chèvres marquées et, par conséquent, condamnées. Quand je lui confirmais qu'effectivement non seulement ces chèvres devaient être coupées — une bonne régénération en dessous justifiait leur enlèvement —, mais qu'elles étaient déjà vendues, l'entente : « La président entend bien qu'il ne soit pas touché à ces chèvres qui sont encore beaux à voir et ont encore de longues années devant eux. Il m'a chargé de vous le dire... »

Cela ne valait sans doute pas la peine, pour quelques chèvres de Chambord, non pas tant de risquer sa carrière que de susciter la colère du chef de l'Etat vis-à-vis de l'administration forestière. Autant accéder à ce désir, même s'il était contraire à tout bon aménagement forestier.

Encore me fallait-il les racheter au marchand de bois adjudicataire, propriétaire de ces arbres et qui les avait payés. Et lui demander sa décharge.

Cet incident de Chambord est révélateur du caractère de Georges Pompidou quant aux choses de la nature. C'était un conservateur au sens le plus honorable, le plus respectable du terme. L'homme qui se sera accommodé du gigantisme urbain, des tours de la Défense, décidées, il est vrai, avant qu'il ne soit au pouvoir, du Front de Seine, de Fos... ne concevait pas que l'on puisse modifier, même pour des raisons valables, son paysage familier, celui de ses souvenirs, celui de sa culture.

Ce souci lui donnait l'occasion de quelques salines colères.

Voici l'une d'entre elles. Le 17 juillet 1970, il écrivait lui-même et faisait adresser toute affaire cessante une lettre personnelle à Jacques Chaban-Delmas.

Je ne réalisais pas, d'autant qu'elle est inédite, au plaisir de la citer, car elle en vaut la peine.

« Mon cher premier ministre, j'ai eu par le plus grand des hasards communication d'une circulaire du ministère de l'équipement — direction des routes et de la circulation routière — dont je vous fais parvenir photocopie. (NDLR : Il s'agissait d'une instruction recommandant à l'administration des Ponts et Chaussées, pour des raisons de sécurité, d'enlever les arbres en bordure des routes nationales.)

« Cette circulaire, présentée comme un projet, a en fait déjà été communiquée à de nombreux fonctionnaires chargés de son application, puisque c'est par l'un d'eux que j'en ai appris l'existence.

« Elle appelle de ma part deux réflexions :

— La première, c'est qu'après que le Conseil des ministres ait parfoi saisi de questions mineures telles que l'augmentation d'une indemnité versée à quelques fonctionnaires des décisions importantes sont prises par les services centraux d'un ministère en dehors de tout contrôle gouvernemental ;

— La seconde, c'est que, bien que j'aie plusieurs fois exprimé au Conseil des ministres ma volonté de sauvegarder « partout » les arbres, cette circulaire témoigne de la plus profonde indifférence à l'égard des souhaits du président de la République. Il en ressort, en effet, que l'abattage des arbres le long des routes deviendra systématique sous prétexte de sécurité. Il est à noter par contre que l'on n'envisage qu'avec beaucoup de prudence et à titre de simple étude le déplacement des poteaux électriques ou téléphoniques. C'est que là il y a des administrations pour se défendre. Les arbres, eux, n'ont, semble-t-il, d'autres défenseurs que moi-même et il apparaît que cela ne compte pas.

« La France n'est pas faite uniquement pour permettre aux Français de circuler en voiture, et

celle qui soit l'importance des problèmes de sécurité routière, cela ne doit pas aboutir à défigurer son paysage. D'ailleurs, une diminution durable des accidents de la circulation ne pourra résulter que de l'éducation des conducteurs, de l'instauration de règles simples et adaptées à la configuration de la route, alors que la complication est recherchée comme à plaisir dans la signalisation sous toutes ses formes. Elle résultera également de règles moins lâches en matière d'alcoolémie, et je regrette à cet égard que le gouvernement se soit écarté de la position initialement retenue.

« La sauvegarde des arbres plantés au bord des routes — et je pense en particulier aux magnifiques routes du Midi bordées de platanes — est essentielle pour la beauté de notre pays, pour la protection de la nature, pour la sauvegarde d'un milieu humain.

« Je vous demande donc de faire rapporter la circulaire des Ponts et Chaussées, et de donner des instructions précises au ministre de l'équipement pour que, sous divers prétextes (vieillesse des arbres, demandes de municipalités circonvoisines et fermées à tout souci d'esthétique, problèmes financiers que posent l'entretien des arbres et l'abattage des branches mortes), on ne poursuive pas dans la pratique ce qui n'aurait été abandonné que dans le principe et pour me donner une satisfaction d'apparence.

« La vie moderne dans son cadre de béton, de bitume et de néon crée de plus en plus chez tous un besoin d'évasion, de nature et de beauté. L'autoroute sera utilisée pour les transports qui n'ont d'autre objet que la rapidité. La route, elle, doit redevenir pour l'automobiliste de la fin du vingtième siècle ce qu'était la chemin pour le pèlerin ou le cavalier : un itinéraire que l'on emprunte sans se hâter, en en profitant pour voir la France. Que l'on se garde de détruire systématiquement ce qui en fait la beauté ! »

Ceux qui, plus tard, tenteront de mieux cerner et comprendre la

personnalité de Georges Pompidou auront profité, à mon avis, de verser à ce dossier cette lettre sur les arbres plantés au bord des routes...

Il y trouveront son humour froid : « Les arbres, eux, n'ont pas de sécurité, moi-même, et il apparaît que cela ne compte pas. »

Il constateront que l'homme auquel certains reprochaient de tout sacrifier à l'automobile, parce qu'il avait fait ou laissé faire, et lui avait donné son nom, la voie des berges à Paris, affirmait non sans véhémence que la France n'était pas faite uniquement pour permettre aux Français de circuler en automobile.

Janvier 1974. Depuis quelques mois, le visage et la silhouette du président de la République se sont transformés. Cet homme n'est plus ce qu'il avait été. Il est malade malgré tous les démentis. Un mal le ronge, qui ne pardonne pas. Cependant, le calendrier officiel se déroule comme si de rien n'était. Celui des conseils, des audiences, des invitations, des déplacements à l'étranger. Et celui des chasses présidentielles.

Celles de Chambord se déroulent suivant un rite désormais immuable et chaque année il assiste en personne à deux journées. Ce samedi, il devrait être là, mais aucun de nous, qui savons l'épreuve qu'il subissait, ne nous faisons d'illusion. Le rassemblement des chasseurs, le matin devant l'hôtel Saint-Pierre, s'est passé sans lui, et aussi la première « track ». Et puis voici qu'à la collation servie dans une clairière, à mi-journée, nous l'avons vu descendre de voiture. Et il ne nous aura quittés, la nuit tombée, qu'après le tableau.

Et les échos des trompes se perdaient dans la profondeur de la forêt, les torches éclairaient cette scène d'un autre âge. Et nous ne pouvions arracher nos regards de cet homme que nous ne reverrions plus...

CHRISTIAN DELABALLE,  
directeur général,  
de 1963 à 1974,  
de l'Office national des forêts.

## Poésie

# Ma vie est une chanson

On me demande parfois  
[d'où je viens]

Et je réponds :  
[« Je n'en sais rien »]

Depuis longtemps je suis  
[sur le chemin]

Qui m'a conduit jusqu'ici  
[né de l'amour]

Mais je sais que je suis  
[de la Terre avec le Soleil]

Toute ma vie est une  
[chanson]

Que je chante pour dire  
[que je vous aime]

Toute ma vie est une  
[chanson]

Que je donne au monde  
[entier]

Ce soir il a plu  
[la route est mouillée]

Elle est couverte de boue  
[mesquin]

D'inflation et de chômage  
[de racisme et de haine]

On me dit qu'on ne veut  
[plus de moi]

Que le jeu est fini  
[que je dois m'en retourner]

Que je dois m'en retourner  
[dans mon pays]

Mais moi je veux encore  
[Marcher près de vous]

Sur cette terre faite de  
[sagesse]

De technique et de rythme  
[et vous conduire]

Tout au fond de mon rêve  
[Là où j'ai caché mon secret]

Et vous faire naître  
[vous aussi de l'amour]

De la Terre avec le Soleil  
[Toute ma vie est une]

Toute ma vie est une  
[chanson]

Que je chante pour dire  
[que je vous aime]

Toute ma vie est une  
[chanson]

Que je donne au monde  
[entier]

Haut  
Tu n'es pas qu'une île

Perdue dans le grand océan

Bercée par des vents fuyants

Mon Haut

Tu restes mon rêve

Caché au fond de l'exil

Et qui me poursuit sans trêve

Mon Haut

Mon cœur est près de toi

Et je suis plein de toi

Jamais je n'oublierai

Le serment

[que j'ai fait de t'aimer]

Toute ma vie

Quand j'ai de la peine

Ton souvenir me console

Soleil brillant de tous mes jours

Mon Haut

Voilà la berceuse

Que chaque jour je

[fredonne]

Quand la nuit d'exil arrive

Mon Haut

Mon cœur est près de toi

Et je suis plein de toi

Jamais je n'oublierai

Le serment

[que j'ai fait de t'aimer]

Toute ma vie

Voilà la berceuse

Que chaque jour je

[fredonne]

Quand la nuit d'exil avive

Ma nostalgie

Cette nuit d'exil

Qui dure depuis si longtemps

Un jour on n'en parlera plus

Mon Haut

(Bâle, septembre 1982).

Catrounais, Francis Behey est né en 1929. Musicien et poète, il a notamment publié : Embarras & Cie (CIE, Yaoundé), Concert pour un vieux masque (L'Harmattan), la Nouvelle Saison des fruits (Nouvelles éditions africaines, Dakar). Il a également écrit plus de quinze

disques et réalisé plusieurs films de court métrage.

Cette langue à la croisée des cultures chante un appel téta. Cette encre de mémoire agace les distances de l'exil.

Ch. DESCAMPS.

Sauf mention contraire, tous les textes publiés dans cette rubrique sont inédits.

مكتبة من الأصل



# L'Eldorado génétique

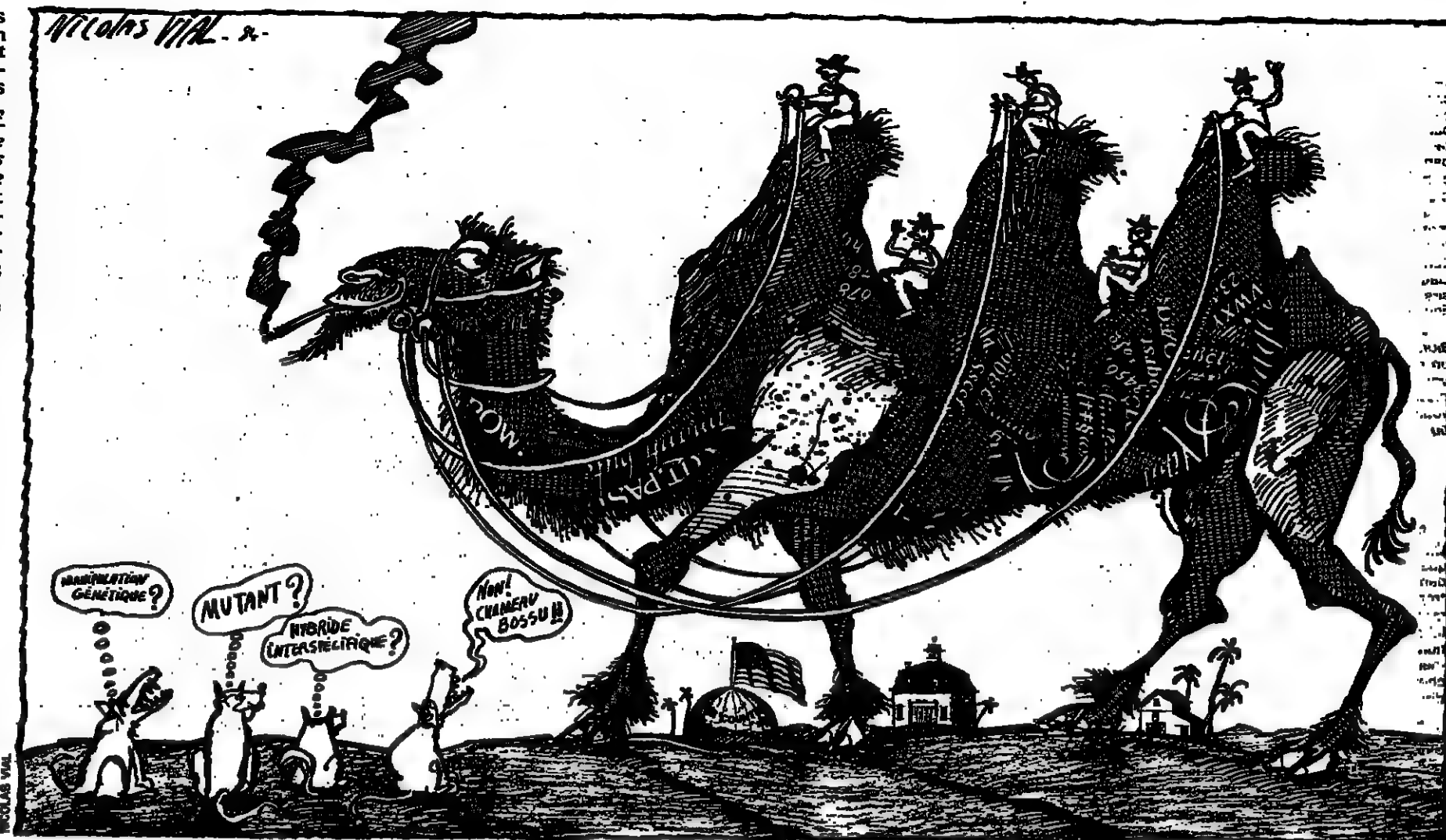
460 Point San Bruno Boulevard, San Francisco.

**S**OURIANT, trapu, des cheveux blonds sur un large front, M. Robert A. Swanson, président de Genentech Inc., s'explique dans les salons de l'Hôtel de Crillon, à Paris. « Notre chiffre d'affaires a été de 47 millions de dollars en 1983. Nous pensons l'augmenter de 40 à 50 % cette année. » A trente-six ans, cet homme satisfait est aux commandes de l'une des plus célèbres entreprises de génie génétique du monde. Et, depuis huit ans, M. Swanson sait qu'il vit une histoire unique, une aventure déjà quasi légendaire.

En 1976, ce financier rencontre le docteur Herbert W. Boyer, biochimiste de l'université de San Francisco. On est aux tout débuts des manipulations génétiques. Les deux hommes tombent d'accord pour estimer que ce qui n'est alors qu'un outil de laboratoire a toutes les chances de devenir une fantastique machine industrielle. Aucune raison, pensent-ils, pour que le « bricolage » des patrimoines héréditaires ne soit pas une belle source de profit.

Pour tenter l'aventure, il faut de l'argent frais. Pour les financiers aussi, les biotechnologies ont des couleurs d'Eldorado : 12 millions de dollars arrivent sous forme de « venture-capital » investis par quelques groupes industriels : 70 millions de dollars suivront (1). C'est ainsi qu'on retrouve aujourd'hui, dans le conseil d'administration de la société, les directeurs d'entreprises comme Alfa-Laval (informatic), Corning Glass Works (verrière), Lubrizol (chimie) ou Hewlett-Packard (électronique). Néanmoins aucun actionnaire n'a pris le contrôle de Genentech.

Dès avril 1978, la société française SOFINOVA s'était associée au pari, investissant au total 130 000 dollars (1,3 % du capital). Les premiers succès techniques ne tardent pas. En 1978, Genentech annonce la synthèse de l'insuline par une souche de bactérie au génome transformé. C'est l'hormone de croissance l'année suivante, puis un type d'interféron en juin 1980. L'interféron, alors, est souvent présenté comme une « substance miracle » et cette dernière synthèse n'est sans doute pas pour rien dans la décision des responsables de tenter l'entrée en Bourse. Un pari, là encore, pour une société de cent vingt-six personnes (dont quarante médecins et scientifiques), qui, dans les six premiers mois de l'année, avait perdu 81 000 dollars pour un



chiffre d'affaires de 3,5 millions. Genentech ? « Ce n'est pas une mine d'or », commente, en septembre 1980, le magazine américain Science.

Le 14 octobre, c'est l'entrée à Wall Street. Une journée historique. Un coup de poker dont on parle encore. Un million d'actions sont proposées à 35 dollars. Vingt minutes plus tard, elles s'arrachent à 89 dollars. La fièvre tombe un peu, le prix moyen se fixant pourtant à 71,25 dollars en fin de journée.

Par la suite, la liste des produits devait s'allonger : nouveaux types d'interférons humains et animaux, hormones de croissance animales et vaccins contre la fièvre aphteuse. Dernièrement, on apprenait la synthèse, suivie de l'expérimentation sur l'homme, d'une nouvelle substance (Tissue Plasminogen Activator ou TPA) capable, dans certaines conditions, de dissoudre les caillots sanguins. Jusqu'à présent, pour chaque produit, Genentech passait des accords industriels et commerciaux. Ce fut en particulier le cas avec Eli-Lilly (pour l'insuline), Kabi (pour

l'hormone de croissance humaine), Mitsubishi ou Boehringer Ingelheim (pour le TPA) et Hoffmann-La Roche (pour les interférons).

Mais les temps changent et Genentech entend aujourd'hui se transformer en compagnie pharmaceutique, assurant la production industrielle et la commercialisation de ses produits. « Nous sommes particulièrement intéressés par la commercialisation de notre premier produit, l'hormone de croissance humaine, sous notre marque », explique M. Swanson. « C'est notre enfant, du début à la fin : nous l'avons porté du laboratoire à la production sur grande échelle et, depuis deux ans, aux tests sur l'homme. » Le scénario est identique pour l'interféron humain de type gamma, le TPA et l'interféron bovin, produits pour lesquels la firme entend assurer l'exploitation exclusive sur le territoire américain.

L'avenir ? Les techniques des combinaisons génétiques ont, elles aussi, leurs limites dès lors qu'on entend faire du profit. Pourtant Genentech annonce sept nouveaux produits à venir dont trois sont déjà testés

sur l'homme. Axes prioritaires de recherche : l'immunologie, les produits à visée cardiovasculaire et les vaccins (hépatite, rage et herpès). La santé publique, ici, n'a d'intérêt que dans la mesure où elle offre des perspectives de vraie rentabilité ; mais chaque produit devra correspondre à une réelle avancée thérapeutique.

Pas question de chercher à joindre chacun des 440 000 praticiens américains. Seuls les 200 plus gros hôpitaux seront contactés, et, avec eux, 1 000 endocrinologues, 6 000 cardiologues et les 1 500 spécialistes de cancérologie. « La même vendeuse », explique M. Swanson, « dans un hôpital, voit l'endocrinologue pour l'hormone de croissance, le cardiologue et le TPA, puis descend en cancérologie pour l'interféron gamma. Nous n'avons pas besoin d'une très grosse équipe commerciale. » Conclusion : une vingtaine de visiteurs médicaux vont porter les couleurs de la firme californienne dans les grands hôpitaux américains.

Développement tous azimuts aussi au travers des associa-

tions passées avec des partenaires pour créer de nouvelles sociétés de biotechnologies comme GENENCOR (avec Corning Glass, pour les enzymes industrielles), HP Genentech (avec Hewlett-Packard pour l'instrumentation des biotechnologies) ou Travenol-Genentech. Diagnostics pour les produits à visée diagnostique.

Les grands de la pharmacie acceptent-ils sans sourciller une telle volonté de croissance ? Même si certaines rumeurs circulent sur la solidité financière de cette société (2), les spécialistes se rejoignent pour estimer qu'elle demeure l'une des plus crédibles parmi les très nombreuses entreprises de génie génétique qui, outre-Atlantique, se sont créées en quelques années.

Les clés du succès ? « Une stratégie financière bien établie depuis le départ, les meilleurs chercheurs et une bonne ambiance de travail. » Salaire d'embauche pour les chercheurs : « Environ 35 000 dollars, mais ils sont rapidement intéressés aux bénéfices, deviennent des actionnaires. »

Et la France des recombinaisons génétiques ? M. Swanson ne la connaît pas. Le scientifique qui l'accompagne corrige : « Si, bien sûr, l'Institut Pasteur, à Paris, à Strasbourg aussi, vous avez une bonne équipe avec M. Chambon. Mais ce sont des fondamentaux. » Le petit groupe américain est venu en Europe pour exposer à ses partenaires financiers le bilan de l'entreprise. Après quelques emplettes, il quittera Paris. Direction 460 Point San Bruno Boulevard, au sud de San Francisco. Comme chaque année, on va fêter là-bas l'anniversaire de la création de l'entreprise. « Avec du champagne ».

JEAN-YVES NAU.

(1) Fin 1982, on estimait à 850 millions de dollars le total des sommes investies dans les firmes biotechnologiques américaines. Genentech arrivait en deuxième position derrière Cetus (Sur ce thème, lire les articles de M. Laurent Faibis dans les numéros de juillet-août 1983 et de mars 1984 du magazine *l'Espresso*).

(2) Pour sa part, SOFINOVA explique avoir été ses parts dans Genentech en 1981 et 1982. Le produit de la cession s'est élevé à près de 4 millions de dollars (entre 35 et 40 dollars l'action).

## Périls en la demeure

Des accidents par milliers.

**A**LORS que la mortalité infantile décroît dans la plupart des pays industrialisés, le danger majeur auquel est confronté l'enfant n'est plus la maladie, mais l'accident. La France est de toutes les nations modernes celle qui compte le taux le plus élevé de décès d'enfants par accident : mille six cents décès par an chez les moins de quinze ans dont les deux tiers surviennent à la maison ou dans son voisinage immédiat. Dix mille autres enfants restent gravement handicapés à la suite de tels accidents.

Malgré ces chiffres qui n'ont cessé d'augmenter depuis trente ans, il semble que les adultes mésestiment encore les dangers domestiques : la maison est synonyme de sécurité, c'est l'abri contre les dangers extérieurs.

Diverses actions de sensibilisation ont été menées jusqu'à présent. Une expérience originale est en cours, sur l'initiative d'un jeune médecin généraliste, Danielle Caron-Hunsinger, auteur d'une thèse sur les accidents domestiques. Une maison géante a été édifiée et exposée dans le métro Auber (à Paris jusqu'au 29 avril, celle des Echanges). Chaque pièce

est agencée avec les meubles et accessoires, en « situation de danger ». Les proportions ont été doublées pour faire prendre conscience aux adultes de la façon dont est perçu par un petit enfant l'univers des adultes.

On peut considérer en effet que dans les premiers mois de la vie, époque de la « protection pleine temps », les dangers dans la maison sont limités à la période du bain (chaleur, épingles à nourrice, chutes de la table à langer), du biberon (fausses routes) alimentaires ou réfrigérateurs, des petits jouets. Puis vient l'âge du « tout-à-la-bouche » : l'enfant est capable de déceler la plus petite épingle dans la moquette. Dès qu'il sait se tenir debout, les dangers croissent, c'est l'âge de l'exploration de la maison : il touche à tout (prises de courant, objets coupants, toxiques ménagers, plantes vertes toxiques). De douze à dix-huit mois, nouveaux progrès, donc nouveaux périls : il cherche à s'élever, imite les adultes, grimpe, escalade (fenêtres), ouvre les placards, absorbe n'importe quoi (sept cents corps étrangers par an ont été répertoriés dans les hôpitaux ; dans un

cas sur deux, il s'agit d'une cachuète).

Jusqu'à quatre ans, les dangers se diversifient encore. Les médicaments, les fonds de verres d'alcool des adultes, les produits ménagers sont des tentations pour les tout-petits. Les risques de brûlures sont importants (cuisinières, barbecues, rallonges non débranchées) ; il faut prendre garde aux enfermements dans les réfrigérateurs ou les fours, à l'asphyxie par les sacs de plastique : aux outils, engrais et désherbants dans le jardin ainsi qu'aux morsures des animaux domestiques.

Les intoxications sont parmi les accidents les plus fréquents. Les centres anti-poisons reçoivent chaque année soixante mille appels concernant des enfants dont vingt mille doivent être hospitalisés. Une fois sur deux, un médicament est responsable (tranquillisant, contraceptif). Viennent ensuite les produits ménagers et les cosmétiques.

Si, malgré des mesures indispensables de prudence (ranger les produits hors de portée des enfants - penser au contenu des sacs à main, - ne jamais transvaser dans un récipient alimentaire

un produit impropre à la consommation), l'accident survient, que faire ou ne pas faire après avoir appelé le centre anti-poisons et en attendant le médecin ? Les spécialistes recommandent tout d'abord de ne pas s'affoler, mais de prendre au sérieux toute ingestion de produit non alimentaire, de récupérer l'emballage du produit pour le remettre au centre anti-poisons et d'essayer d'évaluer la quantité absorbée ; si le produit a été en contact avec la peau ou les yeux, de laver abondamment à l'eau ; de ne jamais transporter l'intoxiqué à plat sur le dos, mais allongé sur le côté (position latérale de sécurité). Ensuite, l'attitude sera fonction du produit ingéré.

Les diverses actions menées ici ou là finissent-elles par sensibiliser suffisamment l'opinion afin que tout soit mis en œuvre pour endiguer ce fléau, comparable à une épidémie ? Certains pays, la Grande-Bretagne et la Suède, y sont en partie parvenus ; en vingt ans, une diminution significative de la mortalité infantile accidentelle a été obtenue grâce à des études épidémiologiques, suivies de réglementations plus strictes

(conditionnement des produits, nouvelles normes pour l'habitat et les appareils...). J. et d'actions d'information.

MICHELLE EVIN.

\* Le Comité national de l'enfance a publié une monographie (« Je

l'aime, je suis le protéger ») en vingt-quatre fiches pratiques qui comprennent le mode d'emploi des divers secours d'urgence : 35, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris. 50 francs franco.

| PRODUIT  | FAIRE                                 | NE PAS FAIRE                                |
|--|---------------------------------------|---|
| Eau de Javel   | Faire boire abondamment de l'eau pure | Ne pas donner de lait<br>Ne pas faire vomir |
| Essence, pétrole, trichloréthylène                               | S'abstenir de tout geste              | Ne pas faire vomir                          |
| Produits antirouille   | Faire boire abondamment               | Donner du lait<br>Faire vomir               |
| Décapants pour fours, déboucheurs lavabo, lessive lave-vaisselle | Faire boire abondamment               | Faire vomir<br>Donner du lait               |
| Produits pour vitres, métaux, parfums, dé-pilatoires             | Faire boire sucré, donner vitamine C  | Faire vomir<br>Donner du lait               |
| D.D.T.   | S'abstenir de tout geste              | Ne donner ni lait, ni huile                 |
| Lessives   | Donner du pain ou des gâteaux secs    | Faire boire<br>Faire vomir                  |
| Alcool à brûler  | Faire vomir                           | Donner du lait                              |



## La Tribune de Nantes, un hebdomadaire qui s'engage.

مَكْذَا مِنَ الْأَصْلِ



# Le bonheur, ou presque

par Georgeta Horodincea.

SANS s'en apercevoir et presque à son insu, mon père avait pris l'habitude de chercher quelque chose ; il n'aurait su dire quoi, mais il s'agissait d'une chose importante, essentielle même, qui manquait à sa vie, une vie très réussie d'ailleurs et rigoureusement menée à son but. La vieillesse était là et le bilan déjà fait, un bilan tout à fait satisfaisant, toutefois il n'arrivait pas à boucler la boucle. La trajectoire de sa vie, soigneusement tracée au cours des années, avait dû être insensiblement déviée, car, une fois son but atteint, il ne s'y retrouvait plus ; le cercle ne se fermait pas, il y manquait quelque chose. Mais quoi ?

Le matin, après une nuit d'insomnie, il errait à travers les chambres, remettant à sa place un objet imperceptiblement déplacé, lissant de sa paume inquiète le couvre-lit qui boursoufflait un peu, pas trop, vérifiant les gonds des portes qui tournaient silencieusement, on ne pouvait effectivement pas percevoir le moindre grincement ; tout était en ordre, il y avait même de quoi satisfaire une véritable manie de l'ordre.

Las de tourner en rond dans la maison, il allait se promener dans le verger ; le calme et l'ordre y régnaient également, ce calme auquel il avait rêvé pendant toute sa vie et qui, maintenant qu'il pouvait en jouir pleinement, ne le satisfaisait plus. Il devait y avoir encore quelque chose, mais cette chose-là, qui, de toute évidence manquait, demeurait aussi indéfinissable qu'absente. Contrarié, mon père se laissait choir sur le banc en bois, sous la couronne sombre, au parfum amer, du grand noyer, qui trônait au milieu du jardin, et se mettait à lire. Il avait fini par apporter toujours sous son bras, le même livre, *le Guide de l'apiculteur*.

Certes, il connaissait depuis longtemps déjà ce manuel pour l'élevage des abeilles, car il avait toujours été un apiculteur aussi persévérant que malchanceux, il n'en reste pas moins qu'il semblait y découvrir un intérêt qui le retenait de plus en plus ; quelques années durant, il a lu et relu ce livre avec une attention toujours croissante, en suivant de l'index les mots dont la signification semblait devenir de plus en plus obscure, tandis que sa vue baissait, que l'encre des lettres s'effaçait lentement sous ses doigts fiévreux et que les phrases menaçaient de se désintégrer avant qu'il eût appris le fin fond de l'histoire.

Au crépuscule, il se levait, chassé par la fraîcheur et l'obscurité qui venait s'ajouter à celle de mots, pour se diriger rêveur, incertain, vers sa longue nuit d'insomnie.

Sur l'écran des nuits blanches, roulait le film d'un passé de plus en plus éloigné, comme il arrive aux vieux, qui se rappellent des choses et des événements qu'ils croyaient à tout jamais oubliés. Parfois, des gens, rencontrés une seule fois et dans des circonstances sans aucune importance, viennent traverser encore une fois l'espace du souvenir, avant de disparaître définitivement. Pourquoi ? Des images animées par une force obscure s'enchaînaient sans rime ni raison, à la recherche d'un ordre et d'un sens. Mais que peut-on faire des souvenirs ? Une vie telle qu'elle a été peut-être, et encore, jamais une vie telle qu'elle aurait dû être. Or toute la question est là : comment aurait-elle dû être



cette vie pour que le voyageur puisse arriver à bon port ? Les souvenirs ne répondent jamais à cette question ; ils s'approchent de vous comme s'ils avaient quelque chose à vous dire, et ne vous disent rien, si non qu'ils ont survécu, sans but ni justification, comme ça, uniquement pour revenir et vous empêcher de fermer l'œil. Chaque matin, mon père se demandait, toujours plus las, toujours plus inquiet : puisque tout va bien, pourquoi n'ai-je pas pu dormir ?

Une demi-heure après, on le retrouvait dans le verger, à sa place favorite, plongé dans son livre ; il épilait les mots comme les enfants, le visage tendu, anxieux, rarement illuminé par un sourire. Autour de lui volaient ses abeilles, qui étaient arrivées, tout comme leur maître, au bout d'un long voyage. Elles se posaient sur son visage, sur ses mains sans lui faire de mal, elles le connaissaient ; elles avaient mené, tout comme lui, une existence vagabonde, l'ayant toujours accompagné dans son long périple de cheminement ; elles avaient eu, tout comme lui, du mal à s'adapter à une nouvelle gare et ensuite du mal à partir pour s'installer dans une autre, et finalement elles étaient, tout comme lui, arrivées à leur destination — ce beau jardin aux arbres couverts de fleurs au début du printemps et dont les branches

pliaient en automne sous le poids des fruits.

Pourtant, les abeilles aussi ne semblaient pas jouir du calme enfin retrouvé et de l'abondance du jardin. Trimbales toujours d'un endroit à l'autre, obligées souvent d'attendre leur miel dans des conditions qui pouvaient rendre vains les efforts les plus ardues, elles avaient fini par se décourager. C'étaient des abeilles qui avaient perdu le goût du travail et qui s'étaient faites, depuis des générations, à une existence irréversiblement oisive ; malgré leur frivolité, mon père les aimait et trouvait toujours le moyen de les excuser : ou bien le printemps avait été trop court, ou bien l'été trop pluvieux, ou bien l'hiver était arrivé trop tôt ; c'était, à son avis, la marche capricieuse des saisons qui empêchait ces abeilles, paresseuses au point de se laisser nourrir par leur maître, de donner toute la mesure de leur valeur et de tirer profit du jardin qui, normalement, pouvait combler tous leurs désirs.

Le jardin, mon père en avait acheté le terrain quelques années avant la deuxième guerre mondiale, ainsi que la maison, si toutefois on pouvait appeler maison ce taudis au toit abîmé par les pluies, à la cheminée bouchée par un nid de cigognes et aux murs lézardés par les intempé-

ries. Le propriétaire venait de mourir et les héritiers, n'arrivant pas à se mettre d'accord, avaient décidé de tout vendre et de partager l'argent. Cet argent, c'est mon père qui l'avait avancé un jour d'été, lorsqu'il était venu passer ses vacances dans le village natal, non sans s'imposer de très grands sacrifices. Il était jeune à l'époque, très jeune même, mais son désir ardent de devenir le propriétaire de ce taudis et d'un verger qu'il se proposait de planter lui-même, montre que son voyage de retour avait déjà commencé.

Trente-cinq ans auparavant, il avait fixé son point d'arrivée ; la dernière gare devait être celle-là même d'où il était parti à pied, à la veille de la première guerre mondiale, pour se frayer un chemin dans la vie. Ma grand-mère l'avait accompagné jusqu'au bout du village et lui avait confié, sous le sceau du secret, toutes ses économies, à savoir vingt lei, avec lesquels il devait payer les taxes scolaires, les livres de classe, le gîte et le couvert et, en général, vivre jusqu'à ce qu'il eût touché son premier salaire. Et voilà, son chemin dans la vie, il y avait encore un bon bout à faire lorsqu'il commença à en infléchir la trajectoire pour que le point d'arrivée pût se confondre avec celui du départ. Il nous a trimballés, ma mère, moi et les abeilles,

dans des gares qui se ressemblaient toutes, malgré les centaines de kilomètres qui les séparaient, des gares désertes, dont les murs répercutaient lugubrement les pas des rares voyageurs ; il nous entraînaient toujours plus loin dans le labyrinthe de sa longue, modeste et dure carrière, tout en répétant que plus on s'éloignait, plus on se rapprochait du but.

EN attendant, nous vivions dans la même gare, qui voyageait avec nous à travers une plaine interminable, brûlante en été, plongée dans le noir et hantée par les loups en hiver. Traquée par la peur et l'ennui, nous avions l'impression de voir notre vie nous échapper, elle passait à côté de nous, à une distance assez petite d'ailleurs, 7, 8, tout au plus 10 kilomètres, qui nous séparaient d'habitude du village le plus proche, mais ces kilomètres-là étaient impossibles à franchir — il n'y avait comme moyen de transport que les chariots des paysans qui venaient à la gare, et ils ne venaient pas souvent, surtout en hiver. Rien ne pouvait donc réduire cette distance et encore moins l'annihiler ; elle marquait continuellement, cruellement dans nos cœurs la discordance dérisoire mais irréductible entre la réalité et l'idéal. Il n'y avait qu'à attendre et à poursuivre notre but.

Quand ce but a été finalement atteint, un grand cycle humain était sur le point de prendre fin. Le couple, le jeune couple, auquel mon père avait loué sa propriété, trente-cinq ans auparavant, lui avait cédé la place sans faire de difficultés : devenus entre-temps grands-parents, ils étaient partis habiter chez leurs enfants, des enfants qui étaient nés dans cette maison et qui étaient maintenant des hommes dans la force de l'âge. Comme moi d'ailleurs ; moi aussi je ne pouvais plus habiter cette maison, j'avais déjà commencé à faire mon chemin. Mais mon père avait réalisé son rêve : il était rentré chez lui, il vivait dans sa maison entourée du verger dont il avait lui-même planté les arbres, il y avait déjà si longtemps que les pommiers et les poiriers, eux aussi, étaient devenus vieux ; il portait bien son âge et sa retraite, plutôt petite, le mettait à l'abri des soucis. Seulement, voilà, malgré son bonheur, il ne pouvait plus dormir. Tout compte fait, il n'a passé que cinq ans dans cette maison que depuis trente-cinq ans il ne cessait d'aménager pour ses vieux jours. Après sa mort, personne n'a pu retrouver le *Guide de l'apiculteur*, lui et le livre avaient disparu en même temps. Et pourtant, il est évident que l'apiculteur est parti sans aucun guide.

La maison n'abrite plus rien, sauf la voix de mon père qui m'appelle auprès de son lit de mort. Il a quelque chose à me dire et avant qu'il ne soit trop tard, il veut que je l'apprenne. Tu es ma fille, et tant que père, moi, je dois, vois-tu ?

Epuisé, les yeux clos, il a dû mal à respirer ; pour l'instant, il ne le peut pas, il n'a pas la force nécessaire, mais on a encore le temps ; il va se reposer, un peu et demain il va me dire ce qu'il ne réussit pas à dire aujourd'hui.

Parfois, la sonnerie du téléphone retentit longuement au cœur de la nuit. Mal réveillée, je décroche mais, de l'autre bout du fil ne me parvenant que les bruits confus d'un vaste espace dont la sonorité chaotique m'inspire une véritable terreur. J'arrive néanmoins à tirer du plus profond de mon angoisse les mots essentiels : dis, maintenant tu le peux, maintenant il faut demain...

La sonorité houleuse du vaste espace disparaît soudain comme si elle avait été balayée par le flux, si faible pourtant, de ces quelques sons articulés, que je lance dans sa direction. Un grand silence tombe sur la ligne ; on pourrait facilement distinguer le moindre souffle apporté par le début ou par un fragment de message.

Couverte d'une sueur froide, la gorge serrée, j'écoute, suspendue au fil mince, fragile, presque imaginaire, j'écoute impatiemment, désespérément, tandis qu'à l'autre bout du fil le silence, de plus en plus profond, devient infini.

(Traduit du roumain par Irina Eliade et par l'auteur.)

Georgeta Horodincea, écrivain roumain, née en 1930, a publié dans son pays des études sur Marcel Proust, Jean-Paul Sartre, Albert Camus, Gaston Picon, Michel Butor, Boris Vian, Alain Robbe-Grillet et autres auteurs français ; elle a traduit en roumain *l'Etranger*, d'Albert Camus, *la Modification*, de Michel Butor, *Sur Proust* et autres essais de Gaston Picon, etc. Son premier volume de récits, *les Abscisses* (1979), couronné par l'Académie roumaine, a été suivi d'un roman *les Sombrières du soleil* (1981), dont le sujet porte sur l'avènement du fascisme en Roumanie. Aucun de ces livres n'a été traduit en français.



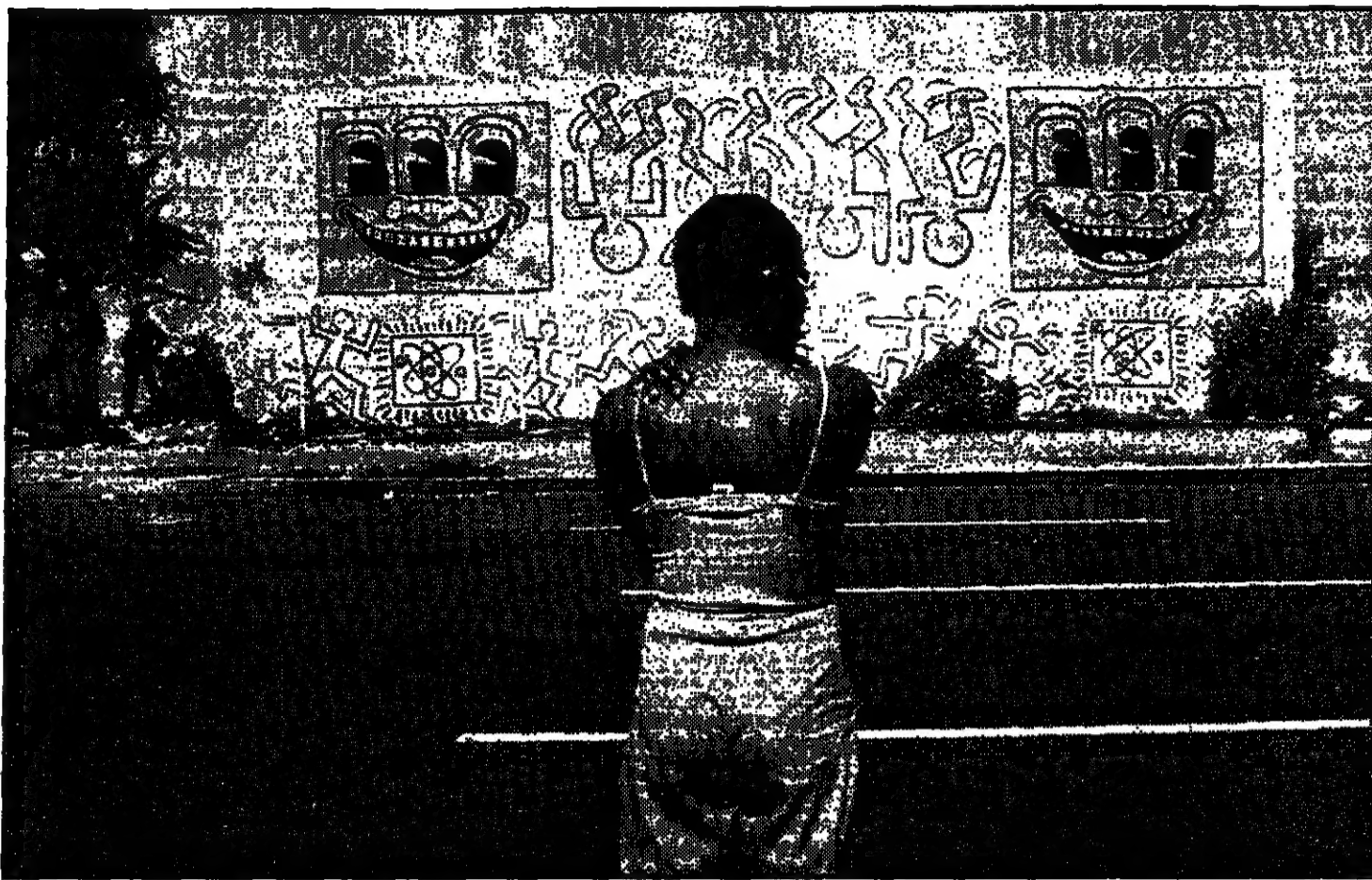
# L'odyssée du graffiti

Du métro de New-York aux galeries du monde entier, un art nouveau s'affiche.

**A**U cours des années 70, ils ont commencé à faire leur entrée dans les galeries d'art. Maintenant les « kids » sont à la mode. Ils se vendent. Ils sont un phénomène social et, d'une certaine façon, artistique, encore que la critique sérieuse les considère d'un œil pour le moins suspect.

Ils constituent une étrange faune. Issus surtout de milieux sous-privilégiés ou pauvres, ils ne sont pas passés par les écoles d'art traditionnelles. Leur école, c'était la rue, et surtout le subway, le métro new-yorkais.

Ils sont pour la plupart noirs ou hispaniques, mais aussi blancs. Ce sont des gosses de la rue, jeunes, rusés, fuyés. Ils ont pour noms Keith Haring, Crash, Daze, Blade, Futura 2000, Toxic, Noc 167, Zephyr, Seen, Lady Pink, Bear, Wasp, A-One, Ramm-Ell-Zee, Dondi, Fab 5 Fred, Iz the Wiz, Caz II, Ero, Lee, Chico, etc. Ce ne sont pas leurs vrais noms, ce sont leurs « tags », leurs noms de plume en quelque sorte, leurs signatures. Ce sont les « graffiti artists », ou, comme ils préfèrent, les « graffiti writers », les

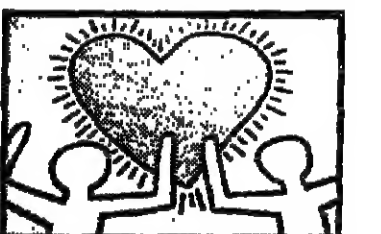


beaucoup d'écrivains de graffiti, qui furent ensuite happés par des galeries plus commerciales.

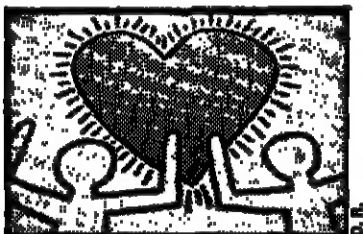
Aujourd'hui, le mouvement a son théoricien - Ramm-Ell-Zee, qui manie avec dextérité un langage artistique spécialisé, passablement incompréhensible - et ses vedettes. La plus connue est sans doute Jean-Michel Basquiat, d'origine haïtienne. Il ne fit qu'un bref passage dans l'illégalité, sous le nom de Samo, et ses toiles n'ont pas cette qualité explosive qui caractérise en général le graffiti. D'autres, comme Futura 2000, ont de longues années de graffiti derrière eux et un fort attachement pour leurs racines. Même s'ils exposent aujourd'hui dans des galeries, si leur art les fait voyager de Tokyo à Hongkong, Paris ou Amsterdam, ils retournent toujours au métro et restent fidèles au seul public qui sait vraiment les comprendre.

Futura 2000 qui, à vingt-huit ans, est un vieux du mouvement, se demande si, à quarante ans, il en sera encore à décorer des trains. Cependant, à mesure qu'ils sortent de l'adolescence, les écrivains de graffiti deviennent plus prudents. Ils ne travailleront plus tout à fait avec le même acharnement sur les rames de métro. S'ils se font avoir, ils risquent plus gros, désormais. Et la police peut être très dure. Cet été, un jeune pratiquant attrapé sur le vif, Michael Stewart, est mort, dit-on, des suites des coups reçus par la police.

Ces dernières années, les autorités ont d'une autre façon encore donné un coup à cet art



perissable, quand elles ont décidé de peindre les rames en blanc. « Le graffiti, d'une certaine façon, est fini », dit Zephyr. Quand ils ont peint les trains en blanc, ils ont effacé toute l'histoire du graffiti, depuis le début. Chaque voiture avait son histoire, faite de couches et de couches de graffiti, lavés, effacés, pâlis. On y découvrait comme des images de fantômes. Ah oui, c'était en 1974, c'était Jester et c'était Cliff 157. C'était bien : on avait l'impression de continuer ce que ces gars avant nous avaient commencé. Maintenant, sur les trains blancs, il faut tout recommencer à zéro. Le graffiti, est-ce de l'art ? La critique américaine se demande s'il faut prendre les kids au sérieux. Assez, apparemment, pour leur consacrer de longs articles. Elle leur reproche pourtant la vanité de leur art : voir leur nom s'étaler en long et en large sur les métros et sur les murs. « Le graffiti dans le métro et dans la ville, on le fait exclusivement pour soi et pour les autres écrivains de graffiti », dit Zephyr. La critique leur reproche encore le machisme de leurs dessins, leurs couleurs criardes, leur manque de subtilité, leur désir d'impressionner, etc. C'est, dit-on, un art qui repose sur la vitesse. C'est une perception vite reçue, vite traduite et destinée à être vite consommée. On est lent à louer leur inventivité, leur dynamisme, leur intensité, leur humour, et pourtant certains sont remarquables et se révéleront peut-être après d'authentiques artistes.



écrivains de graffiti, ou encore les « graffiti bombers », bombing voulant dire, dans leur argot, peindre avec du spray paint (de la peinture en bombe).

Cet hiver, la prestigieuse galerie Sidney Janis, située sur la 57<sup>e</sup> Rue, leur consacra une importante exposition, intitulée « Post Graffiti Artists » (post, parce que dès que leur peinture s'étale légalement sur les murs d'une galerie, ce n'est plus du graffiti). Est-ce un nouveau pas vers une acception plus générale ?

Etrange phénomène. D'une part, la ville de New-York dépense des sommes folles pour lutter contre le graffiti et, d'autre part, les « kids » sont fêtés par les galeries et leurs peintures, dès qu'elles figurent sur des toiles, se vendent à 5 000, 10 000 dollars et même au-delà, ce qui pourrait d'une certaine façon justifier l'acte de vandalisme qui est à la base de leur art.

Les New-Yorkais ont une attitude ambiguë à l'égard du graffiti, qui envahit toute la ville. Pour certains, c'est un symbole de violence, d'agressi-

vité et d'anarchie. Ils comparent la prolifération sauvage du graffiti à la prolifération sauvage du crime.

Pour d'autres, c'est quelque chose de sacré, c'est l'expression spontanée de l'âme de l'underground, c'est le cri libérateur d'une classe désavantagée, c'est la manifestation d'un instinct tribal, etc. Pour Norman Mailer, qui lui consacra, en 1974, un livre, *The Faith of Graffiti*, c'est, entre autres, l'expression de peuples tropicaux vivant dans un environnement moderne, gris et monotone, c'est leur détermination d'affirmer leur sensualité et leur sens de la vie en face d'un monde technologique. Pour Claes Oldenburg, un train couvert de graffiti entrant dans une station grise et sinistre, produit l'effet d'une grande fête latino-américaine.

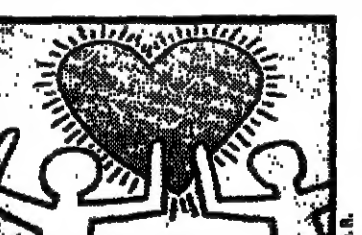
Le maire démocrate, Edward J. Koch, rêve quant à lui pour 1984 d'une ville enfin débarrassée du vandalisme et des graffiti. Tous les maires d'ailleurs, à commencer par Lindsay, ont déclaré la guerre au graffiti, mais celui-ci, telle une mauvaise herbe, a résisté à tous les efforts d'éradication.

Le mouvement dont on peut admirer les plus récentes illustrations dans les galeries a commencé pour de bon en 1969-1970, quand apparut sur les murs et sur les trains, au milieu des griffonnages dénués de sens, ce mot : Taki 183. Dès que l'on a compris que

Taki 183 était un nom, l'affaire a commencé. Il s'agissait alors pour chacun de trouver un nom, un « tag », et de le griffonner partout sur les murs et dans le métro.

Bientôt des groupes d'écrivains se constituèrent dans Harlem, le Bronx et Brooklyn. Ces groupes firent la ronde dans la ville, griffonnant leurs tags sur toutes les surfaces propices. « Il ne faut jamais s'arrêter d'écrire son nom », déclarait Wasp à un journaliste d'Art in America. « Chacun veut que le monde sache qu'il existe, d'où il vient. C'est cela ou la drogue et le vol. »

On s'adonne avec frénésie au graffiti. On passe tous les moments libres sur les trains. On explore des tunnels aban-



donnés où personne n'a mis les pieds depuis longtemps, et c'est l'excitation de pouvoir griffonner son « tag » dans un endroit vierge. On se lève à 2 heures du matin pour pouvoir travailler en paix sur les trains de métro.

« Les vrais écrivains de graffiti sont comme des vampires », dit Iz the Wiz. Ils sortent la nuit quand personne ne peut les voir et rentrent avant que le soleil ne se lève. « On s'habitue à travailler dans le noir, même avec des couleurs. Je connais mes couleurs par cœur. Travailler au clair de lune vers 3 heures du matin, il n'y a rien de plus excitant », dit Chico. « Il faut avoir un plan, comme pour un crime », dit Caz II.

D'abord il faut « inventer » comme on dit en américain, c'est-à-dire se procurer d'une façon ou d'une autre du spray paint. « Je vais chez Woolworth ou Macy's, vêtu d'un long manteau et portant des sacs et je vole du spray paint. A la fin de la semaine, il m'arrive d'avoir cent ou cent vingt bouteilles de spray paint. Avec cela, je peux me lancer à l'attaque d'un train », dit l'un d'eux. Le vol du spray paint est souvent le premier pas dans l'acte criminel qu'est le graffiti, et si vous êtes jeune et noir ou portoricain et qu'on a l'œil sur vous, c'est souvent le premier « challenge ». Ensuite il faut transporter le spray paint dans le métro et ne pas se faire attraper par la police, qui est aux aguets. Puis il faut le

cache dans un lieu sûr - les kids connaissent le métro comme leur poche - et attendre les heures du petit matin pour se mettre au travail.

Ceux qui restent cool et sont à même de faire un bon travail, d'une main calme, sans trembler, sont les maîtres. Ils apprennent leur métier les uns des autres. Ils développent des styles. Chaque quartier avait son propre style, puis les styles se sont mélangés. D'une calligraphie simple, on a évolué vers une calligraphie de plus en plus compliquée, hermétique aux non-initiés. Les murs se sont couverts d'hieroglyphes.

« Le développement a été lent », dit Zephyr. « Cela a pris des années avant qu'on n'arrive aux lettres bulles. C'est Phase II qui a inventé les lettres bulles en 1974 et après lui, tout le monde s'y est mis. »

Puis on a entouré les tags de symboles de plus en plus nombreux avec toujours en vedette, la flèche, le symbole le plus important du graffiti. Les premiers écrivains de graffiti, les puristes, ceux qui n'écrivaient que leurs noms, d'une calligraphie simple mais assurée, regardaient cette évolution avec mépris, comme si toutes ces fioritures annonçaient déjà le déclin du mouvement. Aujourd'hui il arrive que le tag n'occupe plus qu'une petite place en bas d'un dessin.

Leur inspiration, les jeunes artistes la prennent dans la vie quotidienne, la télévision, les

bandes dessinées, la science-fiction et, toujours, le métro. Ce sont des dessins grossiers effectués sur de grandes surfaces. Les kids sont jaloux de leurs œuvres. De vraies batailles éclatent quand l'un d'eux - on l'appellera un criminel - couvre le dessin d'un autre, et cela arrive souvent aujourd'hui. « Les choses ont changé », dit Iz the Wiz, qui a derrière lui douze années de graffiti. Au début, il y avait plus de camaraderie dans le mouvement. On respectait le travail des autres, s'il était bien fait. Maintenant, la compétition est devenue féroce, et les doutes aboutissent dans une galerie.

La reconnaissance n'est pas venue du jour au lendemain et le chemin vers les galeries s'est fait d'une façon différente pour chacun. La première exposition de graffiti eut lieu en 1973. Elle provoqua beaucoup de curiosité, mais n'amena pas vraiment le succès. En 1978, un Autrichien entreprenant et audacieux, Stefan Eins, ouvrit avec un Américain, Joe Lewis, une galerie « Fashion Moda », dans le South Bronx, réputé pour être un des plus redoutables ghettos des Etats-Unis.

Ils voulaient sortir des quartiers artistiques traditionnels, se mettre au contact de la vitalité d'un quartier populaire et démontrer qu'on pouvait faire quelque chose de constructif même dans un environnement apparemment hostile. Fashion Moda servit de tremplin à



Futura 2000.

LEA WILLEMS.



Dans le métro new-yorkais.

مكذبا من الأصل



## Fleurs de bitume

Esthétisme et provocation. Le rock français, selon Taxi Girl.

ILS étaient six au départ, ils ne sont plus que deux aujourd'hui : Daniel, le chanteur d'origine russe, et Mirwais, le guitariste, d'origine afghane, réfugié politique apatride. Pourtant, la notion de groupe existe toujours. A force de persévérance et de conviction, elle a survécu à la mort du batteur et au départ des claviers. Musique catégorique et poésie douloureuse, Taxi Girl est, par l'esprit et l'attitude, le plus rock des groupes français, franc-tireur et dangereux.

L'univers de Daniel et Mirwais ne se limite pas pour autant au rock. Tous deux ont vingt-quatre ans et ne se posent pas exclusivement en musiciens. Leur inspiration, leurs racines, ils les trouvent dans la musique aussi bien que dans les livres, le cinéma, la rue, la vie. L'œil aux aguets et l'oreille à l'écoute, ils ont bougé, cherché, leur style a évolué avec les années.

Parisiens, ils rejettent le parisianisme. Seul groupe français à avoir créé son propre label (Mankin au sein de la firme Virgin), ils produisent d'autres musiciens. Ils existent aujourd'hui comme des héros, comme leurs héros, avec les mythes adolescents qu'ils portent en eux et qu'ils vivent au quotidien. Rebelles, toujours, avec une cause, et différents des générations qui les suivent, sages et contrôlées. Leur vies, leurs idées, se complètent, se recoupent : nous avons mélangé leurs réponses pour cet entretien.

« Taxi Girl est né en 1978, juste après le punk, grâce au punk. C'était la première chose forte qui arrivait dans notre vie, la seule qui ait pu nous réunir : nous étions six au départ, complètement différents. Nous commençons seulement à vivre, et nous avions accumulé tellement d'ennuis : tout à coup, quelque chose s'est allumé, comme un néon, et c'était le punk. Il n'y avait plus que ça. 1977, c'était magique parce qu'on était obligé de choisir son camp. Vivre, se fringuer d'une certaine façon impliquait que dès que tu sortais dans la rue, tu risquais ta vie : cette impression formidable de vivre comme un héros. Ça nous a donné le sentiment unique d'appartenir à quelque chose, à une race, à une ethnie. On avait enfin des racines.

« Le jour où je me réveillai et que je ne serai plus prêt à mourir pour une cause (quelle qu'elle soit, ça peut changer tous les jours, aucune importance), ce jour-là je mourrai vraiment, et d'une mort lâche et comme parce que je n'aurai vraiment plus rien à faire, plus rien à vivre. Le punk était la première chose pour laquelle nous étions prêts à mourir.

« En fait, nous sommes devenus musiciens comme nous aurions pu partir pour la guerre d'Espagne si nous étions nés avant. Il y avait une cause à défendre, et ça pouvait être marquant de la défendre.

« Le métier de musicien était-il, pour vous, une occasion, alors, plus qu'une vocation ?

« La musique, c'est avant tout un moyen d'expression. Je crois qu'on ne fait pas ça par hasard. Encore moins en France, où faire du rock n'est pas un métier reconnu socialement. Répéter de temps en temps, est-ce que c'est ça le métier de musicien ? Pour nous, c'est rien ou c'est le métier de poète. Ça veut dire ouvrir les yeux quand on marche dans la rue, entendre quand les enfants pleurent, comprendre quand on lit un livre.

« Ce qui nous intéresse, c'est de vivre avant tout et, éventuellement, faire de la musique. En 1978, c'était le média le plus direct et le plus efficace, mais ça n'a rien de supérieur au reste. C'est un moyen. Si nous avions dix-sept ans, nous ferions peut-être de la peinture ou du cinéma, ou de la vidéo.

« Mirwais est devenu musicien en voyant une guitare aux Galeries Lafayette, et moi quand il m'a dit qu'il cherchait un chanteur. Je lui ai fait croire que j'en connaissais un, et, pris de court, je me suis proposé. J'étais celui qui chantait le plus mal, mais au moins je bougeais un peu et j'avais les cheveux plus courts que les autres. Je suis resté et j'ai pris ça à cœur.

« Je n'ai jamais été frustré de ne pas être musicien, je l'étais plutôt de ne pas être critique. Pour moi, les critiques étaient plus importantes que Chuck Berry ou les Rolling Stones. Ce qui me plaisait dans le rock, c'était ce qu'on en disait, beaucoup plus que ce que c'était.

« De la même façon mon groupe préféré en 1976, c'était les Sex Pistols, parce que j'avais une photo d'eux. Je n'avais jamais écouté la musique et je m'en foutais pas mal. L'image était plus importante. Il m'a fallu du temps pour réaliser que c'était la même chose. Aujourd'hui, à vingt-quatre ans, on a la chance de ne pas avoir connu cette sanction qu'est le travail. Du coup, on vit comme si on en avait seize, plus ou moins en dehors du temps.

« Est-ce que le rock suppose une culture adolescente ?

« Complètement. La première fois que j'ai lu *l'Attrape-cœur* de Salinger, j'ai pleuré. Je l'ai relu récemment, j'ai trouvé que c'était un beau roman. Le rock, c'est pareil. A quinze ans, quand j'écoutais

Gene Vincent, je pleurais. Aujourd'hui, je me dis que c'est un mec qui chante bien. En vieillissant, on perd une grande partie de sa foi et de sa mystique. Un beau jour, on s'aperçoit que tout ce qu'on trouvait magique, ce pourquoi on serait mort sans hésiter, on s'en fout. On n'a plus le droit de faire du rock.

« Rimbaud et Verlaine étaient des adolescents même le jour de leur mort. Patti Smith et Jean-Luc Godard le sont toujours. C'est enfoncer une porte ouverte que de dire que c'est complètement dans la tête. Godard est un mec irresponsable, cliniquement fou, et ça, ça fait partie de l'adolescence.

« Il y a le monde adolescent et le monde en général. Le premier, c'est la révolte complète et permanente contre l'autre. Gide disait quelque chose comme « la mystique commence là où s'arrête la raison ». Le rock, le monde adolescent, commencent là où s'arrête la raison, le monde adulte. Le jour où tu te dis que c'est un peu futile de porter un cuir noir et de risquer de te faire casser la gueule pour ça, tu bascules.

« Adulte, je ne sais pas ce que c'est, ou plutôt je le sais tellement que je ne veux plus en entendre parler. Les adolescents ont cette force de passer au-dessus de tout ça : les avions renifleurs, ils ne savent pas ce que c'est. Et d'ailleurs, qui ça peut-il intéresser d'un peu élevé spirituellement ?

« De quoi doit-il être fait aujourd'hui, cet univers adolescent ?

« La génération qui vient, celle des quatorze-dix-huit ans, s'est réignée. Elle ne se révolte plus. C'est comme si les quinze dernières années avaient été effacées d'un seul trait. Ce qui les intéresse, c'est gagner un maximum d'argent pour se payer une villa ou une grosse console vidéo. Penser que les adolescents entrent dans cette

réalité est déprimant. Toutes les nouvelles revues insistent à devenir un jeune cadre dynamique.

« A dix-huit ans, tout ce que tu lis, tu dois le voler, c'est mieux. Tu dois lire *l'Attrape-cœur* et *Do It* de Jerry Rubin. Tu dois écouter du rock, Presley, Gene Vincent, Dylan, Lou Reed, Grand Master Flash (le plus grand groupe actuel), lire les écrits théoriques de John Sinclair. Tu dois te cultiver, te mettre à l'écart et faire de toi un individu complètement perverti pour les autres, c'est-à-dire complètement pur pour toi.

« Le rock est-il une ouverture à une sensibilité différente ?

« Je dois tout au rock. C'est aberrant d'ailleurs. Si j'ai lu Jerry Rubin, c'est parce qu'un critique de rock en parlait dans son article. Si je me suis intéressé à tout un mouvement de pensée underground des années 60 aux États-Unis, c'est par le rock. Si je suis allé plus loin, si je lis Malraux ou Mishima, c'est grâce au rock. Ça peut paraître idiot mais c'est vrai. Si un jour j'ai accepté de voir un film de Godard, c'est parce que Patti Smith avait dit que c'était génial.

« Le rock, c'est magique, c'est ma façon à moi de pénétrer les choses qui m'entourent. C'est la vision qu'on peut avoir quand on a vingt ans dans une ville comme Paris et qu'on se refuse tout ce qui est intéressant. Ce qui l'est vraiment, c'est la beauté cachée, c'est Jean Genet, c'est la violence. Si des mômes deviennent fascistes, ça ne peut pas être par intérêt mais par provocation. Le rock, c'est ça aussi, c'est con à dire mais c'est la beauté du mal. C'est une paire de lunettes magiques avec lesquelles on voit tout.

« Les religieux du Moyen Âge embrassaient les lépreux et les lavaient, ils croyaient en une chose magnifique et la reconnaissance même dans la laideur. Je pourrais voir une merde par terre et me dire que c'est beau et que c'est ça que je veux. Un autre dira « ça pu » et changera de trottoir ; la différence est en toi, pas dans les choses, elle est dans ton cœur.

« Au départ, Taxi Girl, c'était beaucoup de provocation.

« Parce que nous n'avions pas assez d'idées pour faire autre chose. Tout était nouveau, marquant, il fallait en profiter au plus vite. Ce qu'on prenait à l'époque pour de la provocation passe pour de l'esthétisme aujourd'hui. Mishima disait : « Le moment le plus heureux de ma vie a été quand mon nihilisme personnel a correspondu au nihilisme historique ». En 1978, c'était la même chose. Notre provocation correspondait à celle de l'époque.

« Une fois notre territoire de jeu délimité, il a fallu jouer réellement et arrêter de casser la gueule aux mêmes autour de nous pour l'agrandir. On a arrêté de provoquer parce qu'il fallait occuper la place qu'on avait avec plus de créativité. Soudain, nous avons eu envie de faire des choses et non plus de cracher sur celles qui avaient été faites. C'est une évolution logique. La provocation qui vient du cœur c'est l'art, c'est la beauté. Baudelaire, c'est de la provocation qui reste parce que c'est une « beauté convulsive ».

« Que se passe-t-il dans la tête de quelqu'un qui va se trancher les veines sur scène comme vous l'avez fait en 1979 ?



« Il est devenu musicien en voyant une guitare aux Galeries Lafayette... »

« Comment vont-ils réagir ? En fait, un mec s'ouvrirait les veines, ça me ferait rire et ça s'arrêterait là. Je me disais, peut-être qu'ils sont comme moi, qu'ils vont se foutre de ma gueule. Certains se sont trouvés mal. On a crié au scandale, on a dit que j'étais un fasciste, ce qui est un comble. Il n'y avait pas d'intellectualisme dans ce geste, je voulais juste voir jusqu'où je pouvais aller, si j'oserais me tailler les veines devant deux mille personnes.

« Avant de tourner certaines scènes, James Dean se foutait à poil devant l'équipe et il pissait. Il se disait : « Maintenant, je peux jouer devant eux, je peux tout donner, je n'ai plus à avoir peur ». Peut-être que pour moi c'était la même chose. Je n'avais plus à avoir peur de chanter. Quand Daniel s'est tranché les veines sur scène, j'ai évité de me faire asperger et ça, c'est ce qui se passait dans ma tête. Mais je l'ai quand même été. Du sang rouge sur une chemise rouge.

« La provocation est une forme de subversion, est-ce votre forme d'engagement ?

« La subversion, c'est totalement subjectif. C'est quelque chose qui permet d'évoluer d'une façon qui peut paraître complètement incohérente mais qui ne l'est pas du tout, d'une façon violente et révolutionnaire. La subversion est intéressante, mais ça n'a qu'un temps, il faut passer à autre chose, même si elle reste en soi.

« La subversion, c'est déjà l'engagement, c'est un choix, c'est peut-être le seul engagement complètement sincère et réel. Les brigades rouges, l'armée rouge japonaise, ce sont des gens engagés dans la subversion. Ça pourrait se limiter à ça. Le reste, on s'en fout. Quand j'étais à la Fédération anarchiste et qu'on cassait la gueule à des mecs, l'utopie c'était ce qu'il fallait bien dire à ceux d'en face quand ils étaient plus nombreux et qu'ils nous encerclaient. Alors on se servait de l'utopie : « On ne veut pas vous frapper, on veut juste certaines choses », et on leur expliquait en espérant s'en sortir. L'engagement, c'est la subversion, pas l'utopie, et

peut-être que je mélange tout d'ailleurs.

« La rue est-elle aussi une source d'inspiration ?

« Entre la rue de Vintimille et la rue des Abbesses, il y a déjà plein de différences. La rue est intéressante à un certain âge parce que c'est un champ d'activité très fécond. Tu peux y faire plein de choses qui ne font pas forcément partie de la loi. Tu peux casser la gueule à un mec, lui tirer tout ce qu'il a et partir en courant. Tout y est enfin permis, c'est à toi de savoir ce que tu es capable de faire, sinon tu te ramasses. C'est sans appel. Si tu veux y aller, il faut assurer. C'est marrant, mais là aussi il faut en sortir, tu en es vite fait le tour. Les mecs qui passent leur vie à tirer des Mobyette ne sont pas très intéressants. Il y a toujours un moment où tu as besoin d'y revenir. La rue c'est nos racines, notre langage. C'est une chose qu'il faut savoir mais on peut s'en passer.

« Vous êtes le seul groupe qui ait créé son label ? Pourquoi ?

« Mankin était au départ un label constitué par des musiciens pour des musiciens parce que nous en avions assez de nous faire maltraiter par les maisons de disques, de discuter avec des directeurs artistiques qui ne connaissent rien à la musique et qui s'en foutent. Le problème est que lorsqu'il y a beaucoup d'argent en jeu on ne peut pas éviter les concessions et c'est ce qui s'est passé.

« L'indépendance totale n'existe pas, tu es toujours prisonnier des maisons de disques, d'autant que nous avons créé Mankin avec une avance de Virgin. A défaut d'une indépendance matérielle, nous avons gagné une indépendance artistique. C'est le principal : enregistrer les disques que nous voulions, produire des musiciens impensables ailleurs. Nous avons réussi en partie ce que nous nous étions fixés.

ALAIN WASS.

« Taxi Girl aux « Enfants du rock », sur Antenne 2, samedi 21 avril, à 21 h 30.

Discographie chez Mankin, Virgin.



« et moi quand il m'a dit qu'il cherchait un chanteur » (Daniel)



# Kiosque

## De silence et d'or

PENDANT que nos langues s'agitent intarissablement dans nos palais et nos Palais-Bourbon, tandis que nos plumes frétilent au gré des modes, alors que fleurit le vain commerce des mots, il y a, de par le monde, quelques milliers d'hommes qui se taisent. Obstinément.

Leur silence est un vrai silence. Ce n'est pas celui des intellectuels, que l'on sent rempli de rumeurs. Ce n'est pas celui des « minutes de silence » qui durent quelques secondes et s'achèvent en brouhaha. C'est le silence. Il rappelle ce propos admirable d'un commentateur de radio — dont nous avons oublié le nom, qu'il nous pardonne ce silence... — suggérant à ses auditeurs, après la diffusion d'un quatuor de Mozart : « Écoutez ce silence, c'est encore du Mozart ! »

Les chartreux aussi, écoutez leur silence. Il y a neuf cents ans cette année qu'ils se l'imposent. A Grenoble et dans le massif de la Chartreuse, on célébrera bientôt l'événement. Il y aura, annonce-t-on, d'importantes cérémonies commémoratives à partir du mois de juin. Sans doute y aura-t-il des discours.

Il y a déjà des photos. Le *Figaro Magazine*, qui nous fait d'ordinaire rêver avec les intérieurs somptueux des riches, les demeures des collection-

neurs, les pied-à-terre parisiens des princes du pétrole, les manoirs des lords et les châteaux qui demeurent, a choisi pour une fois de nous présenter l'intérieur d'un chartreux. Nul décorateur-ensemblier n'y a, depuis neuf siècles, mis sa patte. Ni tapis, ni moquette, ni bijoux, ni tentures : le bois quasiment brut, de la couleur des bures. Ce décor du silence est inchangé depuis des siècles.

Il faut avoir violé un jour le calme de ces absolus taisants, franchi les grilles de la « clôture » pour comprendre l'incongruité de nos babillages, de nos us et coutumes urbains, pour ressentir la gêne du crissement de nos souliers trop lourds sur ces parquets très vieux. Au fond, il y a peu à montrer et très peu à en dire. Quand un propos s'échappe de leur bouche, c'est pour nous dire qu'ils se taisent pour nous.

A chacun ses rites. La presse profane passe... sous silence la Semaine sainte. Des Rameaux à Pâques, nous aurons eu bien d'autres soucis en tête avec nos idoles habituelles.

L'argent, par exemple. En gagner est une chose (qui n'en rêve, à part les chartreux ?). Le conserver en est une autre. On connaît l'activité du fameux « gang des postiches » qui va, de banque en banque, percer des coffres qu'on croit

forts et les vider de leur contenu laborieusement amassé. Leur efficacité inquiète jusqu'à ceux qui n'ont pas un sou devant eux.

Les coffres ont faibli. Pour des raisons psychologiques, VSD a mené l'enquête, et M. Jean-François Rivière, directeur d'une société d'équipements de protection, l'a expliqué à cet hebdomadaire : « Après le casse de Nice en 1976, les banquiers ont tout mis sur la protection nocturne des chambres fortes. C'est le syndrome Spaggiari. Personne ne pouvait imaginer que des voyous oseraient s'y attaquer en plein jour. Mais un employé qui a un revolver braqué sur le ventre ouvrira la meilleure des portes blindées. Il fallait y penser. » La peur de la mort est plus forte que les blindages, et le désir de vivre vaut tous les pieds-de-biche et tous les bûrins du monde.

Il faudra s'adapter. Les mille hold-up commis chaque année dans les banques françaises nous l'imposent. M. Georges Jousse, professeur à l'Institut de recherches bancaires, explique à VSD ce que sera l'agence bancaire de demain : « Elle sera divisée en deux parties cloisonnées par un mur blindé. L'une sera réservée aux opérations rapides. Le client y pénétrera avec sa carte magnétique. Devant lui,

il ne trouvera plus un guichetier au sourire avenant mais un automate qui encaissera, détiendra de l'argent, rendra la monnaie et donnera un reçu. Juste à côté, il y aura la salle des opérations lentes. Ici, toutes les transactions se feront sur le papier. Les agences de l'an 2000 n'auront plus de chambres fortes. Celles-ci seront toutes regroupées dans de superforteresses, et leurs systèmes de sécurité seront tellement sophistiqués qu'il faudra un régiment pour en venir à bout. » Ces banques seront plus fermées que des couvents.

Un homme n'a pas ces soucis : Elton John, prince de la « pop music », qui se produira à Paris-Bercy le 29 mai, et qu'une radio libre (95,2 Mhz), citée par VSD a longuement interviewé. Cette idole est inquiète pour sa survie depuis l'assassinat de John Lennon. Alors, Elton John arpenté la planète en compagnie d'un secrétaire taillé dans le roc, une véritable armure à glace. « J'ai, dit-il, un gorille et un secrétaire pour le prix d'un seul. » Il a plutôt intérêt à être bien entouré, dit VSD. Sa personne à elle seule vaut des millions. Des milliards. C'est une joaillerie ambulante. Les diamants le fascinent. Il en fait couler sur ses vêtements et porte une

énorme pierre à l'oreille droite, un bijou estimé à 100 000 dollars. Jusqu'à ses lunettes de soleil, qui sont incrustées de diamants. « J'es- saie, dit-il, de ne pas gâcher l'argent que je gagne en achetant des choses inutiles. »

Les diamants donnent un sens à sa vie. Il pourrait être français si l'on en juge par l'enquête du *Nouvel Observateur* sur « La France du chacun pour soi ». Alain Schifres décrit un certain Léo, ex-gauchiste assimilé : « C'est un récent professionnel. Il cherche un bon cours privé pour son chéri. (...) A l'école du quartier, il y a trop d'Arabes, le niveau est nul (...) Quand il était au Secours rouge, Léo voulait adopter un orphelin du Fath. » Bernard Cathelat, qui dirige le Centre de communication avancée, dessine — d'après les statistiques — le portrait-robot du nouvel égoïste des années 80 : « Pragmatisme et cynisme. Individualisme. Souci du court terme. » Tout s'ensuit : agnosticisme, repli sur la sphère privée (de plus en plus minuscule mais douillette), course aux loisirs individuels (les sports d'équipe éclipsés par les sports individuels), système D, walkman, apolitisme, amoralisme, séro-bic.

Narcisse est roi : « Cette apparition intempestive de Nar-

cisse sur la scène post-moderne, écrit Gilles Anquetil, coïncide — et voilà l'ennui — avec la disparition de l'individu citoyen épris de chose publique, qui faisait corps avec sa société et épousait, vaillamment, ses idéaux et ses mythes. »

Allez, dans ces conditions, mobiliser la jeunesse, lui proposer des idéaux ! Ils sont touchants, ces trois hommes politiques qui ont accepté d'être longuement interviewés par la revue *Rock* pour parler aux jeunes. Et que disent-ils ? « Je dirai aux jeunes de ne pas chercher avant tout à s'assurer une sécurité frileuse et passive, mais d'aller de l'avant, avec confiance... » (Jacques Chirac). « Je dirai aux jeunes : ne laissez passer aucune chance de peser sur le cours des choses » (Georges Marchais). « Je leur dirai que la jeunesse est un état passager, transitoire, et que, comme tel, il ne donne aucun droit particulier. Que la seule revendication que la jeunesse puisse légitimement présenter, en tant que telle, à un homme politique est de lui demander de ne jamais sacrifier l'avenir au présent » (Michel Rocard).

Et si, tout simplement, on ne leur disait rien ?

BRUNO FRAPPAT.

## L'Invité

## Psy-farce

Le psychanalyste italien Armando Verdiglione et ses « jet set moodies », comme les appellent les Américains (par allusion à la fois au révérend Moon et au comportement de secte du groupe entourant Verdiglione), ont débarqué à Tokyo la première semaine d'avril pour le premier congrès international de la Fondation Armando Verdiglione. Celle-ci a été créée en 1982 (*le Monde* du 5 novembre 1982) autour de l'idée d'une « deuxième Renaissance », exprimant à la fois le déperissement d'une tradition culturelle et l'avènement d'un nouveau mouvement, plus internationaliste. La deuxième Renaissance était le sujet de ces rencontres japonaises, avec comme thème réputé plus « précis » : « Sexualité : d'où vient l'Orient, où va l'Occident ? ».

Quand Verdiglione organise un colloque — un happening ? une fête ? une séance de psychanalyse de groupe ? — c'est du beau travail. Pendant quatre jours, une immense salle toujours pleine d'au moins cinq cents auditeurs curieux dans l'un des plus beaux hôtels de la ville, le New Otani : un lieu ultra-moderne, dont l'un des côtés n'est qu'une large baie vitrée donnant sur un jardin japonais.

Verdiglione avait déjà son décor, sa confrontation de la tradition et de la modernité. Il y avait ajouté quelques mannequins portant des costumes de la première Renaissance, une bicyclette construite d'après les descriptions de Léonard de Vinci, des copies de manuscrits du même Léonard... Il ne manquait plus que lui. Et justement il était là, sur l'estrade, tel qu'en lui-même, dans sa propre mise en scène. Le monsieur

adipex qu'il était, éternel fumeur de gros cigares, a laissé place à un homme mince et juvénile, aux incroyables costumes blancs ou marron à paillettes.

Nouveau Lacan, ont dit certains. Nouveau Dieu plus sûrment dans la tête du « maître ». Il suffisait de le voir, à l'issue d'une réception chez l'archevêque de Tokyo, visitant l'église bâtie par Kenzo Tange, manteau de fourrure sur les épaules, ses affidés faisant cercle autour de lui. Qui est-il ? Est-il un peu « félé », à l'image de certain(e)s de ses groupes, ou extraordinairement cynique ? A coup sûr d'une redou-

table intelligence, avec un sens aigu de son jeu, de sa propre aventure intellectuelle, qui ne passe que par une mise en spectacle.

Après avoir irrité les Européens, amusé les Américains, Verdiglione a intrigué les Japonais. « Nous, nous sommes habitués aux colloques organisés par telle société de philosophie, de psychanalyse, expliquait le psychanalyste et essayiste Nada Inada. Les communications sont interminables, tout est convenu, attendu. Lui, au moins, il a de la fantaisie. » Certes. Qui pourrait ainsi, dans un autre colloque, renvoyer des sommités intellectuelles à leur place après

les avoir laissés parler cinq minutes, les appeler à la tribune n'importe quand, de préférence pas au jour initialement prévu ?

Voilà le professeur Georges Mathé, oubliant son mandat et sa réputation de cancérologue, tripoter nerveusement ses feuillets en attendant d'être convié à faire une communication squelettique, voir Alexandre Zinoviev, Jean-Toussaint Desanti et quelques autres patients, faire antichambre, avant de tenir des discours que leur qualité intellectuelle leur interdirait de présenter devant toute autre instance, ne peut manquer de laisser perplexe.

Seul Jorge Luis Borges fut dispensé de passer par les diktats de Verdiglione. Il arrivait chaque jour précédé et suivi de spots et de caméras, figure déjà spectrale. Ce n'est pas son intervention sur « la deuxième Renaissance et le Ragnarök » — dont la grandeur de son œuvre impose qu'on ne dise rien, — qui pouvait expliquer sa présence à Tokyo. Lui-même était peu disert sur le sujet mais évoqua à plusieurs reprises son impatience devant la mort. Dans la farce générale, Borges était — à dessin ? — la seule tragédie : ce vieil homme cherchant et fuyant sa mort de ville en ville (il venait de la rencontre de Venise sur l'Euro-

pe), arpentant ce monde qu'il ne voit plus, suffisait à rendre dérisoires toutes ces journées.

Non que l'idée d'une deuxième Renaissance soit frappée de nullité a priori. Il est certes passionnant de mettre en contact des approches, des manières de voir, des formations, des lieux culturels différents, et de voir ce qui en résulte. Mais ceux qui voudraient avancer dans leur réflexion, confronter leurs points de vue, analyser une éventuelle deuxième Renaissance au regard de la première, nécessairement plus homogène, ne peuvent qu'être déçus par le show verdiglionique.

Car, comme le dit le sociologue Michel Maffesoli, « l'intérêt des manifestations qu'organise Verdiglione n'est pas dans le contenu. La magie joue ailleurs. Il s'agit, d'une manière pseudo-créative, rassembler des gens qui entrent en connexion. Il est obligé de courir d'un lieu à l'autre, car cela s'use assez vite. Il manifeste une idée de décadence qui m'attire. Ce n'est pas péjoratif. C'est le signe de quelque chose, la fin d'un certain type de discours intellectuel. Dans un monde où plus aucun discours ne se tient, quelque chose, peut-être, peut naître de la cacophonie ».

Sans doute Verdiglione croit-il que le malaise qu'il suscite, planifié, met en scène, la dérision même, seront productifs. Mais il faudrait ajouter à ses talents de préteur au moins un peu d'humour — dont il semble totalement dépourvu — pour convaincre de la validité de son projet.

JOSYANE SAVIGNEAU.



Armando Verdiglione, psychanalyste, et Jorge Luis Borges, écrivain, à Tokyo.

مكذبا من الأصل